



L'ESPAGNE

SOUS LES ROIS

DE LA MAISON DE BOURBON.

TOME V.

Cet ouvrage se trouve aussi à PARIS :

Chez TREUTTEL ET WÜRTZ, Libraires, rue de Bourbon, n° 17.

REY ET GRAVIER, Libraires, quai des Augustins, n° 53.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET, rue de Vaugirard, n° 9.

L'ESPAGNE

SOUS LES ROIS

DE LA MAISON DE BOURBON,

OU

MÉMOIRES

RELATIFS A L'HISTOIRE DE CETTE NATION,

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE PHILIPPE V EN 1700,
JUSQU'A LA MORT DE CHARLES III EN 1788.

ÉCRITS EN ANGLAIS SUR DES DOCUMENS ORIGINAUX INÉDITS,

PAR WILLIAM COXE,

Auteur de l'*Histoire de la Maison d'Autriche;*

TRADUITS EN FRANÇAIS, AVEC DES NOTES ET DES ADDITIONS,

PAR DON ANDRÉS MURIEL.

TOME CINQUIÈME.

A PARIS,

CHEZ DE BURE FRÈRES,

LIBRAIRES DU ROI, ET DE LA BIBLIOTHÈQUE DU ROI,

RUE SERPENTE, N° 7.

1827.

L'ESPAGNE

SOUS LES ROIS

DE LA MAISON DE BOURBON.

CHAPITRE LXV.

1767 — 1769.

Causes qui déterminèrent le roi d'Espagne à expulser les Jésuites de ses États. — Mystère singulier et précautions pour l'exécution de cette mesure. — Correspondance entre Charles III et le pape Clément XIII à ce sujet. — Expulsion des Jésuites de Naples et de Parme. — Bulle du pape contre le duc de Parme. Disputes des princes de la famille de Bourbon avec le Saint-Siége. — Mort du pape et élection de Clément XIV. — Le roi d'Espagne obtient l'abolition de l'ordre des Jésuites. — Les contestations sur des matières ecclésiastiques terminées.

L'ANNÉE qui suivit l'émeute de Madrid fut signalée par un événement aussi important qu'inattendu; les Jésuites furent chassés des États du roi d'Espagne. Il n'est pas besoin de retracer ici l'histoire de la naissance et des progrès de cet ordre célèbre; il suffit de remarquer que son

esprit d'intrigue, ses doctrines dangereuses et son ambition insatiable, l'avaient rendu l'objet de la crainte et de la jalousie de plusieurs gouvernemens d'Europe. Il n'existait aucune manœuvre politique, aucune commotion populaire, sans que les Jésuites s'y trouvassent réellement impliqués, ou du moins sans qu'on leur en attribuât une grande partie. Telle était néanmoins l'influence que cet ordre exerçait par le nombre et les talens de ses membres, par le monopole qu'il s'était arrogé d'élever la jeunesse, par la considération publique qu'il en retirait, par son pouvoir dans le cabinet des princes catholiques, dont il dirigeait les consciences, enfin par son ascendant sur tous les esprits, qu'avant le milieu du siècle dernier, à peine se serait-il trouvé un homme d'État qui eût osé attaquer ce colosse, qui, par ses prétentions et son ambition désordonnée, semblait aspirer à envahir le monde civilisé. Ce fut dans le petit royaume de Portugal que le premier coup lui fut porté, par le ministre Carvalho, marquis de Pombal, sous le règne d'un monarque faible et superstitieux, qui avait rempli son palais et sa cour des membres de cette société et de ses prosélytes.

Une des causes qui contribuèrent le plus à opérer la disgrâce des Jésuites dans ce royaume, naquit de leur conduite dans les établissemens de

leurs missions au Paraguay, pays où ils excitèrent de violentes commotions. Ils devinrent l'objet de la haine du gouvernement ; les confesseurs des membres de la famille royale furent arrêtés ; il fut défendu à tout Jésuite de paraître à la cour : on préludait par là à leur expulsion totale. Plus tard, soupçonnés, avec ou sans fondement, d'avoir trempé dans le complot formé par quelques nobles d'assassiner le roi, on frappa l'ordre tout entier d'une proscription irrévocable. Tous ses biens furent confisqués, tous les individus de la société furent mis en état d'arrestation, et déportés sur les côtes de l'Italie, ou débarqués dans les États de l'Église.

L'expulsion des Jésuites dissipa en un instant la terreur qu'inspirait leur nom, et le prestige qui naissait de leur pouvoir. De violentes attaques furent dirigées contre leur doctrine et leur morale de la part des littérateurs français, qu'une ancienne polémique entre eux et les écrivains distingués de l'ordre n'avait que trop préparés à ce dernier combat. La haine universelle à laquelle les Jésuites se trouvèrent en butte, favorisa les desseins du duc de Choiseul, leur ancien ennemi, et aplanit les obstacles qui s'étaient opposés à leur expulsion du royaume de France. Ce grand événement eut lieu en 1764, mais sans qu'on leur fît essuyer de mauvais traitemens, et en usant envers eux de bien plus de modération

qu'en Portugal. Dès-lors, le ministère français se proposa d'achever leur chute dans tous les autres pays, et s'occupa surtout d'obtenir leur expulsion complète du territoire d'Espagne. Choiseul n'épargna à cet effet aucun moyen ni aucune intrigue pour répandre l'alarme sur leurs principes et leur caractère ; il leur attribuait toutes les fautes qui paraissaient devoir entraîner la disgrâce de leur ordre. Il ne se fit pas le moindre scrupule de faire circuler des lettres apocryphes, sous le nom de leur général et autres supérieurs, et de répandre d'odieuses calomnies contre quelques individus de la Société. (*)

(*) L'opinion générale a été, jusqu'à présent, que le duc de Choiseul avait été, sinon l'agent principal de l'expulsion des Jésuites du royaume de France, du moins un des principaux personnages qui l'avaient favorisée. Cette accusation serait injuste, s'il faut en croire ce que dit le ministre lui-même, dans un mémoire encore inédit cité par M. de Choiseul, pair de France, dans la séance de la chambre des Pairs, du 18 janvier 1827, et qui fut adressé à Louis XVI, lorsqu'après la mort du ministre Maurepas ce monarque demanda au duc de Choiseul son avis sur l'administration du royaume.

« Je suis persuadé, dit-il, que l'on a dit au roi que j'étais l'auteur de l'expulsion des Jésuites. Le hasard seul a commencé cette affaire : l'événement arrivé en Espagne l'a terminée. J'étais très éloigné d'être contre eux au commencement, je ne m'en suis pas mêlé à la fin, voilà la vérité ; mais comme mes ennemis étaient amis des Jésuites, et que feu M. le Dauphin les protégeait, il leur a paru utile de publier

On n'est pas surpris de ces artifices ni de cette persécution, quand on considère que c'est en Espagne que cette institution avait pris naissance, qu'on lui portait dans ce pays un attachement

que j'étais l'instigateur de la perte de la Société, tandis qu'à la fin d'une guerre malheureuse, accablé d'affaires, je ne voyais qu'avec indifférence subsister ou détruire une communauté de moines. Actuellement je ne suis plus indifférent sur les Jésuites; j'ai acquis des preuves combien cet ordre et tous ceux qui y tenaient ou qui y tiennent, sont dangereux pour la cour et pour l'État, soit par fanatisme, soit par ambition ou pour favoriser leurs intrigues et leurs vices; et si j'étais dans le ministère je conseillerais au roi avec instance de ne se laisser jamais séduire sur le rétablissement d'une Société aussi pernicieuse. »

Laissant aux historiens la tâche peu facile de confirmer la déclaration de cet homme d'état illustre, par des faits pris dans les mémoires du temps, nous allons raconter, d'après ceux du baron de Besenval, tome I, pages 364 et 367, une anecdote qui prouve à la fois et l'opinion qui régnait sur l'opposition de Choiseul aux Jésuites, et la vigilance de cet ordre pour connaître ses amis et ses ennemis.

« Choiseul, dans sa jeunesse, plaisantant avec quelques officiers de son régiment, s'était moqué des Jésuites, et, comme c'était assez l'ordinaire, ces plaisanteries furent consignées dans les annales de l'ordre. Lorsque plus tard il fut nommé ministre de France à Rome, le collége de la Société de Jésus lui envoya une députation, qu'il accueillit avec les plus grandes marques de respect, et des expressions qui prouvaient son estime pour cette corporation; il en admit même plusieurs membres à sa table et dans sa société. Dans un de ces épanchemens auxquels donnaient

particulier, que le roi, qui était très pieux, s'était déclaré lui-même son protecteur, et qu'il était resté inébranlable malgré les insinuations des cours de Portugal et de France, qui l'engagèrent

lieu ces visites familières, un Jésuite, le père Gallie, laissa échapper ces mots : « Nous avons été charmés de voir que vous avez abandonné vos anciens préjugés sur notre ordre », faisant allusion aux conversations qu'il avait eues avec d'anciens camarades. Cet incident, qui prouve combien ils étaient instruits des plus petites choses, fit une profonde impression sur l'esprit de Choiseul. On dit que cela contribua beaucoup à le déterminer à demander l'abolition de cet Institut. »

Le trait suivant peut servir aussi à prouver la vigilance de l'administration et de la police intérieure des Jésuites ; il est rapporté par l'auteur de l'ouvrage intitulé : *Letters from Spain by Leucadio Doblado*, imprimé à Londres en 1822, sur lequel nous donnerons dans le cours du chapitre additionnel suivant quelques renseignemens.

« Un Jésuite voyant la meilleure société de Grenade, et ayant lui-même des manières polies qui l'en rendaient digne, s'y était fait estimer généralement de toutes les personnes qui le connaissaient. Il s'était surtout lié d'amitié avec une famille de distinction, dans laquelle se trouvaient quelques jeunes demoiselles. Un des trois jours gras, appelés en Espagne, comme ailleurs, *jours de carnaval,* il lui prit fantaisie d'aller dans cette maison. Il trouva toute la famille qui se livrait avec d'autres amis aux réjouissances que le temps permettait, mais tout-à-fait en famille. Les jeunes personnes, avec cette vivacité et cette grâce qui caractérisent le sexe espagnol bien élevé, formèrent le complot de faire participer le jeune Jésuite à leurs jeux. Il s'agissait

à suivre leur exemple. Il n'est pas probable que des lieux communs sur les principes, la duplicité ou le pouvoir de cet ordre, eussent eu assez d'influence sur l'esprit de Charles, si on ne les eût

surtout de le faire danser avec elles. Le Jésuite épuisa tous les moyens de résistance, mais sans succès ; elles le prièrent avec tant d'instances, le cajolèrent avec tant d'amabilité, que le pauvre jeune homme se vit dans la nécessité de céder à leurs prières, et se présenta dans le quadrille. Après avoir dansé quelques contre-danses il retourna à sa place. Les années s'écoulèrent, il quitta Grenade, devint un des membres les plus respectables de l'ordre, et selon toute probabilité il avait oublié le moment de dissipation et de condescendance honnête qu'il avait eu pour les instances des jeunes dames chez lesquelles il avait été admis. Ses nombreux amis souhaitaient de le voir élevé à la première place de recteur provincial des Jésuites en Andalousie. C'était au général de l'ordre, qui avait sa résidence à Rome, à qui il appartenait de nommer à tous les emplois, et son choix se faisait ordinairement avec une justice et une discrétion tout-à-fait remarquables. Quel fut le désappointement des amis de notre malheureux danseur, qui attendaient à chaque instant la nouvelle de sa nomination, en apprenant qu'un autre avait été préféré, et que le mérite de celui qui avait été élu était très inférieur à celui de leur protégé ! Lorsque la première surprise fut passée, on se livra à l'espérance que l'injustice serait réparée aux élections prochaines, et qu'en définitive, il ne s'agissait que d'attendre, puisqu'indubitablement, au bout de trois ans, justice lui serait rendue. Mais cet espoir ne fut point réalisé. Le général, obsédé d'instances réitérées et pressantes, fit répondre par son secrétaire : *Je ne puis pas le nommer; il a dansé à Grenade.*

accompagnés de circonstances plus positives, et qui blessèrent ses opinions personnelles ou les intérêts du royaume. Or, ces circonstances ne manquèrent pas et firent leur effet. Des documens authentiques lui avaient déjà été présentés pour prouver que le P. Ravago, confesseur de Ferdinand VI, avait encouragé les Jésuites, dans les Indes-Occidentales, à s'opposer à l'exécution du traité des limites, passé avec le Portugal en 1750, et à résister à la cession des missions du Paraguay, en échange de la colonie de Sacramento (¹). On reprochait aussi avec raison aux Jésuites le monopole du commerce de l'Amérique du sud, au préjudice du revenu public et au détriment des particuliers. Un rapport de don Manuel Damas, vice-roi du Pérou, affirmait qu'ils avaient des maisons de commerce à Lima et dans d'autres villes de l'Amérique du sud; qu'ils faisaient un grand commerce avec les indigènes, et qu'ils ne payaient pas de droits, écrasant par là les marchands ordinaires.

En Europe on les accusait de troubler la tranquillité publique, par des publications séditieuses : on trouva chez le P. Payons, recteur du collége à Saragosse, plusieurs milliers d'exemplaires d'un ouvrage imprimé secrètement, sur l'expulsion de son ordre hors de la France, dans

(¹) Dépêches de sir Benjamin Keene; voyez aussi le chapitre L de ces mémoires.

lequel il flétrissait les magistrats, et attaquait la personne du roi lui-même. Des rumeurs circulaient partout relativement à leurs complots supposés et à leurs conspirations contre le gouvernement espagnol : pour rendre l'accusation vraisemblable, on fabriqua une lettre, qu'on supposait avoir été écrite par le général de l'ordre, à Rome, et adressée au général provincial en Espagne; cette lettre lui ordonnait d'exciter des insurrections; elle avait été envoyée de manière à être interceptée. On parlait des richesses immenses et des propriétés de l'ordre; c'était une amorce pour obtenir son abolition. Les Jésuites eux-mêmes perdaient beaucoup de leur influence sur l'esprit de Charles, en s'opposant à la canonisation, qu'il désirait ardemment, de don Juan de Palafox, d'abord évêque de la Puebla de los Angelès, dans la Nouvelle-Espagne, et plus tard dans la Vieille-Castille. Mais la cause principale qui occasionna leur expulsion, fut le succès des moyens qui furent employés pour faire croire au roi que c'était par leurs intrigues que l'émeute qui venait d'avoir lieu à Madrid avait été excitée, et qu'ils formaient encore de nouvelles machinations contre sa propre famille et même contre sa personne. Influencé par cette opinion, Charles, de protecteur zélé qu'il était, devint leur implacable ennemi, et s'empressa de suivre l'exemple du gouvernement français, en expul-

sant de ses États une Société qui lui paraissait aussi dangereuse.

Il confia l'exécution de cette mesure au comte d'Aranda, qui avait apaisé si habilement l'émeute de Madrid : sa réserve impénétrable, sa vigilance extraordinaire, sa grande popularité, surtout son influence sur les principaux habitans de la capitale, le rendait l'instrument le plus convenable pour l'exécution d'un dessein aussi délicat. Il en traça le plan avec le roi seul, en sa qualité de président de Castille. Comme on savait que le roi ne signait ordinairement que les pièces présentées par les ministres, le comte eut la précaution, de peu d'importance en apparence, mais fort utile en réalité, d'apporter une écritoire de poche et du papier, afin de mieux tromper la vigilance des Jésuites, et dissiper les soupçons qu'ils auraient pu avoir en voyant une écritoire de bureau dans l'appartement du roi. Ce prince écrivit le décret de sa propre main, et envoya les lettres circulaires aux gouverneurs de chaque province, avec ordre de les ouvrir à une certaine heure et dans un endroit déterminé.

Le moment convenu pour l'exécution étant arrivé, les six colléges des Jésuites à Madrid furent entourés à minuit, par des troupes qui avaient été conduites par des officiers de police. Lorsqu'elles furent introduites dans les colléges, on s'assura aussitôt des cloches; un factionnaire fut

placé à la porte de chaque cellule; on ordonna au recteur d'assembler la communauté. Tous les individus étant réunis dans le réfectoire, le décret royal de leur expulsion leur fut lu et signifié dans les formes. On permit alors à chaque membre de prendre un bréviaire, du linge, du chocolat, du tabac et autres choses nécessaires à leur entretien, ainsi que leur argent, pourvu qu'ils déclarassent la somme par écrit. Après qu'on eut fermé les portes, ils furent conduits par compagnies de dix individus à l'endroit où les voitures avaient été placées pour les transporter; ils y furent distribués et conduits jusqu'à la côte: chaque voiture était escortée par deux dragons, pour empêcher toute communication entre eux. Les frères servans et autres personnes attachées à l'ordre furent détenus pendant quelque temps, et ensuite relâchés. On prit les plus grandes précautions, et l'exécution fut si prompte et si régulière, que les habitans de la capitale n'apprirent ce qui s'était passé que le lendemain, lorsque le convoi était déjà en pleine marche. (¹)

(¹) Beccatini, pages 238, 239. Les ordres pour s'emparer des Jésuites furent donnés secrètement par le roi, et mis à exécution le 31 mars, avant que le décret requis pour leur expulsion fût signé, ce qui n'eut lieu que le 2 avril, jour où ce décret fut publié par le crieur public devant les portes du château royal, sous le balcon principal, ainsi qu'à la porte de Guadalajara, où se faisaient les affaires du com-

Dans les provinces de l'Espagne, tous les colléges des Jésuites furent investis de la même manière; les religieux furent conduits à la côte et embarqués avec les mêmes précautions et la même célérité. Les transports furent escortés par plusieurs frégates, firent voile vers les États du pape, et se présentèrent devant Civita-Vecchia, où les commandans avaient ordre de déposer leur malheureuse cargaison. Ces mesures avaient été préparées par un comité composé des principaux ministres et de cinq prélats, formé aussitôt que le décret d'expulsion eut été promulgué.

Le gouverneur de Civita-Vecchia n'ayant pas d'instructions à cet égard, dépêcha un courrier à Rome pour les demander; mais le pape défendit de recevoir les exilés, sous prétexte que si les rois catholiques de l'Europe s'avisaient d'abolir les ordres religieux et d'envoyer tous leurs individus dans les États de l'Église, les domaines du pape seraient trop petits et son trésor trop pauvre pour pouvoir les maintenir. En atten-

merce, en présence des officiers municipaux et des *alcaldes de corte*, au bruit des tambours et au son des trompettes.

Cette forme de publication avait été introduite de l'Orient en Espagne par les Maures; car c'est ainsi que les actes publics sont promulgués dans le Levant devant le palais royal ou à la Bourse, endroit où les marchands et les négocians s'assemblent comme à Paris et autres villes pour leurs affaires.

dant, les malheureux Jésuites restaient entassés comme des criminels à bord des bâtimens de transport, dans la saison la plus malsaine, et sous un climat meurtrier. Un nombre considérable de vieillards, de malades, ou de ceux qui avaient souffert en quittant tout à coup une vie sédentaire, périrent à la vue de la terre. Enfin, après avoir couru des bordées dans la Méditerranée pendant plusieurs jours, exposés aux tempêtes et aux bourrasques, ils furent reçus dans l'île de Corse. Ceux qui avaient eu le malheur de survivre aux fatigues précédentes furent déposés dans des magasins comme des ballots de marchandises, couchés sur la dure et manquant presque des choses nécessaires à la vie. Ils restèrent dans cette situation déplorable jusqu'à ce que leur destination fût fixée par une transaction passée avec Sa Sainteté, et qu'il leur fût permis de se rendre en Italie, où ils touchèrent une faible somme accordée par le roi d'Espagne pour leur entretien. (1)

Des précautions semblables furent adoptées dans les contrées immenses et éloignées de l'Amérique du sud : don Pedro Cevallos, gouverneur de Buénos-Ayres, fut rappelé; le marquis de Bucarelli, qui était instruit du projet, le remplaça. Il arriva à Buénos-Ayres dans le commencement de l'année 1767. Après avoir reçu le dé-

(1) Deux *paoli*, à peu près un franc par jour.

cret dans le mois de juin, il envoya des courriers au Pérou et au Chili, avec les lettres circulaires venues de Madrid. Quant à sa propre province, il transmit sur-le-champ le décret royal aux gouverneurs sous ses ordres, en leur enjoignant de l'ouvrir à une époque déterminée, et en présence des principales autorités civiles et ecclésiastiques. La mesure de l'expulsion fut donc exécutée dans les colonies avec non moins de secret et non moins de promptitude que dans la métropole : le même jour et à la même heure, les colléges des Jésuites furent investis, leurs personnes arrêtées et leurs papiers saisis.

On regardait l'exécution du décret comme devant être très difficile au Paraguay : on craignait que les Jésuites, qui s'étaient opposés les armes à la main aux cessions faites au Portugal, accoutumés d'ailleurs depuis si long-temps à gouverner avec un pouvoir absolu de nouveaux convertis dont ils étaient adorés, ne se soumissent pas paisiblement à ce qu'on exigeait d'eux; mais il n'y eut pas la moindre opposition de leur part. Ils montrèrent la plus grande résignation; bien plus, ils s'humilièrent devant la main qui les frappait, apaisèrent la multitude irritée, et se laissèrent enfin conduire jusqu'à la côte, où ils furent embarqués et transportés en Europe.

Pagès, qui fut témoin de leur expulsion des îles Philippines, raconte ainsi leur conduite : « Je

ne puis terminer le juste éloge de ces hommes (les Jésuites de l'île de Samar), sans remarquer que dans une position où l'extrême attachement des indigènes pour leur pasteur aurait pu, avec bien peu d'encouragement de leur part, donner occasion à tous les désordres qu'entraînent la violence et l'insurrection, je les ai vus obéir au décret de leur abolition, avec la déférence due à l'autorité civile, et en même temps avec le calme et la fermeté des âmes vraiment héroïques. » (1)

En considérant cette mesure de sang-froid, et en la jugeant avec impartialité, on ne peut disconvenir que, toute convenable et même nécessaire que parût être l'expulsion des Jésuites, il se mêla tant d'arbitraire et de cruauté dans son exécution, que le cœur est oppressé et se soulève d'indignation. Les membres d'un grand ordre religieux furent arrêtés à l'improviste, comme s'ils avaient été coupables des plus grands crimes; bannis de leur patrie sans jugement, exposés aux plus horribles souffrances, enfin, forcés de rester dans les États du pape, sous peine de perdre la chétive somme allouée pour leur subsistance. Aucune raison ne fut alléguée pour justifier des mesures aussi rigoureuses, si ce n'est l'absolu *bon plaisir* du roi. (2)

(1) Pagès, Voyage, tome II, page 190.

(2) Cette relation de l'expulsion des Jésuites, a été rédigée d'après des renseignemens particuliers recueillis, en

Réduits à cet état de proscription, il leur fut non seulement défendu de justifier leur conduite, mais on déclara que si un seul des Jésuites cherchait à publier la plus petite apologie en leur faveur, on retirerait à tous sur-le-champ leur pension, et que tout sujet de l'Espagne qui s'aviserait de publier un écrit soit pour, soit contre l'ordre aboli, serait puni comme coupable de haute-trahison; mesures qui seraient à peine concevables pour nous, qui vivons sous un gouvernement libre, si la vérité n'en était constatée par

Espagne et au-dehors, des autorités les plus respectables; on a consulté aussi les divers ouvrages publiés sur ce snjet.

Quoique le gouvernement espagnol n'ait pas publié les motifs qui le déterminèrent à l'expulsion des Jésuites, on lit un grand nombre d'inculpations contre eux dans la correspondance privée des ministres résidant auprès de la cour de Madrid, ainsi qu'on peut le voir par l'extrait suivant d'une des dépêches de lord Rochfort. « Le marquis d'Ossun, ambassadeur de France à Madrid, a écrit une lettre à Sa Majesté Très Chrétienne, pour l'informer qu'en examinant les papiers des Jésuites, on a découvert qu'ils furent les auteurs de l'insurrection de l'année dernière, et qu'ils avaient formé le dessein, le jeudi de la semaine sainte, d'exterminer Sa Majesté Catholique avec toute sa famille, et que ce même plan aurait été exécuté cette année si le comte d'Aranda ne l'eût empêché par ses précautions. » Lord Rochfort à lord Shelburne, Paris, 6 mai 1767.

Il est du devoir de tout historien, comme il est dans les sentimens de tous les hommes, de plaider la cause de l'humanité, et de n'attacher aucune importance, ni d'ajouter

l'édit même de leur expulsion ([1]). La seule raison que l'on pouvait donner pour justifier une mesure si sévère, c'est que tous les individus de cet ordre se trouvant tenus par serment d'obéir exclusivement à leur général, nul ne pouvait publier un écrit, quel qu'il fût, sans l'approbation de son supérieur; leur influence sur les consciences des personnes de tout rang et de toute condition était tellement grande, que si l'on eût permis à quelques uns de rester en Espagne ou d'y retourner, au moment où le ferment d'insurrection subsistait encore, ils auraient pu exciter des commotions dangereuses parmi le peuple.

Charles fit part de cette résolution au chef de l'Église dans des termes très respectueux, mais très fermes. « Le premier devoir d'un monarque, disait-il, est de veiller au maintien de la tranquillité

foi légèrement à de vagues accusations, ou à des rumeurs sur de grands crimes, répandues secrètement contre les membres de cette Société par ses ennemis, qui ont eu intérêt à la diffamer, surtout lorsque ces membres eux-mêmes ne peuvent pas se défendre. Aussi nous ne pouvons, sans des preuves plus convaincantes, ajouter foi aux charges élevées contre cet ordre depuis son expulsion; mais de quelque manière que l'on considère cette accusation, ce passage était trop curieux pour le passer sous silence, car il fait voir clairement que le roi d'Espagne était pleinement convaincu de leur culpabilité, et que ce fut cette conviction qui le détermina à ordonner l'abolition de l'ordre.

([1]) *Voyez* cet édit dans les papiers publics du temps.

de ses États, à l'honneur de sa couronne et à la paix intérieure de ses sujets. Pour remplir ce devoir je me trouve dans l'urgente nécessité d'expulser les Jésuites hors de mes royaumes et de les faire transporter dans les États de l'Église, afin qu'ils puissent demeurer sous la direction salutaire et immédiate de Votre Sainteté, père commun des fidèles. Ne voulant pas pourtant que la chambre apostolique soit chargée de leur entretien, j'ai donné les ordres nécessaires pour qu'il soit payé à chacun, sa vie durant, une pension plus que suffisante pour subsister. Je prie Votre Sainteté de ne regarder cette résolution que comme une mesure de sûreté indispensable, que je n'ai adoptée qu'après un sérieux examen et la plus profonde réflexion. J'espère donc que Votre Sainteté et la cour de Rome rendront à cette résolution la justice qu'elle mérite, et qu'elles reconnaîtront qu'il en résultera la plus grande gloire de Dieu. J'implore votre sainte et apostolique bénédiction. » 31 mars 1767.

On ne devait pas s'attendre que le pape approuverait une expulsion si soudaine, que les partisans les plus zélés du Saint-Siége ne voyaient pas d'un bon œil; encore moins qu'un pontife aussi ardent et irritable que Clément VIII, déjà contrarié par ses contestations avec les princes catholiques, souffrirait cet empiétement sur son autorité. Aussi témoigna-t-il sa peine et son dé-

plaisir dans le même style de remontrance dont ses prédécesseurs s'étaient servis avec succès dans des temps moins éclairés, mais qui ne peut guère réussir dans le siècle où nous sommes. Après un éloge pompeux du mérite et des services de l'ordre des Jésuites, après avoir insisté sur le tort que l'on ferait à la religion catholique par son abolition, il finissait par un appel vif et extraordinaire à la dévotion et aux sentimens du monarque. (16 mai 1767.) « Nous ne vous présenterons pas la prière de votre auguste épouse, qui se rappelle peut-être, dans la demeure céleste, de votre ancien amour pour la compagnie de Jésus; mais la prière de l'épouse de Jésus-Christ, la Sainte-Église, qui ne peut voir sans répandre des pleurs la ruine totale d'un institut religieux aussi utile. Nous joindrons nos vœux particuliers à ceux de l'Église romaine. Elle se réjouit de l'attachement de Votre Majesté et de ses augustes prédécesseurs au siége de saint Pierre. Elle se glorifie d'avoir donné à la personne de Votre Majesté, ainsi qu'à la monarchie espagnole, les témoignages les plus grands d'amour et de considération particulière. Je conjure Votre Majesté, par le doux nom de Jésus, qui est la glorieuse devise des enfans d'Ignace, par le nom de la Sainte-Vierge dont ils ont toujours défendu la conception immaculée (*), nous vous conjurons

(*) Charles III avait une dévotion spéciale pour le mys-

par notre grand âge, à vous relâcher d'une si grande sévérité, et à consentir à la révocation ou du moins à l'ajournement de votre décret, afin que les motifs en soient discutés avec calme et réflexion. Laissez à la justice et à la vérité le temps de dissiper les nuages que forment les préjugés et les soupçons : entendez les aînés d'Israël, les prélats et les religieux expérimentés, dans une affaire qui intéresse l'État, la prospérité de l'Église, le salut des âmes et votre propre conscience. Votre Majesté sentira, nous en sommes persuadé, qu'il serait injuste de détruire l'ordre entier, pour les crimes, s'il en existe, de quelques individus. Convaincu également de la grande piété et de l'équité reconnue de Votre Majesté, nous avons la pleine confiance qu'elle écoutera notre tendre exhortation et qu'elle suivra notre

tère de la conception immaculée. Depuis son règne l'Église d'Espagne célèbre la fête de la Vierge sous le nom de la *Conception immaculée*, avec la plus grande solennité. L'Espagne et les Indes furent mises sous sa protection immédiate, et pour assurer la croyance générale de ce mystère chez les Espagnols, on rendit un décret par lequel tous les professeurs des Universités du royaume, les docteurs, les licenciés, les bacheliers de toutes les facultés devaient prêter serment de défendre cette doctrine lors de leur réception dans les différens grades littéraires. L'ordre appelé vulgairement de Charles III, fut créé aussi en l'honneur de l'immaculée conception de la Vierge, dont la décoration porte l'image.

avis paternel en se rendant à nos prières aussi raisonnables que justes. Dans cet espoir nous donnons à Votre Majesté et à son auguste famille notre bénédiction apostolique. » [1]

La réponse du roi (2 juin) annonçait, comme on va voir, du respect et de l'attachement au chef de l'Église, mais aussi une fermeté constante dans la résolution qu'il avait prise. « Mon cœur est rempli d'amertume et de douleur en recevant la lettre de Votre Sainteté, en réponse à ma communication relative à l'expulsion des Jésuites de mes États. Quel est le fils qui ne serait point attendri en voyant son père respecté et bien-aimé, accablé d'affliction et fondant en larmes? J'aime sincèrement la personne de Votre Sainteté, dans laquelle je révère les vertus les plus exemplaires telles que doit les pratiquer le vicaire de Jésus-Christ. Votre Sainteté jugera par là de la part que je dois prendre aux peines qui l'affligent. Les motifs et les considérations qui m'ont fait prendre la résolution dont il s'agit sont trop puissans, Très Saint-Père, et trop éclaircis, pour que je me borne à expulser de mes États seulement un petit nombre de Jésuites, au lieu de l'ordre tout entier. J'en donne de nouveau l'assurance à Votre Sainteté, parce que ma certitude à cet égard peut contribuer à votre consolation. Je prie Dieu pour que Votre Sainteté soit

[1] BECCATINI.

bien convaincue de ce que je lui avance. Au surplus, la divine Providence a voulu que dans cette affaire j'aie eu constamment présent à mon esprit le compte strict que je dois rendre un jour du gouvernement de mon peuple, dont je suis obligé de défendre non seulement les biens temporels, mais encore son bonheur spirituel.

« Dirigé donc par un tel principe, et n'ayant en vue que ces puissans intérêts, j'ai pris les mesures convenables pour qu'il ne manque aux Jésuites, même dans les contrées les plus éloignées, aucun des secours qui sont dus aux hommes revêtus du caractère ecclésiastique. Votre Sainteté peut être parfaitement tranquille sur ce point, qui paraît vous donner le plus de sujet de doléance. Daignez me fortifier en me donnant votre bénédiction paternelle et apostolique. » [1]

Le roi de Naples ne tarda pas à suivre l'exemple du roi d'Espagne. Les Jésuites furent expulsés de ce royaume avec les mêmes précautions qui avaient été prises contre eux en Espagne; ils furent conduits jusqu'à la frontière des États de l'Église.

Dans la crainte d'offenser les puissans monarques de France et d'Espagne, le pape avait borné jusqu'alors son opposition à de simples remontrances et doléances sur la violation de son territoire. Mais quand il vit qu'un petit souverain

[1] BECCATINI, pages 245, 253.

comme celui de Parme osait aussi chasser les Jésuites de ses États, et établir divers réglemens pour restreindre l'autorité papale, il commença à s'émouvoir, et jugea que le moment favorable était venu d'exercer en toute sûreté son pouvoir spirituel, sans qu'il y eût à craindre aucune suite fâcheuse. Il expédia en conséquence un bref contre le duc, menaçant ses États d'interdiction, et sa personne d'excommunication, s'il ne rapportait pas les ordonnances qu'il avait rendues contre les priviléges et les droits de l'Église.

Les princes de la maison de Bourbon, qui cherchaient une occasion de mettre des bornes aux prétentions de l'Église de Rome, ne souffrirent point l'insulte qu'on faisait à un membre de leur famille. Ils entravèrent l'exercice de l'autorité papale par les mesures les plus énergiques. La France s'empara d'Avignon et du comtat Venaissin. Naples s'empara de Bénévent. Toutes les puissances catholiques tombèrent d'accord pour blâmer le bref du pape comme illégal et rendu *ab irato*. Le roi d'Espagne en particulier fit une déclaration par laquelle il démontrait que les plus pieux de ses prédécesseurs avaient refusé l'exécution de semblables brefs d'excommunication. Il ordonna en conséquence aux prélats d'en empêcher la publication formelle dans leurs diocèses respectifs. Le Conseil de Castille fit revivre en même temps la pragmatique sanction

contre les colporteurs et distributeurs de bulles ou de brefs attentatoires à la prérogative royale, et menaça de la peine de mort et de celle de confiscation des biens, tous ceux qui contribueraient à faire répandre le bref contre le duc de Parme, et la bulle *in cenâ Domini* sur laquelle il était basé. (¹)

Les grandes puissances catholiques, et en par-

(¹) Les *fiscales* du Conseil de Castille, don Pedro Campomanes et don Joseph Moñino (Florida Blanca), publièrent à cette occasion le fameux *Juicio imparcial sur les lettres en forme de bref publiées par la chancellerie de Rome.* Ce livre fit une grande sensation en Europe; on l'accueillit avec intérêt à raison des principes sains qu'il renfermait en matière de législation ecclésiastique. On y démontrait que l'excommunication lancée par le *monitorio* n'était d'aucune valeur; que ce n'était que depuis peu qu'on avait vu dans l'Église des excommunications encourues, comme on disait, *ipso facto;* enfin qu'il était de toute nécessité, parce que la sûreté et l'indépendance de l'autorité civile le demandaient ainsi, qu'aucun bref ne fût exécuté dans les États catholiques sans l'approbation de l'autorité publique. Cet écrit excita une grande irritation chez les partisans des maximes ultramontaines; ils crièrent au renversement des institutions religieuses; ils le représentèrent comme le résultat d'un plan arrêté pour déconsidérer l'épiscopat, comme le fruit de l'association de ses auteurs avec le parti des encyclopédistes et des philosophes français. Ces déclamations, quoique sans fondement, servirent à monter quelques têtes : ce fut le livre publié par les *fiscales*, qui fournit un prétexte à l'évêque de Cueuça, Carvajal, pour la représentation qu'il adressa au roi par l'entremise du confesseur Eleta. Nous en parlerons dans le chapitre additionnel suivant.

ticulier le roi d'Espagne, avaient à tout moment des preuves palpables des efforts et des intrigues des Jésuites pour rentrer dans les établissemens qu'ils avaient perdus. Ce monarque sentit plus que jamais la nécessité de compléter la destruction d'une Société aussi dangereuse, devenue encore plus formidable par son ressentiment et par les mortifications qu'elle avait essuyées dans sa récente disgrâce. On eut à Madrid une preuve remarquable et très alarmante de leur influence, un an après leur expulsion. Le jour de la saint Charles, lorsque le monarque se faisait voir au peuple sur le balcon de son palais, on voulut profiter de la coutume d'accorder ce jour-là quelque demande générale, et au grand étonnement de toute la cour, les clameurs d'une foule immense firent entendre d'un commun accord le vœu que les Jésuites fussent rappelés, et qu'on leur accordât la permission de vivre en Espagne et de porter le costume du clergé séculier. Cet incident inattendu alarma et contraria le roi, qui, après avoir pris des informations, jugea convenable d'exiler le cardinal archevêque de Tolède et son grand-vicaire, accusés d'avoir été les instigateurs de cette demande tumultueuse.

Charles redoubla donc d'efforts pour obtenir du pape l'abolition de l'ordre. Il demanda cette concession comme une condition *sine quâ non* pour accommoder la dispute avec Parme. Cette

demande fut le sujet de délibérations sérieuses dans le sacré collége; mais les partisans des Jésuites furent encore cette fois assez nombreux pour la refuser. La décision du sacré collége fut que le pape devait toujours adresser des brefs aux princes catholiques; il intercédait pour l'ordre persécuté, et cherchait à exciter de l'intérêt et de la pitié pour les souffrances qu'on leur avait fait essuyer. Mais pendant que ces altercations traînaient en longueur, le chagrin, l'inquiétude continuelle, le déplaisir, hâtèrent la mort de Clément VIII, déjà affaibli par l'âge, ce qui ouvrit une nouvelle carrière à la lutte du pouvoir civil contre la puissance ecclésiastique.

Lorsque le conclave pour l'élection du nouveau pape fut assemblé (2 février 1769), les princes catholiques n'épargnèrent aucune démarche pour anéantir l'influence des Jésuites, et obtenir l'élection d'un pontife qui entrât dans leurs vues, et se désistât de certains priviléges de l'Église qu'ils étaient bien décidés de combattre et de détruire. Une lutte vigoureuse s'établit dans le conclave, où les membres attachés aux divers pouvoirs contendans étaient assez nombreux pour exclure leurs adversaires, mais non pas pour faire élire un de leurs partisans. Les efforts réunis de la France et de l'Espagne l'emportèrent, et elles parvinrent à faire nommer Ganganelli, moine cordelier, prélat d'une vaste ins-

truction, homme doux et désintéressé, dont les sentimens en faveur d'un accommodement avec les puissances catholiques lui avait attiré des marques de déplaisir de la part de son prédécesseur.

La victoire ayant été remportée, il ne s'agissait plus, du côté des puissances catholiques, que de présenter leurs demandes au nouveau pontife et d'exiger l'abolition absolue de l'ordre des Jésuites, la renonciation aux prétentions ecclésiastiques, qu'elles considéraient comme dépressives de leur autorité civile, et même la cession d'Avignon et de Bénévent. Clément XIV, quels que fussent ses engagemens antérieurs, ne voulut point avilir la dignité de son caractère par une déférence trop empressée à leurs instances. Il demanda du temps pour examiner la question relative aux Jésuites. Il déclara que comme père commun des fidèles, en sa qualité de chef de toutes les communautés religieuses, il ne détruirait pas un ordre aussi célèbre sans des motifs qui pussent le justifier devant Dieu et aux yeux de la postérité. Quant aux autres points il témoigna son désir de contenter les puissances catholiques. Il admit un ambassadeur de Portugal que le dernier pape avait refusé de recevoir, révoqua le bref lancé contre le duc de Parme, et fit plusieurs concessions relatives à la discipline ecclésiastique et aux droits de l'Église sur des points qu'on trou-

vait préjudiciables au bonheur de la société civile.

Quant au roi d'Espagne en particulier, à qui Ganganelli devait principalement son élévation, il lui donna les marques les plus vives de considération et de gratitude : entre autres preuves de condescendance à ses désirs, il béatifia l'évêque Palafox. Enfin, il se rendit aux pressantes sollicitations des puissances catholiques, et, le 21 juillet 1773, il abolit l'ordre de Jésus, par une bulle dans laquelle il déclare qu'il consent à cette abolition par respect pour les représentations du roi d'Espagne, qui réclamait avec instance cette mesure comme nécessaire à la tranquillité de la chrétienté et à la paix de ses États. (¹)

Charles, satisfait d'avoir anéanti le pouvoir des Jésuites et assuré la tranquillité de son royaume par la destruction de leur influence comme corporation dangereuse, revint à sa douceur naturelle. Il rendit un décret par lequel il permit aux membres de l'ordre qui avaient survécu à leur désastre, de retourner en Espagne, et de jouir des biens qui leur appartenaient par droit d'héritage. (Juin 1783.) (*)

(¹) Journal historique et politique de 1783, vol. II, page 87; pour 1784, vol. I, page 173.

(*) Nous n'avons connaissance d'aucun décret de Charles III pour rappeler individuellement les Jésuites en Espagne. Ce fut sous le règne de Charles IV, en 1803, je crois,

qu'ils eurent l'autorisation de rentrer dans leur patrie. L'ordre, rétabli par le pape Pie VII, a été réintégré par Ferdinand VII dans ses anciennes lois et prérogatives.

Pendant le séjour des Jésuites espagnols en Italie, un nombre considérable d'entre eux cultivait avec distinction les sciences et les lettres. Les bibliothéques publiques étaient fréquentées par ces hommes, avides d'instructiou, que le malheur poussait encore plus vivement vers cette occupation cousolatrice. Les académies, les théâtres eux-mêmes retentissaient de leurs discours et de leurs ouvrages. Ils déposaient dans les feuilles littéraires le fruit de leurs recherches continuelles; et, il faut l'avouer à leur gloire, leurs discussious avaient souvent pour but de veuger l'honneur de cette même patrie, dont ils venaient d'être si inhumainement expulsés, contre les assertions virulentes de quelques écrivains italiens qui cherchaient à déprimer la richesse et la gloire de la littérature espagnole.

Il est hors de doute que parmi les ordres religieux de l'Espagne, celui qui comptait un plus grand nombre d'hommes éclairés était celui des Jésuites; et, quelle que fût la cause de cette supériorité de lnmières, soit qu'elle vînt de leur occupation habituelle de l'enseignement, ou de l'organisation particulière de leur institut, toujours est-il qu'à l'époque de leur expulsion d'Espagne, cet ordre se trouvait posséder des littérateurs, des savaus et des mathématicieus distingués. Les noms d'Andrés, Arteaga, Aymerich, Burriel, Cerda, Colomès, Eximeno, Isla, Lampillas, Lasala, Masdeu, Montengon, Nuix et Serrano, seront toujours chers aux lettres. On peut consulter la *Biblioteca de los mejores escritores españoles del reinado de Carlos III°, par M. de Sempere*, dans laquelle on rend compte, dans des articles spéciaux, des écrits qu'ils ont publiés. Il y a encore plusieurs autres Jésuites dont M. de Sempere n'a pu parler

avec détail, faute de renseignemens précis ; tels sont Alafont, Arevalo, Conca, Hervás, Larraz, Plá, Pon, Quirós, Vila, Ludena, et quelques Américains d'un rare mérite, Abad, Alegre et Molina.

Il fut donné à quelques uns de ces savans de revoir la terre natale ; Masdeu entre autres, qui a rendu de si éminens services à la littérature nationale, par ses nombreuses recherches historiques sur la domination des Goths et des Arabes, et qui a toujours plaidé dans ses écrits la cause des libertés de l'Église espagnole, revint en Catalogne, où il est mort avant le rétablissement de l'ordre.

CHAPITRE ADDITIONNEL.

SECTION PREMIÈRE.

Préventions personnelles de Charles III contre les Jésuites. — Moyens dont on se servit pour décider ce monarque à la mesure de leur expulsion.

En lisant cet exposé historique sur l'expulsion des Jésuites de l'Espagne, on a dû être frappé, je ne dirai pas de l'énergie, mais de l'acharnement de Charles III contre la Société. Ce n'était pas une importance purement politique qu'il attachait à la mesure de leur expulsion; il y avait dans toutes ses démarches, à ce sujet, quelque chose qui tenait de l'intérêt personnel. Quelle était la cause de cette indisposition si vive du monarque? comment était-on parvenu à lui faire épouser avec une si grande ardeur les intérêts des ennemis de l'ordre expulsé? C'est ce que nous allons essayer d'expliquer.

En montant sur le trône d'Espagne, Charles y portait déjà une disposition peu favorable aux Jésuites. Les querelles dans lesquelles son gouvernement de Naples se trouva constamment engagé avec la cour de Rome, n'auraient peut-être pas

suffi pour l'indisposer contre ces religieux, quoiqu'à Naples, comme partout ailleurs, ils méritassent bien le nom de milice papale; mais ce furent les offenses personnelles dont il crut avoir à se plaindre de la part du père Ravago, confesseur de son frère Ferdinand, qui lui avaient fait prendre en grippe cette puissante et ambitieuse Société. La jalousie de la reine d'Espagne, Barbe, prête à s'alarmer de l'influence que la cour de Naples pourrait avoir dans les conseils du roi son mari, non moins que les systèmes politiques opposés suivis par les deux cours, avaient convaincu les Jésuites qu'ils ne pouvaient pas être bien avec l'une et l'autre à la fois. Il fallait opter; et ne prévoyant pas la mort prématurée de Ferdinand, ni la stérilité de sa femme, ils étaient tout naturellement prononcés en faveur de la puissante couronne d'Espagne, sans rien épargner pour se maintenir dans ses bonnes grâces, et en préférant sa protection à celle de la cour moins importante de Naples. Ce fut avec une grande satisfaction qu'ils placèrent le père Ravago auprès de Ferdinand; soit à dessein, soit par négligence, ils laissèrent Charles maître de choisir son confesseur dans le clergé séculier.

La reine Barbe protégeait les Jésuites : à son imitation, son favori, l'eunuque Farinelli, leur dispensait sa faveur. Le marquis de la Ensenada surtout, ministre d'un grand crédit sous Ferdi-

nand, était leur protecteur avoué, leur affidé, en un mot un chaud partisan de leur institut. Après la disgrâce de ce ministre, l'empire que la reine exerçait sur l'esprit de son mari avait garanti à la Société la même stabilité, qui était trop bien affermie pour être ébranlée. Mais, à la mort de Barbe, qui fut immédiatement suivie de celle du roi, les Jésuites éprouvèrent un changement de fortune aussi soudain que funeste. La politique de la cour de Madrid changea tout à coup. Charles n'avait point oublié les causes de son ressentiment contre l'Angleterre : l'amiral anglais Martin, qui avait quitté l'escadre mouillée dans le port de Naples pour venir lui demander, montre en main, une décision péremptoire dans une demi-heure, était toujours présent à sa mémoire. La cour de Versailles, qui connaisait parfaitement cette disposition d'esprit du monarque espagnol, s'en servit habilement pour rétablir petit à petit son influence dans la Péninsule. Les ennemis des Jésuites mirent à profit ces circonstances, et commencèrent à tourner leurs regards vers la cour de Madrid, avec l'espoir mieux fondé que jamais d'obtenir sa coopération pour leur nuire. Toutefois rien ne prouve qu'avant la nomination de Roda au ministère de grâce et de justice, on eût conçu sérieusement le projet d'expulser les Jésuites, ni qu'aucune personne jouissant de crédit ou de considération à la cour, eût

songé à adopter les mesures rigoureuses dont on se servit plus tard.

Don Manuel de Roda (qui est désigné à tort par quelques personnes sous le titre de marquis de Roda (¹), puisqu'il ne voulut jamais accepter aucun des titres ni des autres distinctions que Charles III lui offrit à plusieurs reprises) fut sans contredit un des hommes les plus éclairés de l'Espagne pendant le dernier siècle. Il vit le jour dans le royaume d'Aragon : ayant suivi la carrière du barreau, il fut dès sa jeunesse un des avocats les plus renommés de Madrid, et passait pour professer les principes politiques ainsi que les doctrines théologiques des jansénistes. Il est cependant au moins douteux qu'un esprit aussi éclairé que celui de Roda, attachât de l'importance à l'existence des cinq propositions de l'évêque d'Ypres, ni qu'il se souciât en aucune manière de recommencer les débats sur la bulle *Unigenitus*. On donnait alors en Espagne, et on y donne peut-être encore la dénomination de jansénistes à tous ceux qui ne partageaient pas les sentimens des ultramontains sur le pouvoir temporel du pape, sans établir une distinction marquée entre leurs diverses catégories et leurs doc-

(¹) Le titre de marquis de Roda fut conféré, après la mort de ce ministre, à un de ses neveux, membre du Conseil de Castille, pour honorer la mémoire de cet homme d'état illustre dans les héritiers de son nom.

trines. A ce compte, les rédacteurs de l'Encyclopédie eux-mêmes méritaient alors la dénomination de *jansénistes* tout aussi bien que Roda. Je sais que le vulgaire de la secte des jansénistes a regardé Roda comme un vrai croyant, et que la mort de ce ministre, arrivée le 28 août, jour de la fête de saint Augustin leur patron, a paru une circonstance digne de remarque à ces esprits superstitieux. C'est une opinion que nous ne nous arrêterons pas à combattre.

Don Manuel de Roda acquit une grande célébrité dans le barreau par sa vive et courageuse opposition aux *colegios mayores*. Ils étaient au nombre de six, quatre à Salamanque, un à Valladolid et un à Alcalá. Ce fut dans le commencement une institution fondée pour l'éducation et l'assistance des étudians pauvres, que le temps avait entièrement dénaturée; de grands abus y avaient été introduits : personne ne pouvait y être admis autrement que par la voie du concours et à la pluralité des voix. On n'y recevait absolument que des enfans qui tenaient à des familles riches. Les membres de ces colléges étaient parvenus à un haut degré de puissance : outre les évêchés, les dignités et les canonicats des églises cathédrales, qui étaient les principales places de l'état ecclésiastique, ils faisaient le monopole de celles de conseillers dans les cours royales, les chancelleries et les conseils de la cour. Les individus plus

3.

bornés étaient destinés à remplir les places d'inquisiteurs, et en faisant allusion à leur ignorance, on leur appliquait cette légende : *Præstet fides supplementum.* Les *colegiales* pouvaient parvenir aux emplois de *fiscales* (procureurs du roi), lesquels demandent, à raison des fonctions qui leur sont attachées, des connaissances théoriques et pratiques, sans être préalablement assujettis à l'examen indispensable pour exercer la profession d'avocat. Il n'y avait qu'eux qui en fussent dispensés. Ces priviléges leur donnaient de la considération. D'un autre côté, il fallait faire de grandes dépenses au moment où l'on était élu membre du collége. Elles étaient poussées jusqu'à la folie, surtout lors de l'élection annuelle pour l'emploi de recteur dans chaque collége, place qui jouissait d'une grande considération parmi eux. On éloignait ainsi tous ceux qui n'étaient pas d'une grande naissance, ou dont la fortune ne pouvait supporter ces déboursés.

Il est de toute justice d'avouer, que si les membres des *colegios mayores* étaient généralement entichés de l'esprit exclusif de corps, ils avaient su conserver aussi généralement, et au suprême degré, les sentimens vrais de l'honneur, au lieu de la vanité et de l'orgueil qui sont quelquefois les défauts des ordres privilégiés. De l'aveu même de leurs ennemis, après l'abolition de leurs pri-

viléges exclusifs, que Roda vit se réaliser, surtout après le dernier coup qui leur fut porté par le prince de la Paix, on n'a pas vu les emplois de la magistrature judiciaire remplis par des personnes montrant en général plus d'intégrité, de savoir et d'honneur que les *colegiales mayores*.

Mais tous ceux qui étaient destinés au barreau, et qui ne pouvaient compter sur les avantages des *colegios mayores*, s'indignaient avec raison d'être privés des priviléges dont ceux-ci jouissaient. On se révoltait contre l'injustice qu'il y avait de préférer pour toutes les places, les membres de ces associations, sans s'informer s'il n'existait pas, hors de l'enceinte de leurs murs, d'autres personnes instruites et capables de les mieux remplir. Si l'on en croit don Lorenzo Joaquin de Villanueva, dans sa *Vie littéraire*, publiée en langue espagnole à Londres en 1825, ce fut le célèbre savant Perez Bayer qui contribua beaucoup à dessiller les yeux de la cour sur les abus de cette institution. Professeur de langue hébraïque dans l'université de Salamanque, il eut occasion de voir les désordres habituels de ces maisons, et devenu plus tard précepteur des infants don Gabriel et don Antonio, il profita de sa faveur auprès du roi pour lui persuader la nécessité d'y mettre un terme ([1]). Il paraît qu'il existe dans

([1]) Bayer dit à M. Villanueva, qui l'affirme dans sa Vie littéraire, tome I, page 11, qu'un revenu de 80,000 ducats

la bibliothéque de l'Escurial et dans celles du roi à Madrid et des universités de Salamanque et de Valence, un recueil fait par Bayer lui-même, des pièces qu'il présenta à l'appui de ses assertions sur les abus qu'il signalait.

Quoi qu'il en soit, l'extrême antipathie de don Manuel de Roda contre cet ordre privilégié, auquel on portait tant d'envie, lui donna une grande considération parmi les gens de robe qui, en Espagne, comme dans d'autres pays, forment un corps nombreux, actif et formidable. Mais son caractère ardent, fougueux même, l'engagea dans une vive querelle avec un personnage de haut rang qui jouissait d'un grand crédit à la cour. Le duc d'Albe, son protecteur et son ami, jugea convenable de l'éloigner du barreau; et afin que cet éloignement eût lieu d'une manière honorable pour lui et pour son client, il obtint à celui-ci une mission publique à Rome. Il parut dans cette ville en qualité d'agent général du roi d'Espagne. Ce fut là qu'il dut acquérir des connaissances et des renseignemens qui lui furent dans la suite d'une si grande utilité pour l'exécution de son plan favori d'expulsion des Jésuites.

On ne connaît pas d'une manière précise quels furent les motifs qui déterminèrent Charles III à dévier, à l'égard de Roda, de sa règle générale de

lui fut promis s'il abandonnait cette idée. La personne qui lui faisait cette offre devait être puissante.

nommer les ministres sur la recommandation de leurs prédécesseurs. Roda remplaça le marquis de Campovillar, élevé dans les *colegios mayores*, et très attaché aux Jésuites. Il fut nommé ministre de grâce et de justice, selon toute probabilité, en 1763, quoique Jovellanos prétende que sa nomination doit avoir eu lieu vers l'année 1765. Il n'entre point dans notre plan de raconter toutes les mesures utiles dues à son zèle éclairé, et prises sous son ministère dans l'intérêt général. Cette digression nous écarterait trop de notre but (1). Il suffit de dire que les efforts de cet

(1) Parmi les améliorations et les idées lumineuses de don Manuel de Roda, son projet de réformer le code criminel mérite une mention particulière. Ce fut sous son ministère que le Conseil de Castille reçut un ordre du roi qui le chargeait de préparer un travail relatif à la réforme de la législation criminelle, notamment dans la partie qui concernait les vols, et lui recommandait de rappeler à cette occasion tout ce qui avait été exposé autrefois au gouvernement sur cette matière. Le ministre ajoutait : « Sa Majesté veut que l'on examine la question de savoir s'il ne conviendrait pas d'abolir la peine de mort, ainsi qu'on a commencé de le faire dans certains pays éclairés de l'Europe, notamment pour les délits ci-dessus énoncés, en la commuant en une autre peine qui les réprimerait plus efficacement. Le roi veut également que le conseil réfléchisse sur l'usage d'employer la torture. Plusieurs nations civilisées l'ont déjà repoussée comme barbare, et les auteurs les plus recommandables des temps modernes l'ont regardée comme un

homme d'état avaient pour objet de réformer les abus de tout genre, et que l'Inquisition et les Jésuites étant au nombre de ceux qui réclamaient

moyen peu sûr pour connaitre la culpabilité des prévenus. »

Le ministre rappelait aussi à l'attention du conseil l'inefficacité de la peine des galères : il disait que don Jorge Juan, ambassadeur d'Espagne à Maroc, avait informé le gouvernement, à son retour à Madrid, en 1761, qu'il y avait une grande désertion parmi les condamnés aux bagnes, et qu'en passant du côté des Maures, ils abjuraient la religion catholique, dans la crainte d'être livrés aux commandans espagnols; qu'en conséquence le ministre était d'avis de commuer la peine des galères en celle de réclusion dans des établissemens de détention, où les criminels pourraient se livrer à des travaux industriels. Don Manuel de Roda rappelle enfin de nouveau au conseil la nécessité de former *un code criminel* renfermant toutes les lois pénales, avec clarté et distinction, et n'offrant plus le désordre qu'il était douloureux de remarquer dans cette partie de la législation criminelle.

Le conseil se disposa en effet à répondre d'une manière digne de la confiance que le monarque venait de lui témoigner; et il chargea le conseiller Lardizabal de faire un recueil de toutes les lois pénales de la *Recopilacion*, dans lequel on insérerait aussi celles des autres codes législatifs anciens. Lorsque Lardizabal eut terminé son travail, le conseil nomma une commission composée de plusieurs de ses membres. On l'appela *Commission du code criminel*; l'affaire traina en longueur, et la réforme du code n'eut lieu ni sous le ministre Roda, ni même sous Florida Blanca.

Cependant les projets bienfaisans du ministre de Charles III

des mesures promptes et vigoureuses, il donna toute son attention à les préparer. Il échoua à l'égard de l'Inquisition. Quant à l'expulsion de

retentissaient en Europe; Linguet disait dans ses *Annales politiques*, en parlant de la réforme du code espagnol : « Ce serait un grand bien qu'une législation claire, courte et uniforme; il serait plaisant que ce fût le Mançanarez qui en donnât le premier exemple à l'Europe et même au monde. »

Les efforts du ministère espagnol ne furent pas entièrement perdus : on leur doit un bon livre de législation, *le Discours de Lardizabal sur les peines*, ouvrage très estimé, dans lequel, après avoir tracé l'historique de la législation criminelle, on examine dans cinq chapitres la nature des peines, leur origine, le pouvoir de l'autorité souveraine pour les établir et les réformer, les circonstances qu'elles doivent avoir pour être utiles et convenables, la véritable proportion entre les peines et les délits, enfin les divers genres de peines dont on peut user pour la punition des coupables dans l'intérêt public.

M. Sempere tenait de Lardizabal lui-même les détails que l'on vient de lire sur les démarches du gouvernement auprès du Conseil de Castille pour la réforme du *code criminel*.

Biblioteca de los mejores escritores Españoles del reinado de Carlos III, article *Lardizabal*.

Roda passe pour avoir été un littérateur distingué; mais il ne reste de lui aucun ouvrage : on ne cite d'autre écrit de ce ministre, que les *Réflexions* écrites à l'occasion des *Remarques sur le concordat entre Benoît XIV et Ferdinand VI* (1753), *par don Gregorio Mayans y Siscar*. Roda s'y opposait à la publication de cet ouvrage de Mayans,

la Société de Jésus, on est fondé à croire que l'idée de la supprimer date du moment même de son entrée au ministère; car depuis lors une partie des membres du cabinet poursuivit cette idée d'une manière lente, à la vérité, mais systématique.

Non seulement Roda y employait le pouvoir que lui donnait son ministère, mais par tous les moyens qui dépendaient de lui, il travaillait sans relâche à réaliser cet important projet. Le caustique Azara disait en plaisantant sur cette ardeur du ministre : « Qu'il portait des lunettes à travers lesquelles il ne voyait d'un côté que des *colegiales,* tandis que de l'autre il n'apercevait que des Jésuites. » Quoique Roda ne le dît pas tout haut, il faut croire que l'Inquisition lui apparaissait également sans cesse à travers ses lunettes. Du reste, quelque spirituelle que fût la remarque d'Azara, en se servant de son style figuré, on

tout favorable qu'il était à l'autorité royale, sur le motif qu'il remettait en question des matières déjà sanctionnées, dont il ne fallait plus parler. Il paraît au reste que les *Réflexions* de Roda renferment une rare érudition, s'il faut en croire M. de Sempere dans l'ouvrage déjà cité.

Il existe à Madrid une correspondance inédite de Roda avec un de ses amis, le comte de..... hollandais résidant à Rome : elle dura plusieurs années, et contient une foule de détails sur les affaires politiques de l'Europe. J'ai lu une partie de la table analytique des matières, qui offre de l'intérêt.

peut toujours dire à la louange de Roda, qu'ayant porté toute son attention vers les objets indiqués, il l'avait fait avec l'avantage qu'ont réellement ceux qui ont la vue courte, c'est-à-dire, qu'il les avait envisagés avec un grand soin et beaucoup de réflexion; enfin, qu'il s'en était fait une idée complète et précise, les ayant considérés sous toutes les faces.

Roda eut surtout le tact nécessaire pour découvrir ceux qui partageaient ses idées, ou dont les talens pouvaient lui servir à les mettre à exécution. Il sut choisir des coopérateurs adroits et puissans. Parmi eux on remarque l'aumônier du roi, Tavira, qui fut plus tard successivement évêque des Canaries, d'Osma et de Salamanque, et deux autres personnages célèbres, Campomanes et le comte d'Aranda.

Quelques personnes ont cru remarquer qu'il y eut une singulière adresse de la part de Roda, à faire coopérer au même but des hommes d'opinions aussi diverses, en supposant que Tavira était janséniste, et Campomanes et d'Aranda des philosophes. Cette supposition est entièrement erronée quant à Tavira; car loin d'avoir les vues étroites, et les préventions du parti janséniste, son esprit au contraire était orné d'une instruction aussi vaste que bien choisie; peu d'hommes sont parvenus à ce haut degré de raison et de philosophie qu'il avait atteint, peu de gens l'égaleront en

idées saines et lumineuses; je suppose qu'on attache au mot *philosophie* le véritable sens qu'il convient de lui donner. Tavira connaissait parfaitement les écrits des anciens philosophes grecs et romains, il joignait à cette connaissance une profonde instruction sur les matières religieuses; il était d'ailleurs doué d'un esprit observateur, d'un caractère essentiellement bon et généreux. Accoutumé à vivre à la cour, dont il avait la politesse sans en avoir la duplicité, simple, modeste avec les manières les plus distinguées, Tavira était ce qu'on appelle un vrai sage. Je me plais à rendre ici hommage à ce modèle de toutes les qualités et de toutes les vertus, que j'ai eu l'avantage d'admirer de près, et contre qui l'ignorance et l'esprit de parti, toujours aveugles, se sont quelquefois acharnés avec leur injustice habituelle.

Avant de parler de la coopération de ces hommes distingués, il est bon d'exposer les difficultés qu'il fallut surmonter pour obtenir la sanction et l'assistance du roi. Charles III n'aimait pas les Jésuites, ainsi que nous l'avons déjà dit; mais, soit par habitude, soit par calcul, il aimait encore moins les innovations. Il était aussi, par caractère, opposé à toute mesure qui pouvait offrir des dangers : outre cela il était pieux, ou pour mieux dire, dévot au suprême degré. L'acquiescement ou l'approbation de son confesseur était chez lui de rigueur, pour toute me-

sure qui avait des rapports avec les intérêts de l'Église; mais un simple consentement du confesseur (quoiqu'il ne fût pas toujours aisé de l'obtenir) ne suffisait pas dans cette occasion, il fallait encore, pour que le projet pût réussir, inspirer à celui-ci un véritable intérêt, et qu'il fût à la fois actif et circonspect dans la direction de cette affaire délicate et importante. Le plus grand secret était de toute nécessité; car le projet pouvait échouer par négligence ou indiscrétion, sans compter qu'il y avait à craindre une résistance ouverte ou les piéges de l'intrigue. Il faut convenir que le caractère du confesseur était fait pour décourager tout autre homme moins entreprenant ou moins adroit que Roda.

Fray Joaquin d'Eleta, qui fut nommé archevêque de Thèbes *in partibus infidelium* (connu sous le nom du P. Osma, à cause du lieu de sa naissance [1]), était un moine récollet, sans instruction aucune, et entièrement dénué de capacité. Il n'avait de l'attachement que pour son ordre, auquel il était dévoué par habitude; du reste, étranger à tout esprit de parti ou d'ambition, il manquait totalement de cette force de caractère, de cette véhémence d'imagination qui poussent les hommes à entreprendre de grandes

[1] Il est d'usage dans quelques couvens des ordres mendians en Espagne, d'appeler les moines non pas du nom de leur famille, mais de celui du lieu de leur naissance.

choses ou à faire cause commune avec d'autres pour exécuter leurs projets ou entrer dans leurs vues. Cependant Roda, qui connaissait jusqu'où peuvent conduire les affections nourries par la vie monastique, ne tarda pas à imaginer les moyens de faire entrer le P. Osma dans ses idées. On ne peut se faire une image exacte de l'effet des institutions dont le vœu perpétuel de chasteté est une des conditions indispensables, si on ne l'a pas vu de très près. Le couvent, l'institut, les lieux de naissance, le village, la paroisse, remplacent dans les cœurs des hommes liés par ce vœu l'attachement que, selon le cours ordinaire de la nature, ils auraient éprouvé pour leurs parens, leurs femmes ou leurs enfans.

Le P. Eleta avait vu le jour dans la Vieille-Castille; il était né dans la petite ville d'*Osma*, où l'illustre et vénérable Palafox avait été évêque. La sainteté de vie de cet éminent prélat, sa fervente dévotion, son active bienfaisance ainsi que la fermeté évangélique de son caractère, lui avaient mérité la réputation et le nom de Saint: selon l'opinion générale des Espagnols il méritait d'être canonisé (¹). Il était de notoriété publique,

(¹) Il existe une vie de Palafox, publiée à Paris en 1767, elle est anonyme. Le but de l'auteur fut évidemment de mortifier et de déconsidérer les Jésuites, en louant le caractère de leurs adversaires les plus anciens et les plus redoutables. L'auteur s'y montre tantôt partisan zélé des

et Roda le savait mieux que personne, que les Jésuites avaient la mémoire de Palafox en horreur, à cause des grandes contestations qui

jansénistes jusqu'au fanatisme, et non moins superstitieux quc ceux même qu'il veut tourner en ridicule; tantôt il prend la défense de la cause des philosophes de France et d'Espagne, et cela pour obtenir des suffrages en faveur de la destruction des Jésuites.

Palafox était fils naturel de don Jayme Palafox y Mendoza ct d'une dame de qualité, qui, pour cacher sa grossesse, se retira aux bains de Fitero dans la Navarre. Étant accouchée le 14 juin 1600, elle prit la résolution, dans la crainte que sa faiblesse ne fût connue, de jeter l'enfaut dans la rivière. On découvrit la femme chargée d'exécuter cet affreuxdessein, avant qu'elle n'eût eu lc temps de l'accomplir; l'enfant fut ainsi sauvé et mis en sûrcté. Un vieux serviteur de la maison d'Ariza prit soin dc lui jusqu'à l'âge de dix ans; son père revint alors de Rome, lc reconnut, lui donna une éducation selon son rang, et l'envoya dans les universités d'Alcalá et de Salamanque. La mère prit le voile dans un couvent de religieuses carmélites déchaussées. Le jeune Palafox fut présenté à la cour et au comte duc d'Olivarès en 1626; quelque temps après on lc nomma membre du conseil des Indes. La mort de sa sœur paternelle, les funérailles de deux hommes marquans auxquelles il assista, et la piété de sa mère firent une si grande impression sur lui, qu'il se sentit tout à coup animé de la plus ardente dévotion; bientôt il reçut les ordres sacrés. Devenu aumônier de la reine de Hongrie, sœur de Philippe IV, il voyagea en Italie, en Allemagne, en Flandre et en France. En 1639 on le nomma à l'évêché de Angelopolis, *Puebla de los Angeles*, dans la Nouvelle-Espagne.

avaient eu lieu entre eux et le prélat dans les contrées de l'Amérique; il lui était donc facile de prévoir que cette corporation s'opposerait de tout son pouvoir à ce que le nom de Palafox fût

Sa première querelle avec les Jésuites y eut lieu au sujet de la dîme.

La Société avait acquis des terres sujettes au paiement de cet impôt ecclésiastique, mais elle prétendait que par cela seul qu'une propriété venait à lui appartenir, elle devait être exempte de cette taxe. Une autre source de mésintelligence fut un prétendu privilége des Jésuites pour prêcher sans avoir besoin de la permission de l'évêque, que Palafox ne voulut point reconnaître.

Les Jésuites avaient pour appui le vice-roi de la Nouvelle-Espagne; ils forcèrent Palafox de prendre la fuite. Ce fut à cette occasion qu'il écrivit ses fameuses lettres contre ses adversaires; un bref fut expédié par le pape, qui lui donna gain de cause. Néanmoins le roi le rappela, mais dans les termes les plus doux et avec les plus grands égards. Sur la demande des Jésuites qui craignaient son retour en Amérique, le roi le nomma à l'évêché d'Osma, pays où il mourut.

L'austérité de quelques uns de ses principes allait jusqu'à la bizarrerie; voici quelques unes de ses maximes concernant ses rapports avec les femmes : « Ne recevoir aucune femme chez lui; ne jamais les regarder; avoir toujours les yeux fixés sur la terre en leur présence; avoir les portes ouvertes si l'on se trouvait dans la nécessité de les recevoir; ne saluer aucune femme quand même ce manque de civilité pourrait paraître étrange et blâmable; ne regarder jamais une femme en face; si l'on était forcé de rendre une visite à quelque dame, porter une croix avec des pointes de fer sur la peau. »

inséré dans la Rubrique. Il fit sentir en conséquence au P. Osma, qu'il y aurait une grande gloire pour lui et pour sa ville natale, si l'on pouvait obtenir la canonisation de Palafox; il lui dépeignit avec les plus vives couleurs la reconnaissance qu'il mériterait de l'Espagne, l'admiration qu'il ferait naître pour sa personne dans toute la chrétienté, si, par ses bons offices, un prélat espagnol d'une aussi haute naissance, et d'une vertu si éminente, était porté sur le catalogue des saints à Rome. Ce fut avec une grande satisfaction, mais non sans quelque surprise, qu'il vit le P. Osma épouser la cause de Palafox avec une ardeur qu'il n'osait attendre de son caractère. Non seulement il dit au roi qu'il devait interposer ses bons offices auprès de Sa Sainteté pour obtenir cette canonisation, mais il l'excitait, l'obsédait même pour qu'il soutînt les demandes de l'évêque d'Osma avec tout le pouvoir et l'influence de la couronne. Les choses en étaient là, lorsqu'une difficulté inattendue vint se présenter, dont Roda profita habilement et se servit pour susciter une froideur momentanée entre la cour de Madrid et le Saint-Siége. Charles III se prêta de la meilleure volonté à appuyer les priviléges du saint que son confesseur protégeait; mais il avait pour sa part une demande de la même nature à faire à la cour de Rome : il sollicita à son tour la coopé-

ration du P. Osma pour obtenir la canonisation du frère Sébastien.

L'histoire de cet obscur personnage est tellement curieuse, et fait si bien connaître le caractère de Charles III, qu'il ne sera pas hors de propos de la raconter.

Pendant la résidence de Philippe V à Séville, *el hermano Sebastian* servait dans le couvent de *San Francisco el grande* en qualité de *donado*, sorte de frères lais ou hommes de peine du couvent, qui, sans être assujettis à des vœux, portent l'habit de l'ordre, tout en ayant la faculté de le quitter à volonté. Ils ne sont pas appelés *fray*, mais *hermano*. *El hermano Sebastian* faisait la quête pour le couvent dans les principales maisons de la ville, et il portait toujours une image de l'enfant Jésus. Les dehors de sainteté, l'humilité qu'il montrait dans sa conduite et ses manières, les maximes de morale qu'il avait l'habitude d'inculquer aux femmes et aux enfans, lui avaient donné la réputation d'un saint parmi quelques dévotes. Il n'en fallut pas davantage pour que le bonhomme se crût inspiré. Il composa quelques prières, et Charles, qui était alors enfant, prit tout-à-coup en grande affection le frère Sébastien *de l'enfant Jésus* (¹) : c'est ainsi

(¹) On représente très souvent la divinité en Espagne sous les traits d'un enfant. Il y a autant de petites images, hautes d'un pied, de cet enfant appelé le *Niño Dios* ou le

qu'on le nommait généralement à cause de l'image qu'il portait en faisant la quête pour le couvent. Ce vieillard chercha à se rendre agréable au jeune prince, et lui fit présent de quelques prières écrites de sa main, en lui disant avec un air de mystère et de sainteté, qu'il était sûr qu'il serait un jour roi d'Espagne, en récompense des inclinations précoces de piété et de résignation qu'il montrait déjà. Charles fut enchanté du présent, et, quoique si jeune encore, les paroles et le sens de la prophétie firent une profonde impression sur son esprit superstitieux. Il ne parla, à la vérité, que très rarement de cette circonstance pendant un grand nombre d'années, mais il porta toujours sur lui le manuscrit du P. Sébastien : il ne le quittait jamais au château, ou à la campagne; pendant qu'il était levé, il le portait toujours dans sa poche ; lorsqu'il était couché, le manuscrit était placé sous l'oreiller, pen-

Niño Jesus, qu'il y a de religieuses dans chaque couvent; les nonnes les habillent avec toute la variété des costumes nationaux, tantôt en prêtres ou en chanoines avec leurs habits *choraux*, tantôt en docteurs en théologie avec leurs bonnets, ou en médecins, avec perruque et canne à pomme d'or, etc. Dans quelques provinces de l'Espagne, où la contrebande est l'occupation principale du peuple, on trouve dans les maisons particulières le *Niño Jesus*, habillé en contrebandier, portant une paire de pistolets attachés à sa ceinture, et un gros mousqueton à sa main.

(*Letters from Spain by Leucadio Doblado.*)

dant les heures du sommeil. Mais quand la prédiction de l'auteur se trouva réalisée par l'avénement de Charles au trône d'Espagne, l'ouvrage fut d'un bien plus grand prix à ses yeux. La persuasion où il était de la sainteté du frère Sébastien s'affermit davantage dans son esprit : le reconnaissant et crédule monarque révéra avec une ardeur nouvelle la mémoire d'un aussi habile homme. Lors donc que l'évêque d'Osma fit de vives démarches pour obtenir de Rome la canonisation de Palafox, le ministre espagnol reçut l'ordre de demander un honneur pareil pour l'humble moine Sébastien : ce fut le spirituel et caustique Azara que l'on chargea de cette négociation. Il se peut que, s'il ne conserva pas les pièces de cette négociation importante, ainsi qu'il en avait le désir, il ait au moins laissé quelques notes parmi ses papiers, dans lesquelles se trouveront des détails sur cette correspondance, racontés, nous sommes fondés à le croire, avec exactitude et avec cette plaisanterie fine et délicate qui est son cachet ordinaire.

De tout temps la cour de Rome a été fertile en ressources, surtout lorsqu'il s'est agi d'élever des obstacles et de créer des difficultés pour un but quelconque utile à son intérêt : on traîna en longueur l'instruction relative à la canonisation de Palafox. On pouvait voir aisément que les Jésuites se servaient de toute leur influence au-

près du sacré collége, pour susciter chaque jour de nouveaux obstacles contre la canonisation de leur adversaire. La cour de Rome ne songea jamais sérieusement à donner une place dans le catalogue des saints au P. Sébastien; cependant elle amusa Charles III par de longues discussions sur ses vertus et son mérite, et se livra avec une minutieuse exactitude aux formalités préalables, pour constater la conduite irréprochable exigée pour la canonisation.

C'est un usage établi, une maxime générale, que tout écrit original de la personne dont on demande la déclaration de sainteté, doit être vu et examiné à Rome par le sacré collége, et qu'aucune copie, quelle que puisse être l'autorisation dont elle est accompagnée, ne sera admise comme preuve suffisante; il faut absolument l'original. On demanda donc à Rome le petit livre auquel le monarque espagnol était si attaché. Ce fut là le sujet de négociations qui occasionnèrent des lenteurs. Charles ne voulait pas consentir à se séparer de son trésor. D'un autre côté, les formes suivies constamment dans les canonisations, défendaient au sacré collége de les continuer. Enfin, le roi, entraîné par son zèle ardent et désintéressé pour son moine favori, se laissa fléchir. Ce ne fut pas pourtant sans témoigner que c'était un grand sacrifice de sa part de se dessaisir du cher manuscrit. Azara eut l'ordre de faire ras-

sembler le sacré collége et les cardinaux, pour qu'ils se tinssent prêts au jour et à l'heure indiqués : on calcula exactement le temps qu'il fallait à un courrier pour aller en toute diligence de Madrid à Rome, porter le livret précieux. Des relais furent commandés sur la route. Charles III remit lui-même le manuscrit sacré entre les mains du courrier dans lequel il avait le plus de confiance. Il le conjura à plusieurs reprises et avec l'expression de la plus vive anxiété de le conserver avec le plus grand soin, et de ne pas perdre un seul instant pour quitter Rome et se remettre en route aussitôt que l'on aurait pris lecture du contenu de l'intéressant volume.

L'intervalle qui s'écoula, fut pour Charles III un véritable cauchemar, un songe pénible et douloureux; il était sur les épines; il ne dormait pas. A peine prit-il de la nourriture pendant plusieurs jours, dès qu'il se vit privé de son cher manuscrit. Sa manière de vivre, dont la régularité était telle que ni les affaires publiques ni les affections de famille ne pouvaient jamais la changer, souffrit cette fois de l'altération; le plaisir de la chasse, que les maladies et la mort même de ses enfans n'avaient pu interrompre, fut suspendu, parce que le manuscrit du père Sébastien ne pouvait l'accompagner dans ses excursions à la campagne ou dans les bois; il restait devant les croisées de son appartement, oc-

cupé à compter les gouttes d'eau que formait la pluie sur les carreaux; il laissait de temps en temps échapper de profonds soupirs. Les affaires, les plaisirs, la conversation, les repas, tout fut interrompu jusqu'au retour du trésor qui seul pouvait rendre le monarque à ses occupations habituelles.

Cependant lorsque le confesseur s'aperçut que la cour de Rome n'entrait pas franchement dans ses vues et qu'elle montrait une répugnance insurmontable pour canoniser Palafox; quand le roi, de son côté, commença à soupçonner qu'il s'était soumis en pure perte à de si grands sacrifices et qu'on l'avait condamné à une séparation momentanée aussi douloureuse sans montrer la plus petite disposition à lui accorder l'objet pour lequel il avait consenti à une si grande privation, lui et son confesseur se fâchèrent tout de bon. Il ne manquait pas là quelque ennemi des Jésuites pour leur faire croire avec adresse que cette opposition venait de la société de Jésus.

Sur ces entrefaites l'émeute de Madrid eut lieu (1766). Le peuple se souleva contre l'ordonnance de police tendant à supprimer les grands chapeaux *chambergos* et les longs manteaux sur le motif qu'ils favorisaient les crimes et surtout les meurtres, en fournissant aux coupables un moyen de se cacher et de n'être pas connus. Cette mesure et quelques autres aussi impopu-

laires étaient mises sur le compte du marquis de Squilace, qui, en sa double qualité d'étranger et de favori, était mal vu de la multitude. On sait que Charles fut forcé de le renvoyer. Le comte d'Aranda qui avait été disgracié sous Ferdinand VI, et venait d'être nommé capitaine-général de Valence, fut élevé à la dignité éminente de président du Conseil de Castille. On espérait que sa popularité calmerait l'esprit des perturbateurs : il tint en effet la populace en respect par sa vigueur.

D'Aranda entra volontiers dans toutes les vues de Roda en sa qualité d'Aragonais, surtout comme ennemi déclaré des *colegios mayores*, parce que ceux-ci recevaient à peine les naturels de ce royaume à leurs premiers emplois. Comme homme très éclairé, il faisait également des vœux pour la suppression des Jésuites.

Des bruits vrais ou faux circulèrent contre ceux-ci à cette époque : ces hauts fonctionnaires les appuyaient. On disait que les Jésuites avaient payé et dirigé les troubles de Madrid. On répétait avec une imperturbable assurance que plusieurs d'entre eux avaient été remarqués dans la foule malgré leur déguisement ; on nommait le père Ignace Lopez, natif des Asturies, regardé comme un des hommes les plus influens de la Société. On disait qu'on l'avait vu au milieu de la populace, se donnant beaucoup de mouvement dans les rues. Ce

qui confirmait les bruits répandus sur les Jésuites, c'était la désignation que la populace avait faite d'Ensenada pour remplacer Squilace, lui qui avait été le protecteur le plus déclaré des Jésuites sous le règne précédent. A vrai dire, s'il n'existait pas de motifs réels, les apparences ne manquaient pas pour attribuer le mécontement de la capitale aux manœuvres des Jésuites ou de leurs protecteurs.

On est fondé à penser que, sous prétexte d'approfondir les causes du dernier soulèvement, d'Aranda et Roda cherchèrent à recueillir tous les renseignemens propres à enflammer l'esprit du roi contre la Société, qu'ils avaient en vue de renverser. A cette occasion, ils rappelèrent la conduite du vénérable Palafox, et fixèrent l'attention de Charles et du public sur les lettres célèbres de ce prélat, où il raconte les machinations des Jésuites dans l'Amérique espagnole; lettres que l'influence de la compagnie avait fait condamner quelques années après à être brûlées publiquement dans la grande place de Madrid.

Mais tout en pouvant compter sur l'assistance du P. Osma, sur l'acquiescement du roi et sur la coopération de plusieurs étrangers ennemis de la Société, il fallait encore à Roda et à d'Aranda d'autres secours puisés dans le talent, le travail, le savoir et le caractère des personnages; tant était nécessaire un concours raisonné de

sagesse et de prudence pour mener à bien un projet vaste par sa nature, extrêmement compliqué dans ses détails, et difficile à exécuter. Heureusement que toutes ces qualités se trouvaient réunies dans le célèbre comte de Campomanes. Il se peut que Jovellanos, à qui nous devons ces détails, pénétré du souvenir des services qu'il reçut de Campomanes, et n'écoutant que son caractère généreux, ait trop vanté les talens et les vertus de son premier protecteur, qui fut aussi son maître dans les études même qu'il a portées depuis à une grande perfection; mais on doit toujours regarder Campomanes comme un savant laborieux et comme un magistrat éclairé à qui l'Espagne doit une sincère reconnaissance pour ses travaux utiles et ses écrits lumineux. A l'époque dont il s'agit, il était *fiscal* et gouverneur par intérim du Conseil de Castille. Il jouissait à juste titre de la plus grande considération parmi les gens de robe, ainsi qu'auprès des grandes corporations commerciales et politiques de toute l'Espagne, qui le regardaient comme un oracle infaillible dans tout ce qui avait rapport à l'administration intérieure du royaume. Le recueil des mesures prises par le gouvernement au sujet du bannissement et de la confiscation des biens des religieux de la compagnie de Jésus (*Coleccion de Providencias tomadas por el gobierno sobre el extrananiento y occupacion de las temporalidades de los regulares*

de la compania) passe pour être un monument impérissable de son zèle, de sa sagacité et de son énergie.

La lettre (¹) où nous avons puisé ces détails

(¹) Elle se trouve insérée comme appendice à l'onvrage publié à Londres en 1822, sous ce titre : *Letters from Spain by Leucadio Doblado; Lettres d'Espagne*, etc. L'auteur a voulu cacher son véritable nom, qui est celui de *Blanco;* il est espagnol, né à Séville où il fit ses études, et devint chanoine *magistral* (théologal) de l'église collégiale de *Saint-Sauveur* de cette ville. Les événemens de 1808 lui firent quitter l'Espagne et passer en Angleterre, patrie de ses ancêtres. Son nom de famille en anglais, *White*, répond littéralement à celui de *Blanco* en espagnol; il a composé plusieurs ouvrages, tous empreints d'un talent remarquable, depuis son retour en Angleterre où il paraît maintenant fixé. Il habite Oxford; il y a été appelé à jouir des honneurs et prérogatives attachés au titre de docteur de l'université de cette ville. M. Blanco White a reçu sa nomination par *diplôme*, c'est-à-dire, sans avoir passé par l'examen qui précède toujours les grades littéraires. C'est le premier exemple d'une pareille faveur accordée à un étranger, et le second à l'égard d'un national, depuis le célèbre Johnson. Pendant la guerre contre Napoléon, il publia à Londres, en langue castillane, une feuille périodique intitulée *l'Espagnol;* c'est sans contredit le meilleur de tous les ouvrages de ce genre qui ait paru dans cette langue sur les affaires de la Péninsule à cette époque. On soupçonna pourtant que, relativement à certaines questions qui pouvaient intéresser l'Angleterre, telles, par exemple, que l'émancipation des colonies espagnoles, le cabinet de Saint-James avait choisi cette feuille pour organe de sa politique. Quoi qu'il

raconte ceux déjà rapportés sur le décret de l'abolition des Jésuites, puis elle termine par ces mots :

« Leurs souffrances sont connues de tout le monde, ainsi que la constance avec laquelle ils

en soit, et en ne jugeant cette production que sous le rapport littéraire, on y remarquera un style mâle, des vues utiles exprimées avec une grande pureté de langage.

On retrouve ces mêmes qualités dans les *Letters from Spain;* la seule différence qu'on remarque consiste en ce que le talent d'observation, l'esprit d'analyse ne s'appliquent pas à la discussion d'intérêts purement politiques, et qu'ils s'exercent sur des matières aussi élevées et aussi importantes que la religion et la morale.

En y traçant l'histoire de ses sentimens et de ses idées, l'auteur a voulu montrer à travers combien d'obstacles son esprit a été forcé de passer successivement, et comment il a pu enfin parvenir à se dégager des erreurs et des préjugés dont on entoura son enfance et sa jeunesse. Cela lui fournit naturellement l'occasion d'entrer dans des détails remplis d'intérêt sur l'état moral, littéraire et politique de l'Espagne sur la fin du règne de Charles III, et pendant le règne entier de Charles IV. Écoutons l'auteur lui-même exposer le but qu'il s'est proposé dans cet ouvrage qu'on pourrait nommer à bon droit *ses Confessions.*

« Je n'ai point, dit-il, le cynisme de J.-J. Rousseau : je n'oserais pas offrir mon cœur à nu aux regards de tout le monde ; je n'ai pas non plus l'éloquence de ce philosophe : je dirai encore plus ; ce n'est pas sans avoir surmonté une grande répugnance, que je me suis enfin décidé à rendre compte de la marche qu'ont suivie mon esprit et mon cœur. Si je le fais, c'est parce que j'ai l'espoir que cela pourra être de quelque utilité pour les autres.... Si le résultat

les supportèrent; elles ont arraché des pleurs et des éloges à ceux même qui étaient intimement convaincus de leur funeste influence sur les cours de l'Europe. Il y eut sans doute une plus grande

de mon expérience pouvait être, ajoute-t-il, que la religion, telle qu'on l'enseigne généralement en Espagne (*) et qu'on est contraint de professer, rend malheureux les cœurs sensibles et bons, en même temps qu'elle déprave ceux qui ne sont pas doués de ces qualités; qu'elle est contraire au développement de la raison, et favorise l'ignorance et l'absurdité; qu'elle produit nécessairement l'hypocrisie et la dissimulation dans la classe la plus élevée et la plus utile de la population; qu'elle empêche enfin de croître, ou pour mieux dire qu'elle étouffe les plus nobles vertus, telles que la candeur et le courage; si tout cela, dis-je, et beaucoup d'autres choses qu'il est impossible d'indiquer dans cette esquisse rapide, pouvaient résulter évidemment de la relation simple et sincère d'un individu obscur, on ne penserait pas, je crois, que je n'avais en vue que la folle vanité de vouloir occuper l'attention publique par l'histoire d'événemens domestiques, et de sentimens purement personnels qu'on va lire, ni y attacher plus d'importance qu'ils ne méritent. »

Après cette légère notice sur l'auteur et l'ouvrage, disons un mot sur la *Relation* ci-dessus de l'expulsion des Jésuites qui s'y trouve comme un appendice. Elle est extraite d'une lettre de lord H.... : « Don Gaspar Melchior de Jovellanos, dit l'auteur de la lettre, qui avait connu tous ceux qui prirent part à cette grande mesure, et qui fut même intimement lié avec quelques uns d'entre eux, me raconta plusieurs détails à ce sujet : il poussa même la complaisance

(*) L'auteur a embrassé la religion protestante.

inhumanité dans l'expulsion et la persécution des prêtres pendant la révolution française; mais à peine ces mesures même furent-elles plus *acerbes* que les souffrances et les peines imposées par des gouvernemens légitimes et réguliers à ces Jésuites qu'ils avaient favorisés et protégés d'une manière éclatante depuis la naissance de cet ordre. Mettant à part cette persécution, la suppression de la Société fut très favorable à la cause de la liberté, de la morale et de l'instruction universelle des peuples, s'il faut s'en rapporter à l'opinion de quelques personnes; car on vantera tant qu'on voudra, disent-elles, leur système d'éducation, il existe un fait toujours constant, c'est qu'en Espagne la littérature était tombée dans une grande décadence, et que l'ignorance devint générale depuis l'époque où l'éducation de la jeunesse fut confiée aux Jésuites. S'il faut juger de l'état de l'éducation dans un pays par

pour moi jusqu'à rédiger et m'envoyer une description curieuse et pleine d'intérêt sur les caractères de ces personnages en deux ou trois lettres que je conserve, et dans lesquelles se trouve une partie de l'histoire secrète de cette mesure importante. J'en donne ici la substance; j'y ajouterai quelques autres anecdotes qui m'ont été racontées par d'autres Espagnols; cela ne pourra que jeter un grand jour sur les causes qui amenèrent la destruction de cette société puissante. »

Il ne nous reste plus qu'à ajouter qu'en conservant le contenu de cette lettre, nous y avons mêlé quelques réflexions relatives, soit aux événemens, soit aux personnages dont il est question.

les fruits qu'elle porte, poursuivent ces personnes, les Jésuites ont évidemment retardé ses progrès en Espagne. Les Espagnols étaient bien plus avancés dans les sciences et dans les lettres pendant le quinzième et le seizième siècles comparativement aux autres États de l'Europe, que pendant le dix-septième et le dix-huitième. Ce n'a été que depuis la suppression de la compagnie en 1767, et non avant cette époque, que le goût de la bonne littérature et l'esprit de perfectionnement ont commencé à revivre parmi eux. »

Quelque justesse qu'on veuille reconnaître dans ces dernières réflexions, on pourrait contester, ce me semble, la grande importance littéraire qu'on attache soit à l'existence, soit à la destruction de l'ordre des Jésuites. L'aurore de la philosophie et de la bonne littérature avait commencé à luire en Espagne, et la clarté y était même déjà considérable avant l'expulsion des Jésuites. Feijóo, Sarmiento, don Jorge Juan, Nassarre, Luyando, Burriel, Mayans, Bayer et beaucoup d'autres savans et littérateurs espagnols avaient déjà éclairé leur patrie à cette époque par des écrits et des travaux utiles. Sans contester le fait évident des progrès de la bonne littérature en Espagne depuis 1767, on est fondé à croire qu'elle les aurait faits de même, quoique les Jésuites eussent continué d'exister. C'est ce qui serait arrivé aussi en France; car leur puis-

sance n'était point assez forte pour arrêter des progrès qui auraient eu lieu, sans doute, même malgré eux. Montesquieu avait apporté le flambeau de la philosophie dans les lois. Voltaire était sorti des écoles même des Jésuites : les encyclopédistes et ce qu'on a voulu appeler le parti philosophique, auquel on a attribué leur renversement, existaient déjà. Que pouvait faire contre l'ascendant toujours croissant de la raison humaine une société si déconsidérée par ses doctrines? En vérité c'est lui faire trop d'honneur que de supposer qu'elle aurait suffi elle seule pour arrêter ce mouvement lent et graduel, mais constant, qui commença avec l'invention de l'imprimerie, et qui est devenu universel et irrésistible depuis le dernier siècle. Mais finissons l'histoire du renversement des Jésuites en Espagne.

Les hommes d'état qui avaient conçu et réalisé le projet de renverser la société de Jésus, cherchèrent, après l'expulsion de ses membres, à s'entourer des lumières et des conseils des prélats dont la coopération leur était si nécessaire dans les démêlés auxquels il fallut s'attendre avec la cour de Rome : ils avaient également en vue d'autoriser par ce moyen la mesure qu'ils venaient de prendre, et d'autres encore qu'ils préparaient. Lorsque le public verrait une sorte de concile composé de cinq évêques, coopérer aux vues du gouvernement, il devait être démontré pour lui

qu'il n'y avait aucun danger pour la religion, ni pour l'Église catholique. Aussitôt après l'expulsion des Jésuites, il fut formé un conseil extraordinaire dont les membres étaient Rodriguez de Arellano, archevêque de Burgos, Buruaga, archevêque de Saragosse, Plana y Castelló, évêque de Tarazona, Tormo, de Orihuela, et Molina, évêque d'Albarracin. Le style des lettres et des communications avec Rome à ce sujet, que nous avons déjà rapportées, porte le cachet de la coopération de ces prélats.

Il restait pourtant encore aux expulsés de zélés protecteurs, parmi lesquels le plus puissant était l'Inquisition. Don Manuel Quintano y Bonifaz était alors grand-inquisiteur. Le Saint-Office instruisit secrètement contre Roda, et les comtes d'Aranda et de Campomanes. On intenta aussi des procès aux évêques du conseil extraordinaire. On n'accusait ni les uns ni les autres des mesures prises contre les Jésuites : les charges alléguées contre eux étaient relatives à leur esprit anti-religieux et philosophique en général. Heureusement pour les prévenus, l'Inquisition elle-même se sentait menacée, et il y avait à cause de cela de l'hésitation dans ses fureurs et dans ses démarches. On ne pouvait d'ailleurs accuser les ministres du roi pour avoir combattu des projets contraires au pouvoir de la couronne, et avoir cherché à dégager la religion de l'alliage

impur des maximes ultramontaines : on ne pouvait pas leur reprocher cette conduite, sans se déclarer l'ennemi de la couronne, et des libertés de l'Église nationale. Ainsi l'instruction contre les ministres n'eut aucune suite. Quant aux évêques, on ne put non plus trouver qu'ils eussent avancé aucune proposition spéciale contraire au dogme; tout se bornait à des propos vagues et généraux qui, réunis en corps de doctrine, étaient présentés comme le langage d'un esprit philosophique voisin de l'impiété et favorable aux ennemis de l'Église.

Plus tard, les évêques du conseil extraordinaire firent leur paix avec l'Inquisition : ils émirent l'opinion de réformer quelques propositions du *Juicio imparcial contra el monitorio de Parma*, qu'ils regardaient comme très hasardées sur les droits de l'Église. Ils parvinrent à faire ordonner la saisie de tous les exemplaires de la première édition, et l'on corrigea plusieurs assertions dans la seconde. Ils se ménagèrent par là la faveur du P. Osma, que Roda était parvenu à faire entrer dans ses vues pour la suppression des Jésuites, mais qui était inaccessible sur d'autres matières. Il était surtout le protecteur zélé de l'Inquisition, qui aurait bien certainement été renversée par Roda, comme les Jésuites, si ce moine ignorant, mais puissant auprès du roi, n'y eût opposé l'obstacle de sa protection spé-

ciale. On doit cependant savoir gré à Roda, et aux hommes éclairés qui l'aidaient dans ses desseins, du bien qu'ils firent par quelques bonnes mesures, et aussi de celui qu'ils désiraient de faire par beaucoup d'autres très importantes, et que des obstacles insurmontables paralysèrent. Charles III aurait aisément consenti à l'abolition de l'Inquisition, pour laquelle il n'avait aucun penchant. On prétend même qu'il le déclara ainsi à Roda, ajoutant qu'il avait régné à Naples où l'Inquisition n'existait pas, sans que pourtant la religion en souffrît; mais que l'opinion générale du peuple en Espagne, et le respect qu'il avait pour le tribunal de la foi, rendaient cette affaire extrêmement difficile. Nous ferons voir plus tard que sous son règne on mit des bornes au pouvoir de l'Inquisition.

SECTION DEUXIÈME.

Fermeté du gouvernement contre les envahissemens de l'autorité ecclésiastique. — Exil de l'inquisiteur général. — Remontrance de l'évêque de Cuença, Carvajal.

Nous avons déjà eu occasion de remarquer, dans les chapitres additionnels des règnes de Philippe V et de Ferdinand VI, que l'habileté des partisans des doctrines ultramontaines n'avait pu l'emporter en Espagne sur le zèle et les lumières de la magistrature, qui s'était constamment illustrée dans la défense de l'autorité royale contre les envahisseurs de la cour de Rome. L'Inquisition, qui se-

condait de tout son pouvoir les empiétemens de l'autorité spirituelle, avait, il est vrai, forcé le célèbre jurisconsulte Macanaz à s'exiler, et à éviter par la fuite les horribles cachots du Saint-Office ; mais cette persécution n'avait abouti à rien, car Macanaz, exilé et poursuivi, avait eu la consolation de voir ses principes sur la législation ecclésiastique en honneur parmi ses compatriotes. Le concordat de 1737, quoique loin encore d'établir l'indépendance de la couronne, annonçait assez que le gouvernement veillerait désormais pour empêcher les abus du pouvoir ecclésiastique. Les dispositions contenues dans celui de 1753 étaient un grand pas de fait vers la séparation de la puissance temporelle et de la spirituelle. Les rois d'Espagne, comme représentans de leurs peuples, rentraient par ce concordat dans des facultés dont ils n'auraient jamais dû se dessaisir. Sous Charles III, l'esprit d'affranchissement fit encore de nouveaux progrès : aux raisonnemens puisés dans l'histoire de la discipline ecclésiastique espagnole, venaient maintenant se joindre les conseils et les lumières de la philosophie.

Le gouvernement de Charles prit diverses mesures sous le rapport des matières ecclésiastiques, qui toutes attestent l'esprit éclairé qui le dirigeait.

En 1761 le grand-inquisiteur, don Manuel Quintano y Bonifaz, avait fait publier, d'accord avec le nonce du pape, un bref portant prohibi-

tion du catéchisme de Mesengui, intitulé : *Exposition de la doctrine chrétienne, ou instruction sur les principales vérités de la religion*, sans en avoir prévenu le gouvernement du roi, comme il aurait dû le faire. Charles III, irrité de cet abus de pouvoir, ordonna au grand-inquisiteur de suspendre la publication du bref, et de faire saisir les exemplaires qui avaient été déjà distribués. Le grand-inquisiteur allégua le scandale qui résulterait d'une mesure contraire au Saint-Office, ainsi qu'à l'obéissance due au chef suprême de l'Église, surtout sur une matière qui touchait au dogme et à la doctrine chrétienne; le décret royal ne fut point exécuté. Le roi exila de la cour le grand-inquisiteur; il fut envoyé à San Antonio de la Cabrera, couvent situé sur une montagne à treize lieues de Madrid. Au bout de quelques semaines l'inquisiteur avoua son erreur, implora son pardon, et regagna les bonnes grâces de Sa Majesté. Mais voulant empêcher à l'avenir de pareilles résistances, le roi demanda au Conseil de Castille un rapport circonstancié sur cette matière.

Le rapport du conseil fut instructif et lumineux. « La censure des livres, y disait-on, ne dépend pas autant de l'inquisiteur et des conseillers que de l'intelligence et de l'opinion des censeurs, qui sont ordinairement des personnes dévotes et retirées, et qui, en raison de leur profession, penchent vers cette règle de l'Evangile :

Donnez à Dieu ce qui est à Dieu, sans se rappeler autant la seconde partie : *Donnez à César ce qui est à César.* » En conséquence des doctrines établies dans ce rapport, un décret royal parut en 1762 par lequel il fut ordonné, 1°. que dorénavant tout bref, bulle, rescrit ou lettre pontificale, adressés à un tribunal quelconque, à une junte, ou à un magistrat, aux archevêques, aux évêques en général, ou à quelqu'un d'eux en particulier, quelle que fût la matière qu'on y traitât sans exception, soit qu'on y cherchât à établir des lois, des règles ou des préceptes, soit qu'il ne s'agît que de simples avertissemens ; que ces bulles, rescrits, etc., dis-je, ne pourraient être publiés ni observés sans qu'ils eussent été présentés à Sa Majesté par les voies ordinaires.

2°. Que toute bulle ou bref relatifs à des affaires entre des parties ou personnes particulières (soit de grâce ou de justice) seraient présentés au conseil dès leur entrée en Espagne, et que le conseil, avant d'accorder leur exécution, examinerait s'il pouvait résulter de leur contenu quelque contravention au concordat, ou quelque atteinte aux droits de la couronne, aux bons usages et coutumes légitimes, à la tranquillité du royaume, ou aux droits des particuliers. On exceptait de cette obligation générale les brefs ou dispenses expédiées par la *penitenciaria* (le

bureau de pénitence pour le cas de for intérieur et de conscience).

3°. Qu'à l'avenir le grand-inquisiteur ne pourrait publier des édits que lorsqu'ils lui auraient été envoyés par le roi.

4°. Que préalablement à la condamnation des livres par l'Inquisition, on entendrait la défense des parties intéressées, qui seraient citées à cet effet conformément à la règle prescrite à l'Inquisition de Rome par le pape Benoît XIV, dans la constitution apostolique *sollicita et provida*.

Cette ordonnance frappait à la fois la cour de Rome et l'Inquisition : elle établissait en outre, selon les règles de la justice, qu'avant de condamner les livres, on entendît leurs auteurs pour leur justification; car ils doivent savoir mieux que qui que ce soit, disait-on, le sens qu'ils veulent attacher à leurs expressions. C'est par là qu'ils pourront dissiper les persécutions contre leur doctrine, suscitées trop souvent par la seule ignorance des qualificateurs, sans le moindre fondement.

Quelque raisonnable que fût cette ordonnance, accueillie par les acclamations de tout ce que l'Europe contenait d'hommes éclairés, on la retira postérieurement. Il faut croire que le véritable motif de ce pas rétrograde était l'ascendant du confesseur Eleta sur l'esprit du roi en matières ecclésiastiques; car ce moine ignorant

soutenait de tout son pouvoir, comme nous l'avons déjà dit, l'Inquisition et les prétentions de la cour de Rome. Charles III se trouvait placé entre des ministres éclairés et son confesseur. Les premiers, tout en travaillant ouvertement à affranchir le gouvernement des embarras qui entravaient à chaque pas l'action de l'autorité publique, songeaient à renverser les institutions funestes; l'autre, poussé par les partisans de ces mêmes institutions, effrayait la conscience de son pénitent du danger spécieux de diminuer la splendeur de la religion en Espagne.

Malgré ces entraves, lorsque les ministres eurent repris plus tard le dessus et que l'exécution du décret fut ordonnée une seconde fois, Campomanes, magistrat jaloux de la dignité de la couronne, autant que ministre intègre et éclairé, donna pour motif d'avoir retiré l'ordonnance, qu'elle accordait au grand-inquisiteur plus de facultés qu'il n'en devait avoir relativement aux brefs qui contiennent des condamnations d'ouvrages; car l'*exequatur*, comme la suspension desdits brefs, n'étaient point dans les attributions de l'Inquisition, et appartenaient au Conseil de Castille, seul dépositaire chargé de maintenir cette prérogative royale. « Si cette ordonnance a été retirée, disait Campomanes, on n'a eu en vue que de l'expliquer selon la pensée véritable du roi : le gouvernement doit à son honneur et

à sa considération de fixer les limites de ces facultés, pour tenir ensuite la main à leur exécution, et accompagner la pragmatique et l'ordonnance des explications convenables. Les évêques, ajoutait-il, sont très intéressés en cela pour leurs droits; car, faute de cette déclaration, un prêtre de Majorque a eu l'audace en 1766, en s'appuyant sur des lettres de la chancellerie romaine, d'excommunier l'évêque de Majorque, prélat respectable à tant de titres. Il a fait afficher publiquement ces lettres à Minorque, au grand scandale et au mépris de l'autorité elle-même. Il est donc de l'intérêt des évêques eux-mêmes qu'aucun bref de Rome ne soit admis dans le royaume, pour qu'ils puissent être maintenus dans le libre exercice de leurs fonctions. »

Campomanes cherchait, comme on voit, à persuader aux évêques que les mesures du gouvernement leur étaient favorables. Il était d'autant plus nécessaire de porter à ce sujet la conviction dans leurs esprits, qu'une opposition violente et irréfléchie éclata tout à coup contre les vues du gouvernement, de la part d'un prélat jouissant d'une grande considération par sa naissance et ses vertus.

L'évêque de Cuença, don Isidore Carvajal, ne vit dans les sages réformes que le ministère ordonnait pour affermir le pouvoir de la couronne, et déraciner les abus introduits par l'au-

torité spirituelle, ne vit, disons-nous, qu'un plan arrêté de renverser les autels, et de détruire l'autorité de l'Église. Dans une lettre qu'il adressa au confesseur, il disait que l'Espagne, non seulement courait, mais qu'elle volait à sa perte; que l'on disait à haute voix à la cour que le royaume était perdu, à cause de la persécution que l'on faisait souffrir à l'Église; que pour ne point attirer sur sa tête cette malédiction, *Væ mihi quia tacui*, et par l'intérêt qu'il portait au monarque, il lui avait adressé diverses représentations dans plusieurs occasions; mais que par malheur elles n'avaient pas tiré le pieux monarque de son sommeil. L'évêque entrait ensuite dans des détails sur les griefs que l'autorité ecclésiastique avait à exposer contre ce qu'il voulait bien appeler les envahissemens du ministère. Le tableau qu'il traçait des maux de l'Église aurait pu convenir au règne de l'empereur Julien. Le confesseur ayant montré au roi cette lettre du prélat, dont il partageait sans doute les doléances et les craintes, le roi s'en alarma : il chargea le P. Eleta d'écrire à Carvajal de s'expliquer avec plus de clarté et de précision, et de dire en quoi consistait la persécution de l'Église; quels étaient les outrages, les offenses, les pillages qui avaient été faits ou exercés contre ses biens, ses ministres et ses immunités sacrées; de quels autres moyens on s'était servi pour éclairer Sa Majesté

par une autre voie que celle de son confesseur, et enfin quels motifs il avait eus pour prendre ce soin lui-même. Ce fut le ministre Roda qui conseilla au roi de demander de plus amples explications au prélat effrayé du danger de la destruction de l'Église.

L'évêque commença alors à s'apercevoir, quoique un peu tard, qu'il avait été entraîné trop loin par son zèle, et qu'il n'était pas facile de justifier les assertions hasardées consignées dans sa lettre. Il différa donc de rédiger ses charges contre le gouvernement du roi, sous prétexte de mauvaise santé; mais poussé à bout, il ne put présenter dans son second écrit que les allégations vagues et les mêmes déclamations banales de sa lettre. Tout se bornait à dire que l'état ecclésiastique était très chargé de subsides et accablé d'autres charges et contributions; que l'on ne respectait pas la juridiction et l'immunité locale des temples, ni les ministres des autels; qu'on lisait dans les journaux des faits et des notices injurieuses au pape et aux Jésuites; qu'il fallait réunir des conciles nationaux et provinciaux; que le gouvernement se montrait contraire à la main-morte ecclésiastique; qu'il voulait diminuer le nombre des prêtres et des religieux; enfin, que par la pragmatique, que nous avons rapportée plus haut, on avait poussé le manque de respect pour l'Église jusqu'à demander

que les bulles du pape fussent présentées au conseil avant de les rendre exécutoires.

Lorsque cette allégation de Carvajal fut enfin arrivée, on la soumit au Conseil de Castille, pour qu'il eût à examiner en détail les accusations qu'elle contenait. Don Pedro Rodriguez, depuis comte de Campomanes, et don Joseph Moñino, qui devint par la suite comte de Florida-Blanca, étaient alors *fiscales* (procureurs du roi) au Conseil de Castille. Leurs rapports au conseil sur cette affaire se trouvent dans l'*expediente del Obispo de Cuença Carvajal* (la procédure) : ils firent grand bruit à cette époque, par les doctrines qu'ils renfermaient et qui étaient favorables aux droits de l'autorité royale, et par leurs principes de législation ecclésiastique, opposés aux prétentions de la cour de Rome. Le résultat de cette affaire fut que le roi, après avoir entendu le conseil, ordonna la saisie des lettres de l'évêque et des copies qui avaient été répandues. L'évêque fut sommé de comparaître devant le conseil pour y être réprimandé : on écrivit par ordre du roi une circulaire à tous les évêques et archevêques du royaume, pour les instruire de la conduite inconsidérée de l'évêque de Cuença, qu'ils désapprouveraient sans aucun doute, disait la lettre. On leur donnait en même temps l'assurance : « Que Sa Majesté ne cesserait d'écouter avec bonté leurs représentations, et qu'elle y

ferait droit lorsqu'ils les lui adresseraient avec l'éclaircissement, la vérité, la modération et le respect qui convenaient à leur caractère et à la dignité épiscopale. »

L'évêque comparut en effet devant le Conseil de Castille, et fut réprimandé par le président. Cette affaire n'eut point d'autres suites, sinon qu'elle affermit les esprits dans les principes suivis par les ministres de Charles III : on verra qu'ils poursuivirent leur cours d'améliorations et de réformes dans l'administration ecclésiastique.

CHAPITRE LXVI.

1764-1771.

Améliorations faites par l'Espagne dans l'armée, la marine et les finances. — État de la France. — Situation de l'Europe. — Union intime entre la France et l'Espagne. — Cession de la Louisiane. — Vues hostiles de Grimaldi et de Choiseul contre l'Angleterre. — Les Français occupent la Corse. — Contestations et accommodement relativement aux îles Falkland.

Lorsque la tranquillité fut rétablie, le gouvernement s'occupa avec une nouvelle ardeur d'établir son système de politique, soit intérieure soit étrangère, sur la base des changemens qui venaient d'avoir lieu. Grimaldi se renferma dans les limites du département dont il était chargé; toute sa pensée était de réaliser les plans qu'il avait arrêtés de concert avec Choiseul. De son côté, le comte d'Aranda, si fertile en ressources, et assisté de toute l'action d'un gouvernement absolu, ne négligeait aucun soin pour reformer sur un nouveau plan l'administration intérieure, et relever l'armée et la marine. Des améliorations considérables eurent lieu dans les finances, par le zèle et la coopération des deux ministres;

on introduisit dans l'armée cette tactique savante que les succès de Frédéric II avaient rendue l'admiration des autres nations et qui faisaient l'objet de leur envie. L'ambassadeur anglais parlait avec autant d'étonnement que de douleur de la perfection extraordinaire de cette même tactique qu'adoptait l'Espagne, et surtout de l'augmentation de son armée. Il annonçait un accroissement pareil qui se faisait remarquer dans la marine; il appelait l'attention sur l'activité singulière qui animait ses chantiers et ses arsenaux, dans l'ancien comme dans le nouveau monde. (¹)

Pendant ce réveil de l'Espagne, la France, quoiqu'identifiée avec elle, offrait un singulier mélange d'inquiétude, de faiblesse, de malaise et de misère au-dedans, d'agression et de provocation au-dehors. Le monarque français, uniquement occupé de ses plaisirs, se souciait fort peu de l'honneur national; tout lui était indifférent, pourvu que la tranquillité régnât autour de lui, et qu'il lui fût permis de s'endormir paisiblement au sein de la volupté. Une nouvelle maîtresse, sortie des antres du vice et de la débauche, s'occupait déjà de former des cabales pour faire ostentation de son pouvoir, avec la même magnificence et la même publicité qu'avaient fait ses devancières. Elle était en relation avec une foule de parens à elle et de gens subal-

(¹) Dépêches de lord Rochfort.

ternes, qui agitaient le palais par leurs menées sourdes et criminelles; cette séquelle se laissait d'ailleurs conduire par une classe plus élevée d'intrigans, qui se servaient de l'influence naissante de la nouvelle maîtresse, pour tâcher de supplanter le ministre qui nuisait à leurs projets.

La nation, accablée sous le poids des dettes, était épuisée d'hommes et d'argent; le cruel avilissement où elle tombait la décourageait autant que ses derniers revers. L'ancienne noblesse, qui s'était glorifiée en tout temps d'être l'appui du trône, s'éloignait du souverain et s'exilait volontairement de la cour et de ses conseils; les Parlemens étaient en guerre ouverte avec l'autorité royale, et traversaient indistinctement toutes les mesures qui émanaient du trône, sans examiner si elles étaient ou non avantageuses au pays. Dans la Bretagne, province qui avait de tout temps défendu ses priviléges avec son opiniâtreté caractéristique, les querelles entre le souverain et la magistrature parvinrent à un degré très alarmant : ce furent là des germes trop féconds de la terrible révolution qui éclata plus tard.

Au milieu de ces désordres naissans, Choiseul, dont l'esprit remuant, ainsi que le remarque avec raison son auguste historien ([1]), se plaisait à se-

([1]) OEuvres posthumes du roi de Prusse, tome V, page 51.

mer le trouble dans toutes les cours, poursuivait ses desseins avec une inconcevable obstination, sans s'inquiéter des conséquences qui pouvaient en résulter. Il considérait les guerres et les commotions comme les seuls moyens de conserver son pouvoir chancelant, qu'assiégeait une nuée d'ennemis. Il fit tout ce qui dépendait de lui pour entraîner la nation dans des entreprises au-dessus de ses forces. D'accord avec le ministre espagnol, il préparait en silence, mais avec beaucoup d'adresse, les moyens de recommencer la guerre contre l'Angleterre. L'armée fut assujettie à un nouveau système de discipline; mais trop adroit pour jeter l'alarme par une augmentation prématurée, il organisa tellement le département de la guerre, que le gouvernement absolu dont il était l'organe pouvait mettre immédiatement sur pied une armée nombreuse, prête à agir au moindre signal. Il ne négligea pas non plus la marine. Une quantité immense de bois de construction et de munitions navales étaient déjà réunies sur les chantiers et dans les ports. On avait, soit en construction, soit en activité de service, le nombre de vaisseaux jugé nécessaire pour former des escadres capables de lutter avec avantage contre celles d'Angleterre, qui avaient d'ailleurs pu être négligées pendant l'intervalle de la paix.

Le revenu public pouvait à peine suffire aux dépenses; mais on employa toutes sortes de moyens

financiers pour se procurer des fonds et de prompts secours. L'intérêt de la dette publique fut réduit de moitié; les tontines furent abolies; on ajourna le paiement des pensions; on vendit les lettres de noblesse. Toutes les mesures possibles furent employées pour réunir des sommes considérables dans les caisses publiques (1); on chercha à multiplier la division et le morcellement des propriétés, tant publiques que particulières, dans le but de rendre moins désastreuse l'affreuse mesure qu'on préparait, de déclarer la banqueroute nationale.

En général l'état où se trouvait l'Europe flattait les espérances et favorisait les vues du ministère des deux familles de Bourbon. Les puissances de l'Allemagne et du Nord attendaient avec anxiété l'issue que pourrait avoir la guerre entre la Russie et la Porte, tandis que les troubles de la Pologne offraient un théâtre de plus à leurs intrigues et à leur ambition. La Prusse faisait de grands préparatifs qui annonçaient de sa part quelque nouvelle et intéressante opération politique. L'Autriche, de son côté, ne négligeait rien pour se préparer à la guerre; elle obsédait la France pour qu'elle lui fournît le secours stipulé de vingt-cinq mille hommes. Dans le même temps,

(1) La seule suspension des pensions donna une somme de douze millions de livres. Lord Rochfort à lord Shelburne, Paris, 7 mai 1767.

ces deux puissances, quoique divisées par leur rivalité politique, méditaient déjà ce concert d'intrigues et d'union de forces militaires dont le dénouement fut le partage de la Pologne. Les armées russes étaient engagées sur la frontière de l'Asie; la Suède était en proie aux factions qui amenèrent la révolution de 1772. Le Danemarck était par lui-même trop faible pour donner de l'inquiétude; la Hollande, accablée de dettes, ne s'occupait que des intérêts de son commerce, et ne pouvait par conséquent prendre une part active dans les affaires qui agitaient l'Europe.

Ce fut alors que l'on connut avec évidence en Italie la cause qui avait dicté les arrangemens et les alliances contractées entre les deux cours des Bourbons. Ce pays, qui avait eu naguère une si grande influence sur les dissensions et les destinées de l'Europe, et qui avait été si souvent le théâtre des malheurs éprouvés par ces deux familles, se vit forcé de leur être subordonné; les deux Siciles, le Milanais et les autres petits États étaient occupés par les Bourbons ou dévoués à leur cause. Venise et Gênes agissaient par les mêmes principes. Le roi de Sardaigne, jadis l'arbitre de l'Italie, n'avait autour de lui que des États appartenant aux Bourbons; il était enchaîné par des alliances, sans communications directes avec l'Angleterre, et réduit à une nullité complète, ou pour mieux dire à une véritable dépendance.

Au milieu de cette confusion universelle, l'Angleterre seule paraissait disposée, ou du moins intéressée à surveiller les progrès des cours de Versailles et de Madrid; mais un changement important avait eu lieu à Londres après la brillante époque qui précéda la paix de Paris. Les mutations fréquentes que l'administration avait subies, paralysaient la force du gouvernement. La nation, agitée par les troubles des différens partis, avait poussé jusqu'à la licence son amour pour la liberté; les rênes du gouvernement, après avoir passé tour à tour des mains de lord Butte dans celles des Greenville, et de celles-ci dans celles des Rockinghams, avaient été confiées de nouveau à M. Pitt, dont l'énergie et la popularité faisaient espérer une administration ferme et durable. Mais ce grand ministre était affaibli par l'âge; il avait vu diminuer sa fortune; il n'avait plus, comme autrefois, les moyens de maîtriser à son gré une chambre des communes où régnait la division. Dans ce moment il crut devoir accepter la pairie avec l'emploi de garde des sceaux. Par là il perdit une grande partie de cette influence qui seule aurait pu balancer chez lui le manque de vigueur et de richesse. Après avoir pendant un an tenté des efforts inutiles pour faire marcher un ministère hétérogène, il se retira mécontent, et laissa au duc de Grafton la tâche pénible et dangereuse de

diriger les conseils discordans de son pays. Mais en quittant le ministère, quand il revint prendre sa place dans les rangs de l'opposition, il retrouva son éloquence naturelle, et toute la popularité qu'il avait perdue. Lorsqu'il était à la tête de l'administration, il ne pouvait ni diriger ni influencer ses collègues; après qu'il l'eut quittée, il se trouva avoir encore assez de crédit pour ébranler leur autorité.

Les divisions et les diverses phases qu'offrait ce cabinet perdaient beaucoup de leur intérêt à côté des convulsions populaires qui agitaient la capitale. Chacune des administrations qui s'étaient succédées, avait été signalée par quelques actes sinistres qui occasionnèrent un ferment dangereux ou une opposition directe contre le gouvernement. L'imposition sur le cidre sous lord Butte, celle du timbre sous les Greenville, les bills d'indemnité sous lord Chatam, tout récemment encore l'expulsion et la réélection de Wilkes et la querelle relative aux warrants généraux, donnèrent lieu à des commotions plus étendues et plus alarmantes qu'il n'en avait jamais éclaté dans ce pays depuis sa grande révolution. Cette sombre période fut aussi marquée par ces troubles intérieurs qui aboutirent à la séparation des colonies d'Amérique d'avec la couronne d'Angleterre.

Dans ces momens de crise et de trouble, les

personnes placées à la tête du gouvernement sont ordinairement plus attentives à leurs propres cabales et aux querelles civiles qu'à la conservation des intérêts de la patrie, tant à l'intérieur qu'au dehors. Chaque administration se montra soigneuse d'abroger ou de modifier les actes des précédentes; et tandis qu'aucun système durable de politique et de défense n'était suivi ni au-dedans ni à l'extérieur, l'armée et la marine furent négligées et tombèrent dans un désordre qui serait monstrueux au milieu même de la paix la plus profonde.

Les ministres de France et d'Espagne, toujours remuans et prêts à s'engager dans de nouvelles querelles, mirent à profit ces circonstances et se hâtèrent de conclure un arrangement, qui devait obvier à l'avenir, du moins on le croyait, à toute mésintelligence entre les deux cours. La cession de la Louisiane, qu'on avait retardée si long-temps sous divers prétextes, eut enfin lieu en 1763, de concert avec la France.

Ce fut le 21 avril 1764 qu'une notification formelle de la cession de ce pays à l'Espagne fut faite aux habitans. Cette nouvelle produisit une consternation générale; mais comme la cour de Madrid retardait le moment d'en prendre possession, les colons se flattaient que la cession pourrrait bien ne pas avoir lieu. Cependant, après un assez long intervalle, don Antonio d'Ulloa

arriva à la Nouvelle-Orléans pour prendre le gouvernement de la colonie; mais les colons refusèrent de reconnaître l'autorité du nouveau gouverneur; et celle de l'administration, tant civile que militaire, continua d'être exercée au nom du roi de France.

Cette résistance irrita la cour de Madrid. Un décret royal fut rendu et promulgué, par lequel on défendait au peuple de la Louisiane toute communication avec les foires des colonies environnantes, qui avaient été jusque-là les marchés principaux où se vendaient les produits de la colonie. Ce coup d'autorité ne fit qu'augmenter le mécontentement et les craintes des habitans. Dans l'excès de leur ressentiment, ils conçurent d'abord le dessein d'émigrer dans les possessions anglaises, de l'autre côté du Mississipi; mais ne voulant pas abandonner un pays que l'habitude avait rendu l'objet de leur affection, ils déterminèrent le grand-conseil de la Nouvelle-Orléans à ajourner l'acte de transfert de cette colonie à l'Espagne. Ils demandèrent le rappel d'Ulloa, et envoyèrent des députés à Versailles pour témoigner leur profonde douleur d'être séparés de la France, et pour faire en même temps un tableau avantageux de la colonie et de l'état prospère dont elle jouissait.

L'appel n'eut aucun succès. Il n'entrait point dans l'intention du roi de retarder la cession. Il

se borna donc à offrir ses bons offices et à déclarer qu'il fallait que la cession eût lieu. De son côté, la cour d'Espagne, pour empêcher de nouveaux délais et prévenir les troubles qui en pouvaient naître, prit les mesures nécessaires pour forcer à la soumission les habitans de la colonie. Le général O-Reilly fut envoyé de la Havane avec cinq mille hommes de troupes. Il se présenta en juin 1769, sur l'embouchure du Mississipi. A la vue du pavillon espagnol, l'insurrection devint générale. Quelques colons proposèrent de s'opposer au débarquement des troupes, et de détruire les bâtimens à bord desquels elles se trouvaient; d'autres revinrent à leur première résolution d'aller chercher un asile sur le territoire anglais. Enfin, la médiation du gouverneur français et les discours pathétiques des magistrats calmèrent leur indignation. Les troupes espagnoles débarquèrent et prirent possession de la colonie; mais le nouveau gouvernement ne sut point adopter des mesures convenables pour se concilier l'affection de ses nouveaux sujets. On traita les colons comme des rebelles. Six de leurs chefs eurent la tête tranchée; d'autres furent envoyés dans les cachots de la Havane. Cette sévérité amena, quoique à contre-cœur, une soumission soudaine; mais les colons riches abandonnèrent leurs plantations. Les habitans des environs cessèrent peu à peu de fréquenter un marché qui

était devenu précaire, et l'on remarqua avec raison que, par cette acquisition, l'Espagne n'avait fait qu'ajouter un désert à son empire. [1]

Pendant que cette affaire traînait en longueur, Choiseul et Grimaldi mûrissaient les plans d'hostilités qu'ils avaient concertés ensemble; mais comme les caractères pacifiques de leurs souverains respectifs montraient de l'opposition à leur exécution, toute leur sagacité s'exerça à susciter des sujets de querelles qui pussent provoquer des attaques et mettre en activité les stipulations du pacte de famille.

Un de ces sujets fut l'appropriation de la Corse de la part de la France. Le ministre français, après avoir cherché un prétexte pour intervenir dans la contestation élevée entre les insulaires et leurs maîtres, les Gênois, fomenta une lutte qui épuisa les deux partis, et finit par profiter de leur faiblesse mutuelle pour occuper l'île, en supposant que la France l'avait achetée à la république de Gênes. Paoli, ce chef patriote qui avait pendant long-temps vaillamment défendu les libertés de son pays, fut forcé de chercher un asile en Angleterre. L'île de Corse, si importante par sa position dans la Méditerranée, fut formellement réunie à la France. Cette usurpation éclatante,

(1) Fantin des Odoards, *Histoire de France*, tome VI, page 377 et 388. *Politique de tous les Cabinets de l'Europe*, tome III, page 113.

faite au sein de la paix, produisit en Angleterre une indignation générale. L'impression fut d'autant plus forte que tout le monde, grands et petits, s'intéressait à un peuple qui combattait pour son indépendance, surtout à la personne, au caractère et aux souffrances du général citoyen dont l'arrivée dans la capitale d'Angleterre y excita un enthousiasme universel. Quand même les ministres anglais auraient eu assez d'insouciance pour fermer les yeux sur cette entreprise de la France, l'opinion publique ne leur eût pas permis de garder le silence. Lord Rochfort, qui venait de quitter tout récemment son ambassade de Madrid, fut envoyé à Paris pour demander l'évacuation prompte de la Corse.

Mais, en dépit des plus vives protestations d'amour pour la paix, la conduite et le langage de Choiseul offrait une suite d'insultes assez graves pour provoquer une rupture au moment même où il voulait éviter les apparences d'une agression. Il se refusa à rappeler les troupes, sous le prétexte usé dont il se servait toujours pour justifier l'agression de la France, savoir, du déshonneur de reculer dans une entreprise une fois commencée. Il déclara à plusieurs reprises que tout en ne désirant point la guerre, il ne s'effrayait pas des hostilités. Il termina même un de ses entretiens par cette remarque offensante : « Nous remplirons scrupuleusement les condi-

tions du dernier traité; mais vous vous tromperiez étrangement si vous vous imaginiez que les menaces peuvent nous empêcher d'exécuter les projets qui ne sont pas contraires à nos engagemens. Je ne ferais pas un seul pas dans ma chambre pour calmer vos alarmes. » [1]

Un ministre vigoureux et décidé, tel qu'était M. Pitt, aurait répondu à ce mélange de déception et d'insulte avec l'indignation qu'il méritait; mais l'administration d'alors, tourmentée par des troubles politiques, ne voyant qu'un mécontentement marqué dans toutes les parties du royaume, n'espérant d'ailleurs aucune coopération extérieure, n'envisageait que la continuation de la paix. Les ministres épuisèrent toute leur éloquence pour prouver que la Corse était une acquisition de peu d'intérêt. Ils temporisèrent jusqu'à ce que l'enthousiasme national se fût calmé; alors ils annoncèrent au gouvernement français qu'ils consentaient à cette acquisition. [2]

Une telle condescendance n'empêcha pourtant pas que de temps à autre l'Angleterre ne se permît de petits actes de provocations, toujours faits pour irriter. La susceptibilité que l'Espagne n'avait cessé de montrer à l'égard de ses colonies, éclata à l'occasion de la tentative faite

[1] Lord Rochfort à lord Shelburne, 9 juin et 14 septembre 1768.

[2] Dépêches de lord Rochfort.

par les Anglais pour s'établir dans les îles Malouines ou de Falkland, situées sur la partie opposée à l'entrée orientale du détroit de Magellan, et qui avaient été tour à tour réclamées ou visitées par les Anglais, les Hollandais, les Français et les Espagnols. L'éditeur du fameux voyage de l'amiral Anson autour du monde avait hautement vanté dans sa narration la fertilité de ces îles et leur position géographique, comme avantageuse tant pour le commerce que pour les opérations militaires dans l'Océan pacifique. On commença en conséquence à préparer, en 1748, une expédition destinée à les explorer, projet qui avait été abandonné d'après les remontrances de Carvajal. (1)

Choiseul voulant appeler sur ce sujet l'attention des puissances maritimes et particulièrement celle de l'Angleterre, envoya le célèbre navigateur Bougainville, prendre possession de la partie le plus à l'est de ces îles, où il forma, en 1764, une colonie, à laquelle il donna le nom de Port-Louis en l'honneur du roi de France.

Cet expédient eut l'effet qu'il en attendait. Le gouvernement anglais, jaloux de l'entreprise de la France, s'appuya sur son droit d'en avoir fait la première découverte dans ces parages éloignés, et y dépêcha en même temps le capitaine Byron, pour explorer et occuper l'île la plus occidentale.

(1) *Voyez* le vol. de ce voyage, page 30.

D'après son rapport on forma, en 1766, une colonie sur le port nommé *Port Egmont*, en l'honneur du premier lord de l'amirauté. Les Anglais et les Français publièrent les narrations de ces deux voyages, accompagnées de chaque côté de descriptions outrées relatives aux nouveaux établissemens.

La cour d'Espagne se plaignit formellement à celle de Versailles de l'occupation de ces îles, considérées par elle comme faisant partie de son territoire. On fit sur-le-champ droit à cette réclamation; et Bougainville fit une renonciation dans les règles, au nom de son souverain. Ce navigateur retourna dans les mers du sud et remit la colonie au gouverneur envoyé de Buénos-Ayres, qui changea le nom de Port-Louis en celui de Puerto Soledad.

Ces îles si vantées se trouvèrent n'être qu'un pays stérile, et n'offrant aucun avantage. Il est assez probable que la colonie anglaise aurait été abandonnée, si la vivacité des ministres de France et d'Espagne leur avait donné le temps de la réflexion; mais au lieu d'une plainte formelle adressée à la cour d'Angleterre, attention qu'on avait eue envers la France, le commandant de Puerto Soledad envoya des ordres aux nouveaux colons de se retirer. Sur leur refus un bâtiment espagnol fut envoyé pour reconnaître le port; les mesures du capitaine Hunt de Tamar, le principal officier

de la station, forcèrent le bâtiment de rétrograder. Peu de temps après, une expédition de seize cents hommes avec de l'artillerie, armée par don Francisco Buccarelli, gouverneur de Buénos-Ayres, apparut devant Port-Egmont. Quand il eut obtenu la permission d'y entrer, sous prétexte de se procurer de l'eau, on apprit que le capitaine Hunt était retourné en Angleterre, et que toute la force de la colonie consistait dans quelques soldats, quatre pièces d'artillerie et deux sloops de guerre sous les ordres du capitaine Maltby. Après des pourparlers sans résultat, les troupes débarquèrent, et quelques coups de canon furent échangés seulement pour la forme : les Anglais rendirent l'île par capitulation; mais pour empêcher de porter promptement la nouvelle en Angleterre, on retint les vaisseaux pendant vingt jours. La première communication officielle de cette agression fut faite par une note du prince de Maserano, ambassadeur d'Espagne, au secrétaire d'état : on lui signifiait que le gouvernement de Buénos-Ayres avait pris sur lui de chasser les Anglais d'une possession qui appartenait à l'Espagne.

Les deux ministres de France et d'Espagne s'attendaient naturellement à ce qu'une agression aussi insultante engagerait l'Angleterre à déclarer la guerre; mais la prudence ou plutôt la faiblesse du cabinet trompa leur attente. Au mé-

pris de la clameur nationale on ouvrit une négociation pour un accommodement à l'amiable. Il est vrai que l'on commença à faire des préparatifs de guerre par terre et par mer; le parlement fut convoqué; et dans le discours de la couronne, le roi déclara que l'honneur de la nation et les droits du trône avaient été grièvement blessés : il ajouta qu'on avait demandé une prompte satisfaction, et annonça la résolution où il était d'employer la force, dont la direction lui était confiée, pour obtenir justice, si toutefois les démarches amicales que l'on avait faites étaient inutiles. Les adresses du parlement contenaient les plus fortes assurances de son appui.

En conséquence une demande fut faite en novembre 1770, pour que le gouvernement espagnol désavouât la conduite de Buccarelli, et remît les choses dans l'état qui existait avant l'occupation. On transmit à cet effet des instructions à M. Harris [1], secrétaire d'ambassade à Madrid, qui, au départ de sir James Gray, était resté chargé d'affaires, et qui, à l'âge de 24 ans, débutait dans la carrière diplomatique par cette affaire délicate.

Grimaldi profita des termes dans lesquels la demande était conçue, pour exciter le ressentiment de son maître; il le détermina à s'adresser

[1] Maintenant comte de Malmesbury.

à la cour de Versailles pour l'assistance stipulée dans le pacte de famille. Il éluda également la discussion avec M. Harris, sous prétexte qu'il avait envoyé à l'ambassadeur espagnol à Londres les instructions convenables. Au milieu de continuelles protestations sur son amour de la paix, il ne négligea rien pour amener une rupture, et accompagna, à cet effet, les instructions envoyées au prince de Maserano pour désavouer Buccarelli, de la déclaration qu'il n'avait pas outrepassé ses ordres. On y joignait la proposition de céder cette île sans préjudice des droits de l'Espagne, et on demandait en outre que le roi d'Angleterre désavouât les menaces du capitaine Hunt : ces conditions n'ayant pas été jugées satisfaisantes, M. Harris reçut l'ordre de renouveler sa démarche pour obtenir un désaveu sans condition de la restitution de l'île. Les préparatifs de guerre continuaient en même temps des deux côtés avec une activité toujours croissante.

Cependant le ministre espagnol temporisait jusqu'à ce qu'il eût une réponse de la France; il renouvelait ses assurances générales et renvoyait la négociation à Maserano. Il profita, en attendant, de tous les avantages de sa situation pour enflammer l'esprit du roi, en exagérant devant lui les agressions, en peignant les vues ambitieuses de l'Angleterre. Le parti qui voulait la

guerre appuyait ces représentations ministérielles : à la tête de ce parti étaient le comte d'Aranda et le général O-Reilly, irlandais de naissance, qu'on avait fait venir tout nouvellement de la Havane pour lui confier la direction des nouvelles mesures adoptées à l'égard de l'armée. Des troupes furent rassemblées en Galice, à Murcie et dans l'Andalousie. On compléta les cadres de l'armée avec les milices ; on déploya la plus grande activité pour l'équipement de l'escadre, et des expéditions furent préparées sans délai à Cadix et au Ferrol.

Des bâtimens de transport furent réunis pour conduire des renforts de troupes en Amérique ; le départ des vaisseaux *registros* fut différé ; on suspendit le paiement des pensions ; enfin d'autres expédiens furent adoptés pour se procurer des subsides comme en temps de guerre.

Grimaldi était encouragé par les assurances de secours les plus positives et les plus confidentielles de la part de Choiseul. Il n'était sorte de mesure qui n'annonçât des deux côtés que l'orage était sur le point d'éclater. Comme Maserano n'avait reçu d'autres instructions que celles de renouveler les offres qu'il avait faites d'abord, on suspendit le cours de toute négociation. Le ministre anglais eut ordre de quitter Madrid, et l'on enjoignit aux officiers en congé, de la gar-

nison de Gibraltar, de se rendre sur-le-champ à leur poste.

Grimaldi triomphait : il vit le départ du ministre d'Angleterre avec une peine apparente; mais il laissait percer la satisfaction intérieure qu'il éprouvait. Son triomphe fut de courte durée ; bientôt des avis décourageans arrivèrent de Versailles : les manœuvres de Choiseul furent découvertes; il perdit sa place, et fut envoyé en exil. Les partisans de la guerre furent enveloppés dans sa disgrâce : on confia le gouvernail de l'État au duc d'Aiguillon, le plus acharné de ses ennemis; et l'on fit dépendre sa continuation dans le ministère de la conservation de la paix avec l'Angleterre. Louis XV annonça ce changement à Charles par une lettre écrite de sa propre main, dans laquelle il faisait cette remarque aussi laconique que touchante : « Mon ministre voulait la guerre; je ne la veux point » [1]. Cette lettre fit une impression profonde sur le roi d'Espagne; elle le disposa pour la paix. Son ministre entra dans les mêmes vues, convaincu intimement que l'Espagne n'était pas en mesure pour soutenir seule le fardeau d'une guerre contre l'Angleterre.

Charles ne témoigna aucun mécontentement; mais Grimaldi vit avec autant de peine que de surprise la disgrâce de son ami et de son protecteur. Il ne put douter que leurs desseins ne fussent

[1] Lord Rochfort à lord Grantham.

avortés. A cette mortification se joignirent les railleries d'Aranda et de ses partisans, qui lui reprochaient son excessive confiance dans l'appui des Français. Il exécuta, à son grand regret, les ordres du roi, d'envoyer sur-le-champ au prince de Maserano les instructions nécessaires pour qu'il acceptât immédiatement les propositions de l'Angleterre. La négociation qui traînait depuis si long-temps en longueur fut bientôt terminée, et la nouvelle en parvint en Espagne peu d'heures après que M. Harris eut quitté la capitale, où il ne devait pas tarder à rentrer.

En effet, il fut rejoint à un village situé à vingt lieues de Madrid, par un courrier qui portait la nouvelle de l'accommodement, avec l'ordre de revenir. M. Harris rebroussa chemin sur-le-champ, et se présenta à la cour le lendemain, dans l'espoir de prévenir, par cette diligence, tout embarras ou suspension dans les affaires; mais Grimaldi refusa de le reconnaître comme ministre d'Angleterre, et même de le présenter au roi, sous prétexte qu'il avait été rappelé par sa cour et qu'il ne pouvait par conséquent reprendre de caractère officiel sans de nouvelles lettres de créance. Il éclata alors en invectives les plus amères contre ce manque de formalité; il se plaignit de ce que pendant que l'Espagne avait envoyé à Londres un ambassadeur du plus haut rang, l'Angleterre n'envoyait

à Madrid que des ministres subalternes. Il déclara que d'après le rappel soudain de M. Harris, la cour maintiendrait les règles sévères de l'étiquette et qu'elle peserait, ce fut son expression, la différence des caractères dans *la balance d'Astrée*. Puis, parlant de la conduite de l'Angleterre envers la France, près de laquelle elle avait constamment un ambassadeur, ou au moins un ministre plénipotentiaire anglais, il demanda avec humeur : « Le roi de France est-il un plus grand monarque que le roi d'Espagne? Celui-ci n'a-t-il pas droit aux mêmes témoignages de respect au moment où des disputes désagréables viennent d'être heureusement terminées, et que les yeux de toute l'Europe sont fixés sur nous? »

La modération de M. Harris et les ménagemens de l'Angleterre évitèrent les maux qui auraient pu résulter de la vanité blessée du ministre. Sur les représentations du prince de Maserano lord Grantham fut nommé ambassadeur, et on envoya à M. Harris des lettres de créance comme ministre plénipotentiaire. Le roi fut sensible à cette attention, et l'humeur de Grimaldi s'étant dissipée, on fit au plénipotentiaire anglais l'accueil le plus flatteur à la cour. Lorsqu'il fut présenté, Charles, avec un doux sourire qui marquait sa satisfaction, lui dit : « Je vous ai toujours vu avec plaisir, mais jamais avec une plus grande joie qu'à présent. »

Les armemens avaient été suspendus, et après des explications de part et d'autre, les troupes furent licenciées. La marine fut remise sur le pied de paix. La convention conclue entre le prince de Maserano et lord Rochfort, nommé tout récemment ministre secrétaire d'état, fut reçue de toutes les classes en Espagne avec des marques de satisfaction; mais personne n'en témoigna une plus complète que le roi lui-même. On ne manqua pas de montrer un égal déplaisir contre le pacte de famille, et on improuva la conduite de la France qui avait manqué à ses engagemens dans la première occasion qu'on avait dû saisir d'en réclamer l'accomplissement (¹). L'arrivée de lord Grantham annonça le rétablissement de la bonne intelligence : M. Harris, dont le caractère et la prudence s'étaient déployés dans cette occasion délicate d'une manière aussi avantageuse, quitta Madrid au milieu de mille témoignages d'estime et de considération, pour aller exercer ses talens diplomatiques à Berlin, Pétersbourg et La Haye.

En vertu de l'arrangement qui avait eu lieu entre le prince de Maserano et lord Rochfort, Port-Egmont fut restitué formellement à l'Angleterre; mais on l'abandonna plus tard comme trop coûteux et parce qu'il pouvait servir de mo-

(¹) Cette relation est tirée des dépêches de lord Malmesbury et d'autres documens authentiques.

tif de mécontentement et d'irritation à l'Espagne, sans qu'il fût d'aucune utilité pour l'Angleterre.

Cependant la convention dont il s'agit avait été acceptée avec trop de répugnance pour éteindre tout-à-fait le ressentiment et la jalousie qui existaient depuis long-temps. Aussi, pendant plusieurs années, vit-on l'Espagne revenir à différentes reprises à ses dispositions hostiles contre l'Angleterre, s'abstenant toutefois de s'engager dans une nouvelle lutte, parce que, suivant Grimaldi, il fallait se défier de la pusillanimité et de l'imprévoyance de la France.

Dans le nord de l'Europe les disputes, les intérêts opposés et particulièrement les projets ambitieux de la Russie éveillèrent partout les rivalités politiques, et les inquiétudes de ses voisins. Le projet ambitieux de Catherine II de reculer les bornes de ses États au sud par un empiétement sur l'empire turc, entraîna une guerre avec la Porte. Ses armes furent heureuses sur terre; la Crimée lui échut par droit de conquête. Ce démembrement de l'empire turc étendit la puissance de l'autocrate jusqu'à l'ancien centre de l'empire grec. Pendant ce temps-là, ses escadres se présentèrent pour la première fois dans la Méditerranée; et après avoir anéanti la flotte des Turcs à Tchesmé, elles parcouraient triomphalement tout l'archipel de la Grèce.

La France ne voyait pas sans alarme l'humiliation d'un allié, dont l'amitié lui avait procuré d'importans avantages commerciaux et politiques. Le roi d'Espagne était encore plus alarmé que la France, parce qu'il prévoyait, dans les succès de l'escadre russe, un obstacle à son système favori d'acquérir la supériorité maritime sur les flots de la Méditerranée.

Au milieu de ces événemens, de nouvelles causes de jalousie éclatèrent dans le Nord. L'Espagne, dans le dessein de restreindre l'influence prépondérante que la Russie venait d'acquérir sur la Suède, avait, d'accord avec la France, cherché les moyens d'encourager le roi Gustave à changer la constitution de son pays et à s'affranchir une fois pour toutes des entraves de l'aristocratie, et de la domination d'une puissance rivale. La tentative avait réussi; et la Russie menaçait d'une invasion pour rétablir l'ancienne forme de gouvernement. Les deux cours des Bourbons prirent une attitude hostile : elles annoncèrent leur intention d'envoyer des forces maritimes dans la Baltique, et d'attaquer la flotte russe qui croisait triomphante dans l'Archipel. Ces mouvemens furent cause que l'Angleterre fit des armemens pareils; elle paraissait résolue à réprimer les entreprises maritimes des Bourbons dans la Baltique ou dans la Méditerranée. Une espèce de transaction eut lieu : la Russie aban-

donna le projet de recouvrer son influence en Suède, dans le but de poursuivre l'accomplissement de ses desseins sur d'autres contrées. Par là les cours de Versailles et de Madrid ne se trouvèrent plus obligées de se mesurer avec l'Angleterre.

Mais, quoiqu'on eût évité d'en venir à une rupture, on s'apercevait, au langage de Grimaldi, qu'il nourrissait toujours une vieille inimitié contre l'Angleterre. Lorsque d'Aiguillon représentait l'armement maritime des Anglais comme une escadre purement d'évolution et d'exercice nautique, Grimaldi déclara sans détours quels étaient leurs desseins véritables. Il accusait le ministère français de pusillanimité, tout en affectant de voiler ses projets. Il témoignait aussi sa répugnance à s'engager dans la querelle comme partie principale, et annonçait que son souverain était résolu d'armer comme l'Angleterre, pour secourir la France si on osait l'attaquer.

Au moment même où cette révolution qu'éprouvait la Suède semblait devoir amener une crise que tout faisait prévoir, la découverte d'un plan médité de longue main pour le démembrement de la Pologne devint un nouveau sujet d'alarme générale. Le roi d'Espagne s'exprima à l'égard de cet empiétement injuste avec plus de violence et de déplaisir que ne paraissait com-

porter son caractère calme et réservé. « L'ambition et l'usurpation, disait-il, ne me surprennent pas de la part du roi de Prusse et de la Czarine; mais je ne m'attendais pas à tant de fausseté et de perfidie de la part de l'impératrice-reine. »

Si d'autres puissances avaient eu les mêmes sentimens, l'Espagne aurait, certes, épousé la cause des Polonais; mais, dans une occasion si solennelle, elle trouva les vues de la France couvertes de la même obscurité dont elle enveloppait d'autres projets qu'elle semblait méditer. Le duc d'Aiguillon, quoique jaloux d'intervenir, était dénué de talens et de la ferme volonté qu'il eût fallu pour soutenir la guerre; il témoigna une grande affection pour Grimaldi, chercha à fomenter le mécontentement du roi d'Espagne, et proposa à l'Angleterre d'envoyer une escadre combinée dans la Baltique, comme le moyen le plus prompt et le plus sûr d'effrayer les puissances qui visaient au partage de la Pologne. Il fut vivement appuyé dans cette démarche par Grimaldi, qui, malgré son mécontentement contre le ministère français et la jalousie qu'il portait à l'Angleterre, cherchait avec une ardeur inquiète à prendre une part importante dans les affaires du Nord. Il remit sur le tapis un projet favori de sa cour, qui consistait à bannir de la Méditerranée les intrus qui l'avaient envahie.

L'Angleterre ne se souciait pas de se mêler

d'une querelle dont le résultat inévitable aurait été d'affermir la puissance maritime des deux cours alliées : elle demeura constante dans sa résolution d'empêcher leurs desseins ; en sorte que la France étant obligée d'abandonner la partie, force fut à l'Espagne de suivre son exemple. Le roi catholique affecta une profonde indifférence dans cette occasion alléguant qu'il était le moins intéressé de toutes les puissances aux changemens qui pourraient survenir dans le Nord. Il agréa aisément les excuses que lui fit l'impératrice-reine ; mais à travers cette modération apparente, son ton chagrin et son désappointement de la défection de la France à son égard se faisaient aisément apercevoir. Jamais irritation n'avait été si vive entre les deux cours depuis l'époque du renvoi de l'infante par le duc de Bourbon. D'Aiguillon ne se fit aucun scrupule de blâmer la disposition soupçonneuse et hostile de l'Espagne. Il eut l'extrême imprudence de révéler à l'ambassadeur anglais les propositions et les reproches du cabinet espagnol. Il allait jusqu'à répéter souvent, d'un ton où l'ironie se mêlait à l'exaspération : « Le pacte de famille peut bien être un engagement honorable et avantageux pour la France. Je serais très fâché qu'il lui devînt préjudiciable. Si l'Espagne était grièvement insultée par les Anglais, la France serait prête à la venger d'une manière convenable ; mais il

ne faut pas pour cela qu'elle s'engage dans toutes les querelles qu'il pourrait lui plaire de provoquer sans motifs. Dans le temps où Choiseul gouvernait, les volontés espagnoles étaient des lois pour la France; mais moi j'ai été forcé de leur dire que la France est l'alliée et non pas la sujette du roi catholique. L'Espagne m'obsède tellement que je ne sais comment m'en débarrasser, ni ce qu'il faut penser à son égard. » D'un autre côté, Grimaldi n'épargnait ni les plaintes ni les invectives. Il se lamentait de ce que les deux cours alliées avaient laissé échapper la conjoncture la plus favorable pour humilier l'Angleterre, lorsque sa marine était négligée, et qu'il était si aisé de s'en emparer. Dans d'autres momens il éclatait en des termes qui marquaient l'indignation et le mépris : il demandait comment l'Espagne pourrait entrer dans aucun engagement sérieux et profitable avec une nation qui n'avait ni ministres ni argent.

Ces reproches amers et ces brouilleries produisirent un certain éloignement entre les deux cours, et empêchèrent, heureusement pour l'Europe, une réunion de desseins et de forces qui avaient déjà allumé une guerre générale, et qui menaçaient encore de troubler sa tranquillité. Mais la politique de la France, quoique devenue trop faible pour conserver le ton impérieux qu'elle avait pris jusque-là, ne fut jamais aussi habile-

ment conduite que dans la situation critique où elle se trouvait. Après s'être opposée en vain à l'agrandissement de la Russie, elle parvint à détacher l'Angleterre d'une négociation qui devait affermir sa puissance; de plus, elle ouvrit des communications amicales avec la Czarine, et lui servit de médiatrice pour conclure la paix de Kagnardji, ce qui mit le comble à ses désirs en agrandissant ses États et sa puissance maritime. (1)

(1) Correspondance de lord Malmesbury. Documens officiels et correspondance particulière de Madrid. Dépêches du lord Grantham et de lord Rochfort.

CHAPITRE LXVII.

1769 — 1773.

Administration, réformes et réglemens du comte d'Aranda. — Causes de sa démission. — Il est nommé à l'ambassade de Paris.

La paix une fois établie au-dedans et au-dehors, Charles fit de nombreuses réformes dans l'administration civile et militaire. Sa principale attention se tourna vers le progrès des arts et des sciences, de l'agriculture et de l'industrie. D'Aranda était l'agent principal de ces améliorations. Ce ministre, en sa qualité de président de Castille, était chargé seul de l'administration intérieure et s'arrogeait plusieurs attributions exercées jusque-là par la secrétairerie d'état.

On ne peut disconvenir que d'Aranda, par son caractère et le poste qu'il occupait, ne fût capable au plus haut degré de remplir cette tâche délicate. Issu d'une des plus illustres familles de l'Aragon, il unissait à la splendeur d'un haut rang une fortune très considérable; il avait reçu de la nature ce caractère noble et généreux qui distinguait les Espagnols dans les premiers temps

de la monarchie. Son esprit cultivé s'était développé par des voyages dans les pays étrangers. On admirait chez lui un courage et une fermeté qui s'alliaient à une persévérance qu'aucun obstacle ne pouvait vaincre. La profession militaire qu'il avait embrassée l'avait mis à même, en visitant la Prusse, d'examiner avec soin ce système de tactique militaire qui excitait alors l'envie et l'étonnement de l'Europe. Dans son voyage en France il avait acquis les manières gracieuses et l'élégance des mœurs de la bonne compagnie. Il y puisa aussi cette liberté de penser tout haut, qui commençait à devenir à la mode, et qui plus tard donna lieu à de si grands excès dans tous les genres. Déplorant l'apathie et l'intolérance de sa nation, convaincu des immenses avantages qui pouvaient naître du sol et du caractère de l'Espagne, il retourna dans son pays natal la tête remplie de plans de réformes et n'ayant dans l'idée que de trouver des moyens d'éveiller le génie espagnol qui ne semblait qu'assoupi.

Dès les premiers temps du règne de Charles III, on témoigna au comte d'Aranda la plus haute considération, due à son rang illustre et à l'élévation de son caractère. Une courte mésintelligence avec le Portugal fut cause qu'on lui conféra le commandement de l'armée; mais ses talens, sa popularité et la fierté de ses sentimens excitèrent la jalousie de Squilace et alarmèrent

son ambition. Il fit ce qu'il put pour l'éloigner de la présence du monarque, et on l'envoya remplir les fonctions de capitaine-général dans le royaume de Valence.

Mais son mérite ne pouvait rester long-temps méconnu. Les troubles qui amenèrent la chute de Squilace l'appelèrent à figurer sur un théâtre plus digne de ses talens et de son caractère. Son influence et sa fermeté calmèrent, comme par enchantement, les esprits d'une populace turbulente et irritée. Il manda le chef des mécontens et lui dit ces simples mots : « Je compte sur vous pour rétablir la tranquillité. » Le farouche démagogue se laissa fléchir; peut-être eut-il peur. Il rassembla ses camarades et leur adressa un discours énergique, qui tendait à les déterminer à déchirer le drapeau de l'insurrection. Il finit par cette déclaration laconique : « Le roi le demande, le comte d'Aranda le désire, et moi je l'ordonne. »

Le prétexte du tumulte disparut, d'Aranda rétablit l'ordre aisément. Il purgea la capitale des fainéans et des gens sans aveu; établit un nouveau mode de gouvernement municipal, qu'il partagea en soixante-quatre quartiers, afin de maintenir une police active; il obtint que Madrid aurait une garnison permanente, et affranchit par cette mesure la cour et la capitale de l'insolence d'une populace licencieuse, qui, dans

mainte occasion, avait porté l'effroi et l'insulte jusque dans la demeure du souverain.

Ses services lui méritèrent l'estime et la faveur d'un monarque chez qui la reconnaissance était un des traits saillans de son caractère. Une conduite pleine de dignité, une fermeté à toute épreuve, lui concilièrent le respect des habitans de Madrid et de la nation en général. Nommé président du Conseil de Castille, place qui était restée long-temps vacante, il sut lui rendre la dignité et la considération qui étaient dues à un des postes les plus importans de la monarchie. Une série de réglemens salutaires, qui font époque dans l'histoire et dans le gouvernement de son pays, signalèrent son administration. De nouvelles idées, des maximes plus libérales furent répandues; on chercha, entr'autres choses, à restreindre le pouvoir abusif de l'Église, on acclimata même la tolérance, tentative louable et inconnue jusqu'alors en Espagne.

En traçant ici l'esquisse du nouveau système qu'on embrassa, notre attention doit se porter naturellement sur les affaires ecclésiastiques. Les nonces du pape avaient souvent abusé de la soumission religieuse du peuple espagnol pour étendre leur pouvoir, et, par suite de ces abus, l'influence du Saint-Siége au préjudice de la nation et de la couronne. On leur avait permis d'ériger un tribunal devant le-

quel on interjetait appel des décisions des évêques et archevêques, et qui jugeait les procès civils et criminels qui concernaient le clergé séculier. Un auditeur, nommé par le pape, était seul chargé de prononcer dans ces sortes de causes. Il n'est pas besoin de s'étendre sur les exactions honteuses, les dilapidations et les injustices qui souillèrent cette juridiction étrangère. En 1777 le gouvernement de Madrid mit des bornes à cette autorité tyrannique, en obtenant du pape Clément XIV un bref qui réformait ce tribunal, en substituant à l'auditeur, qui avait toujours été une créature du nonce, un tribunal nommé *la Rota*, ou une chambre établie à Madrid à l'instar de celle de Rome, composée de six ecclésiastiques espagnols proposés par le roi et nommés par le pape. Une autre disposition non moins importante pour la morale que pour la politique fut le décret rendu pour réformer la vie scandaleuse des moines, qui, sous les dehors de sainteté, et à la faveur de priviléges particuliers, se livraient avec impunité à toute sorte d'excès. A ce plan se rattache la restriction du privilége de l'asile dans les églises, qui avait encouragé jusque-là les assassins et autres malfaiteurs; on réduisit à deux les églises qui auraient le privilége d'asile dans la capitale de chaque province, et à une seule dans toutes les autres villes du

royaume. Les processions journalières, appelées *Rosarios*, furent également supprimées, par la raison qu'elles contribuaient à fomenter la fainéantise et le vice.

Mais ce fut en attaquant le pouvoir de l'Inquisition que le courage et les principes libéraux du comte d'Aranda brillèrent avec plus d'éclat. Il était fortement soutenu dans son louable dessein par le souverain lui-même, qui, ayant vécu long-temps dans un pays où il n'avait pas été permis à ce tribunal exécrable de lever la tête, s'était toujours montré l'ennemi de son affreux despotisme. Nous avons déjà dit que, peu de temps après son avénement, Charles s'était opposé au pouvoir usurpé que les papes exerçaient sur la presse, en se servant de l'Inquisition pour censurer ou pour prohiber certains ouvrages. Le livre intitulé *les Vérités chrétiennes* ayant été censuré à Rome en vertu de cette faculté, non seulement il témoigna son déplaisir contre le nonce et contre le grand-inquisiteur, mais il rendit un décret par lequel il déclara qu'à l'avenir aucun bref du pape ne serait exécuté en Espagne qu'il ne fût au préalable présenté à la sanction royale. On exigea du nonce qu'il présentât, à l'avenir, ces brefs à l'examen du Conseil de Castille; le grand-inquisiteur eut aussi l'ordre de faire connaître au gouvernement

ses censures d'ouvrages pour qu'elles fussent promulguées au nom du roi. Ce petit triomphe, remporté sur les envahissemens ecclésiastiques, fut malheureusement de courte durée. L'esprit dévot de Charles III fut entraîné par son confesseur, et l'année d'après le décret fut rapporté.

Mais le comte d'Aranda comptant sur l'appui du souverain et sur la faveur nationale, parvint à faire revivre le décret. Fidèle au même plan qu'il avait suivi dans la dernière modification de la nonciature, il soumit la proposition à un conseil composé de magistrats et d'évêques. Leur approbation donna encore une nouvelle force à cette sage réforme, qui, sans violer les droits réels de l'Église nationale, ni les règles de la discipline ecclésiastique, affranchissait la presse des entraves qui avaient, plus qu'aucune autre cause, contribué jusqu'alors à empêcher que les lumières ne se répandissent en Espagne.

L'empressement de l'Inquisition pour recouvrer son pouvoir et étendre sa juridiction à tous les procès qui avaient le plus petit rapport avec la discipline ecclésiastique, lui attira une nouvelle mortification. Les inquisiteurs ayant ôté à l'auditeur militaire la connaissance d'un procès instruit contre un vétéran accusé du crime de bigamie, la colère du roi contre l'Inquisition éclata de nouveau. D'Aranda saisit cette occasion

pour obtenir un décret qui ordonnait que le procès serait renvoyé par-devant le tribunal civil. Il était accompagné de la défense faite à l'Inquisition de connaître des causes appartenant aux tribunaux civils, et de l'ordre de se renfermer dans le cercle de ses fonctions, qui étaient de poursuivre l'hérésie et l'apostasie, et de ne faire arrêter qui que ce fût sans des preuves évidentes de culpabilité, sous peine d'être responsable de ses empiétemens. Cette loi mit un terme à la honteuse tyrannie qu'on avait exercée pendant trop longtemps pour contenter les désirs passionnés de l'envie, de la vengeance et de l'avarice. Ce fut un grand triomphe remporté par le comte d'Aranda que cette ordonnance de 1770. Elle abolissait enfin cette tyrannie abominable qui avait pendant trois siècles opprimé les Espagnols; ce coup, porté à l'intolérance et au fanatisme tout ensemble, replaçait les citoyens sous les formes protectrices des lois civiles. Un autre abus non moins criant, qui attira la sollicitude du ministre, fut le droit exercé jusqu'alors par le Saint-Office de s'approprier les biens des criminels qu'il avait condamnés, droit qui n'avait que trop souvent déterminé les juges au moment de prononcer l'arrêt. Comme ces confiscations étaient destinées à payer les membres de ce tribunal, composé de trois juges, d'un nonce extraordi-

naire et de vingt-deux secrétaires, d'Aranda proposa de substituer à ce mode injuste des appointemens réguliers, qui s'éleveraient annuellement à cinq cent mille livres. Ces réglemens, avoués par la raison, étaient le présage de l'entière abolition de ce tribunal de sang. Ils montraient du moins qu'on se préparait à rendre son pouvoir à peu près nul. Mais le secret ayant été divulgué prématurément par les encyclopédistes français, auxquels le comte d'Aranda avait communiqué ses vues, l'Inquisition et ses partisans prirent l'alarme et firent jouer leurs batteries. Quoique les appointemens proposés fussent comparativement peu considérables, ils agirent avec tant d'astuce sur le caractère économe et craintif du monarque, que le ministre se vit forcé d'abandonner un projet qui aurait tari une source trop féconde d'injustices et qui aurait rendu le prétendu saint tribunal entièrement dépendant de la couronne. (1) (*)

(1) Étant à Paris en 1786, une personne très liée avec les encyclopédistes me raconta l'anecdote suivante : Pendant sa résidence dans cette capitale, le comte d'Aranda avait déclaré aux littérateurs dont il partageait les sentimens, la résolution où il était de renverser l'Inquisition, si jamais il parvenait au pouvoir. Sa nomination comme ministre fut donc célébrée avec joie par le parti, surtout par d'Alembert ; à peine avait-il eu le temps d'essayer quelques réformes, qu'un

(*) *Voyez* le chapitre additionnel, article *Saint-Office*.

Quant aux améliorations qui concernent la partie civile de l'administration, l'Espagne doit au comte d'Aranda l'établissement d'un cens, et la première statistique de sa population, qui, comme celle d'autres pays, avait été jusque-là un sujet grave de calculs et de conjectures. Supérieur à cette misérable affectation d'obscurité et de mystère, par laquelle on cherchait vainement à cacher la faiblesse de la nation pour flagorner et tromper le souverain, il donna au contraire à ces recherches toute l'exactitude et toute la publicité possible. Quoique le tableau démontrât clairement la décadence rapide qui avait eu lieu dans la population depuis les brillantes époques de la monarchie espagnole, il rendit compte courageusement du résultat de son travail lumineux, clair et circonstancié, par lequel il légua à ses successeurs un guide précieux pour les mesures administratives à prendre à l'avenir, en même temps qu'il leur offrait un exemple capable de les engager à opérer encore d'autres améliorations.

article parut dans une des livraisons de l'Encyclopédie, dans lequel on affirmait avec assurance, que l'Inquisition serait abolie d'après les principes libéraux du ministre. D'Aranda fut terrifié en lisant l'article. « Cette révélation imprudente, s'écria-t-il, élevera un tel orage contre moi, que mes projets échoueront. » Il ne se trompa pas dans sa conjecture.

Au nombre des mesures qui signalèrent le ministère du comte d'Aranda, on ne doit pas oublier la fondation des écoles destinées à combler le vide que le bannissement des Jésuites laissait dans l'éducation publique. On établit un système d'après lequel l'éducation de la jeunesse fut confiée à un corps de prêtres séculiers. Des séminaires furent institués sur un nouveau plan bien plus vaste et plus utile, sous le patronage et la protection du monarque. Le principal de ces établissemens fut l'académie de Saint-Isidore, à Madrid, dont les bâtimens étaient occupés auparavant par les Jésuites.

L'établissement des colonies étrangères dans la Sierra-Morena était un plan dont on s'occupa à cette époque. Il était nécessaire de changer, à l'égard de cette contrée, les habitudes des Espagnols, qui ne pouvaient qu'y trouver un grand avantage; ces montagnes affreuses avaient été jusque-là l'effroi des voyageurs, le repaire des bêtes féroces, ou des bandits aussi sauvages et non moins cruels. Le grand but était de rendre la sûreté à un district situé dans le centre des communications les plus fréquentées du royaume et d'offrir à l'émulation du peuple la vue des améliorations que peuvent inspirer tous les détails d'une industrie étrangère.

Le premier projet de cet utile établissement

est dû à don Pedro Olavide, dont les malheurs lui concilièrent depuis l'estime et l'intérêt général de l'Europe. Né au Pérou, son seul mérite le fit élever à l'emploi de juge de Lima. Il s'y était montré l'ennemi des Jésuites, si puissans à cette époque dans les colonies espagnoles. On instruisit un procès contre lui, et il fut forcé de revenir à Madrid. Après y avoir perdu son procès il fut arrêté pour dettes, mais il dut sa liberté à une riche veuve, dont il devint l'époux. Il voyagea en France et en Italie et fixa enfin son séjour à Paris. Une dispute relative à la fortune de sa femme le fit retourner à Madrid. Il s'y fit remarquer par ses talens littéraires, introduisit la représentation des pièces de théâtre françaises sur la scène espagnole, et coopéra à l'établissement d'un journal qui excita un grand intérêt.

Il se fit connaître du comte d'Aranda qui sut l'apprécier. Ce fut par son ordre qu'il rédigea un plan pour l'éducation de la jeunesse. Le ministre lui accorda toute son estime. Il fut employé lors de l'expulsion des Jésuites et obtint l'emploi de syndic à Madrid. On le nomma plus tard à la place lucrative d'*asistente* de Séville, où il contribua beaucoup à l'embellissement et aux améliorations de cette principale cité de l'Andalousie.

C'est dans cette ville qu'il conçut le plan de

coloniser la Sierra-Morena que le gouvernement s'empressa d'approuver, surtout par l'influence du comte d'Aranda son protecteur. Il fit aussitôt venir des colons de l'Allemagne, de la Suisse et de l'Italie, qui étaient en général protestans, et il fonda cet utile établissement auquel il donna le nom de *Caroline*, en l'honneur de son souverain. Le gouvernement favorisa son zèle actif et philanthropique. La colonie, quoique placée dans une situation peu avantageuse, fit des progrès satisfaisans. Au bout d'un certain laps de temps, elle offrait déjà une population industrieuse et riche qui s'élevait à six mille âmes.

Pour ce qui est des améliorations faites dans l'armée sous le comte d'Aranda, on doit citer le nouveau mode adopté pour son recrutement. A l'époque de la querelle avec l'Angleterre au sujet des îles Falkland, en 1770, qui semblait rendre inévitable une rupture entre les deux nations, il manquait dix-huit mille hommes dans les cadres de l'armée. Pour les compléter, et assurer à l'avenir, pour les occasions qui pouvaient se présenter, une ressource permanente, on prit le parti de remplir les cadres avec les milices provinciales, en diminuant toutefois le temps du service, et en accordant d'autres avantages; et afin de faciliter l'exécution de ce projet, on fit une nouvelle organisation de ces milices.

Des altercations étaient survenues au sujet de la valeur de la monnaie, dans laquelle on avait fait entrer trop d'alliage. Une refonte générale eut lieu en 1771. Cette sage opération rétablit la valeur intrinsèque des monnaies; et depuis cette époque elle fut beaucoup mieux frappée, aux frais du trésor public.

Il est à regretter que tant de travaux utiles opérés sous un homme d'état aussi éclairé que le comte d'Aranda, aient été terminés par son renvoi du ministère. Il est surtout fâcheux qu'il ait hâté lui-même cet événement par sa propre imprudence. On ne peut disconvenir que ses talens, ses vertus même étaient balancés par des défauts essentiels. Sa constitution ardente lui donnait trop souvent de la présomption, et un ton tranchant; il était impatient et irritable. Sur la plus petite opposition à ses desseins, tantôt il devenait chagrin et violent, tantôt il éprouvait des accès de mélancolie ou de mauvaise humeur. Trop véhément quand il exécutait ses projets, il ne respectait ni les conseils de la prudence, ni les coutumes du pays, ni les opinions de son souverain. Tel était son zèle pour la réforme, qu'il aurait été capable de renverser toutes les institutions qui n'étaient pas en harmonie avec ses idées de perfectionnement. Il était dans des querelles continuelles avec Grimaldi, dont il tournait en

ridicule et méprisait le caractère méticuleux. Un jour il lui arriva d'oublier le respect dû à la majesté royale, au point de l'appeler devant le monarque, ministre le plus faible, le plus indolent, le plus flatteur et le plus complaisant qui ait pesé sur l'Espagne. Fier de connaître la tactique prussienne, et passionné à l'excès pour la profession militaire, il désirait ardemment effacer le souvenir de sa malheureuse campagne de Portugal; c'était par ce motif qu'il flattait les préjugés des princes Bourbons, et la jalousie commerciale de son souverain, en lui répétant sans cesse que l'Espagne était en état de tenir tête à l'Angleterre sans le secours de la France. Mais c'était surtout avec le monarque espagnol qu'il montrait une opposition ouverte de principes et de sentimens. Aussi dévoué à son pays natal (l'Aragon), qu'épris des libertés de son ancienne constitution, il fit à plusieurs reprises connaître son désir de rétablir plusieurs des privilèges et des coutumes qui avaient fait de l'Espagne une contrée partagée en diverses nations, et qui avaient réduit les rois d'Aragon à une condition aussi humiliante et aussi précaire que celle des rois de Pologne, véritables rois de théâtre.

Il était impossible d'espérer qu'un caractère aussi entreprenant et aussi ambitieux, pût parcourir la carrière des réformes sans rencontrer d'innombrables obstacles, et sans éprouver de

piquantes mortifications. Il s'attira nécessairement la haine de tous ceux à qui ces réformes étaient préjudiciables. Plusieurs personnes pieuses conçurent de vives alarmes pour la religion établie. Il offensa le roi par des tentatives propres à restreindre ses prérogatives; il n'épargna pas à Grimaldi les injures et les invectives; et quant au confesseur, il l'exaspéra par une profession de principes qui n'étaient pas en harmonie avec les opinions généralement reçues en Espagne, ni avec les sentimens d'un catholicisme zélé.

Pendant assez long-temps, dans ses accès d'humeur, il demandait sa démission, sollicitant l'ambassade de Paris que l'on s'attendait à voir bientôt vacante par la retraite du comte de Fuentes. Dans d'autres momens il songeait au plaisir que sa démission causerait à Grimaldi et au confesseur, et il déclarait avec son opiniâtreté caractéristique, qu'il persistait à garder son poste, parce qu'il ne voulait pas faire plaisir à ses ennemis par sa retraite. A la fin, ces expressions que lui suggéraient tantôt l'orgueil, tantôt le mécontentement, parvinrent aux oreilles du monarque, et ne firent qu'augmenter le déplaisir que son esprit réformateur ainsi que sa conduite indépendante et peu respectueuse avaient inspiré.

Sa démission fut retardée pendant quelque

temps par l'opposition qu'y mettait Grimaldi lui-même, qui, en cherchant les moyens de rendre sa disgrâce complète, ne voulait pas qu'on lui permît d'aller à Paris en qualité d'ambassadeur, parce qu'il pourrait y maintenir sa propre influence. Mais enfin les provocations d'Aranda surmontèrent sa répugnance, et lors de la retraite de Fuentes, il saisit l'occasion de s'affranchir des persécutions de son ennemi acharné. En conséquence, un beau jour, au grand étonnement peut-être de cet homme d'état lui-même, et au grand regret de ses partisans, on lui annonça que le roi se rendait, quoiqu'avec peine, au désir qu'il avait montré de se retirer, et lui accordait l'ambassade de Paris qu'il avait tant de fois demandée.

Au sujet des altercations de cabinet qui marquèrent la dernière période de sa carrière, on raconte une anecdote qui montre bien le caractère indépendant et peu réfléchi de ce ministre, surtout l'excellent naturel et la patience du monarque. Un jour qu'avec sa tenacité habituelle il demandait certaines réformes, le roi, qui avait essayé en vain de le ramener, s'écria : « Comte d'Aranda, vous êtes plus entêté qu'une mule aragonaise (¹). — Je demande par-

(¹) D'Aranda, comme nous l'avons dit, était né dans

don à Votre Majesté, répondit le comte, mais je connais quelqu'un bien plus entêté que moi. « Le roi demanda le nom de cette personne; d'Aranda ajouta : « Sa Majesté sacrée don Carlos III, roi d'Espagne et des Indes. » Le roi accueillit la saillie avec un sourire agréable, et le congédia avec son amabilité ordinaire. Il racontait souvent cette anecdote avec plaisir. (1)

Quoiqu'il eût annoncé qu'il quittait la présidence du Conseil de Castille, on ne négligea aucune attention pour montrer le haut degré de considération où il était parvenu, et on voulut qu'il continuât d'exercer ces fonctions éminentes jusqu'au moment de prendre son audience de congé. Grimaldi essaya de faire accepter la présidence de Castille au comte de Fuentes; mais n'ayant pu réussir dans cette démarche, il persuada au roi de la laisser vacante. Les fonctions de gouverneur de ce conseil furent remplies par l'abbé Figueroa, ecclésiastique âgé, prudent et conciliant, qui s'était distingué par la négociation du concordat de Ferdinand VI avec le Saint-Siége. A sa mort on conféra ce gouvernement au célèbre Campomanes, un des *fiscales* (procureur du roi),

l'Aragon; l'entêtement des mules de ce pays est passé en proverbe en Espagne.

(1) On la tient d'une personne qui l'entendit raconter à d'Aranda lui-même.

qui avait joui de la confiance du comte d'Aranda et dont les travaux littéraires font époque dans l'histoire civile et politique de l'Espagne. O-Reilly, le protégé de Grimaldi, qui était en même temps très estimé du roi, succéda au comte d'Aranda dans l'emploi de gouverneur militaire de Madrid. (*)

Tout en improuvant la témérité et l'imprudence du comte d'Aranda, nous ne pouvons que remarquer avec peine et regret les effets de l'intolérance dont son renvoi fut suivi, et le rétablissement temporaire du pouvoir inquisitorial.

(*) Le comte d'Arauda ne fut ni un homme de génie ni un grand homme; mais il eut une indépendance de caractère, une force de volonté vraiment extraordinaires. C'était là son principal mérite; heureusement pour l'Espagne qu'il appliqua à la réforme des abus ces qualités qui sont précieuses chez un homme d'état. Sa patrie lui dut des améliorations importantes dans le système social; mais il est de toute justice d'avouer qu'il fut puissamment secondé par des hommes tels que Campomanes et Florida Blanca, sur lesquels roulait l'administration intérieure. Tous deux étaient *fiscales* du Conseil de Castille, centre d'où partait à cette époque l'impulsion donnée aux réformes.

On sait que le comte d'Aranda s'était lié d'amitié, pendant son séjour à Paris, avec les auteurs de l'Encyclopédie; ce fut dans leur commerce qu'il puisa ce vif désir d'innovation dont il était tourmenté. Ses idées étaient saines sur un

La victime la plus marquante à cette époque fut le célèbre Olavide, dont l'emprisonnement arrêta les progrès de la colonisation de la Sierra-Morena. Cet incident eut lieu par les mêmes causes qui avaient contribué au renvoi de son protecteur, dont il partageait le même esprit de liberté qu'il avait puisé dans les ouvrages des philosophes de l'époque. Il s'indignait également des obstacles qu'opposaient à ses projets bienfaisans les préjugés et les vieilles institutions de l'Espagne. Nous avons dit que la plupart des co-

grand nombre d'objets, et empreintes d'une grande exagération sur quelques autres. Dans la foule des idées neuves répandues par les philosophes français du dix-huitième siècle, ce n'était pas une tâche facile de distinguer toujours la vérité entre mille théories plus ou moins paradoxales. L'esprit du comte d'Aranda n'était pas d'ailleurs de la force de son caractère. Le marquis de Caraccioli, qui l'avait beaucoup connu à Paris, comparait assez ingénieusement son esprit à *un puits profond dont l'orifice est étroit.*

Le comte d'Aranda conserva toujours ses relations avec les philosophes français. Lorsqu'après sa présidence du Conseil de Castille, il était ambassadeur à Paris, on rencontrait souvent chez lui d'Alembert, Condorcet, l'abbé Raynal, et tout ce que cette capitale renfermait d'hommes distingués dans les sciences et les lettres. Son extérieur n'avait rien d'imposant et ne prévenait pas beaucoup en sa faveur; il pouvait même paraître un peu grotesque. Il remplaça Florida Blanca au ministère des affaires étrangères,

lons de la Sierra-Morena étaient protestans : il s'opposa à tous les efforts que l'on fit pour les convertir, et les faire assister aux cérémonies de l'Église catholique. Comme il avait établi par un arrêté qu'aucun moine ne pourrait approcher de l'établissement, il obtint un ordre pour que les moines d'un couvent qui s'y trouvait fussent tenus de se transporter ailleurs, et il bâtit sa propre maison sur le terrain qu'ils occupaient. Il tournait souvent en ridicule la fainéantise et la licence des moines, et parlait avec une trop grande li-

quand ce dernier fut renvoyé. Son administration servit comme de transition pour préparer celle du jeune duc d'Alcndia, qui, en effet, fut bientôt nommé ministre. Rentré dans le conseil d'état où l'on discutait alors sur la conduite politique qu'il fallait suivre envers la France, tourmentée par les orages de sa révolution, le comte fit sentir le danger qn'il y avait à se déclarer ouvertement contre ce peuple au milieu d'une aussi grande effervescence; le duc d'Alcudia était d'un sentiment tout-à-fait opposé. Dans la chaleur de la discussion il laissa échapper quelques propos inconsidérés au sujet dn comte, en donnant à entendre qne l'âge avait glacé son ardeur, et l'avait rendu peu propre aux entreprises. D'Aranda rappela au favori sa jeunesse et son inexpérience sur des matières semblables; le comte fut aussitôt envoyé en exil à Grenade, et enfermé dans le château d'Alhambra, où il ne fut pas traité avec les égards que méritait son caractère élevé. On se relâcha plus tard de cette rigueur, et on lui accorda la permission de se rendre dans l'Aragon où il mourut en 1794.

berté de la dépopulation et d'autres maux occasionnés par le célibat des prêtres.

Son imprudence éveilla la jalousie du clergé espagnol. On surveilla scrupuleusement sa conduite. Ses paroles, ses actions furent remarquées et même exagérées. Une accusation formelle fut portée contre lui, comme coupable d'hérésie, devant le tribunal de l'Inquisition. Le renvoi de son protecteur laissa le champ libre aux machinations de ses ennemis. Il fut rappelé à Madrid sous prétexte de donner des renseignemens sur l'établissement confié à sa direction. Averti de son danger, il fit inutilement des tentatives pour obtenir la protection du roi et pour apaiser les prétendus gardiens de la foi catholique; mais après avoir résidé un an dans la capitale, il fut tout à coup arrêté et conduit dans les cachots de l'Inquisition. Ses papiers furent saisis et ses effets séquestrés.

(Novembre 29, 1778.) Après deux années de réclusion dans un cachot inaccessible, le procès fut enfin terminé, et la sentence annoncée publiquement. Voici la relation du jugement et de la cérémonie telle qu'elle se passa : nous la tenons d'un témoin oculaire.

« Les *auto-da-fé* sont encore célébrés au tribunal de l'Inquisition avec plus ou moins de publicité, selon les impressions que l'on se propose de faire. Un grand nombre de personnes de

tout rang, civil, militaire et ecclésiastique, furent invitées, ou plutôt appelées, pour se transporter à l'hôtel de l'Inquisition, à huit heures du matin, le 24 du mois dernier. Elles ignoraient absolument le motif pour lequel on les convoquait. Après avoir attendu un certain temps dans un appartement préparé pour les recevoir, elles furent enfin admises devant le tribunal. On les fit entrer dans une salle longue et obscure dont les croisées étroites touchaient le plafond. On y voyait un crucifix sous un dais noir, une table avec deux chaises pour les inquisiteurs, une robe (ou une étole) pour le prisonnier, une table et deux chaises pour ses gardes, et des bancs pour asseoir les spectateurs. Les familiers de l'Inquisition, le duc d'Abrantès, le comte de Mora et autres grands d'Espagne étaient là comme frères servans ou domestiques, sans chapeaux et sans épées. Bientôt Olavide parut accompagné par des frères habillés en noir, marchant les yeux baissés, les mains jointes, tenant un cierge vert. Le patient était habillé de la manière suivante. Il avait un habit et une veste de couleur olive, une culotte blanche, et des bas de fil; ses cheveux étaient attachés par derrière. Il se plaça sur un tabouret préparé pour lui. Alors les secrétaires donnèrent lecture des charges et accusations faites contre lui : elle dura pendant trois

heures. Les charges consistaient en plus de cent articles; les principales étaient d'avoir possédé des livres défendus, des peintures obscènes, d'avoir eu des lettres de recommandation de Voltaire, de n'avoir point pratiqué quelques actes extérieurs de dévotion, d'avoir proféré des expressions hasardées, de ne faire aucun cas des images : il y avait une foule d'autres détails relatifs à sa manière de vivre, à sa naissance, à son éducation; car toute sa vie y était notée, et la moindre action spécifiée. La lecture finit par celle de l'arrêt qui le déclarait coupable d'hérésie. Il tomba alors en défaillance; on attendit qu'il eût repris ses sens pour qu'il pût entendre la sentence qu'on allait prononcer contre lui. On va voir combien elle était *douce* : privation de tous ses emplois, incapacité d'en obtenir d'autres à l'avenir, pas même la moindre faveur du roi; confiscation de tous ses biens, bannissement à trente lieues de Madrid, et des résidences royales, de Séville, de sa nouvelle colonie, et de Lima, lieu de sa naissance; défense de monter à cheval, de porter des habits en or, argent ou soie; huit ans de réclusion et de vie monastique dans un couvent désigné. Par respect pour la croix de Saint-Jacques, ordre dont il portait la décoration, on le dispensa du *San-Benito* (sorte de scapulaire) et de la corde de jonc au cou, marques

flétrissantes que les condamnés comme hérétiques ne devaient jamais quitter.

Après la lecture de la sentence, on le fit approcher de la table des inquisiteurs, où il abjura à genoux ses erreurs, et déclara qu'il croyait tous les articles de la foi catholique, apostolique et romaine. Alors se présentèrent quatre prêtres en surplis tenant des baguettes à la main; ils le frappèrent plusieurs fois sur l'épaule pendant que l'on chantait le psaume *miserere*. Ensuite Olavide se retira; les inquisiteurs firent la révérence aux spectateurs, sortirent en silence, la terreur dans l'âme et la discrétion sur les lèvres. »

Quelque rigoureuse que cette punition puisse paraître, elle est encore très douce quand on la compare avec la sévérité déployée autrefois par l'Inquisition pour punir ces sortes d'offenses. Cependant sans l'intervention puissante du monarque, et la clémence du grand-inquisiteur, on aurait vu la répétition de ces scènes d'horreur qui ont rendu ce tribunal l'objet de l'exécration universelle; car il est bon de dire que le confesseur et plusieurs membres du conseil de l'Inquisition insistèrent sur la nécessité d'un *auto-da-fé*, où Olavide aurait infailliblement péri dans les flammes. (¹)

(¹) Le contenu de ce chapitre est tiré de plusieurs documens inédits tels que les dépêches du lord Grantham, et autres papiers officiels de Madrid, de Beccatini *passim*, et

¶ Voici encore quelques détails au sujet du procès d'Olavide : son ennemi le plus acharné fut le P. Romualde, capucin allemand, qui, muni d'une patente de son général, par laquelle il était déclaré préfet des nouvelles missions de la Caroline, affecta une autorité illimitée dans tout ce qui tenait même de loin à la religion. Olavide ne se prêta pas à ses prétentions; mais il l'accueillit avec bonté, et l'admit même dans son intimité. L'ambition trompée du moine l'irrita; quelques propos échappés à Olavide servirent son ressentiment; il chercha à lui susciter partout des ennemis : enfin, il le dénonça au Saint-Office.

Parmi les cent soixante-six griefs hérétiques dont il fut chargé, il s'en trouvait un qui l'accusait d'avoir défendu le système de Copernic. C'était bien maladroit de la part de l'Inquisition de grossir de cette manière la liste des hérésies d'Olavide. Cette particularité serait à peine croyable si M. de Villanueva n'affirmait, dans sa *Vie polique*, la tenir du P. Magi, qui fut plus tard évêque de Guadix, et qui assista à la cérémonie de l'*auto-da-fé*.

Lorsqu'on fit lecture à Olavide de la liste des opinions hérétiques dont l'accusait le fiscal (procureur de l'inquisition), il l'interrompit pour faire entendre ces paroles : *Quoi qu'en dise le*

du *Mercure historique* publié à Madrid 1771, 1772. Bourgoin, Laborde et Townshend *passim*.

fiscal, je n'ai jamais perdu la foi. On ne lui répondit rien.

Les soixante personnes qu'on avait invitées à assister à la cérémonie étaient des ducs, des comtes, des marquis, des généraux, des membres de tous les conseils, des chevaliers d'ordres militaires, des hommes élevés à de hautes dignités. La plupart étaient ses amis, qu'on soupçonnait de partager plus ou moins sa manière de voir et de penser. L'Inquisition n'osant plus allumer les bûchers, se contentait de flétrir par une sentence solennelle un fonctionnaire estimé, et d'avertir les nombreux personnages élevés qui pensaient comme lui, des humiliations auxquelles ils devaient s'attendre, s'ils persistaient dans les mêmes sentimens. Quelque pénible que fût cette cérémonie pour tout homme généreux et ami de la vérité, on était pourtant forcé d'y reconnaître le progrès des lumières et pour ainsi dire l'aurore de la tolérance; car c'était pour la première fois depuis trois siècles que l'on n'allumait pas le bûcher pour un procès où il s'agissait d'hérésie. C'était déjà un grand triomphe pour la raison et l'humanité que de voir le fanatisme déposer sa vieille atrocité, et se trouver contraint de renoncer aux scènes sanglantes dont il avait jusque-là épouvanté les Espagnols.

Cette cérémonie porta néanmoins l'effroi dans quelques esprits, et remplit, sous ce rapport, le

but de ceux qui l'avaient ordonnée. Don Philippe Samaniego, secrétaire de l'*interprétation des langues*, sachant que l'Inquisition le surveillait comme *philosophe moderne*, craignit d'éprouver le même sort qu'Olavide, et il prit la détermination de se dénoncer lui-même dans un écrit qu'il remit à un des inquisiteurs. Il avouait avoir lu les écrits de Voltaire, Rousseau, Hobbes, Spinosa, Bayle et autres livres dont la lecture était défendue, et que par suite de ces lectures il était tombé dans le pyrrhonisme religieux; que cependant ayant mûrement réfléchi, il s'était aperçu de son erreur, et demandait à être absous *ad cautelam* des censures qu'il aurait pu encourir. L'Inquisition consentit à sa demande; mais elle mit une condition à cette faveur: c'était de déclarer avec quelles personnes Samaniego s'était entretenu de ces matières, comme professant ces mêmes principes. Samaniego eut la faiblesse, ou plutôt l'infamie de dénoncer le duc d'Almodovar [1], les comtes

[1] Almodovar est l'auteur d'un ouvrage estimé qui porte ce titre : *De los Establecimientos de las naciones europeas en los payses ultramarinos ; Établissemens des nations européennes dans les contrées au-delà de l'Atlantique*, 3 vol. chez Janet en 1784, 1785 et 1786. Il le publia sous le nom emprunté de Malo de Luque. C'est l'ouvrage de l'abbé Raynal purgé des déclamations philosophiques, et corrigé dans plusieurs inexactitudes qu'il renferme.

Il publia aussi à Madrid, sous le nom de don Francisco

d'Aranda, de Montalvo, de Campomanes, de Florida-Blanca, d'O-Reilly, de Lacy, de Ricla, le général Ricardos et une foule d'autres personnages éminens. Cette révélation, quoiqu'elle ne fût autre qu'une accusation vague d'*esprit philosophique*, qui était très souvent un désir louable d'extirper des abus de législation nuisibles à la prospérité du pays, suffit néanmoins pour que le Saint-Office commençât à instruire contre ces

Maria de Silva, la *Décade épistolaire* sur l'état de la littérature en France. Elle est datée de Paris l'an 1780, et parut à Madrid en 1781, un vol. in-8.

Il existait alors comme aujourd'hui, en Espagne, deux opinions opposées au sujet de la littérature française. Quelques Espagnols, épris de leur littérature nationale, s'imaginent que la belle époque des lettres chez eux, le seizième siècle, dure encore, et ne font pas assez d'attention aux progrès des autres nations de l'Europe. Pour ces Castillans de la vieille roche, rien de ce qui est étranger ne saurait avoir de prix à leurs yeux; ils persistent toujours dans l'admiration de tout auteur national, quelque empreints de médiocrité que soient ses écrits.

D'autres esprits se sont jetés dans l'extrême opposé, avec une frivolité et une partialité blâmables; ils courent aveuglément au-devant de toute production d'auteurs étrangers, ne croyant pas qu'il puisse exister dans leur patrie ni lumières ni génie. Ils négligent de connaître les beautés de leur littérature pour admirer des ouvrages étrangers souvent peu dignes de leur attention. Ce fut pour éclairer ses compatriotes sur l'état réel de la littérature en France, que le duc d'Almodavar publia sa Décade épistolaire.

personnages. Bientôt l'Inquisition recula, effrayée du pouvoir et de la considération des hommes environnés de l'estime publique et honorés de la confiance du souverain.

Olavide sortit du couvent où il avait été confiné, sous prétexte d'aller prendre les eaux. Il se sauva en France, où on lui accorda la permission de se rendre à Paris. Le gouvernement français se refusa à l'extradition demandée par le roi d'Espagne, excité par le confesseur Eleta; mais Olavide conçut des alarmes, et se réfugia en Suisse. Plus tard il vint se fixer à Paris, où, sous le nom de comte de Pilos, il mena une vie heureuse et paisible au sein des arts et de l'amitié. Au bout de dix ans la révolution française, qu'il avait pressentie et sans doute désirée, vint lui offrir sur la fin de sa carrière un spectacle d'un genre tout-à-fait nouveau. Il entendit gronder la foudre autour de lui. Il fut même pendant quelques mois menacé d'en être frappé. En passant dans de justes angoisses le temps de *la terreur*, il apprit, ainsi que le remarque Bourgoin, ce qu'il ne soupçonnait pas quinze ans auparavant, qu'il y avait sous le ciel quelque chose de plus redoutable que l'Inquisition. Il se retira depuis dans une campagne sur les bords de la Loire.

En 1798, Charles IV, après avoir entendu le grand-inquisiteur, le cardinal Lorenzana, lui accorda la permission de rentrer en Espagne. Ce

qui contribua à le réconcilier avec les inquisiteurs fut la publication d'un ouvrage en langue espagnole, en faveur de la religion, intitulé : *El Evangelio en triunfo*, ou *le Philosophe converti*, où, sous la forme d'un roman, on introduit des personnages discutant avec bonne foi des matières religieuses. Quelques esprits difficiles trouvaient encore trop d'énergie dans la manière de présenter les raisonnemens du *Pseudo-Philosophe* contre la religion chrétienne, et pas assez de force selon eux dans la défense. Toutefois cet ouvrage eut un prodigieux succès en Espagne. On en fit six ou huit éditions, je crois, avant 1808.

Olavide fut très bien reçu à la cour, qui se trouvait alors à l'Escurial. Don Mariano Luis d'Urquijo était, à cette époque, ministre par *interim* des affaires étrangères : cette circonstance ne pouvait que favoriser l'accueil qu'on lui fit; car ce ministre n'était point disposé à souffrir des persécutions en matières religieuses. Olavide avait atteint l'âge de soixante-quatorze ans.

Après avoir ainsi dissipé toutes les préventions possibles contre son orthodoxie, il alla se fixer à Baeza en Andalousie, où il mena une vie tranquille jusqu'à sa mort arrivée en 1803.

Les détails que l'on vient de lire sont extraits de Bourgoin, *Tableau de l'Espagne moderne;*

Llorente, *Histoire de l'Inquisition d'Espagne ;* Villanueva, *Vida litteraria :* des personnes recommandables nous ont fourni aussi quelques renseignemens.

CHAPITRE LXVIII.

1774-1777.

Expédition malheureuse contre Alger. — Disputes avec l'Angleterre et le Portugal. — Causes de la démission de Grimaldi et de la nomination de Florida Blanca.

PENDANT que Charles III se livrait avec ardeur aux soins du gouvernement intérieur de son royaume, et qu'il s'efforçait, mais en vain, de replacer l'Espagne dans le haut rang qu'elle avait naguère occupé en Europe, Grimaldi, jaloux de signaler son administration par quelque exploit brillant, méditait une expédition qui pût flatter l'amour-propre des Espagnols, sans exciter les craintes ni l'opposition des puissances maritimes.

On avait déjà mis en délibération dans le conseil du roi d'Espagne s'il ne serait pas convenable, attendu la grande dépense occasionnée par la conservation des forteresses et des positions sur la côte de Barbarie, de les abandonner toutes, à l'exception d'Oran et de Ceuta, lorsque dans l'intervalle une tentative insignifiante de l'empereur de Maroc contre Melilla et le Peñon de Velez, excita le ressentiment national. Cette agression

décida le cabinet de Madrid à prendre des mesures pour exterminer, ou du moins pour porter l'épouvante dans ce repaire de pirates. Une expédition considérable fut préparée contre Alger dans le double but de venger les injures faites aux armes espagnoles et de soumettre la place, qui formait le centre des États barbaresques, et offrait par sa position des facilités pour l'attaquer avec succès. Après beaucoup de délais, suite naturelle, soit de la lenteur du gouvernement espagnol, soit de l'incertitude qui accompagne souvent les opérations maritimes, des armemens furent préparés dans divers ports : ils consistaient en quarante-six vaisseaux et vingt-deux mille hommes qui se trouvèrent enfin réunis à Carthagène sous les ordres du comte d'O-Reilly.

L'expédition fit voile de ce port vers la fin du mois de juin 1775, et mouilla dans la baie d'Alger le 1er juillet, en se berçant des plus vives espérances d'un brillant succès. Mais de nouvelles lenteurs contribuèrent non-seulement à refroidir l'ardeur des troupes, mais elles donnèrent aux Maures le temps de préparer leurs moyens de défense. La première division de huit mille hommes ne fut mise à terre que le 7 juillet, sur la rive entre la rivière d'Arraz et Alger. Trompés par une retraite feinte des Maures, les Espagnols s'avancèrent inconsidérément vers la ville. Là, se trouvant engagés tout à coup au milieu des ravins et des retran-

chemens, ils furent assaillis par un grand nombre d'infidèles, le désordre se mit dans leurs rangs; ils rétrogradèrent vers la plage. Sur ces entrefaites la seconde division, qui avait été débarquée avec une partie de l'artillerie et des munitions, entraînée par les fugitifs, partagea les dangers et les malheurs de la première. Dans cette affreuse situation, l'armée entière aurait été taillée en pièces, si le général n'eût pas ordonné de faire à la hâte un retranchement derrière lequel les troupes purent se mettre à l'abri de la poursuite de l'ennemi. Mais cette ressource ne pouvait qu'être momentanée; car les soldats, harassés de fatigue et souffrant de la chaleur, en cherchant à se reposer sur le sable brûlant pendant quelques minutes, se trouvaient exposés au feu meurtrier des carabines mauresques, dont la portée était plus forte que celle des fusils espagnols. Des batteries placées par l'ennemi complétèrent le désastre et les pertes de cette fatale journée, qui rappelle la terrible défaite de l'armée chrétienne sous Charles Ier (l'empereur Charles-Quint). Il ne restait donc d'autre espoir que celui de la retraite. Aussitôt que l'obscurité de la nuit permit de cacher le mouvement des troupes, elles se retirèrent en silence pour regagner leurs bâtimens. Heureusement que l'ennemi n'eut pas l'habileté nécessaire pour les inquiéter dans cette opération dangereuse. A trois heures du matin la dernière

division était déjà embarquée, après avoir abandonné seize pièces d'artillerie, plusieurs caisses de munitions et les tentes. L'armée eut quinze cents hommes tués, et les bâtimens en emportèrent environ trois mille blessés dangereusement.

Dans le dessein de venger l'honneur national, et pour compenser le malheur que les armes espagnoles venaient d'éprouver, O-Reilly voulait bombarder la ville; mais les provisions de l'armée avaient été débarquées, et celles qui étaient à bord pouvaient à peine suffire à la subsistance des troupes pendant la traversée. En conséquence une partie des bâtimens de guerre resta dans la baie d'Alger pour tenir en respect les croisières ennemies, et cette malheureuse escadre reparut sur la côte d'Espagne, apportant elle-même la première nouvelle de son affreux désastre. [1]

Lorsqu'on apprit ce revers à Madrid et dans les provinces, l'indignation fut générale. Il y eut des émeutes dans plusieurs villes du royaume. O-Reilly n'échappa qu'avec peine à la fureur de la populace. Il fallut faire venir des troupes avec de l'artillerie pour maintenir, dans la capitale, le respect dû à la résidence royale. Pour apaiser le peuple, le roi retira au général mal-

[1] Documens officiels tirés du *Mercure historique* de juillet 1775; Correspondance de lord Grantham; Journal de l'expédition, dans le voyage de Swinburne. (*)

(*) *Voyez* la note à la fin de ce chapitre.

heureux les rênes du gouvernement. Il lui conféra le commandement militaire de l'Andalousie, ce qui, dans les circonstances, pouvait être regardé comme une sorte d'exil honorable.

Le mauvais succès de cette entreprise affecta profondément Grimaldi. Il voyait le chagrin mal dissimulé du roi, le déshonneur des armes espagnoles, la persécution non méritée de son ami O-Reilly, et les manœuvres secrètes du comte de Ricla, ministre de la guerre. Il entendait de tous côtés les murmures de la nation, qui accusait de ce malheur son administration tout entière. La difficulté et le danger de sa position, qu'il ne se dissimulait pas depuis longtemps, pesaient sur son esprit et troublaient son sommeil. Il avait appris, par ce qui était arrivé à Alberoni et à Riperdá, le sort qui était réservé à des étrangers appelés à gouverner une nation fière et mécontente. Il avait vu, dans la catastrophe dont Squilace fut menacé, un exemple encore plus terrible de la haine du peuple contre les ministres qui n'étaient point espagnols. Dans les premiers momens d'alarme et d'agitation, il parut résigné, ainsi qu'il s'était montré dans la disgrâce de Squilace. Il n'avait cédé qu'à regret aux instances du roi, pour qu'il restât à la tête des affaires; mais l'état compliqué où se trouvaient les relations avec les puissances étrangères, et la fâcheuse position dans laquelle il se trouvait lui-

même, le déterminèrent enfin à quitter un théâtre qui ne convenait plus ni à sa santé ni à son âge.

Son embarras principal au-dehors venait du changement qui s'était opéré tout nouvellement dans la cour de France, et de la perte de cette influence à laquelle il devait son élévation et sa faveur auprès du roi. Il s'était flatté de l'espoir qu'à l'avénement de Louis XVI, le crédit d'une princesse autrichienne ferait rentrer dans le pouvoir son ami et son protecteur, le duc de Choiseul, l'auteur de l'alliance autrichienne; mais il fut cruellement trompé dans ses espérances. Le nouveau monarque, quoique personnellement très attaché à la reine, était imbu des anciennes maximes politiques des Bourbons, et non moins jaloux que l'avaient été ses ancêtres d'empêcher la prépondérance de la cour de Vienne. Il en résulta que dans le choix de ses ministres, il chercha des personnes qui professaient des principes anti-autrichiens. Maurepas, homme d'état sexagénaire, fut rappelé du long exil qu'il avait subi, et devint son mentor politique. C'est par sa recommandation que le ministère des affaires étrangères fut confié au comte de Vergennes, ennemi particulier de Choiseul.

On croit cependant que si le poste important de l'ambassade de Paris eût été rempli à cette époque par un ami et un confident de Grimaldi, son habileté aurait pu maintenir une plus

grande cordialité entre les deux gouvernemens que celle qui avait subsisté du temps de d'Aiguillon. Mais le seul canal de communication était le comte d'Aranda, qui, au lieu de seconder les vues de Grimaldi et d'appuyer son influence, décriait toutes ses mesures, et se plaisait à rappeler sans cesse la haine qu'il s'était attirée par la funeste expédition d'Alger.

Non seulement il y avait absence totale d'affection entre les deux cours de Versailles et de Madrid, mais la conduite du cabinet français, et la situation du gouvernement, devinrent une nouvelle source de vexations pour le ministre espagnol. Louis XVI avait assurément les plus droites intentions, et ses vues étaient des plus louables; mais ce monarque manquait d'expérience, et il ne pouvait avoir le jugement qui en est la suite. Avec un vrai désir de réformer des abus, il ne pouvait avoir ni les talens ni l'énergie nécessaires pour opérer un changement important et durable dans la constitution du pays. Prêt à ressaisir l'influence politique de ses prédécesseurs, mais retenu par le désordre où il avait trouvé ses finances, il était le jouet des divers partis, dupe des charlatans et des hommes à projets, et maîtrisé tour à tour par son attachement pour la reine, et par sa déférence pour ses conseillers. Enfin son administration offrait la même incertitude et la même faiblesse au-dehors, avec

de plus grandes hésitations au-dedans, que celles qui avaient signalé la politique trop insouciante de Louis XV.

L'aspect de l'horizon politique, à cette époque, faisait présager des mésintelligences avec l'Angleterre et le Portugal à la fois. A l'égard de la première, les anciennes disputes qui prenaient leur source dans la jalousie des avantages commerciaux et politiques, subsistaient dans toute leur force. L'arrivée fortuite d'un vaisseau anglais à Crab, dans les Indes-Occidentales, îlot qui méritait à peine d'attirer les regards des géographes, serait devenue l'occasion d'une guerre, ou tout au moins d'une longue négociation, si la modération du gouvernement anglais et les craintes de Grimaldi n'eussent pas hâté la conclusion d'un accommodement, qui toutefois ne calma point les sentimens hostiles des deux nations.

Une dispute d'une nature différente s'était élevée entre l'Espagne et le Portugal, par suite de l'éternelle question relative à la délimitation contestée entre leurs colonies de l'Amérique du sud. Les instigations secrètes des ministres espagnols de la guerre et de la marine, avaient porté le gouverneur de Buénos-Ayres à étendre ses établissemens sur le territoire réclamé par le Portugal, jusque dans le Rio-Grande de San-Pedro, et à attaquer même les plantations portugaises

les plus avancées. Cette agression donna lieu à des représailles de la part du gouvernement du Brésil : elle blessa aussi très vivement le ministre portugais, le marquis de Pombal, qui, à son mépris personnel pour Grimaldi, joignait sa vieille haine contre l'Espagne, et cherchait à étendre la domination portugaise dans le Nouveau-Monde. Cette querelle parut se rattacher aux troubles qui avaient éclaté dans l'Amérique anglaise; car tandis que la cour de France favorisait l'esprit de rebellion des colons de la Nouvelle-Angleterre, elle engageait l'Espagne à augmenter les embarras de la Grande-Bretagne par ses attaques contre le Portugal.

Quoique Grimaldi fût toujours traité par son maître avec la même confiance et la même considération qu'il avait coutume de témoigner à ceux qui l'avaient servi long-temps, ce ministre ne réussissait pas toujours à vaincre son caractère opiniâtre, ni à surmonter l'attachement obstiné qu'il avait à ses maximes favorites. Il était forcé de traiter avec les plus grands ménagemens la susceptibilité de ce monarque, dans tout ce qui touchait à la dignité de sa couronne et au bonheur de son peuple. Plus d'une fois il eut l'imprudence de s'ouvrir à l'ambassadeur d'Angleterre sur le caractère entêté et inflexible du roi, alléguant qu'il n'y avait point d'argument ni de remontrance qui pût le tirer de ses préjugés, ni

le déterminer à changer ses résolutions une fois prises, quelque erronées qu'elles pussent être. « Tel est, disait-il avec un chagrin mêlé de dépit, l'*homme* dont je suis chargé de diriger les conseils. »

Ces embarras accablèrent l'esprit timide de Grimaldi, qui s'affaiblissait de jour en jour à mesure qu'il avançait en âge. Des infirmités prématurées contribuaient à augmenter ses irrésolutions. Il consentit pendant quelques mois à faire encore le sacrifice de rester à la tête de l'administration, pour se conformer au désir exprimé par son souverain ; mais il faisait souvent, dans cet intervalle, les plus vives instances pour être débarrassé de son pénible emploi.

Son irrésolution devint à son comble : à peine osait-il prendre la mesure la plus insignifiante, à moins qu'elle n'eût reçu d'avance l'approbation de ses collègues. Les mêmes motifs le décidèrent à arracher au roi son consentement pour que le prince des Asturies assistât au conseil du cabinet, dans l'espoir de diminuer ainsi la haine du peuple contre lui et sa propre responsabilité. Cependant cette mesure même contribua à sa mortification. Le prince, influencé par les amis d'Aranda, qui formaient un corps nombreux, sous le nom de parti aragonais, se montra fortement opposé au ministre dans toutes les délibérations privées du cabinet. L'âme de cette

opposition était le comte d'Aranda lui-même, dont l'influence s'était accrue par l'entrée au ministère de la guerre de son parent, le comte de Ricla, à la mort de don Gregorio Muñiain. Enfin Grimaldi reçut un coup terrible par la désertion de son ami, le comte de Fuentes, qui avait été offensé de la permission accordée, à son insu, à son fils le prince de Pignatelli, pour suivre la funeste expédition de la côte d'Afrique. A sa mort, sa nombreuse famille et ses adhérens grossirent le parti aragonais et la cour du prince. (*)

(*) Le comte de Fuentes était en effet dans le parti aragonais avec Azara, le comte d'Aranda, et le duc de Villa-Hermosa; mais ce parti n'avait point encore la force qu'il eut par la suite. Son ascendant fut très marqué, lorsque don Juan de Pignatelli, fils cadet du comte de Fuentes, officier des gardes du corps, parvint à obtenir la faveur de la princesse des Asturies; faveur qui fut à la vérité de courte durée, car le confesseur de Charles III, le père Osma, décida ce monarque à éloigner de la cour le jeune Pignatelli.

Quant au motif assigné par l'auteur des mémoires du refroidissement entre Grimaldi et le comte de Fuentes, savoir la permission accordée, à son insu, à un autre de ses fils, de suivre la funeste expédition de la côte d'Afrique, nous devons le croire peu fondé. Il est même fort douteux que le comte de Fuentes ait été en opposition personnelle avec Grimaldi : c'était avec le général comte d'O-Reilly que la famille de Fuentes était brouillée; le marquis de Mora, son fils aîné, quitta le service par suite d'un démêlé avec le général.

Dans cette situation, sans confidens, traversé sans cesse dans ses mesures par ses collègues, ayant perdu son ancien crédit à Versailles, embarrassé au-dehors, contrarié sans cesse dans le conseil du cabinet, Grimaldi parvint enfin à surmonter la répugnance du roi pour sa démission. Il conserva néanmoins assez de crédit pour tromper les espérances qu'avait le comte d'Aranda d'arriver au ministère; car le roi qui craignait le caractère violent de cet ex-ministre, et s'offensait de l'intervention du prince, laissa à Grimaldi le choix de son successeur. Sur la proposition que fit le premier commis de son ministère, del Campo, il recommanda pour le remplacer don Joseph Moñino, qui venait d'être nommé comte de Florida-Blanca, et qui remplissait le rôle d'ambassadeur d'Espagne à Rome. La nomination fut agréée, au grand déplaisir des nombreux opposans de Grimaldi, et il fut désigné lui-même pour l'ambassade que Florida-Blanca laissait vacante. Malgré l'impatience qu'il avait de se retirer, il conserva le porte-feuille jusqu'à l'arrivée du nouveau ministre. Après l'avoir mis au courant des affaires de son département, et l'avoir accompagné, lorsqu'il se présenta pour la première fois dans le conseil du cabinet, il prit congé d'une cour où il avait joué un rôle important pendant dix-sept ans. Ses adieux furent courts et touchans. Le roi

l'assura de la continuation de son estime, et lui témoigna son intention de le consulter dans les occasions importantes. Il quitta le lendemain la capitale, et après avoir passé quelques jours dans le sein de sa famille il se présenta à Rome. Après son départ, le roi récompensa son mérite et ses services en lui accordant, pour lui et pour ses héritiers, le titre de duc et le rang de grand d'Espagne. Un mot suffit pour peindre l'administration de Grimaldi. Quoique en butte à une espèce de haine et de jalousie nationale, à cause de sa qualité d'étranger, il était aimé et estimé de la partie éclairée des Espagnols, par sa douceur et son urbanité, ainsi que par la protection spéciale qu'il accordait à la littérature et aux arts; enfin, on rendait justice au zèle qu'il montra toujours pour la prospérité de la nation.

Le nouveau ministre don Joseph Moñino reçut le jour à Hellin, gros bourg dans le royaume de Murcie. Son père y était huissier de la chambre épiscopale. Voué à l'étude de la jurisprudence, il devint avocat consultant, et obtint la protection de la puissante famille d'Osuna, à laquelle il fut recommandé par le père Patrice Curtis, qui était attaché à cette maison en qualité d'aumônier et d'instituteur, tout à la fois. Moñino dut à cette protection d'être nommé un des *fiscales* (procureurs du roi) au Conseil de Cas-

tille, où il se fit remarquer pendant l'administration du comte d'Aranda. Son caractère conciliant, son adresse, la connaissance qu'il avait acquise des matières ecclésiastiques, et en général ses talens supérieurs le firent nommer à l'ambassade de Rome, poste de la plus haute importance. Il justifia les espérances de ses protecteurs, en s'attirant une grande considération à la cour du pape, où il contribua beaucoup à la nomination de Pie VI, en opposition aux intrigues du parti des Jésuites. Il ménagea la réconciliation qui eut lieu entre le Saint-Siége et les cours des Bourbons, après la querelle occasionnée par l'excommunication lancée contre Parme. Il obtint ensuite l'abolition formelle de la société des Jésuites, et termina diverses négociations relatives aux intérêts de la maison de Bourbon en général, et à ceux de l'Espagne en particulier.

La nouvelle de son élévation ne surprit pas moins Florida-Blanca lui-même, que ceux qui avaient aspiré avec tant d'ardeur à saisir les rênes du gouvernement. Comme il n'était lié avec aucun parti, et que le roi le connaissait à peine, il entra dans son ministère avec une méfiance et une réserve faciles à concevoir dans sa nouvelle position; mais il ne fut pas long-temps sans reprendre de l'assurance et de l'aplomb. Il sut bientôt gagner les bonnes grâces du roi; et il

montra une telle fermeté de caractère, jointe à une si haute capacité pour les affaires, qu'il justifia pleinement la recommandation de son prédécesseur. (¹)

(¹) Nous tenons les détails que l'on vient de lire sur la démission de Grimaldi, et sur la nomination de Florida-Blanca, de personnes dont le témoignage mérite la plus entière confiance. Nous avons puisé aussi quelques particularités dans les dépêches intéressantes de lord Grantham, et dans des pièces officielles de Madrid, de Londres et de Paris. D'autres détails ont été tirés des *Mémoires de Cumberland et du Voyage de Townshend en Espagne.*

NOTE SUR L'EXPÉDITION CONTRE ALGER.

L'issue malheureuse de cette expédition ayant donné lieu en Espagne à de vives disputes sur la conduite et les talens militaires du général en chef comte d'O-Reilly, il est du devoir de l'historien de recueillir tous les renseignemens propres à éclaircir cet événement.

Il parait qu'il fut question d'abord, dans le cabinet de Madrid, de conférer le commandement des forces destinées contre Alger à don Pedro Cevallos, officier-général, qui jouissait d'une grande considération à l'armée, par ses connaissances et ses services; et qu'ayant été même consulté sur les moyens d'attaque qu'il fallait préparer, ses demandes parurent exagérées au gouvernement. Le général O-Reilly, à qui on s'adressa ensuite, jugea l'entreprise moins difficile : il se contenta de vingt mille hommes; ses propositions furent trouvées plus raisonnables.

On est d'accord sur les soins que mit le gouvernement

dans les préparatifs de l'expédition. Les régimens choisis étaient parfaitement équipés, et composés d'excellens soldats ; rien ne manquait ni dans l'armée, ni dans l'escadre; les approvisionnemens de tout genre avaient été faits avec toute la prévoyance désirable. Comment a-t-il pu se faire qu'avec de tels moyens de réussir, le général O-Reilly ait fait rembarquer ses troupes à peine débarquées, et sans avoir tenté rien de sérieux contre la ville qu'il allait attaquer ? Nous allons exposer les diverses opinions au sujet de cette question.

Il est assez difficile de comprendre, disent les adversaires du comte d'O-Reilly, comment une armée composée d'excellens soldats, dont le chef avait dû calculer d'avance les obstacles des localités, et la résistance probable des forces ennemies, a pu se retirer sur un premier et léger désordre des troupes de l'avant-garde, occasionné par l'ardeur imprudente de quelques officiers. Quel était le plan d'attaque du général ? car assurément il devait en avoir un ; cependant, aussitôt qu'il a débarqué son armée, on ne le voit combattre que pour retourner à ses vaisseaux. Il aurait dû, ce semble, disent ces adversaires, réunir ses divisions, et attaquer un côté de la place, cherchant à s'établir pour continuer ensuite des opérations ultérieures. Mais mettre une armée de vingt mille hommes sur la plage, et, sur la seule dispersion de quelques bataillons, ordonner la retraite sans essayer d'aucune manœuvre pour attaquer l'ennemi, cette conduite annonce peu de prévoyance, ou plutôt l'absence totale d'un plan d'exécution.

Si l'on en croit les personnes qui défendent l'habileté du comte d'O-Reilly, l'ordre pour le débarquement des troupes, donné par ce général, était très bien entendu : les troupes de l'avant-garde devaient attendre, à une certaine distance des vaisseaux, le débarquement des autres divisions de l'armée. Ce fut par la contravention à cette sage disposition que

l'attaque échoua. L'officier des gardes espagnoles, Navarro, qui commandait l'avant-garde, ou qui l'entraîna du moins dans son mouvement contre l'eunemi aux cris de *vive la religion, vive la foi du Christ,* s'élança inconsidérément contre les Maures défendus par leurs retranchemens : les Espagnols furent accueillis par un feu meurtrier, ils se retirèreut dans le plus graud désordre. Dès-lors il ue fut plus possible de rien entreprendre avec des troupes battues et découragées; il fallut songer à la retraite. D'un autre côté la cavalerie des Algériens cherchait, par ses mouvemens, à couper l'armée espagnole, et à l'empêcher de retourner à ses vaisseaux; elle y aurait réussi avec un peu plus de décision. Le général espagnol fut donc dans la nécessité de contenir l'impétuosité de l'eunemi par le front et sur un de ses flancs.

Au milieu de cette divergence d'opinions, uous sommes heureux de pouvoir offrir ici au lecteur celle d'uu juge aussi éclairé que compétent sur cette matière. Les réflexions qn'on va lire sout du lieutenant-géuéral don Gonzalo Ofarril, qui, quoique n'ayant pas fait partie de l'expédition, a été à même, par ses liaisons avec le comte d'O-Reilly, et avec d'autres généraux de l'armée, d'asseoir son jugement sur les données les plus positives. Je dois faire ici, à cet ami respectable, des remercîmens bien sincères de la bienveillance avec laquelle il a daigné examiner cette partie de mou travail, en m'aidant de ses lumières pour éclaircir ce poiut importaut de uotre histoire militaire moderne.

« C'est d'ordinaire, dit le général Ofarril, le chef qui commande une expéditiou, qu'on rend responsable des non succès ou des revers qu'elle éprouve. On ne doit doue pas s'étonner si uu auteur étranger, écrivant loin de l'époque et des lieux, sur uu événemeut isolé, porte un jugement erroné.

« Je n'examinerai point les motifs du gouvernement espagnol pour attaquer Alger : ils se renouvellent si souvent, qu'on aurait tort de les attribuer à des vues d'ambition, ni à des idées de conquête. On connaît les principes adoptés par cet État barbaresque : l'histoire des nations commerçantes de l'Europe atteste assez qu'il a fallu bien des fois tenter des attaques contre ses côtes pour le réprimer ou le punir. Le Bailli de Suffren, revenant des mers de l'Inde, où il avait acquis tant de gloire, pensait que pour mettre un terme aux pirateries des États barbaresques, il suffisait de réunir contre eux une faible partie des forces maritimes des puissances qui font le commerce de la Méditerranée. Il regardait ce moyen comme le plus sûr pour compléter les bienfaits de la paix générale. On sera peut-être forcé de venir à l'exécution des plans de Bailli, si on veut protéger efficacement le commerce.

« Pour ce qui est des reproches faits au général comte d'O-Reilly, commandant en chef l'expédition contre Alger, ses adversaires ne balancent pas à affirmer qu'il s'est chargé de cette entreprise avec une armée trop faible ; qu'il avait mis trop de lenteur à débarquer, et qu'il avait mal choisi le lieu de débarquement ; qu'il aurait dû surveiller lui-même les premiers mouvemens de ses troupes, puisqu'elles n'auraient pas dû les commencer avant d'avoir réuni tous ses moyens d'attaque; qu'il a enfin connu trop tard l'insuffisance de ses moyens, ou bien qu'il se désista trop tôt de son entreprise, n'ayant engagé qu'une très petite partie de ses troupes.

« Voici la réponse à ces reproches; nous la tenons de militaires faisant partie de l'expédition, et qui ont dû juger les opérations avec impartialité.

« L'armée, quoique composée seulement de vingt mille hommes, avait d'excellentes troupes, bien disciplinées et exercées, animées surtout de la plus grande ardeur et d'une

égale confiance. L'armée espagnole n'avait pas à la vérité l'expérience de la grande guerre à cette époque; mais elle comptait encore qnelques généraux qui avaient fait les brillantes campagnes de l'Italie sous le comte de Gages et le marquis de la Mina.

« Ponr exécuter un débarquement en présence de l'ennemi, il fallait bien attendre l'arrivée de tous les bâtimens de transport, et les placer convenablement; comparer les avantages et les difficultés des endroits à choisir pour le débarquement. Il fallait en outre un temps favorable à l'exécution : il n'est pas trop d'une semaine pour combiner tant d'objets différens. Ponr ce qui est dn point de débarquement, il eût été difficile de mieux le déterminer; on n'y éprouva ancune perte; on se rapprocha d'une liene et demie au moins de la position qu'on voulait occuper avant d'attaquer la place; le terrain intermédiaire ne présentait pas le moindre obstacle à la marche de l'armée.

« L'instruction communiquée par le général en chef, la veille du débarquement, à tous les commandans des corps portait, que la première division se bornerait à rapprocher sa position le plus possible du rivage de la mer, pour attendre la deuxième division; qu'alors l'une et l'autre agiraient d'après le même principe jusqu'au débarquement de la réserve; que l'armée une fois réunie, marcherait en colonne serrée pour occnper une position avantageuse; que l'infanterie serait déployée sur six bommes de profondeur, dans le double but d'occuper peu d'espace, et d'opposer une masse solide à la cavalerie ennemie; que l'on construirait sur-le-champ des redoutes sur le front et sur les flancs, afin d'y placer de l'artillerie de campagne, et de protéger le débarquement de la cavalerie et de la grosse artillerie. Cette même instruction donnait aussi, sur la manière de guerroyer des Maures, et sur les moyens qu'on pouvait leur opposer, des idées tellement lumineuses et précises, que les

ennemis du comte d'O-Reilly répandirent par la suite qu'elle avait été écrite et distribnée après l'événement.

« Le général en chef se trouva de sa personne au débarquement de la première division, et ne quitta le rivage que pour activer celui de la deuxième. Lorsqu'il revint à terre, voyant que ses dispositions avaient été mal exécutées, il donna aussitôt des ordres pour soutenir et dégager l'avant-garde; c'est tout ce qu'il devait et pouvait faire.

« Tel est le témoignage de don Francisco Pacheco qui avait assisté à l'expédition (*), et qui affirme que les troupes de la première division débarquèrent heureusement, et ne trouvèrent aucun obstacle; mais l'officier commandant voyant les Maures assemblés pour lui résister, et cependant peu nombreux, impatient de cueillir des lauriers, au lieu de rester en repos suivant les ordres qu'il avait reçus, s'écria: *A ellos, hijos* (à eux, mes enfans), et commença l'attaque. L'ennemi se retirant, il continua à le poursuivre jusqu'au moment où sa troupe, harassée de fatigue, fut jetée dans le plus grand désordre par une multitude d'Algériens, qui s'étaient tenus en embuscade derrière les chameaux, les rochers et les buissons. La deuxième division se hâta d'aller soutenir la première; mais il était trop tard, et la confusion étant devenue générale, le commandant en chef fut obligé de faire battre la retraite: il la conduisit avec une telle habileté, que ses troupes se rembarquèrent à la vne de plus de cent cinquante mille Maures. Il sauva son artillerie, et perdit seulement quatre cent soixante hommes, nombre bien petit, si l'on considère qu'ils avaient combattu pendant quatorze heures sans interruption. Sans la tenacité de l'officier qui avait le commandement de la première division, la ville aurait été réduite en cendres au bout de trois jours.

« Il ne me reste plus que la dernière objection, savoir,

(*) *Voyage en Espagne*, par Townshend, tome III, page 231.

que le général connut trop tard l'insuffisance des moyens employés dans cette attaque, ou bien qu'il se désista trop tôt de son entreprise. En considérant la faible perte éprouvée par l'armée, les gens de l'art penseront peut-être qu'il y avait assez de vingt mille hommes pour soumettre Alger ou pour la détruire. Il se peut en effet que le comte d'O-Reilly ait trop tôt fait battre la retraite; mais, en tout cas, ce ne furent ni les pertes ni le découragement qui le déterminèrent à prendre ce parti : il fut adopté d'après l'avis unanime d'un conseil de guerre, lequel crut que l'Espagne ne devait pas risquer une belle armée pour détruire un repaire de pirates sur la côte d'un pays où il y en a tant, à la honte des puissances de l'Europe, dont la politique incertaine ou timide les tolère, au grand détriment du commerce de la Méditerranée. »

CHAPITRE LXIX.

1775 — 1778.

Reprise des hostilités avec le Portugal, à l'occasion des établissemens de l'Amérique du sud. — Prise de l'île Sainte-Catherine et de la colonie de Sacramento. — Mort de Joseph Ier, roi de Portugal. — Pombal quitte le ministère. — Arrangement avec le Portugal par l'intervention de la reine-mère. — Traités de limites, de commerce et d'amitié. — Remarque de Florida-Blanca sur les avantages de cet arrangement.

Florida-Blanca débuta par une mesure qui fit bien augurer de son administration. A peine l'Espagne avait-elle terminé son entreprise contre les États Barbaresques, et conclu un accommodement avec l'empereur de Maroc, qu'elle tourna de nouveau ses regards vers le Portugal. Les événemens précédens avaient assez fait voir qu'aucun traité entre les deux puissances ne pourrait être durable, tant que leurs établissemens sur le Rio de la Plata fourniraient par leur proximité un foyer inextinguible de jalousie commerciale et politique. L'arrangement forcé qu'on venait de conclure n'était qu'un armistice, ou plutôt un motif de plus pour faire éclater cette irritation réciproque qui couvait

depuis si long-temps. L'Espagne chercha à chasser de la rive du Riò de la Plata la colonie de Sacramento qui l'importunait, en occupant le district intermédiaire, tandis que les Portugais travaillaient de leur côté à étendre leurs. limites, afin de se procurer un port avantageux et de continuer leur commerce interlope avec Buénos-Ayres. Ces prétentions opposées engageaient sans cesse les deux gouvernemens dans des querelles qui pouvaient être regardées comme des hostilités réelles.

On vit à la fin le ministre portugais Pombal se préparer ouvertement pour reconquérir et défendre le territoire qui faisait le sujet de la contestation. Il augmenta insensiblement les forces portugaises de terre et de mer dans le Nouveau-Monde, et fit en même temps des préparatifs de guerre pour résister à une agrèssion de la part de l'Espagne. A l'exemple des Espagnols, qui avaient jadis ouvert la campagne sans aucune déclaration de guerre, une escadre portugaise, ayant à bord neuf régimens et un train formidable d'artillerie, fit voile de Rio-Grande, s'empara des forts de Santa-Tecla, Santa-Theresa et Monte-Video, et défit une division de Buénos-Ayres, en lui causant une perte de 500 hommes.

Les progrès de ces armemens n'échappèrent pas à la vigilance de la cour d'Espagne. On envoya des troupes vers la frontière du Portugal,

on destina des renforts de troupes pour l'Amérique, on fit savoir à la France que le cas était arrivé de donner l'assistance stipulée par les traités. Le Portugal fit de son côté un semblable appel à l'Angleterre, et il se tint un grand nombre de conférences sous la double médiation de la France et de la Grande-Bretagne. On arracha des promesses de redressement de griefs; mais comme le ministre portugais ne se montrait pas disposé à abandonner ses projets ou à donner satisfaction pour l'agression qu'il venait de faire, l'Espagne profita des embarras que l'Angleterre éprouvait en Amérique pour soutenir ses droits par la force des armes.

(Novembre 1776.) Pendant que l'on s'occupait à discuter cette affaire, une expédition de 12 vaisseaux de guerre, commandée par le marquis de Casa-Tilly, ayant à bord 9000 hommes de troupes de débarquement aux ordres de don Pedro Cevallos, fit voile de Cadix et se dirigea vers les établissemens portugais dans le Nouveau-Monde. Le principal point d'attaque était l'île de Sainte-Catherine, sur la côte du Brésil. Outre sa proximité de Rio-Janeiro, elle offrait une grande importance comme centre d'une pêcherie considérable. Ses côtes étaient de difficile abord; la forteresse de Santa-Cruz défendait l'entrée du port; dans l'intérieur il y avait deux petits forts, dont les fortifications se liaient en-

semble; tout le pays était coupé par des ravins et des défilés, en sorte qu'avec une petite force, habilement postée, on pouvait facilement arrêter les progrès d'une armée entière. Les troupes réglées de l'île montaient à quatre mille hommes, sans compter la milice locale et d'autres renforts qu'on pouvait faire venir du continent voisin. Il y avait en outre une station de douze vaisseaux de guerre pour garder la côte et assurer la communication avec le continent d'Amérique.

Cependant les Portugais ne tirèrent pas de tous ces avantages pour leur défense le parti qu'ils auraient pu. Leur escadre se retira précipitamment à l'approche de la première frégate espagnole détachée pour reconnaître l'île. Santa-Cruz fut abandonné sans brûler une amorce. Les deux forts intérieurs se rendirent sur-le-champ. Le gouverneur, don Antonio Mendoza, avec la partie des troupes la plus considérable, se réfugia dans l'intérieur du pays poursuivi par les Espagnols. Engagé dans un désert, sans moyens de subsistance, ne pouvant pénétrer jusqu'aux établissemens voisins, craignant à tout moment d'être attaqué par les sauvages, il demanda à capituler. Toute sa force, qui consistait en quatre bataillons de troupes régulières, deux cents canonniers et un régiment de milice, se rendit prisonnière de guerre.

Les Espagnols, après avoir pourvu à la défense de l'île qu'ils venaient de conquérir, prirent leur direction vers le Rio de la Plata. Après quelques délais, occasionnés par des disputes qui eurent lieu entre le général et l'amiral, ils occupèrent sans résistance la colonie de Sacramento, objet de leurs longues contestations, ainsi que l'île adjacente de Saint-Gabriel, et tous les établissemens portugais situés dans cette partie de l'Amérique. (*)

(*) Voici des détails authentiques sur ces événemens que M. Ponce de Léon, un des officiers espagnols qui firent partie de cette expédition, a en la complaisance de me communiquer :

Le nombre des troupes embarquées à Cadix était de dix à douze mille hommes; l'escadre se composait de six vaisseaux de ligne et de plusienrs frégates avec d'autres bâtimens inférieurs, sous les ordres du lieutenant-général de marine le marquis de Casa-Tilly; le commandement de l'armée et de l'escadre réunies avait été conféré an lieutenant-général don Pedro Cevallos, à qui l'on donna le titre de *vice-roi supérieur*, et sous les ordres duquel on plaça les vice-rois du Pérou et de Santa-Fé pour tout ce qui avait rapport à l'attaque des possessions portugaises, tant par terre que par mer.

La navigation fut longue à cause des calmes plats qu'on éprouva, et qui dispersèrent une grande partie du convoi : à la fin, après avoir croisé quelques jours devant l'îlot désert de l'Ascension, on put réunir neuf mille hommes pour le débarquement. Le vice-roi commandant était autorisé par ses instructions à se porter sur Rio-Janeiro, le Rio-Grande de San Pedro ou l'île Sainte-Catherine, à son choix.

(4 février 1777.) Tandis que ces événemens se passaient en Amérique, la mort de Joseph, roi de Portugal, et l'éloignement du ministre Pom-

Dans le conseil de guerre qu'il convoqua, après avoir déclaré que la diminution des troupes et d'une partie du matériel rendaient le succès contre Rio-Janeiro peu probable, il soumit à sa délibération la question de savoir si l'attaque contre l'île de Sainte-Catherine serait préférable à celle contre le Rio de San Pedro.

Les opinions furent très partagées; le général commandant l'escadre fut d'avis de se diriger sur Monte-Video pour se ravitailler, ce dont on avait grand besoin après une aussi longue navigation. Dans cette divergence d'opinions des membres du conseil, le vice-roi prit le parti de le dissoudre; et en vertu de ses pouvoirs il ordonna d'attaquer l'île de Sainte-Catherine.

En s'approchant de l'île, on aperçut l'escadre portugaise qui avait quitté la baie de Sainte-Catherine, et cherchait à éviter l'engagement avec l'escadre espagnole, à laquelle elle était inférieure en nombre, comme sous le rapport de la portée des batteries des bâtimens. L'escadre espagnole opéra tranquillement le débarquement; et après avoir occupé le fort Saint-Joseph qui commande l'entrée du port, le vice-roi fit sommer le général portugais de se rendre à discrétion et de remettre l'île, ainsi que les forts qui en dépendaient sur la terre ferme. A la seconde sommation le général ennemi rendit la batterie de Santa-Cruz, composée de cinquante pièces de grosse artillerie sur la côte en face du fort Saint-Joseph, et qui commande de ce côté-là l'entrée de la baie.

Pendant que l'on était occupé à mettre l'île en état de défense, on apprit l'arrivée du reste du convoi à Monte-Video. Un seul vaisseau de ligne, le *San-Agustin*, qui était

bal, qui en fut la conséquence, mirent un terme aux hostilités et amenèrent un changement complet dans la conduite et dans les rapports de ces deux puissances. On convint immédiatement d'un

parti avec des vivres pour l'escadre espagnole, avait été pris par l'escadre portugaise. Cette circonstance ainsi que l'approche de l'hiver, firent arrêter le départ de l'expédition pour Monte-Video, après avoir fait les dispositions convenables ponr mettre l'île à l'abri de toute attaque.

Lorsque l'armée eut été réorganisée avec de nouvelles troupes, et avec les milices du pays, on attaqua la colonie de Sacramento, qui se rendit à discrétion.

Le vice-roi donna aussitôt l'ordre de démolir les fortifications et de construire avec leurs matériaux un môle dans le territoire de Buénos-Ayres sur la bande opposée en face de la colonie détruite. Le gouvernement n'approuva pas cette disposition du vice roi ; et, soit méfiance de la part de Charles III, qui ne voulait pas que ses généraux se mêlassent d'affaires purement politiques, soit à cause de la mésintelligence de Cevallos avec le général commandant de l'escadre, le vice-roi fut disgracié.

Après avoir ordonné les mesures convenables pour la démolition des forts de la colonie, le vice-roi se dirigea avec son armée sur Rio-Grande, et mit son quartier-général à Santa-Theresa ; ce fut là où il apprit la signature de la paix qui laissait à l'Espagne la possession de la colonie de Sacramento avec les forts de Santa-Theresa et de Santa-Tecla, reconnaissant les anciennes limites des possessions espagnoles sur la droite de la rivière de San-Pedro dans la direction au nord-est, jusqu'à Rio-Negro, et jusqu'aux établissemens et villages des Missions sur la frontière du Paraguay.

armistice, et le roi d'Espagne entra dans une négociation avec le Portugal sous les auspices les plus favorables.

Malgré les doubles mariages qui avaient eu lieu entre les deux maisons royales, Élisabeth Farnèse avait eu besoin de toute son adresse pour contenir la rivalité nationale pendant le règne de Philippe. L'influence de la reine Barbe avait aussi contribué à calmer cette animosité du temps de Ferdinand; mais le système politique et les grandes vues de Pombal ne pouvaient que la faire revivre dans toute sa force. La reine de Portugal n'exerçait, en sa qualité de princesse espagnole, aucune influence politique, parce qu'on craignait qu'elle ne se proposât de réunir les deux nations. Il paraît que ce fut dans le double but de son élévation personnelle et du bonheur du Portugal, que Pombal conçut le projet d'annuler le décret rendu par les Cortès de Lamego, qui établissait la succession des femmes à la couronne, et de transférer celle-ci au successeur mâle immédiat, qui était Joseph, prince du Brésil, petit-fils du souverain régnant.

Il parvint à obtenir le consentement du roi : il prépara même l'acte de renonciation qui devait être ratifié et signé par la princesse. Le secrétaire-d'état auquel Pombal se trouva dans la nécessité de confier ce secret, révéla le projet à

la reine-mère. Elle avertit sa fille de n'y point consentir, et en même temps elle en fit part à son frère le roi d'Espagne. En conséquence, lorsque Joseph présenta l'acte de renonciation à la princesse, pour qu'elle y apposât sa signature, elle demanda un délai sous prétexte de consulter sa mère. Le roi, s'apercevant que le secret était connu, se retira avec des marques de mortification et d'humeur. Par ce délai on gagna du temps, pour que la réponse pût arriver d'Espagne; et Charles ayant déclaré sa résolution de défendre les droits de sa nièce par la force, le roi et son ministre ajournèrent ou plutôt abandonnèrent tout-à-fait leur projet. Ainsi, à la mort de son père, la princesse succéda sans opposition.

La nouvelle reine avait de la reconnaissance pour Charles de l'appui qu'il lui avait prêté : le renvoi de Pombal aplanit les voies pour le retour de la bonne intelligence entre les deux cours. Dans cet état de choses, la négociation commencée prit une direction nouvelle. La cour de Portugal s'aperçut de sa faiblesse et de l'impossibilité où elle se trouvait de recevoir aucune assistance de la part de l'Angleterre. Charles était enchanté de gagner le territoire qui avait été l'objet d'une contestation aussi longue que violente. Un traité de limites fut en conséquence conclu et signé à Saint-Ildephonse, le 1er octo-

bre 1777, par le comte de Florida-Blanca et le plénipotentiaire portugais. (¹)

Ce traité réglait définitivement les trois sujets depuis si long-temps disputés. Quant au premier, le Portugal cédait la colonie de Sacramento, et avec elle la navigation du Rio de la Plata et des rivières Paraguay et Parana jusqu'au confluent du Peperiguazu avec l'Uraguay.

Le second point était l'arrangement relatif aux limites entre le Brésil et le Paraguay, surtout du du côté de Rio-Grande et de la côte de la mer, où les deux nations avaient eu constamment des prétentions opposées. Pour bien déterminer ces limites, l'Espagne céda une portion de territoire sur la Laguna-Grande et Mairin, auquel elle avait prétendu jusqu'alors.

Le troisième point était la fixation des limites entre le Brésil et le Pérou. De ce côté l'Espagne, en compensation pour Sacramento, cédait une vaste région, peu connue, qui formait la plus grande partie du pays des Amazones, et un district au sud-est du Pérou.

Par suite de cet arrangement, l'Espagne rendait l'île de Sainte-Catherine, et le Portugal abandonnait ses prétentions sur les îles Philippi-

(¹) SILVA, *Historia de Portugal*, tome III, page 98. BECCATINI, *Storia di Carolo III*, page 289. *Voyage de Châtelet en Portugal*, avec les remarques ajoutées par BOURGOIN, chapitre XVII.

nes, qu'il avait réclamées en vertu de la fameuse démarcation d'Alexandre VI.

Le roi d'Espagne profita de l'ascendant qu'il avait sur sa sœur pour resserrer les liens d'amitié avec le Portugal, en ralliant ce royaume aux intérêts de la maison de Bourbon. En conséquence, sous prétexte de lever quelques obstacles qui s'opposaient à l'exécution du traité précédent, il attira sa sœur dans sa cour, et par son intervention il forma une convention de famille, stipulant l'union commerciale et politique avec le Portugal, selon les vœux exprimés dans la déclaration de guerre de 1762, que, pour la paix ainsi que pour la guerre, l'Espagne et le Portugal devaient être considérés comme appartenant au même souverain. Cette alliance fut ratifiée dans un traité conclu au Pardo, le 24 mars 1778. Le traité de 1668 et autres plus anciens encore furent renouvelés, en rappelant qu'ils avaient autrefois servi de base à l'étroite union qui avait subsisté entre les deux nations pendant les règnes de Charles Ier et de Philippe III. L'un des deux royaumes ne pouvait entrer dans aucune guerre ou alliance, ni dans toute autre démarche quelconque, au préjudice de l'autre. Ils se garantissaient réciproquement les territoires respectifs, tant en Europe que dans l'Amérique du sud, d'après les limites tracées dans le traité préliminaire de 1777. Si l'une des deux puissances se

trouvait engagée dans une guerre, la neutralité la plus rigoureuse devait être observée par l'autre, sous la réserve toutefois que, dans le cas d'invasion, la défense réciproque, promise par les deux couronnes, devait s'entendre sans manquer à leurs engagemens envers d'autres puissances.

Quant au commerce, le traité de 1668 entre l'Espagne et le Portugal, et celui de 1667 entre l'Espagne et la Grande-Bretagne furent pris pour base de leurs rapports mutuels, en établissant de plus l'égalité avec les nations les plus favorisées, et le renouvellement de ces priviléges, dont les sujets des deux nations avaient joui pendant le règne de don Sébastien, roi de Portugal. Les deux gouvernemens devaient former en conséquence un nouveau tarif des droits, conformément aux changemens survenus depuis l'époque de ces traités, spécifier et borner leurs prohibitions aux articles indispensables; ils auraient à faire une récapitulation de leurs priviléges réciproques du temps du roi don Sébastien, pour qu'elle fût insérée dans le traité comme en faisant une partie essentielle.

Il fut encore convenu, à ce sujet, que pour compenser les cessions faites par l'Espagne, aussibien que pour faciliter aux sujets des deux nations la traite des nègres, sans dépendre des compagnies étrangères, le Portugal céderait à

l'Espagne les îles d'Annobon et de Fernando-Pó, sur la côte d'Afrique. [1]

On fit les arrangemens d'usage relatifs à la protection à accorder réciproquement aux vaisseaux des deux nations, dans le cas où il serait besoin de faire l'extradition mutuelle des criminels, parmi lesquels on comptait les assassins, les faux-monnoyeurs et les déserteurs : d'autres articles, qui roulaient sur des intérêts temporaires ou locaux, furent aussi insérés dans le traité. [2]

Florida-Blanca regardait avec raison les traités avec le Portugal comme une des plus importantes et des plus stables opérations de son ministère. Dans le *Compte rendu* de son administration [3], présenté au roi d'Espagne, il raconte avec une satisfaction toute particulière les difficultés qu'il eut le bonheur de surmonter, et les avantages qui furent le résultat de cet arrangement.

Après avoir parcouru rapidement l'histoire

[1] Après que le privilége de l'*Asiento* eut été retiré à la compagnie anglaise de la mer du Sud, l'Espagne faisait l'approvisionnement des nègres pour ses colonies par l'entremise des négocians particuliers.

[2] Traités de Saint-Ildephonse et du Pardo, dans la collection de Marten ; tome I.

[3] C'est l'*Apologie de son administration* présentée par Florida-Blanca à Charles III, en octobre 1788, et plus tard à son successeur Charles IV ; traduite de l'original espagnol. *Voyez* à la fin des Mémoires.

des disputes qui avaient précédé, et les arrangemens imparfaits conclus avec le Portugal, il fait cette remarque : « Il m'était réservé de mettre Votre Majesté à même d'atteindre seule ce but. Ce fut un des plus heureux événemens de mon ministère, que d'avoir été à la fois le témoin et l'instrument de cette acquisition par laquelle on ôtait tout refuge à la contrebande des étrangers dans le centre du pays arrosé par le fleuve de la Plata, et de priver ainsi nos ennemis des moyens de troubler la paix de nos provinces par des insurrections, en s'appropriant les richesses de notre Amérique méridionale. Ces puissantes considérations déterminèrent le cabinet du dernier règne à céder le territoire de l'Ibicui, comprenant plus de cinq cents lieues dans le Paraguay, seulement pour acquérir la colonie de Sacramento. Le traité de 1750 avait été conclu par le même principe; mais Votre Majesté se trouva dans la nécessité de l'annuler par suite des intrigues des Jésuites, et de la répugnance de la cour de Portugal à abandonner les cessions faites à cette couronne.

« Par le dernier traité de 1777, et par la convention définitive dont il fut suivi, Votre Majesté a réussi à acquérir l'Ibicui et les places cédées dans le Paraguay, en étendant vos États jusqu'à la Laguna Mairin; tandis que par le traité de 1750 ils avaient pour limite Los-Cas-

tillos-Grandes : Votre Majesté a ainsi acquis du côté de Marañon et de Rio-Negro tout le territoire dont on avait besoin, et elle a aussi fixé les limites convenables pour la sûreté de ses possessions.

« Ceux qui ne connaissent pas assez les intérêts véritables de la monarchie espagnole, et qui ne rêvent que des acquisitions, sans s'informer si elles sont ou non d'une utilité réelle, ont censuré les conditions de nos derniers traités ; ils nous reprochent d'avoir abandonné la ville de *Rio-Grande* avec *Laguna de los Patos* et rendu l'île de Sainte-Catherine, que nous avions conquise. En nous adressant ces reproches, ils ne considèrent pas que nous n'avions pas droit de conserver Rio-Grande, en opposition au traité de Paris, et que le général don Pedro Cevallos lui-même, qui s'en était emparé, représentait sa possession comme entièrement inutile pour nous. Ils ne réfléchissent point que l'île de Sainte-Catherine, sans avoir un territoire contigu dans le Brésil, nous aurait occasionné une grande dépense sans aucun profit, se trouvant exposée à des agressions, et devant nous être enlevée à la première guerre ; que la pêche de la baleine que l'on y fait, peut se faire avec bien plus d'avantage sur nos propres côtes de Buénos-Ayres et tout le long de la côte de la mer du Sud jusqu'au détroit de Magellan, où pourtant nous négli-

geons des profits bien autrement considérables. Enfin, ils devraient penser qu'étendre nos possessions dans le Brésil, ainsi que quelques uns le souhaitent, en vertu d'un titre, tel que la fameuse division faite par Alexandre VI, était un projet d'une exécution impossible, et, de plus, contraire aux engagemens antérieurs. Nous aurions encore dû céder, d'après ce principe, aux Portugais les îles Philippines, qui leur appartiennent en vertu de la démarcation faite par ce pontife.

« L'utilité de ces contrées ne se bornait pas à ces seuls avantages et acquisitions. Sa Majesté obtint aussi la cession des îles Annobon et Fernando-Pò, avec la faculté de faire le commerce des nègres directement avec la côte d'Afrique. Ceux qui savent la nécessité où nous sommes de nous servir des nègres dans nos vastes possessions des deux Amériques, les sommes immenses que nous avons payées jusqu'ici aux Portugais, aux Français et aux Anglais, des mains desquels nous les recevions, et aussi-bien celles que nous payons maintenant aux derniers, sentiront aisément les avantages que nous devrons retirer de cette faculté. Le bon ou le mauvais usage que l'on a pu faire jusqu'ici de ces avantages, ne me regarde nullement, n'ayant point été chargé de l'exécution du traité.

« A cela il faut ajouter que par ce traité nous

avons obtenu de la cour de Portugal l'offre de nous garantir la sûreté du Pérou et des autres provinces de l'Amérique du sud, non seulement contre les ennemis extérieurs, mais même contre des commotions intérieures. Il semble que *nous ayons eu le pressentiment de la guerre imminente avec l'Angleterre, qui éclata en effet en* 1779, puisque dans cette lutte, lorsque la cour de Londres voulut préparer une expédition contre le Pérou, les bons et puissans offices du ministère portugais empêchèrent cette tentative, afin de ne se pas trouver compromis lui-même par les engagemens de la garantie. On sentira aisément quels résultats funestes aurait eu pour nous une expédition anglaise contre ces provinces pendant la fameuse rebellion de Tupac Amaro et de ses partisans. La main de la Providence avait évidemment tracé le traité de Lisbonne, pour la protection de Sa Majesté et de cette monarchie, en préservant ainsi leurs vastes possessions.

« L'amitié et la bonne intelligence établies par le traité avec le Portugal furent très profitables pour nous dans la guerre contre l'Angleterre. Pour la première fois, nos ennemis ne se servaient point contre nous de la faculté de fréquenter les ports et les côtes du Portugal, tandis que nous y trouvions un asyle et des facilités pour plusieurs objets importans. Le pavillon portugais nous rendit aussi le service précieux

de conduire une grande partie de nos trésors d'Amérique sans aucun danger, surtout une somme de plus de trois millions de piastres, que le vaisseau *le Buen-Consejo* avait laissée dans l'île de Fayal, et qui fut embarquée à bord d'un vaisseau de ligne portugais, envoyé exprès par la prévoyance de cette cour, afin d'éviter qu'elle ne tombât entre les mains des corsaires. » (¹)

On ne saurait taxer d'exagération ces assertions de Florida-Blanca, car les effets du traité ne furent pas moins rapides que remarquables dans les annales du commerce de l'Espagne. En détruisant la contrebande que l'on faisait au nom du Portugal, le commerce de Buénos-Ayres reçut une nouvelle impulsion; et l'importance de cette colonie, comme position militaire et commerciale à la fois, fut élevée au plus haut degré dans cette partie de l'Amérique du sud. Afin d'obtenir tous les avantages possibles du traité, la province du Paraguay fut aussitôt après érigée en vice-royauté, dont la capitale fut Buénos-Ayres; toutes les restrictions que son commerce éprouvait auparavant furent levées. Un exemple suffira pour démontrer la situation où l'on était avant le traité : les exportations de Buénos-Ayres n'excédaient pas annuellement deux mil-

(¹) Compte rendu de l'administration de Florida-Blanca. *App.*

lions de piastres; elles montèrent après le traité jusqu'à cinq millions; et l'on peut affirmer sans hésitation que les importations furent augmentées dans une proportion encore plus élevée. (¹)

(¹) Voyages de M. le baron de Humboldt.

CHAPITRE LXX.

1776-1779.

Origine et progrès de la révolution américaine. — La France s'entend secrètement avec les provinces insurgées. — Traité qu'elle fit avec elles. — Guerre avec l'Angleterre. — Intrigues à Madrid. — Interposition et médiation de Charles. — Ses propositions captieuses. — Il se lie avec la France. — Déclaration de guerre.

Lorsque le monarque espagnol eut conclu avec le Portugal ce traité avantageux qui détruisait un des principaux motifs de troubles en Amérique, et au moyen duquel il ne lui restait pas un seul ennemi en Europe, il lui fut loisible de tourner les regards vers la lutte qui existait entre l'Angleterre et ses colonies, lutte à laquelle la France avait déjà pris part, et dont Charles en sa qualité de prince de la famille des Bourbons, et comme possesseur lui-même d'immenses colonies, ne pouvait rester spectateur indifférent.

Il n'entre point dans notre plan d'examiner à fond l'origine et les progrès de cette guerre qui devint malheureuse pour l'Angleterre. Il suffira de remarquer que l'acquisition de la Nouvelle-Écosse, du Canada et de la Floride, délivra les

Américains des craintes *salutaires* (*) qu'ils avaient eues jusqu'alors, puisqu'ils pouvaient désormais se passer de la protection de la mère-patrie contre les interminables agressions des Français et des Indiens qui étaient sous leur domination. Les utiles services qu'ils rendirent pendant la dernière guerre, leur avaient inspiré une haute opinion de leur force et de leur importance. L'augmentation rapide de leur population et de leur richesse ne pouvait qu'accroître leur confiance. Il faut ajouter à ces causes l'esprit républicain répandu parmi ces peuples, dont l'origine venait des premiers colons qui se réfugièrent dans le Nord de l'Amérique pendant les guerres civiles de l'Angleterre, esprit qui s'était propagé depuis par les mœurs de chasseurs et de négocians, qui ne voyaient dans leur constitution provinciale qu'une ombre de gouvernement monarchique, sans la splendeur ni les autres avantages dont il est ordinairement accompagné.

Un peuple d'un tel caractère n'obéissait qu'à regret à une autorité éloignée : aussi les événemens qui suivirent la paix de Paris firent-ils éclater son esprit d'indépendance. On aperçut le premier symptôme des troubles, lorsque le gouverneur anglais voulut employer de justes efforts pour abolir la contrebande avec les colonies espagnoles, le commerce clandestin ayant été la

(*) C'est un Anglais qui parle.

source intarissable jusqu'alors de la mésintelligence qui régnait avec la cour de Madrid. Pendant que les colons murmuraient encore contre cette restriction, une nouvelle et plus sérieuse cause de mécontentement se présenta. Au milieu des embarras financiers occasionnés par la guerre, le cabinet d'Angleterre adopta le principe aussi juste que simple, que les colonies ne devant leur sûreté et leur bien-être qu'aux efforts et aux sacrifices de la mère-patrie, elles auraient à supporter une part proportionnelle des charges publiques de l'État. Il conçut en conséquence le dessein de lever un impôt sur les Américains en sus des contributions modérées, nécessaires pour maintenir leur gouvernement particulier. Pour ne point blesser les sentimens d'un peuple indépendant, l'impôt fut établi sous la forme irréprochable de droit du timbre.

Les colons repoussèrent avec indignation cet impôt sur le motif général que, d'après les principes de la constitution anglaise, aucune levée d'impôts ne saurait avoir lieu sans représentation. Les employés du roi chargés de l'administration du timbre devinrent en conséquence l'objet des insultes et des outrages. La cause des colons trouva en Angleterre des avocats zélés; et les divers ministères qui se succédaient avec une grande rapidité, se trouvaient placés de manière à ne pouvoir ni effrayer, ni gagner un peuple

qui se méfiait de ses gouverneurs, et qui souffrait impatiemment leur autorité. La malencontreuse contribution fut abolie (1765); mais l'ordonnance qui la rapportait était accompagnée d'une déclaration confirmant le droit exercé par le parlement britannique; elle fut même suivie d'autres impôts encore plus sujets à des objections que celui du timbre, tant dans leurs principes que dans leur exaction. Ceux-ci furent à leur tour remplacés dans le commencement du ministère de lord North par un seul impôt sur le thé, qui avait l'air d'être plutôt un moyen imaginé pour sauver l'honneur de la mère-patrie, qu'une ressource financière. Au milieu de ces faiblesses, et à la faveur de ces tâtonnemens, l'esprit de révolte faisait chaque jour de nouveaux progrès. Par surcroît de malheur pour l'Angleterre, les virulentes déclamations des divers partis qui figuraient sur la scène politique dans ce royaume ne servirent qu'à aggraver le mal.

Encouragés par les nombreux défenseurs que les colons avaient dans la métropole, leurs chefs mécontens osèrent prendre l'attitude d'une résistance ouverte. Le gouvernement, de son côté, ne négligea point de prendre des mesures pour faire respecter son autorité; mais elles portaient toutes le même caractère d'hésitation et d'incertitude qui avait enhardi la rébellion. Elles furent d'ailleurs prises avec une confiance présomp-

tueuse de la part de l'administration, qui méprisait la force, le courage et les talens des insurgés. Des troupes furent à la vérité envoyées en Amérique, mais elles n'étaient point en assez grand nombre pour obtenir la soumission, si la soumission devait être obtenue par la force; et tandis que le gouvernement n'exerçait que faiblement son autorité, des tentatives réitérées de négociations ne servirent qu'à stimuler le zèle d'un peuple à qui tout avait réussi jusque-là au-delà de ses espérances. La France saisit cette occasion favorable, et encouragea secrètement les insurgés par ses promesses et des secours réels.

Les événemens de la guerre prirent bientôt l'aspect de commotions civiles des plus acharnées. Dans les premières affaires qui eurent lieu contre une armée régulière et disciplinée, les insurgés furent constamment battus, et toutes les rencontres furent à leur désavantage; mais ils acquéraient de l'expérience et du courage par les défaites même. La nature du pays leur offrait des asyles pour se rallier, et pour tenter de nouveaux efforts. Il est vrai que l'armée royale occupait les postes fortifiés et les principales communications; mais il était impossible de soumettre une population nombreuse défendue par un vaste territoire désert et sauvage qu'elle connaissait, et surtout exaltée comme elle l'était, par tout ce

que l'habileté de ses chefs et l'injustice de la querelle présentaient à ses yeux.

Dans le cours de la lutte, l'insurrection s'organisa; une assemblée ou congrès composé des députés des provinces insurgées fut formé à Philadelphie (décembre 1774). Le plan n'était pas cependant assez mûri, ni les sentimens du peuple assez préparés pour rompre entièrement les liens qui l'unissaient à la patrie de ses ancêtres. Cela n'empêcha pas la nouvelle assemblée d'exercer de prime abord toutes les fonctions d'un gouvernement régulier. Elle créa du papier-monnaie, leva et organisa des troupes, fit des lois sous la forme de réglemens, et conféra le commandement de l'armée à Washington, un des colons de la Virginie qui s'était fait remarquer dans la guerre précédente, et qu'on peut à juste titre appeler le Fabius de l'Amérique. Bientôt ce premier congrès fit voir la futilité de ses protestations de loyauté et de modération en envahissant le Canada, et en attaquant la ville de Québec; il adressa des proclamations insidieuses à la Jamaïque, à l'Irlande, et jusqu'au peuple de la Grande-Bretagne.

Il ne jeta pourtant entièrement le masque qu'à l'époque où les troupes anglaises furent obligées de quitter Boston, par le manque d'approvisionnemens (17 mars 1776). On saisit l'occasion de l'enthousiasme du peuple, par suite

de cet événement, pour faire une déclaration d'indépendance (4 octobre 1776), et pour régulariser le système du gouvernement fédéral sous le titre de *Confédération* et d'*Union perpétuelle*, comprenant d'abord onze provinces, et éventuellement toutes les treize qui existaient. Le premier acte de souveraineté fut la nomination d'agens accrédités auprès des principales cours de l'Europe, particulièrement celle de France, dont on invoquait plus spécialement la protection et l'assistance. Les personnes choisies pour cette mission furent Silas Deane et Arthur Lée, et plus tard le fameux Franklin, agent principal de la révolution; ces envoyés furent reçus et protégés, quoique non publiquement reconnus par la France.

Les progrès de la rébellion décidèrent le gouvernement anglais à tenter une opération, qui, quelques mois plus tôt, aurait probablement été couronnée par le succès. Une armée de cinquante mille hommes fut envoyée en Amérique, pour venger les droits et la dignité de la couronne d'Angleterre. Le général Howe, qui commandait le corps principal, obtint des avantages signalés sur la circonspection et l'habileté du chef américain; le congrès fut chassé de Philadelphie (le 27 septembre). L'armée découragée, affaiblie, ne dut sa conservation qu'aux forêts et aux déserts. Washington lui-même désespéra un

moment de la cause qu'il soutenait. Mais sans tenir aucun compte de l'opinion générale ni de la nature du pays, on entreprit la funeste expédition du Canada, commandée par le général Burgoyne, dont le résultat fut la perte et la reddition de dix mille hommes dans la position de Saratoga; événement qui releva le courage des Américains, précisément au moment où ils étaient découragés par leurs désastres. Ce fut là le signal attendu depuis long-temps avec tant d'impatience par les Français. Tant que l'issue de la lutte était encore douteuse, ils avaient déguisé leurs hostilités sous les formes d'une neutralité perfide; ils avaient fomenté l'insurrection par des secours en argent et par des envois d'armes. Ils avaient envoyé aussi des officiers pour instruire les Américains dans l'art de la guerre; mais lorsque la crise arriva, et qu'elle parut devoir arracher à l'Angleterre des concessions qui ne pourraient qu'aboutir à une négociation, lorsqu'on nomma des commissaires pour traiter d'un arrangement qui pût concilier la suprématie de l'Angleterre avec la liberté de ses colonies, ils prirent part d'une manière directe et ostensible dans cette affaire. Un traité d'union, d'amitié et de commerce, fut conclu avec les agens américains à Paris, par lequel leur indépendance était reconnue. En échange, les députés des colonies promirent, en leurs noms, de ne plus ren-

trer, dans aucun temps, sous l'obéissance de la couronne d'Angleterre. La notification de cet engagement, faite à l'Angleterre le 13 mars 1778, fut le signal de la guerre. Deux mois après la signature du traité, une escadre française de douze vaisseaux de guerre, avec une division de quatre mille hommes de troupes, fit voile pour l'Amérique sous le commandement du comte d'Estaing, qui était accompagné par M. Gérard, secrétaire du conseil d'état, accrédité comme ministre auprès de la nouvelle république. (1)

L'épée une fois hors du fourreau, on ne s'occupa plus que des préparatifs pour soutenir une lutte aussi sérieuse. On rassembla sur les côtes de la Normandie et de la Bretagne une armée de cinquante mille hommes, pour menacer l'Angleterre d'une invasion. Les deux nations équipèrent de fortes escadres pour se rendre maîtresses du canal. Il y eut, le 7 septembre 1778, un engagement sans résultat définitif, à la hauteur d'Ouessant, entre l'escadre anglaise de trente et un vaisseaux de guerre, commandée par Keppel, et l'escadre française de trente-deux vaisseaux, aux ordres de d'Orvilliers. Les Fran-

(1) Le lecteur peut consulter l'*Histoire de Georges III* par Adolphus, où il trouvera la meilleure relation, et la plus détaillée, sur l'origine et le progrès de la révolution américaine.

çais s'attribuèrent la victoire; mais ils n'osèrent entreprendre aucune hostilité contre les îles britanniques.

La guerre n'ayant pas été suivie de résultats décisifs en Europe, les deux nations la portèrent en même temps dans d'autres régions du globe. Les Anglais s'emparèrent, le 7 septembre, de Sainte-Lucie et de la Dominique française. Ils soumirent successivement, sur la côte d'Afrique, les établissemens rivaux de Gorée et du Sénégal. Dans les mers de l'Inde, les Français se virent dans la nécessité de rendre Pondichéry, le seul établissement qui leur restât.

Madrid devint alors, comme il l'avait été naguère, le centre et le théâtre de discussions politiques qui s'établirent entre les puissances belligérantes. D'un côté, les Anglais cherchèrent à inspirer des craintes au roi d'Espagne sur la tranquillité de ses colonies, que l'exemple pouvait porter à la rébellion, si elles parvenaient à triompher dans le nord de l'Amérique; d'une autre part, la France revenait toujours à son argument ordinaire, déduit de l'intérêt commun de la maison de Bourbon, et de l'orgueil tyrannique que l'Angleterre mettait dans ses agressions. On pressait le roi d'Espagne de saisir une occasion favorable de détruire une puissance rivale, affaiblie par des divisions intestines et par la révolte de ses colonies, et de lui ravir par là l'in-

fluence qu'elle avait exercée sur les États du continent.

Charles balança un moment entre ces deux intérêts opposés : il parut disposé à suivre l'exemple donné par Ferdinand, d'une sage neutralité. Il assura à l'ambassadeur anglais, lord Grantham, qu'il était tout-à-fait étranger au traité conclu entre la France et l'Amérique, et qu'il n'avait connu cette alliance que lorsqu'elle fut rendue publique. Florida-Blanca déclara aussi, d'une manière explicite, qu'il considérait l'indépendance des colonies américaines comme non moins préjudiciable à l'Espagne qu'à la Grande-Bretagne elle-même. Il avoua que le roi, son maître, n'avait point cédé aux instances de la France, pour qu'il reconnût leur indépendance; il alla même jusqu'à témoigner un grand déplaisir de la conclusion du traité avec l'Amérique, sans sa participation.

Malgré ces assurances solennelles et réitérées, le ministre espagnol continua ses préparatifs de guerre ; il méditait déjà de s'unir avec la France, afin de se partager les dépouilles d'une nation que l'on considérait comme marchant à grands pas vers son déclin. La manière dont on s'y prit pour déclarer la rupture, ne fut rien moins que franche et courageuse; elle fut au contraire insidieuse, tout-à-fait contraire au caractère généreux de la nation espagnole, et peu

honorable pour un souverain qui se glorifiait de maintenir les règles de la bonne foi et d'agir avec justice (*). Le prétexte ostensible, pour intervenir dans cette querelle, fut l'expédient banal d'une médiation; et pour faire croire à ce dessein, on nomma un nouvel ambassadeur près la cour de Londres : ce fut le comte d'Almodovar qui fut choisi (17 janvier 1779). Les hostilités ne furent pas plus tôt commencées, que le roi d'Espagne renouvela ses vœux de maintenir la bonne intelligence, et de resserrer encore de plus en plus les liens d'amitié qui existaient entre l'Espagne et l'Angleterre. Il offrit ensuite sa médiation, et se plaignit, sans aucun motif apparent, de ce qu'on eût méconnu ses bons offices. Sur la réponse du gouvernement anglais, qu'il serait contraire à l'honneur national de solliciter l'intervention d'une puissance étrangère, jusqu'à ce qu'on sût quelles étaient les vues de la France, il s'offrit à ouvrir la négociation, en épargnant ainsi aux deux parties l'humiliation de faire les premières démarches. Il fit entendre que chaque gouvernement pourrait envoyer ses conditions à Madrid, en offrant son intervention pour ouvrir une discussion entièrement libre et impartiale, et il proposa de

(*) *Voyez* le *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca, où il reproche aux Anglais d'avoir repoussé les propositions et les vues pacifiques de Charles III.

rédiger un traité définitif, basé sur les demandes et les offres des deux parties intéressées.

L'Angleterre borna ses demandes à un seul article. Partant du principe reconnu qu'elle avait le droit de s'entendre avec ses propres colonies, sans aucune intervention étrangère, elle déclarait que, si la France retirait son assistance aux colons américains, elle s'empresserait de rétablir, pour sa part, la bonne intelligence qui avait existé entre les deux couronnes. La France, au contraire, demandait pour condition préliminaire, que l'Angleterre reconnût l'indépendance des colonies, et qu'elle rappelât toutes ses forces de terre et de mer : elle se réservait en outre la faculté de produire de nouvelles demandes, sous prétexte de corriger ou d'expliquer les traités précédens.

La négociation fut continuée sur ces bases. La France persista dans ses demandes ; elle prétendit que l'honneur de la couronne l'empêchait de manquer à ses engagemens, et que les colons eux-mêmes avaient déclaré leur résolution de n'entrer dans aucune négociation, sans qu'au préalable leur indépendance ne fût reconnue. Elle refusait en même temps de déterminer la nature des prétentions réservées par la discussion ultérieure. L'Angleterre, dans sa réponse, protesta contre ce mode captieux de négociation. Sans abandonner sa première proposition, elle

se montra disposée à accorder une amnistie générale aux colonies révoltées : elle promit de traiter avec elles comme avec des peuples confédérés pour la restauration du gouvernement légal et pour le redressement de leurs griefs.

En prenant le rôle d'arbitre, le roi d'Espagne fit bientôt voir sa partialité en faveur de la France; il se conduisit d'une manière opposée à ses protestations, en rejetant les modifications offertes par l'Angleterre, et en présentant un projet de pacification qui renfermait plus ou moins explicitement le principe fondamental d'indépendance posé par la France. On rédigea donc, d'après ces suggestions, trois propositions différentes.

1°. Une trève de vingt-cinq ans entre l'Angleterre et ses colonies, pendant laquelle la paix serait négociée, et les points en question, entre l'Angleterre et la France, réglés. 2°. Une trève avec la France, en y comprenant les colonies. 3°. Une trève indéfinie avec les colonies et la France, à condition pourtant de réunir, en se prévenant un an d'avance, un congrès à Madrid, composé des plénipotentiaires des trois parties, dans lequel le plénipotentiaire de l'Espagne serait le quatrième. La convention devait être signée par les agens américains à Paris, et revêtue de l'approbation de leurs commettans, que la France prenait sur elle d'obtenir. En at-

tendant, les colonies devaient jouir de la liberté de commerce et de l'indépendance *de fait;* l'Angleterre retirerait tout-à-fait ou réduirait au moins ses forces; ses communications avec les pays insurgés seraient réglées.

« Par un tel projet de paix, disaient les ministres anglais, on avait décidé tout ce qui était en question : toutes les conditions rejetées s'y trouvaient insérées. » Ainsi l'Angleterre refusa d'y consentir, en déclarant que si on la forçait d'accepter des conditions semblables, il serait plus conforme à l'honneur et à la dignité de la nation de les accorder directement aux Américains eux-mêmes, plutôt que par l'intervention de la France. On accompagna ce refus du plus vif témoignage de respect et de considération pour la personne et pour le caractère du monarque espagnol.

Mais avant que cette réponse définitive ne fût arrivée à Madrid, Charles avait déjà pris son parti. Après avoir passé tout le temps de la négociation à terminer ses préparatifs militaires et maritimes, il jeta le masque tout à coup, retira avec dépit sa médiation, et ordonna à son ambassadeur de quitter la cour d'Angleterre sans le cérémonial d'usage, qui consiste à prendre congé.

Pour mieux déguiser sa défection, une lettre violente fut écrite au secrétaire d'état, lord Wey-

mouth, par son ambassadeur Almodovar, dans laquelle, sans la moindre apparence de vérité, il accusait l'Angleterre de méditer une attaque contre Cadix, et un débarquement dans les îles Philippines. Cette lettre violente fut suivie d'une déclaration de guerre, contenue dans un manifeste très étendu et travaillé avec soin. C'est une des pièces les plus étranges qu'on puisse trouver dans la correspondance diplomatique : elle contient une longue et fastidieuse énumération des outrages que l'Espagne avait essuyés de la part de la Grande-Bretagne; tels que violation de territoire, insulte au pavillon espagnol, prises faites contre le droit des nations, sentences partiales des cours britanniques de l'amirauté, empiétemens et dévastations dans la baie de Honduras et sur la frontière de la Louisiane : ces griefs étaient énumérés avec une précision arithmétique véritablement plaisante. Les outrages commis contre des vaisseaux espagnols, y compris des paquebots, y sont portés à douze; les insultes à la marine espagnole, à quatre-vingt-six; les invasions de territoire, à onze; et le nombre total des griefs, depuis 1776 jusqu'à 1779, sans compter plusieurs autres petites offenses, se monte à plus de cent. On ajoutait à cette énumération un rapport non moins faux que partial de la dernière négociation, accompagné de plaintes sur le manque d'égards qu'on

avait montré pour la personne du roi d'Espagne, en rejetant sa médiation. Enfin, on reprochait au gouvernement anglais d'offrir aux Américains, soit secrètement, soit en public, des conditions bien autrement importantes que celles proposées en vain par l'Espagne, et de vouloir tromper les colonies par la forme d'un traité, afin de tourner leurs forces réunies contre la maison de Bourbon

Il a été avancé, par des personnes qui étaient à même de pouvoir juger sur cette matière, qu'avant la résolution prise par Charles, et lorsqu'il témoignait du mécontentement contre la France de ce qu'elle avait reconnu l'indépendance des colonies, il eût été aisé, à la faveur de quelque concession importante, d'obtenir du moins sa neutralité. Ce qui pourrait appuyer cette opinion, c'est que son ambassadeur à Londres fit quelques insinuations relativement à l'offre de Gibraltar, faite par M. Pitt, et qu'il demanda un extrait de la dépêche mémorable faite à ce sujet; mais on ne saurait déterminer si cette insinuation fut sincère, ou bien si elle doit être considérée comme une de ces ruses diplomatiques si souvent employées. Il est surtout fort douteux que l'espèce de neutralité que l'Espagne aurait pu adopter alors n'eût point été trop chèrement payée au prix d'un aussi grand sacrifice. (*)

(*) *Voyez* le Chapitre additionnel, article *Politique ex-*

L'habileté reconnue de lord Grantham, chargé de conduire en même temps la négociation à Madrid, ne put surmonter l'influence de l'ambassadeur de France ni déconcerter ses manœuvres et celles de ses partisans; elle fut également impuissante pour faire changer la résolution prise d'avance par Florida-Blanca, de s'unir avec la France pour faire la guerre à l'Angleterre: il ne resta donc d'autre parti à prendre, au gouvernement britannique, que de justifier sa conduite aux yeux de l'Europe. Il est assez remarquable que, soit dans les déclarations faites à ce sujet, soit dans la correspondance entre les deux cours, il existe plusieurs des griefs accumulés dans le manifeste espagnol, dont il ne fut nullement question, et que d'autres furent si légèrement traités, qu'il ne reste aucun doute sur le peu d'importance qu'on y attachait. (1)

térieure; voyez aussi le *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca, à la fin du volume.

(1) Correspondance entre lord Weymouth et lord Grantham, dans les *Papiers de Grantham. Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca, n° 5. *Histoire de George III*, par Adolphus, vol. III, pages 162 et 172, où l'on trouve un excellent rapport sur cette négociation, rédigé d'après les documens les plus authentiques. Collections de feuilles politiques tant anglaises qu'étrangères.

CHAPITRE LXXI.

1779-1781.

Préparatifs de guerre faits par l'Espagne avant la déclaration des hostilités. — Alliances contractées dans le but de diminuer l'influence de l'Angleterre. — Traité avec Maroc. — Jonction des escadres de France et d'Espagne; leur apparition dans le canal, et leur retour sur leurs propres côtes. — Brouillerie momentanée entre la France et l'Espagne. — Blocus de Gibraltar. — Expédition de Rodney pour secourir cette place. — Perte d'un convoi espagnol. — Défaite de l'escadre aux ordres de don Juan de Langara. — Prise des flottes britanniques des Indes Orientales et Occidentales. — Expédition de l'amiral Solano aux Indes Occidentales. — Soumission de la Floride Occidentale. — Attaque des établissemens anglais dans la baie de Honduras.

S'il fallait encore des preuves que l'Espagne avait résolu de provoquer les hostilités, et qu'elle n'était pas de bonne foi pendant les négociations précédentes, on en trouverait de bien concluantes dans ses préparatifs faits de longue main, et dans ses arrangemens, tant publics que secrets, avec toute puissance ennemie déclarée de l'Angleterre, ou disposée à le devenir et à prendre part à la nouvelle lutte. C'est dans cette vue que Florida-Blanca continua la négociation que le ministère précédent avait commencée, de concert avec

la France, avec Hyder Aly, contre la puissance anglaise dans l'Orient. Il se lia intimement aussi avec la Prusse, qui, depuis la paix de Paris, nourrissait une grande inimitié contre l'Angleterre. Il chercha à calmer le ressentiment passager que la conduite de la France avait excité dans la cour de Vienne, pendant la dispute sur la succession bavaroise; il parvint également à faire taire la vieille haine de la Prusse contre l'Autriche, et, par sa coopération, fit tourner la plus grande partie du corps germanique contre l'ennemi héréditaire de la maison de Bourbon.

Les négociations du ministère espagnol s'étendirent jusqu'à Pétersbourg; il sut acquérir assez d'influence à la cour ou dans le cabinet russe pour affaiblir cette partialité, résultat de l'union longue et intime qui subsistait entre la Russie et l'Angleterre (¹). Les représentations réunies de la France et de l'Espagne engagèrent l'impératrice, non seulement à abandonner l'idée d'aider l'Angleterre avec son escadre, en unissant ses armes à celles de la Prusse contre l'Autriche, mais à se laisser entraîner jusqu'à devenir médiatrice pour la paix de Teschez (13 mai 1779), en prévenant par là la continuation de la guerre

(¹) Florida-Blanca, dans son *Compte rendu*, n° 5, avoue ces desseins hostiles contre l'Angleterre, et ne fait point un mystère de ce que la négociation avait donné la facilité à l'Espagne de faire ses préparatifs.

en Allemagne, ce qui aurait forcé les troupes françaises de se concentrer sur leurs propres frontières, au lieu d'être employées dans des opérations lointaines. ([1])

Florida-Blanca favorisa en même temps les manœuvres de la France, tendant à maintenir la rivalité commerciale de la Hollande; et il leurra la cupidité de ce peuple, qui traitait avec la perspective de succéder aux priviléges commerciaux dont l'Angleterre avait joui jusqu'alors en Espagne.

Mais ses principaux efforts eurent pour objet les États barbaresques, dont l'amitié et l'assistance pouvaient contribuer essentiellement à l'attaque projetée contre Gibraltar, qui avait toujours été le point de mire de l'Espagne dans ses querelles avec l'Angleterre. Le mauvais succès de l'expédition contre Alger avait convaincu le ministre que des hostilités ouvertes ne pourraient aboutir qu'à de nouveaux malheurs, et qu'on n'obtiendrait aucun résultat par ce moyen. Il eut en conséquence recours à de nouvelles négociations, et se décida à entrer, pour la première fois, dans un traité solennel avec des gens qui, jusqu'alors, avaient été considérés comme des ennemis irréconciliables, tant sous le rapport de la religion que sous celui de la politique.

L'empereur de Maroc se détermina d'envoyer

([1]) *Histoire de la maison d'Autriche.*

un ambassadeur à Madrid, sous prétexte de donner publiquement une satisfaction pour son attaque de Melilla; cette ambassade était accompagnée de présens, qui sont dans ce pays-là les moyens en usage pour solliciter. Par l'entremise de cet agent, on conclut un traité qui éloignait le prince mauresque de l'Angleterre : il déposa même une partie de son trésor, comme gage de sa sincérité, ouvrit ses ports aux vaisseaux espagnols, et favorisa les projets de la cour dans ses opérations subséquentes. Outre ces avantages directs, l'amitié des Barbaresques donnait aux Espagnols la facilité de diminuer la force de leurs garnisons sur la côte d'Afrique, même sous le rapport de l'artillerie et des magasins. Voici l'observation que fit au roi Florida-Blanca, au sujet de ce traité : « Votre Majesté sent mieux que tout autre combien notre embarras aurait été grand, si, en négligeant de former à propos cette alliance, l'Angleterre eût excité les Maures à attaquer Ceuta ou Melilla, ou bien à traverser toutes nos mesures pour former le blocus de Gibraltar, et pour l'approvisionnement de notre camp, par le moyen des croisières des pirates du détroit.

On doit compter au nombre des mesures qui se rattachaient d'une manière directe aux vues de l'Espagne l'alliance avec le Portugal, qui garantissait la sécurité des colonies de l'Amérique

du sud, et faisait d'un cabinet ennemi, un allié puissant, dont les États pouvaient seuls rendre une agression possible contre sa frontière.

Dans l'intérieur de l'Espagne, la politique avait été dirigée par le même esprit qui avait présidé à toutes les mesures prises à l'extérieur pour augmenter l'influence et le pouvoir de la couronne. On ne négligea aucun préparatif pour faire une guerre prompte et vigoureuse. L'amitié contractée avec le Portugal facilita l'arrivée des secours qui provenaient du Nouveau-Monde : on s'arrangea de manière à faire entrer des fonds dans le trésor, et les nouvelles taxes qui avaient été projetées en 1770, pour le cas où la guerre viendrait à éclater, furent mises à exécution. L'armée était plus nombreuse et mieux disciplinée et équipée qu'à aucune autre époque depuis la guerre de la succession. La partie disponible de l'escadre, sans compter les vaisseaux destinés pour le service et la protection des colonies, était composée de plus de quarante vaisseaux de ligne.

L'Espagne, munie de tels avantages, au-dedans et au-dehors, soutenue par de puissantes alliances, et possédant tout ce qui était nécessaire pour l'attaque et la défense, se flattait hautement que le moment était arrivé d'obtenir un ample dédommagement pour ses pertes et mortifications passées. Elle comptait pouvoir accabler

une nation qui devait, selon elle, succomber sous les attaques réitérées de ses nombreux ennemis. On s'imaginait que la marine anglaise, jadis l'effroi de l'Europe, pourrait à peine se mesurer désormais avec les escadres françaises. On tirait, avec un air de triomphe, l'induction que quarante vaisseaux de ligne de plus devaient rendre à la France, sans opposition, l'empire de la mer, et qu'on parviendrait, sinon à conquérir, du moins à humilier un pays qui avait été jusqu'alors le principal obstacle opposé à l'ambition de la maison de Bourbon, et dont le pouvoir et la prospérité avaient été tour à tour un sujet de crainte et un objet d'envie.

Pour mieux assurer cette supériorité de forces et prévenir les efforts que pourrait tenter l'Angleterre, l'entreprenant Florida-Blanca fut d'avis de mettre en mer pendant qu'on s'occupait de la négociation, projet qui aurait pu amener les résultats les plus décisifs; mais cette proposition ne cadrait pas avec la sollicitude du gouvernement, qui ne voulait pas compromettre la sûreté du commerce national; en outre elle était contraire aux scrupules de Charles, qui voulait éviter jusqu'à l'apparence même d'une agression. Il fut donc convenu que les escadres françaises et espagnoles seraient réunies, aussitôt que l'Espagne déclarerait être d'accord sur tous les points avec le cabinet de France.

L'armée française qu'on rassembla sur la côte s'élevait à cinquante mille hommes. On prépara les vaisseaux de transport et tout ce qui était nécessaire pour effectuer un débarquement. La France, au moyen de ses intrigues, trouva dans le sein même de l'Angleterre des traîtres prêts à seconder ses desseins, au moment où les escadres combinées se préparaient à avancer, et à protéger le passage de l'armement au travers du canal. D'Orvilliers appareilla de Brest, le 3 juin, avec trente vaisseaux de ligne, avant même que leur équipement fût tout-à-fait terminé, et que l'escadre anglaise fût en état de prendre sa station. Il fit voile vers la côte d'Espagne. Arrivé devant le Ferrol, où une division de huit vaisseaux devait le rejoindre, il fit les signaux convenus; mais l'amiral espagnol, don Louis d'Arce, refusa d'obéir sous prétexte que le vent était contraire. Il excusa plus tard sa lenteur et son refus, en élevant une dispute relative au rang et à la préséance (¹). L'amiral français se dirigeant alors sur Cadix, il y fut rejoint par la grande expédition de trente vaisseaux de ligne, et par la division du Ferrol à son retour. Alors la force totale de soixante-huit vaisseaux de ligne, sans compter les frégates et autres bâtimens inférieurs, fit voile vers le canal.

Jamais, depuis le temps de la fameuse *Ar-*

(¹) *Compte rendu* de Florida-Blanca.

mada, les îles britanniques n'avaient été menacées par une expédition aussi formidable, et elles s'étaient rarement vues si peu préparées à soutenir une guerre maritime. Le gouvernement anglais, endormi dans une profonde sécurité par les perfides protestations de l'Espagne, se reposait avec confiance sur l'intérêt évident de cette puissance à ne point favoriser la révolte des colonies; il n'avait fait aucun préparatif pour une défense proportionnée à la grandeur du danger qui le menaçait. L'escadre commandée par l'amiral Hardy, n'excédait pas trente-huit vaisseaux; et les efforts qu'on fit pour lever des forces militaires, et pour prendre les autres précautions contre un débarquement, ne servirent qu'à augmenter l'alarme universelle. Une terreur panique se répandit tout le long des côtes méridionales, au point qu'une foule de personnes cherchaient un refuge dans l'intérieur de l'île.

Mais la division, qui ne manque jamais de se mettre entre les Français et les Espagnols, lorsqu'ils font conjointement la guerre (du moins l'histoire en offre la preuve), contribua à faire échouer un projet si bien combiné. Les escadres de France et d'Espagne, quoique couvrant une grande étendue de mer, ne rencontrèrent point celle de l'amiral Hardy : elles arrivèrent à l'entrée du canal vers les derniers jours de juin. Mais tandis que les Espagnols étaient d'avis d'opé-

rer le débarquement sur-le-champ, les Français persistèrent dans leur dessein, de détruire auparavant l'escadre anglaise, qui, selon eux, devait être écrasée par l'immense supériorité de leurs forces. Il arriva donc qu'après avoir croisé avec ostentation devant Plimouth, ils se dirigèrent de nouveau devant l'embouchure du canal. Ayant passé la plus grande partie du mois devant les îles Sorlingues, ils finirent par essuyer la mortification de voir l'amiral anglais gagner l'entrée du détroit, malgré tous les efforts qu'ils eussent pu faire. Ils le suivirent au-delà de Plimouth; mais ils n'osèrent pas courir la chance d'un engagement partiel, dans la partie la plus resserrée du canal, où ils ne pouvaient profiter de la supériorité du nombre.

La perte d'un temps précieux décida de la destinée de l'expédition. Aussitôt que la première alarme eut averti la nation anglaise du danger qui la menaçait, des préparatifs de guerre se firent sur tous les points avec une activité inexprimable. Le pays, naguère si mal préparé pour sa défense, fut en un clin-d'œil en état de provoquer lui-même l'attaque au lieu de la craindre. Au contraire les escadres combinées, décimées par les maladies, suite forcée d'un équipement incomplet, surtout par les fatigues des plus pénibles opérations, perdant tout espoir de succès, effrayées de l'approche des tempêtes de

l'équinoxe, furent forcées de rentrer à Brest dans un état d'affaiblissement total. Si l'on excepte une insulte fâcheuse, mais sans aucun résultat, faite par les cours de Bourbon au pavillon britannique, insulte que l'on n'avait point éprouvée depuis que l'amiral hollandais Ruyter entra dans le port de Chatham, elles n'obtinrent aucune autre compensation de leurs grands efforts maritimes, et ne remportèrent d'autre avantage de leur grande supériorité que la prise de l'*Ardent*, vaisseau de soixante-quatre canons, qui tomba en leur pouvoir parce que son équipage croyait se trouver au milieu de l'escadre anglaise. L'Espagne ne recueillit d'autre fruit des magnifiques promesses de son allié, que la sévère et mortifiante leçon d'avoir échoué devant des forces inférieures. Les fatigues et les maladies enlevèrent à peu près trois mille hommes aux Espagnols. La perte des Français fut encore plus considérable; et cet immense armement fut pendant plusieurs mois trop affaibli pour pouvoir reprendre la mer. (¹)

Cet échec amena une mésintelligence sérieuse entre les deux cours alliées. Elle s'accrut par le refus de la France de contribuer à la prise de Gibraltar et de Minorque, à la reprise des Florides, et à l'invasion de la Jamaïque.

(¹) *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca. Beccatini, page 304. Rapports officiels.

Au milieu de ces opérations, Gibraltar avait été investi par terre et bloqué par mer. La détresse à laquelle était réduite la garnison faisait espérer à la cour d'Espagne la prochaine reddition de cette place. Elle connaissait l'énergie de la marine anglaise; l'armement qu'on équipait sous les ordres de l'amiral Rodney, pour délivrer ce poste important, lui causait tant de crainte qu'elle termina avec la France un arrangement pour rendre vaine cette tentative. Les deux cours déployèrent une activité extraordinaire pour mettre leurs escadres délabrées en état de tenir la mer. Le comte d'Aranda lui-même, qui était alors ambassadeur d'Espagne à Paris, se rendit à Brest pour presser les préparatifs. Un plan fut tracé pour distribuer les forces maritimes dans des parages où l'on croyait pouvoir couper la route à l'escadre anglaise.

Elle devait être attaquée devant Brest par une escadre combinée de quarante vaisseaux. En supposant même qu'elle fût assez heureuse pour échapper à ce danger, on avait pris les mesures nécessaires pour réunir une escadre de quinze vaisseaux, tirés des ports de Galice, auxquels se joignaient d'autres vaisseaux employés pour le blocus de Gibraltar, dans le but de l'attaquer lorsqu'elle entrerait dans la Méditerranée. (1)

Un singulier concours d'événemens extraor-

(1) *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca.

dinaires que la prudence humaine ne pouvait prévoir, mais surtout la promptitude et la grande habileté de l'amiral anglais, firent échouer ces projets ambitieux. Florida-Blanca avait calculé qu'après avoir pourvu à la défense du canal, la cour d'Angleterre n'oserait détacher qu'une douzaine de vaisseaux tout au plus pour des opérations éloignées. Cette conjecture acquit une plus grande force par des ordres expédiés de l'amirauté d'Angleterre, dont Almodovar parvint, par ses espions, à obtenir des copies qu'il envoya en Espagne. Mais aussitôt que les préparatifs furent terminés, Rodney partit avec vingt vaisseaux et passa devant Brest, avant que l'escadre combinée ne fût prête à se mettre en mer.

La fortune se plut à couronner ses efforts : à peine était-il arrivé sur les côtes d'Espagne qu'il aperçut un convoi de quinze voiles, escorté par un vaisseau de soixante-quatre et quatre frégates qui avaient été équipés par la compagnie de Caracas, pour transporter une grande quantité de munitions et de vivres de San Sebastian à Cadix. Pas un seul de ces vaisseaux n'échappa; les munitions furent envoyées en Angleterre, et les provisions contribuèrent à augmenter celles destinées pour la garnison de Gibraltar qui en manquait.

Cette prise fut le prélude d'autres succès plus signalés. Dans ce moment critique, les vents de l'équinoxe empêchèrent la jonction des deux es-

cadres espagnoles dans le détroit. Celle du blocus, commandée par don Juan de Langara, gagna le large dans la Méditerranée. Celle de Galice, sous les ordres de don Luis de Cordova, après avoir beaucoup souffert dans la traversée, se réfugia à Cadix. Langara, qui s'était refait à Carthagène, put reprendre sa station. Mais on apprit alors que, loin de n'avoir qu'un détachement, l'amiral anglais s'était mis en mer avec presque toutes les forces de l'escadre du canal. Les ordres envoyés à Cadix y arrivèrent trop tard pour prévenir le départ de Langara [1], qui, après avoir été forcé de gagner le large par un grand coup de vent, se trouva en présence de l'escadre de Rodney, vers le cap de Saint-Vincent. Surpris et confus de l'apparition subite de forces aussi supérieures, il chercha son salut dans la fuite; mais ni le temps orageux, ni les rochers de la côte, ni l'approche de la nuit ne purent déconcerter l'habileté et le courage de l'amiral anglais. Une prompte manœuvre de sa part sépara de ses ports l'amiral espagnol, à qui il ne resta d'autre parti à prendre que de soutenir l'honneur de son pavillon par une brillante, mais inutile défense (16 janvier 1780). L'engagement commença à quatre heures du soir et dura pendant huit heures, au milieu d'une tempête horrible, et malgré l'obscurité d'une nuit profonde. Le vaisseau espagnol de soixante-quatorze

[1] *Compte rendu* de Florida-Blanca.

Santo-Domingo sauta en l'air dès le commencement de l'action, six autres vaisseaux amenèrent successivement leur pavillon, deux furent jetés à la côte, quatre seulement purent échapper. Tous les capitaines soutinrent avec courage l'honneur du pavillon national, mais rien ne fut comparable à la défense du commandant en chef. Quoique couvert de blessures, ayant perdu tous ses mâts, il soutint le feu contre quatre vaisseaux ennemis, depuis le commencement jusqu'à la fin de l'action; et il n'amena son pavillon que lorsque le vaisseau qu'il montait était sur le point de couler bas. [1]

Après ce désastre, la marine espagnole ne fut plus en état de se relever pendant la durée de la guerre. L'amiral Rodney resta un mois dans le port de Gibraltar; six vaisseaux, partis de Brest sous les ordres de l'amiral Gaston, n'osèrent l'attaquer dans son mouillage, ni s'opposer à sa sortie. La délivrance de Gibraltar et de Minorque fit échouer totalement les espérances et les projets de l'Espagne. L'amiral victorieux mit à la voile avec une partie de son escadre pour aller cueillir de nouveaux lauriers dans les Indes-Occidentales.

Les Espagnols, qui naguère étaient assaillans, se virent réduits à la nécessité de se défendre. On ne négligea aucune mesure pour mettre les colonies à couvert d'une attaque de la part des An-

[1] Beccatini, page 312. Documens officiels.

glais. L'amiral Solano, à la tête d'une escadre de douze vaisseaux de ligne et de soixante-trois bâtimens de transport, ayant à bord des troupes et des munitions, fut envoyé à la poursuite de Rodney : il devait rejoindre les forces françaises dans les Indes-Occidentales. En Europe, les échecs éprouvés par les cours d'Espagne et de France opérèrent un démembrement momentané de leurs forces. Le roi Charles, contrarié de la non-réussite de la première expédition contre l'Angleterre, refusa de coopérer à l'essai d'une seconde, et donna ordre à son escadre de ne pas quitter les côtes de la Péninsule.

Cependant le ministre espagnol ne s'endormait pas; il saisit l'occasion favorable de prendre sa revanche contre les Anglais, en obtenant un avantage qui diminuât l'impression des désastres précédens. Averti par ses émissaires en Angleterre que les deux flottes réunies, portant des approvisionnemens et des marchandises aux deux Indes, étaient sur le point de se mettre en mer avec une faible escorte, Florida-Blanca conçut le projet de s'en emparer au moment où elles se sépareraient à la hauteur des Açores. Il obtint, à cet effet, une permission du roi, qui ne l'accorda qu'à regret, et écrivit de sa propre main les ordres nécessaires pour l'amiral Cordova, croisant alors avec Gaston dans le détroit. La fortune couronna son opération du plus brillant succès.

Les Anglais, qui étaient loin de soupçonner si près d'eux l'escadre des Bourbons, furent stupéfaits et consternés de son apparition subite. Le convoi tomba tout entier au pouvoir des Espagnols; un vaisseau de guerre et une frégate qui servaient d'escorte parvinrent à s'échapper, non sans beaucoup de peine.

Jamais une prise aussi riche n'était entrée dans le port de Cadix. Une nation accoutumée à ne craindre que des résultats toujours funestes dans ses guerres avec l'Angleterre, toujours dans la cruelle alternative de la ruine de sa marine, de l'agression contre ses colonies, ou de la perte de ses trésors, se voyait avec une surprise égale à sa joie, maîtresse d'une flotte anglaise d'environ soixante voiles, d'un convoi de prisonniers qui comptaient dans leur nombre des personnes de tout rang et de tout état, de mille huit cents soldats des compagnies royales des Indes-Orientales et Occidentales, et enfin d'un butin en munitions et en marchandises de la valeur d'un million de piastres (*). L'importance de cette prise inattendue devenait encore plus grande par la détresse et l'embarras qu'une perte semblable devait causer aux établissemens anglais auxquels elle était destinée. (1)

(*) Florida-Blanca estime la valeur de cette prise à cent quarante millions de réaux.

(1) *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca.

Pendant ces opérations, le gouvernement espagnol ne restait pas inactif dans le Nouveau-Monde. Au moment où les Américains, de concert avec les Français, occupaient toutes les forces de la Grande-Bretagne, on conçut l'idée d'attaquer la Jamaïque et les autres îles sous le vent : Solano devait être employé à cette expédition. Il arriva sans accident dans les Indes-Occidentales, ayant trompé la vigilance de Rodney, qui cherchait à s'opposer à son passage ; et il opéra sa jonction avec l'amiral français, de Guichen, près de la Dominique. Leurs escadres réunies formaient une force de trente-cinq vaisseaux ; et leur expédition, tant militaire que maritime, paraissait plus que suffisante pour contre-balancer toutes les forces anglaises dans ces contrées ; car l'escadre britannique n'était que de vingt voiles, et les colonies n'avaient que de faibles garnisons. Il faut ajouter aussi que la perte du convoi important des Açores les privait de munitions et d'objets nécessaires pour la défense. Mais nulle prévoyance humaine ne put faire éviter à leurs ennemis les désastres qui accompagnent ordinairement les opérations militaires dans les climats meurtriers ; l'entassement des troupes à bord des bâtimens de transport, la longueur de la traversée, le changement de température, et surtout le manque de précautions, produisirent une maladie contagieuse qui, après avoir

ravagé l'expédition espagnole, porta son influence funeste sur l'escadre française. Cette mortalité effroyable découragea les soldats, et épuisa en même temps les moyens nécessaires pour tenter l'entreprise projetée. Pour comble de malheur, on vit éclater dans cette position fâcheuse les mêmes querelles et l'ancienne animosité qui avaient divisé les deux nations. Les deux escadres se séparèrent après avoir tenté quelques efforts infructueux pour arrêter les progrès de la contagion (le 5 juillet). De Guichen revint en Europe avec le convoi; Solano se dirigea vers la Havane, pour favoriser les opérations militaires que l'on préparait alors contre la Floride.

Les Espagnols furent plus heureux sur le continent d'Amérique que sur les mers de l'Europe. Après avoir terminé les préparatifs nécessaires, don Bernardo Galvez, gouverneur de la Louisiane, commença les hostilités aussitôt que la cour d'Espagne annonça qu'elle faisait cause commune avec la France. Il fit avec deux mille hommes une irruption dans la Floride occidentale, qui, pour toute défense, avait mille huit cents hommes, dont la majeure partie était à Pensacola, et le reste disséminé dans différentes garnisons. Après avoir reconnu formellement l'indépendance de l'Amérique (le 19 avril), il mit ses troupes en mouvement, remonta le Missis-

sipi, et s'empara, après un siége de neuf jours, d'un fort situé à l'embouchure de l'Ibbeville, qui était défendu par cinq cents hommes (7 septembre 1779). Ensuite il continua de remonter la rivière jusqu'aux Natchez, occupa les forts et les établissemens qui formaient la barrière de cette province à l'ouest, et pénétra dans un pays fertile qui n'avait pas moins de douze cents milles d'étendue.

Il attendit le retour de la belle saison pour reprendre les opérations militaires, et concerta avec le gouverneur de la Havane un plan pour s'emparer de Pensacola et du reste de la province. Dans ce dessein, il embarqua ses troupes à la Nouvelle-Orléans, et se dirigea, sous l'escorte de quelques frégates et autres bâtimens légers, vers la baie de Mobile, où de nouvelles forces arrivant de la Havane devaient le rejoindre. Après un mois d'une lutte continuelle et pénible contre les coups de vent et les tempêtes, assez ordinaires dans ce climat, plusieurs de ses vaisseaux furent fortement endommagés, huit cents de ses hommes furent jetés sur les plages, sans armes, sans vêtemens et sans aucune espèce de ressources. Les espagnols supportèrent ce revers avec ce courage stoïque qui leur est ordinaire. La plus grande partie de l'artillerie ayant été perdue, Galvez fit fabriquer des échelles de siége avec les débris des vaisseaux

naufragés, et prépara tout pour exécuter la tentative désespérée de prendre Mobile d'assaut. Au même moment, il eut le bonheur de voir arriver une partie des secours qu'il attendait de la Havane; il espéra que le reste ne tarderait pas. Il embarque ses troupes, et après mille nouveaux obstacles qu'il fallut vaincre, il prend terre à trois lieues du fort (14 mars 1780), défendu par deux cent quatre-vingt-quatre hommes, y compris les habitans. Bientôt les approches sont pratiquées; trois jours après, une batterie commence le feu avec un tel effet, qu'avant la nuit les assiégés demandent à capituler. La garnison se rendit prisonnière de guerre; et tel fut le bonheur qui accompagna cette prompte expédition, que les troupes sortaient de la place au moment même où le général Campbell, commandant militaire de la province, se présentait sous les murs de la forteresse, avec onze cents hommes destinés à la secourir; mais il n'était plus temps.

Le fort fut occupé sur-le-champ, et les dispositions si bien prises pour sa défense, que le commandant anglais n'osa pas risquer l'attaque. Le reste de la saison se passa dans des engagemens partiels : l'intervalle jusqu'au printemps suivant fut consacré aux préparatifs nécessaires à la soumission de Pensacola. Galvez reparut à la Havane pour hâter les dispositions, et reprit le cours de ses travaux à la tête d'une

expédition nouvelle, de huit mille hommes, qu'il mit en mer dans le commencement de 1781. Il fut encore cette fois assailli par des ouragans qui lui firent perdre quatre de ses principaux bâtimens, avec deux mille hommes. Ce contretemps le força de rentrer à la Havane; mais l'arrivée de l'escadre de Solano lui donna la facilité de se réparer et de reprendre l'exécution de son projet. Il remit donc de nouveau à la voile, avec une force de cinq mille hommes, sous l'escorte de cinq vaisseaux de ligne; le reste de l'escadre le suivit au nombre de quinze autres vaisseaux. Aucune force maritime ne pouvant s'opposer à son débarquement, il l'effectua sans difficulté, et commença l'attaque par terre et par mer à la fois. La garnison lui opposa d'abord une très vive résistance, quoiqu'elle ne fût formée que d'un mélange singulier d'étrangers, de nègres, d'Indiens, et qu'elle n'eût que très peu de troupes régulières; mais aucune défense ne pouvait contre-balancer la supériorité marquée du nombre et l'avantage de la position des assiégeans. Les tranchées furent ouvertes lentement, mais avec régularité. Les batteries dirigèrent leur feu contre les ouvrages extérieurs qui couvraient la ville. Un obus éclata dans le magasin de la batterie ennemie principale; les assiégeans profitèrent de la confusion qui en résulta, et s'établirent sur ses murs et sur les ouvrages

qui en dépendaient. Cet accident décida de la destinée du siége. Placé dans cette position, le feu même de la mousqueterie balayait toutes les fortifications de la place. Le gouverneur, qui ne pouvait plus maintenir ses troupes dans leurs postes, obtint une capitulation honorable. La garnison, composée de huit cents hommes, sortit avec les honneurs de la guerre; elle fut traitée avec les égards dus à sa bravoure par un vainqueur généreux. La réduction de Pensacola compléta la soumission de toute la province. [1]

Au moment où Galvez attaquait les forts sur le Missisipi, le gouverneur de Yucatan commençait les hostilités contre les colons anglais dans la baie de Honduras. Il dévasta Saint-Georges, le premier de leurs établissemens; mais ces colons courageux et entreprenans parvinrent à arrêter les progrès des Espagnols, jusqu'à ce que l'arrivée inattendue d'une petite escadre, et des secours apportés de la Jamaïque, leur fournit les moyens de prendre leur revanche et de venger l'agression. Une division de vaisseaux *registros*, richement chargée, s'étant réfugiée dans le mouillage défendu par le fort de San-Fernando de Omoa, ils conçurent le projet hardi d'attaquer cette forteresse, dont la construction avait été faite avec soin et d'après toutes les règles de l'art.

[1] Beccatini. Rapports officiels.

Privée d'artillerie pour battre les murailles, cette petite force de cinq cents hommes, colons, matelots et soldats, escaladèrent la forteresse défendue par un nombre d'hommes presque égal, et enlevèrent les fortifications avec un courage extraordinaire. Pendant la confusion de l'assaut, cent hommes de la garnison parvinrent à se sauver; mais quatre cents, à peu près, furent faits prisonniers. Le trésor, cause de l'attaque, fut mis en sûreté; on trouva à bord des vaisseaux qui étaient à l'ancre dans le port, plus de trois millions de piastres, y compris une quantité considérable de mercure destiné à l'exploitation des mines, que les vainqueurs refusèrent de laisser, malgré les fortes sommes qu'on leur en offrait s'ils consentaient à ne point l'emporter.

(24 octobre 1779.) Ce succès amena une convention entre les officiers anglais et espagnols pour délivrer les colons prisonniers. Une garnison anglaise resta dans le fort; mais l'insalubrité de la position le fit bientôt évacuer : on rendit l'artillerie inutile au service, et les fortifications furent rasées de fond en comble. (1)

(1) Annual register 1779, 1781. Adolphus, tome III, page 193. Beccatini, pages 307, 309. Rapports officiels. Beatson, tome VI, page 163.

CHAPITRE LXXII.

1779 — 1781.

Commencement de division entre la France et l'Espagne. — Négociation secrète avec l'Angleterre, conduite par M. Cumberland et M. Hussey. — Discussion relative à la cession de Gibraltar. — Relation de la mission de M. Cumberland à Madrid. — Ses conférences inutiles avec Florida-Blanca. — Rupture de la négociation.

On vient de voir les principales opérations militaires auxquelles les Espagnols prirent part dans le Nouveau-Monde, soit pour l'attaque, soit pour la défense : nous allons maintenant reprendre le récit de leurs transactions en Europe.

La non-réussite de l'expédition contre l'Angleterre, fruit de la mésintelligence avec la France, amena bientôt un éloignement et une froideur marquée entre les cours de Madrid et de Versailles. Le commodore Johnstone, commandant de la station anglaise de Lisbonne, avait insinué que lord North paraissait disposé à obtenir l'amitié de l'Espagne, moyennant le sacrifice de Gibraltar ; aussitôt Florida-Blanca détermina son souverain à faire à cet égard une proposition directe, mais secrète, à l'Angleterre.

On se servit, pour la transmettre, de l'entremise de M. Hussey, prêtre irlandais, aumônier du roi d'Espagne, qui faisait partie de la suite du duc d'Almodovar, et était resté en Angleterre après le départ de cet ambassadeur. M. Hussey s'adressa à une personne qui jouait le rôle secret de double espion avec l'ambassadeur espagnol et le cabinet britannique. Il ouvrit ensuite une négociation avec M. Cumberland, alors secrétaire particulier de lord George Germaine, ministre chargé des affaires d'Amérique et du département de la guerre. Une communication fut faite sur-le-champ à lord George Germaine et à lord North; elle renfermait les assurances les plus positives sur la disposition de l'Espagne à se séparer de l'alliance de la France; on demandait toutefois, comme condition indispensable, la restitution de Gibraltar, mais en offrant en échange de grandes concessions de vaisseaux, d'argent et de territoire.

(Novembre 1779.) Les affaires de l'Angleterre se trouvaient à cette époque dans une situation déplorable. Les deux ministres, à qui le secret fut confié, n'étaient peut-être pas éloignés d'accepter la proposition; mais quelle que fût leur opinion à ce sujet, ils jugèrent contraire à la politique de ne point l'écouter, et d'éluder une négociation qui, en supposant même qu'elle ne réussît pas, pourrait au moins

avoir pour résultat d'affaiblir la confiance mutuelle entre la France et l'Espagne. En conséquence, on persuada à M. Hussey de retourner à Madrid sous prétexte de ses affaires personnelles, mais sans l'autoriser toutefois, en aucune manière, à faire une promesse quelconque relativement à Gibraltar. Avec le consentement exprès du roi d'Angleterre, il était porteur de la lettre que George Germaine lui avait écrite, afin qu'il pût accréditer sa mission : elle était conçue en ces termes :

« Ayant appris votre intention de vous rendre à Madrid, où vous devez avoir, à raison de vos connaissances, de fréquentes occasions de vous entretenir avec des personnes de haut rang et qui exercent des fonctions publiques, je suis très persuadé que vous ne manquerez pas de profiter de toutes les circonstances qui pourront se présenter pour cultiver les dispositions du ministère espagnol vers le renouvellement de cette bonne harmonie entre les deux nations, qui, à leur grand préjudice, a été dernièrement interrompue. Comme j'ai sujet de croire que les dispositions du ministre espagnol sont telles en effet que je viens de le dire, il est sage et conforme à une saine politique de songer à ce que, dans les explications que vous pourrez avoir avec les hommes chargés des affaires de ce pays-là, vous ne vous avanciez pas trop, et que vous vous

borniez seulement à ce qui pourra confirmer l'Espagne dans l'intention qu'elle paraît avoir de faire un accommodement avec la Grande-Bretagne; la confiance qu'inspire la droiture de votre conduite est telle que je vous assure, tant de la part de lord North que de la mienne, que vos représentations seront accueillies avec la considération la plus amicale; et s'il arrivait que, donnant un libre essor à vos penchans, vous fussiez un jour autorisé à nous faire quelques ouvertures de la part de l'Espagne, relatives à une pacification qui intéresse si essentiellement les deux royaumes, je peux vous donner la pleine assurance qu'elles seront discutées ici avec toute la sincérité et la bonne foi possibles. »

C'est d'après le rapport rempli d'intérêt, fait par M. de Cumberland, que nous allons mettre sous les yeux de nos lecteurs le cours progressif de cette négociation à laquelle nous ajouterons seulement quelques remarques qui serviront à la faire encore mieux connaître. (¹)

(¹) *Memorandum* très curieux écrit par M. de Cumberland, que j'ai trouvé parmi les papiers de sir Porten. Comme sa relation fait infiniment d'honneur à sa capacité et à sa discrétion, et que d'ailleurs sa mort arrivée depuis peu m'affranchit de la contrainte que j'aurais éprouvée sans cela pour le rendre public, cette pièce servira d'*addition* importante au compte qu'il a rendu, dans ses *Mémoires*, de la négociation dont il s'agit.

« M. Hussey partit de Londres le 5 décembre 1779 : il arriva à Madrid le 29. Son caractère, ainsi que sa position à la cour, lui facilitèrent tout de suite un entretien avec Florida-Blanca, à qui il montra la lettre de lord George Germaine, en ajoutant pour sa part en même temps les protestations convenables, afin de faire mieux sentir la nature de son message et la disposition bienveillante de sa cour. Il trouva le ministre prévenu par des impressions fâcheuses qu'Almodovar avait pu lui donner; mais il chercha à les dissiper soit par des raisonnemens, soit par des détails venus à sa connaissance par les instructions de lord George, et par les conversations qu'il avait eues avec lui avant son départ de Londres. Au bout de quelques entretiens, ces mauvaises impressions furent graduellement affaiblies. Seulement on lui objecta que les ouvertures indiscrètes et mal digérées au sujet de la cession de Gibraltar avaient été faites par le commodore Johnstone, et qu'un courrier qui se trouvait à Lisbonne les avait, à la vérité, apportées de sa part, mais que tout portait à croire que le but secret de cette demande paraissait être d'exciter des méfiances et des soupçons entre les cours de Madrid et de Versailles.

« Malgré cette observation, M. Hussey insista loyalement pour remplir l'objet de sa mission, et il profita d'une conversation qu'il eut avec

Florida-Blanca pour le sonder sur l'engagement supposé de l'Espagne avec la France de ne point faire la paix sans sa participation et sa concurrence. Le ministre se laissa prendre au piége. Piqué au vif de cette insinuation, il courut à son cabinet, revint avec ses papiers, et les mit entre les mains de M. Hussey, en déclarant sur l'honneur que ces documens renfermaient tout ce qui avait été stipulé entre les deux cours alliées, et qu'il n'y en avait aucun qui liât l'Espagne de la manière indiquée. Elle était libre de faire la paix avec l'Angleterre, mais le ministre n'était pas bien sûr de la sincérité du cabinet anglais; il ajouta avec emphase que Gibraltar devait être la condition indispensable de la négociation. On parla ensuite des compensations, quoique d'une manière peu précise à la vérité : il fut question des sommes considérables pour les munitions et l'artillerie de la place, des priviléges pour le commerce, de l'accommodement relatif à l'Amérique, et des cessions réciproques de territoire. Enfin le comte de Florida-Blanca écrivit de sa propre main une lettre adressée à M. Hussey, à qui il la remit, renfermant les mêmes dispositions générales en faveur de la paix, que celles de lord George Germaine. On donna en même temps à M. Hussey des instructions particulières pour qu'il pût y conformer son rapport aux ministres anglais, et il quitta Madrid avec promesse

d'envoyer une réponse , ou d'y revenir avant la fin de février. Sa Majesté Catholique approuvait beaucoup toutes ces démarches : elle donna sa bénédiction à M. Hussey au moment de son départ, en lui recommandant de revenir bientôt avec le gage de la paix.

(1780.) « M. Hussey quitta Madrid le 9 janvier 1780, et arriva le 29 à Londres. Je le vis le soir même de son arrivée, et je reçus de lui les plus sincères et les plus favorables communications sur les diverses circonstances de son voyage à Madrid, ainsi que les détails les plus minutieux relativement à l'état de la cour, à l'esprit national, et à leur disposition vis-à-vis de la France. Aucune preuve de sa bonne foi ne fut oubliée. Il aurait fallu que j'eusse fermé les yeux à la lumière pour ne point me rendre à l'évidence de témoignages de candeur si peu équivoques. Il fit part avec la même sincérité à lord George Germaine du sujet de ses nombreux entretiens avec le ministre espagnol, et lui exposa les instructions qui lui avaient été communiquées.

La négociation occupa alors le cabinet, qui consacra quatre conseils successifs à la discuter. Il paraît que le résultat de la délibération fut de rédiger un certain nombre de conditions qui devaient servir de base à l'accommodement proposé.

« L'importance de Gibraltar, y observait-on, est

si grande, et l'amour-propre national est si intéressé à la conservation de cette place d'une nature extraordinaire, qu'il serait impossible à quelque ministère que ce fût de la rendre sans stipuler avant tout un équivalent. Ceci me conduit tout naturellement au but principal de cette affaire; or, ce but, le voici : comme il est très avantageux de décider l'Espagne à signer la paix séparément, Gibraltar pourrait être restitué aux conditions suivantes :

« 1°. L'Espagne cédera et garantira à l'Angleterre l'île de Porto-Ricco.

« 2°. Elle cédera et garantira aussi à la Grande-Bretagne la forteresse d'Omoa et son territoire. (Pour la rédaction de cet article, il faudra consulter les personnes qui connaissent ce pays, et la nature du commerce que nous y faisons.)

« 3°. Elle cédera et garantira également à la Grande-Bretagne, un port et une étendue de terrain convenable pour bâtir une forteresse dans la baie d'Oran.

« 4°. Non seulement elle achetera au prix de leur valeur réelle tous les effets militaires et l'artillerie qui resteront à Gibraltar, mais elle remettra avant de prendre possession de la place une somme de deux millions sterling (dix millions de piastres), pour compensation de ce qui a été dépensé dans les fortifications depuis que l'Angleterre la possède.

« 5°. Elle fera une paix séparée avec la Grande-Bretagne; renoncera à ses engagemens avec la France dans tout ce qui pourrait l'obliger à prendre part dans la présente guerre, ou dans toute autre contre l'Angleterre; confirmera le traité de Paris dans toutes ses dispositions, à l'exception des modifications occasionnées par les articles précédens.

« 6°. Elle s'engagera, dans les termes les plus précis et les plus solennels, à ne point donner des secours aux colonies anglaises de l'Amérique, à ne recevoir aucun de leurs ministres ou agens, et à ne point permettre l'arrivée de leurs vaisseaux dans aucun port de la domination du roi d'Espagne. Elle promettra d'aider la Grande-Bretagne à soumettre ses colonies; et si cette clause ne peut pas être obtenue, nous insisterons du moins pour que l'Espagne s'engage d'une manière explicite à n'accorder aucun asyle dans ses États aux sujets du roi regardés comme rebelles, et pour qu'elle les force de partir une semaine après que la demande en aura été faite par les ministres du roi, au nom de Sa Majesté. Cette stipulation sera réciproque, et le roi s'engagera à agir de même à l'égard des sujets rebelles de la couronne d'Espagne. On conviendra d'un armistice aussitôt après que les articles ci-dessus seront signés et ratifiés; mais la cession de Gibraltar de notre part, et celle de Porto-Ricco de la part de l'Es-

pagne n'auront lieu qu'après que la rébellion d'Amérique sera terminée. (¹)

« Enfin, continue M. de Cumberland, il fut décidé que les secrétaires d'état réunis communiqueraient à M. Hussey le résultat de ces délibérations, et l'opinion du gouvernement britannique, relativement à l'accommodement projeté avec l'Espagne. La chose eut lieu chez le comte d'Hillsborough devant lord Stormont (²). Il y fut dit à M. Hussey : « Qu'il pouvait affirmer sans hésitation que le roi et ses ministres étaient dans les meilleures dispositions au sujet de la paix et de la bonne intelligence avec l'Espagne ; que la guerre dans laquelle l'Angleterre se trouvait engagée avait eu lieu sans qu'elle eût été précédée par aucune provocation de sa part; enfin, que la conclusion de la paix se trouvait entre les mains de l'Espagne, si elle voulait s'en tenir aux bases du traité de Paris. Dans le cas où elle eût pu désirer un plus intime rapport et une union plus efficace avec ce pays, au moyen de concessions réciproques de territoires, l'Angleterre serait toujours disposée à écouter ses propositions. » A l'égard de Gibraltar, on ne laissa échapper aucune syllabe qui eût pu bercer les espérances

(¹) Il faut avouer que si l'on jugeait politique de céder Gibraltar, on ne négligeait pas de demander des compensations.

(²) Secrétaire du département du nord.

de l'Espagne sur cet article, qui faisait l'objet principal de ses désirs. Tout au contraire, lord Stormont, non sans une certaine véhémence de paroles et de gestes, dit à M. Hussey : « Que si l'Espagne lui mettait devant les yeux la carte de ses États pour qu'il fît choix d'un équivalent de Gibraltar, et qu'elle lui fixât le terme de trois semaines pour se décider, il ne pourrait, dans ce délai, trouver parmi toutes les possessions du roi d'Espagne rien qui pût compenser la cession de cette place. » Les secrétaires d'état assurèrent aussi à M. Hussey que, quant à l'intrigue du commodore Johnstone et aux ouvertures qu'il avait faites concernant Gibraltar, lord North et les membres du conseil réunis, et en particulier, déclaraient qu'il n'avait reçu aucune autorisation pour cette affaire ni pour aucune autre qui eût rapport à des négociations ; qu'il n'avait d'autre qualité que celle de capitaine commandant une croisière, et que ses opérations ne pouvaient être attribuées qu'à son caractère porté naturellement à l'amour des projets, et en aucune manière à des pouvoirs dont il eût été revêtu. On engagea, à cet égard, M. Hussey à donner cette assurance au ministre espagnol, et à témoigner en même temps, de la part de lord North en particulier, sa surprise de ce que le comte de Florida-Blanca avait pu ajouter foi à une proposition si hors de propos et si mal

conçue tout à la fois, rédigée et présentée par le commodore seul, sans aucune espèce d'autorisation de la part du gouvernement.

« Cette conférence si peu explicative sur l'article de Gibraltar causa un déplaisir extrême à M. Hussey, qui ne reçut ni lettre, ni réponse par écrit, ni instructions d'aucune espèce, pas même d'autorisation pour se rendre à Madrid. On ne l'engagea pas non plus à donner lecture de la lettre qu'il croyait convenable d'écrire au ministre espagnol; au contraire, on n'agréa pas même l'offre qu'il fit de la communiquer aux ministres anglais. »

« M. Hussey vint me voir alors : il avait l'air très fâché et extrêmement préoccupé. Il ne parlait que de l'intention où il était d'écrire sur-le-champ au comte de Florida-Blanca, pour lui demander pardon, ainsi qu'à Sa Majesté Catholique, des assurances qu'il leur avait données relativement aux dispositions pacifiques de ce ministère. De semblables dispositions, disait-il, n'existaient point ici; on l'avait au contraire grossièrement trompé sur cette affaire. Il avouait à sa honte que le comte de Florida-Blanca avait prévu, et lui avait annoncé, que la mauvaise foi régnait maintenant dans le conseil directeur de la Grande-Bretagne.

« Je crus alors très prudent, quoique la chose ne fût pas aisée, de calmer l'exaltation de M. Hus-

sey : les termes généraux de son discours étaient offensans pour certaines personnes, envers lesquelles je professe un grand respect, et surtout pour une d'elles que j'aime beaucoup. Ayant donc cherché inutilement à raisonner de sang froid avec lui, je lui déclarai franchement (avec un air d'autorité que je n'avais peut-être pas droit de prendre), qu'il était maître d'écrire ce qu'il voudrait, et de donner libre carrière à ses sentimens; mais que l'honneur du cabinet anglais resterait à couvert de tout reproche. Je pris sur moi de lui assurer que des déclarations contraires à ses assertions seraient faites d'une manière solennelle par l'autorité compétente, et par une commission *ad hoc;* que je briguerais moi-même l'honneur de les faire, et d'accepter un semblable ministère. Dans quelle position, lui dis-je, vous trouveriez-vous avec l'Espagne, lorsqu'on y serait informé qu'entraîné par votre caractère ardent et peu mesuré, vous avez présenté sous un faux jour une négociation de cette importance? Je lui dis cela d'un ton sérieux, et étant bien décidé à rompre l'entretien si cet argument ne produisait aucun effet, en le laissant suivre ses idées. Je ne vous dirai pas si ce fut l'ardeur que je mis dans cette occasion, ou toute autre cause, qui lui fit abandonner tout à coup son raisonnement; le fait est qu'abordant de nouveau la question, il s'exprima avec la mo-

dération convenable, et qu'il me fournit par là l'occasion de soutenir la justice du principe qui avait dirigé le discours des secrétaires d'état (et par conséquent la résolution du cabinet), pendant l'entretien qui lui avait causé un si grand déplaisir. Nous nous quittâmes beaucoup mieux que je ne l'espérais, et le lendemain, je le vis encore arriver chez moi en s'excusant de l'ardeur et de la véhémence qu'il avait montrées la veille. Il était alors en train d'aller plus loin que je ne le croyais compatible avec les sentimens du cabinet au sujet de la négociation; et ce ne fut pas pour moi une petite affaire que de le modérer sur une matière aussi délicate. J'avouai qu'une réserve honorable avait dicté au cabinet une réponse aussi sèche, et quoique je crusse en vérité que les vœux du gouvernement étaient très sincères pour la paix, à des conditions raisonnables, je n'osais cependant pas trop appuyer sur cette opinion et cette croyance, de crainte qu'il ne pût, dans sa lettre au ministre espagnol, encourager ses espérances, notamment à l'égard de Gibraltar, au-delà de ce que l'état des choses permettait. La manière dont lord Stormont s'était exprimé l'avait choqué. Je ne lui fis point d'objection là-dessus, car enfin il ne s'agissait que de la *manière*, et je le laissai exhaler son humeur plus contre les formes que contre les faits. L'influence, et, je puis le dire, l'ascendant que cet

entretien me donna sur son esprit devinrent désormais de plus en plus évidens; ce qui me fut au reste assuré par le rapport d'un de mes amis, auquel je suis très particulièrement obligé des nombreux avis qu'il me donna pendant le cours de cette négociation.

« M. Hussey au lieu de brûler, ainsi qu'il l'avait d'abord décidé, un chiffre privé et confidentiel pour correspondre avec Florida-Blanca, résolut alors de s'en servir pour écrire à ce ministre dans des termes très pacifiques; il déclara qu'il mettait ce chiffre sous une enveloppe scellée et signée par moi, laquelle ne devait être ouverte que lorsque son courrier serait de retour. Voici la lettre qu'il écrivit au premier ministre espagnol. J'y fis quelques changemens.

M. Hussey au comte de Florida-Blanca.

« A mon arrivée ici, il y a quinze jours, je transmis au cabinet anglais les instructions que votre excellence m'avait communiquées. On y discuta l'affaire pendant plusieurs jours sans interruption; mais la cession de Gibraltar, comme article préliminaire et comme condition *sine quâ non* du traité, le cabinet n'est pas disposé à l'accorder. On offre de négocier sur les bases du traité de Paris. L'Espagne, en ce cas, pourrait aborder la question sous le titre d'échange de territoire. La Grande-Bretagne entrera en pourparler sous cette forme, et l'issue de l'affaire fera voir

au monde la sincérité de ses vœux, relativement à un accommodement avec l'Espagne. Si votre excellence pense que cette déclaration suffise pour ouvrir une négociation dans les règles, la Grande-Bretagne nommera une personne qui traitera cette affaire secrètement et avec promptitude; l'Espagne en nommera aussi une de son côté; et si votre excellence me permet d'émettre mes conjectures sur l'état des choses, je crois réellement qu'on cédera Gibraltar avec des conditions; mais je ne suis autorisé, ni verbalement ni par écrit, à le déclarer positivement. Le gouvernement anglais nie d'avoir donné aucune instruction ni aucune commission quelconque à Johnstone, relativement à des propositions à faire à l'Espagne, en ajoutant toutefois qu'il espère que l'imprudence du commodore ne devra point être un obstacle à la négociation.

« Tel était le contenu de la lettre envoyée par M. Hussey. Son propre domestique partit en courrier pour Madrid, le 14 février, chargé de la porter; je dois faire observer qu'elle n'avait été communiquée officiellement à aucun des membres du cabinet, quoiqu'il soit vrai de dire que je la fis voir, avec sa permission, à lord Germaine et à lord Hillsborough. Bientôt après le départ du courrier arriva la nouvelle du succès de l'amiral Rodney. »

Les termes dans lesquels cette lettre était con-

çue trompèrent encore le ministre espagnol sur un point qui était l'objet particulier de ses vœux. La défaite que Langara venait d'éprouver, et la levée du blocus de Gibraltar, rendaient indispensable la continuation des négociations (janvier 1780). La communication par l'intermédiaire de M. Hussey fut maintenue, et le rapport fait au ministère anglais fut tel que M. de Cumberland reçut l'ordre qui l'accréditait pour conduire cette affaire délicate. Il devait se rendre à Lisbonne, et s'y arrêter, pendant que M. Hussey irait à Madrid pour s'assurer si l'Espagne persistait à regarder la cession de Gibraltar comme une condition indispensable de la négociation. Il resterait ou partirait selon que la réponse serait affirmative ou négative.

Quoique la simple solution de cette question formât le seul objet du voyage de M. Hussey, Florida-Blanca éluda de donner une réponse directe, et continua la négociation dans le but apparent d'en tirer du moins l'avantage d'exciter la jalousie et de stimuler le zèle de la France. Il protesta hautement de son vif désir d'amener les choses à un heureux résultat, et il décida l'agent britannique à continuer sa route sous prétexte de traverser l'Espagne pour se rendre en Italie, à l'effet de s'occuper du rétablissement de sa santé. (Juin.)

M. de Cumberland, après son arrivée, eut

plusieurs conférences avec le ministre espagnol (juillet), et le plan d'accommodement fut rédigé sans aucune allusion directe à Gibraltar. Mais, vers cette même époque, on reçut à Madrid la nouvelle des émeutes de Londres, excitées par lord Georges Gordon. Ces soulèvemens ayant été représentés comme une rébellion dangereuse qui pouvait avoir des suites, le ministre espagnol refusa d'entrer en négociation avec l'agent d'un gouvernement dont il s'attendait à apprendre d'un moment à l'autre le renversement, qu'il désirait peut-être lui-même avec ardeur. M. de Cumberland chercha en vain à neutraliser l'effet de cette fâcheuse nouvelle; il avait affaire à des hommes ou assez bornés et assez faibles pour ajouter foi à un conte exagéré, ou assez adroits, en feignant d'y croire, pour saisir ce prétexte de différer la conclusion d'une affaire qu'ils n'étaient pas pressés de terminer.

Le plan d'un accommodement fut aussi traversé par le gouvernement français, qui envoya une escadre à Cadix et fit partir l'amiral d'Estaing pour Madrid, afin de donner les assurances les plus solennelles de son active coopération dans la guerre, et de démontrer la certitude de la réduction prochaine de Gibraltar. (¹)

(8 août.) La prise du convoi destiné aux Indes-Orientales et Occidentales qui eut lieu sur

(¹) *Voyez* le *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca.

ces entrefaites, ainsi que les preuves positives que l'on eut de la disposition favorable des puissances du Nord, contribuèrent à affermir encore plus le ministre espagnol dans sa résolution de faire de la cession de Gibraltar la condition préliminaire de la paix. En conséquence il changea tout-à-coup de langage; il parla de Gibraltar en rappelant les conditions qu'il avait naguère transmises à M. Hussey, et auxquelles, disait-il avec un ton plaintif, le gouvernement anglais n'a pas daigné faire réponse. M. de Cumberland lui répliqua que l'on n'avait pas fait de réponse parce que ces conditions étaient fondées sur une insinuation particulière du commodore Johnstone, à laquelle il n'avait point été autorisé, et aussi parce qu'elles renfermaient la cession de Gibraltar comme article préliminaire, tandis qu'il avait promis lui-même qu'il n'en serait pas question dans la négociation présente. Florida-Blanca fut surpris et embarrassé de la fermeté et de la persévérance de l'agent britannique dans ses principes. Dans un entretien, auquel son premier secrétaire del Campo était présent, le ministre parla sur plusieurs matières, et vint, au bout de quelques minutes, non sans donner de grandes marques d'agitation, à traiter de l'objet de la mission de d'Estaing; puis, donnant un nouveau tour à la conversation, il s'écria : « Gibraltar est un objet pour lequel le roi mon maître rom-

prait le pacte de famille, ou tout autre engagement qu'il pourrait avoir avec la France; et voulant exprimer avec encore plus de force sa pensée, il jeta le papier sur le parquet et mit le pied dessus. Cependant, en se reprenant, il continua : Si vous voulez me lier par ma promesse il ne sera plus question de Gibraltar; mais, en supposant que cet article soit inadmissible, qui nous empêche de prendre les autres en considération? Sur la réponse de M. Cumberland qu'il n'avait aucune copie de ces propositions et que son excellence pouvait les préciser, il éluda la demande en disant : « C'est l'abbé Hussey qui a l'original, je ne conserve aucune copie. »

Enfin, sur la question de savoir s'il connaissait les dispositions de la France, ou s'il était prêt à transmettre quelques ouvertures de la part de celle-ci, il s'arrêta un instant, et trouvant qu'il avait été un peu trop loin, il répondit en y mettant plus de réflexion qu'à l'ordinaire : « Nous n'avons aucune ouverture à faire de la part de la France; toutes les autres cours qui ont ici des ministres résidens se sont donné beaucoup de mouvement pour savoir l'objet de votre voyage : la seule réponse que nous leur ayons faite a été que le Roi Catholique est un monarque plein d'honneur, et qu'il remplira fidèlement tous ses engagemens; sur la foi de cette seule assertion les choses restent telles qu'elles étaient. Si l'An-

gleterre désire sincèrement la paix, qu'elle se prête maintenant aux vœux de ceux qui se proposent ce but, lequel doit être tôt ou tard le but de tous. Nous la seconderons avec loyauté et avec ardeur dans ses démarches. Nous ne demandons rien qui puisse blesser sa dignité : nous concevons parfaitement ce degré de susceptibilité ou même d'indignation qu'elle éprouve contre un État qui est actuellement l'allié des sujets révoltés contre son autorité; qu'elle ne perde point de vue cette dignité qu'elle se doit à elle-même ; mais qu'elle s'associe à Sa Majesté Catholique dans sa disposition à terminer une guerre qui ne peut qu'épuiser toutes les nations qui s'y trouvent engagées; et comme elle connaît mieux que qui que ce soit ce qui convient à ses intérêts, qu'elle nous indique les conditions qu'elle accepterait si elles étaient proposées par la France, et qu'elle combine avec elles les conditions pour l'Espagne. Si elles sont justes et raisonnables des deux côtés, si elles sont telles que l'Espagne puisse les accepter pour sa part avec honneur, le Roi Catholique fera la paix séparément avec elle et emploiera toute son influence auprès de son allié pour obtenir la paix générale. Il s'agit ici d'une affaire délicate et difficile ; unissons-nous de cœur ; travaillons de concert pour arriver à un heureux résultat. Vous me trouverez toujours prêt à traiter franchement avec vous et sans sub-

terfuge ; qu'aucune différence d'opinion n'altère nos bonnes intentions réciproques. » [1]

Lorsque Florida-Blanca vit qu'aucune exhortation ne pouvait déterminer M. Cumberland à outre-passer la lettre stricte de ses instructions, il envoya de nouveau M. Hussey à Londres dans l'espoir que le gouvernement britannique consentirait à reprendre la discussion sur ce sujet. Il dit à M. Hussey de faire de cette demande la base indispensable d'une négociation, en glissant par la même occasion quelques mots offensans sur la guerre d'Amérique. Mais le gouvernement anglais, convaincu que le cabinet espagnol ne se séparerait point de la France, quelque raisonnables que fussent les conditions qu'on lui offrirait, déclina toute négociation ultérieure, et après un séjour de huit mois M. Cumberland fut rappelé par sa cour.

Cependant la négociation avait produit un des effets que le ministre espagnol avait eu en vue (1er février 1781). Elle avait décidé la France à prêter sa coopération efficace aux attaques méditées contre Gibraltar, Minorque et la Jamaïque. En conséquence de cette adhésion, lorsque M. Hussey retourna à Lisbonne, avec les mêmes propositions que le ministre anglais avait déjà faites auparavant, Florida-Blanca prit un ton décisif très élevé, refusa de le recevoir et témoi-

[1] Mémoires de Cumberland, page 356.

gna qu'il était fermement résolu de n'entrer dans aucune négociation, à moins que ce ne fût d'accord avec la France. Cette communication, quelles que fussent d'ailleurs les vues des cabinets respectifs, dans le commencement, n'eut pourtant d'autre résultat que la continuation de la guerre avec plus de courage et d'acharnement. L'Espagne se flatta d'obtenir par la force la restitution de Gibraltar, dont elle avait en vain sollicité la remise en vertu d'un traité. (1)

(1) La relation de cette négociation secrète a été rédigée d'après des documens officiels, et d'après les *Mémoires sur la vie de M. Cumberland.*

Il importe de prévenir le lecteur que cette négociation pour la restitution de Gibraltar ne fut en aucune manière une mesure prise par le cabinet. Elle fut proposée et continuée par lord George Germaine seul, avec la permission tacite de lord North, qui, par la flexibilité connue de son caractère, plia devant l'impétuosité de celui de son collègue. La forme sérieuse qu'elle prit un moment peut s'attribuer à la vivacité de M. Hussey et à celle de M. Cumberland; tous deux tenaient beaucoup à l'honneur de figurer comme restaurateurs de la paix. M. Hussey, lors de son voyage en Espagne, disait avec l'air de triomphe à un de ses amis, de qui je le tiens : « J'ai Gibraltar dans ma poche. » Dans le cours de la conversation, il convenait toutefois que, quoique lord George Germaine eût témoigné d'une manière explicite et très positive sa disposition à consentir à la cession de cette place, pour prix d'une paix séparée, il en était tout autrement quant à lord North, que M. Hussey n'avait vu qu'une seule fois, et qui lui avait déclaré que : « *Gibraltar* était un mot défendu, qu'il ne devait jamais prononcer. »

CHAPITRE LXXIII.

1779-1782.

Commencement et progrès de la neutralité armée. — Démarches des cours de Madrid et de Versailles pour mettre l'impératrice de Russie dans leurs intérêts. — Rapport de Florida-Blanca concernant cette négociation. — Déclaration de la Russie et convention des puissances maritimes neutres. — Guerre entre l'Angleterre et la Hollande. — Attaque et prise de Minorque par les Espagnols.

Au moment même où l'Espagne conduisait cette négociation secrète avec l'Angleterre, elle traitait non moins mystérieusement avec la Russie, pour la formation d'une alliance tendant à détruire le pouvoir maritime de la Grande-Bretagne. Cette alliance reçut le nom de *neutralité armée*. Le cabinet espagnol s'en attribuait le principal mérite, et il est certain qu'il y avait beaucoup contribué. On trouvait très naturel que la supériorité maritime de l'Angleterre et les pertes que la marine française éprouvait toujours dans les commencemens des guerres soutenues contre cette puissance, inspirassent à la France le désir de ravir à sa rivale le trident de Neptune, qu'un poëte ingénieux a nommé depuis *le sceptre du*

monde. Elle avait, par ce motif, cherché à introduire le principe, que l'on pourrait se servir de bâtimens neutres, soit pour le cabotage, soit pour tout autre, à l'exception pourtant de certains articles, tels que les munitions de guerre et quelques autres objets regardés comme contrebande, d'après l'opinion générale. Elle fut en cela appuyée assez fortement par les nations jalouses de la prospérité de l'Angleterre, ou prêtes à se partager les dépouilles de son commerce lucratif. Mais la crainte de la puissance anglaise, ou quelques intérêts du moment, avaient empêché jusqu'alors les nations de l'Europe d'adopter cette espèce de nouveau code maritime. Pendant le règne de Ferdinand VI, on avait, à cet égard, sondé les dispositions de l'Espagne; mais la démarche n'avait pu réussir avec un prince dont les vues étaient entièrement pacifiques. La guerre qui éclata dans le commencement du règne de Charles III avait été de trop courte durée pour mettre cette mesure à exécution.

La conjoncture présente paraissait favorable pour atteindre le but dont il s'agit. Les escadres réunies des deux souverains alliés étaient supérieures en nombre à celles d'Angleterre; la crainte qu'avait imprimée sa puissance maritime s'était tout-à-fait évanouie. La circonstance qui hâta surtout l'exécution de ce dessein, était l'influence que la maison de Bourbon venait d'ac-

quérir sur les nations maritimes du Nord. Les conseils des cabinets de Suède et de Hollande étaient gouvernés par la France. Le Danemarck était tout-à-fait soumis à la Russie, près de laquelle les deux cours des Bourbons faisaient tout pour acquérir de la prépondérance.

Nous allons laisser parler Florida-Blanca, qui raconte lui-même la part que l'Espagne prit dans ce traité mémorable.

« Sire, afin d'ôter à nos ennemis les moyens de conclure des alliances maritimes qui pourraient nous être préjudiciables dans le cas d'une rupture, je cultivai, par ordre de Votre Majesté, une correspondance amicale avec la Russie, quoiqu'elle nous eût inspiré une sorte de froideur et de défiance, par suite de ses prétentions relatives à l'étiquette et au titre de *couronne impériale*, sans compter d'autres formalités réclamées par cette cour.

« La France partageait notre manière de voir, et non seulement nous empêchâmes la Russie de s'unir avec la Grande-Bretagne pendant la guerre, mais nous parvînmes à obtenir qu'elle nous envoyât *exprès deux de ses frégates,* chargées d'effets maritimes, précisément au moment où la guerre ne permettait pas de les transporter pour équiper notre escadre.

« Nous réussîmes à persuader aussi à l'impératrice de Russie de se mettre à la tête de presque

toutes les nations neutres, pour soutenir l'honneur de leur pavillon, confédération qu'on a appelée la *neutralité armée*. Par là l'Angleterre a été privée des ressources qu'elle eût pu tirer des puissances maritimes, sans excepter même la Hollande, son ancienne alliée. Permettez-moi, Sire, de raconter ici en passant à Votre Majesté la manière dont on s'y prit pour frapper ce grand coup. On a voulu faire honneur de ce succès à la Russie, qui en effet prêta alors son appui; mais le projet naquit dans le cabinet diplomatique de Votre Majesté, et fut réalisé d'après les maximes politiques qu'il avait adoptées.

« Le principe reconnu par toutes les nations, que le pavillon des États amis ou neutres met les marchandises et effets appartenant à l'ennemi à couvert de toute confiscation, n'avait jamais été observé par la marine anglaise, qui n'avait d'autres règles de conduite à cet égard que les principes hautains de sa puissance sur mer, ou les lois particulières de l'amirauté.

« Lorsque Votre Majesté publia les nouvelles ordonnances pour ses croisières, elle établit que les vaisseaux portant des effets appartenant à l'ennemi, avec pavillon neutre ou ami, seraient arrêtés et conduits dans nos ports, pour leur appliquer la même loi que les Anglais observaient à l'égard de ceux qui portaient des effets appartenant aux Espagnols ou à nos alliés. En vertu

de cette disposition, nous comptions arriver à un de ces deux résultats, savoir, forcer les Anglais de changer de conduite envers des pavillons neutres, ou nous dédommager, au moyen de représailles, des pertes que nous avons souffertes, en causant en même temps plus de maux au commerce anglais et à la puissance de nos ennemis.

« L'exécution de cet article, et la facilité que nous avions pendant le blocus de Gibraltar, d'arrêter tous les bâtimens qui avaient des propriétés anglaises à leur bord, au passage du détroit, excita une clameur universelle parmi les puissances maritimes neutres. Je fus obsédé par les ministres de Suède, de Danemarck, de Hollande, de Russie, de Prusse, de Venise, Gênes et autres, pour mettre un terme aux dommages que leur commerce éprouvait par la détention d'un aussi grand nombre de vaisseaux.

« Nous répondîmes constamment à leurs réclamations que si les puissances neutres voulaient défendre leur pavillon contre les Anglais, lorsqu'il couvrait des marchandises espagnoles, nous respecterions à notre tour ce même pavillon, quoiqu'il servît à protéger le transport des marchandises anglaises; mais que nous ne consentirions jamais à voir les neutres se soumettre à la violation des droits de la part des Anglais, et que si les puissances neutres pouvaient tolérer que la

marine anglaise arrêtât et confisquât nos effets, sous pavillon ami ou neutre, elles n'étaient nullement fondées à espérer que l'Espagne souffrît patiemment cette injustice.

« Tout étant disposé pour faire sentir la conduite blâmable de l'Angleterre et pour engager les puissances neutres à soutenir leurs pavillons, la Russie nous fit part d'une idée que nous nous empressâmes de saisir adroitement. Le chancelier de l'empire chercha à nous persuader qu'il serait très utile pour assurer la tranquillité et entretenir la bonne intelligence des nations commerçantes, de former un code général maritime qui renfermerait tout ce qui était important sur cette matière; qu'on éviterait les doutes et les controverses en le faisant adopter par ces mêmes nations : « L'impératrice, ajoutait-il, emploierait volontiers son crédit, et son autorité même au maintien et à l'exécution de ce code.

« Je sentis sur-le-champ que la Russie voulait avoir la gloire de donner des lois maritimes à la partie commerçante de l'Europe. Je répondis qu'un code ne pourrait qu'éprouver de grandes difficultés avant qu'on en vît adopter les bases; mais qu'il existait une chose bien plus facile à faire, qui était de persuader les puissances maritimes neutres de la nécessité de soutenir leur pavillon contre ceux qui voudraient l'insulter, en établissant des règles fixes à cet effet, basées

sur les traités ; j'ajoutai que si la Russie voulait prendre l'initiative dans cette affaire, et inviter les puissances neutres, qui voyaient insulter leur pavillon, à les soutenir, et à défendre par conséquent les propriétés de leurs sujets, en veillant à leur prospérité commerciale pendant la guerre, une sorte de code maritime devait nécessairement sortir de l'accord mutuel de ces puissances mêmes. L'impératrice, en se plaçant à la tête de cette confédération, ou, si on aimait mieux, de cette neutralité, aurait l'honneur d'être par cela seul la protectrice des droits des nations maritimes de l'Europe.

« Le feu roi de Prusse, qui avait à cœur de mettre un terme aux excès de l'amirauté anglaise, appuya cette idée, qui fut, comme on peut croire, bien accueillie par le ministère russe, surtout lorsque je lui assurai que l'Espagne et la France se conformeraient à ces principes, alors même que l'Angleterre refuserait de les reconnaître. La Czarine proclama alors la fameuse *neutralité armée*, qui prit son origine, ainsi que je viens de le prouver, dans le cabinet de Votre Majesté. » [1]

Cependant il ne fut pas possible d'atteindre ce but important sans une discussion très opiniâtre dans le cabinet de Saint-Pétersbourg.

[1] *Voyez* le *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca.

L'Angleterre ne fut point en reste de représentations; elle suscita des cabales, caressa la passion favorite de Catherine, qui brûlait d'acquérir du pouvoir maritime. On la leurrait de la cession de Minorque, île si importante pour son projet chéri de s'emparer un jour des Dardanelles. Les cours des Bourbons, de leur côté, ne négligèrent aucune démarche pour faire pencher la balance en leur faveur; leurs vues furent secondées puissamment par le chancelier Panin, ainsi que par une foule d'agens inférieurs tant du cabinet russe que de la maison de l'impératrice.

La longue expérience des affaires, la conviction où elle était des avantages commerciaux attachés à l'union avec l'Angleterre, la méfiance qu'elle avait de la bonne foi de la France la tinrent long-temps dans l'indécision; elle flottait au milieu de ces partis divers. Tout en s'occupant avec une grande activité à faire équiper son escadre, elle se montrait disposée à s'unir avec l'Angleterre. Cependant, deux événemens contribuèrent à fixer enfin sa résolution. Le premier fut la détention de plusieurs vaisseaux hollandais, escortés par l'amiral Beyland, qu'une escadre anglaise força d'amener son pavillon, et de laisser visiter son convoi. Cette mesure tranchante blessa au vif toutes les puissances maritimes, surtout l'impératrice dont les sujets étaient intéressés dans les vaisseaux arrêtés. Le second événe-

ment était l'opposition de l'escadre espagnole, au passage par le détroit de Gibraltar, de quelques vaisseaux russes, quoiqu'ils ne fussent pas chargés d'objets défendus. (¹)

On s'empressa de profiter de ce premier mouvement de ressentiment que l'impératrice éprouva dans cette circonstance. Elle publia aussitôt la fameuse déclaration qui donna naissance à la *neutralité armée;* le manifeste renfermait trois principes, qu'elle engageait les autres puissances à respecter, et à maintenir comme bases des lois maritimes, en faisant toutefois les protestations les plus solennelles d'impartialité à l'égard des nations belligérantes. 1°. Les bâtimens neutres pouvaient naviguer librement sur les côtes des nations qui étaient en guerre, et arriver sans opposition dans leurs ports; 2°. il leur était permis de transporter toutes sortes d'effets, excepté ceux spécifiés comme étant de contrebande dans les articles 10 et 11 du traité de commerce avec la Grande-Bretagne; 3°. la seule exception à ces règles générales regardait le blocus des ports, en déclarant toutefois que le pouvoir des nations belligérantes devait, dans ce cas, être interprété de cette manière, que le port se trouvât bloqué si complétement par les vaisseaux de guerre que l'on n'y pût aborder qu'en courant des dangers. Elle terminait par annoncer l'armement de

(¹) *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca.

son escadre et sa résolution de soutenir l'honneur de son pavillon, et de défendre le commerce de ses sujets.

Le roi d'Espagne, en vertu de sa promesse anticipée, et de sa haine contre l'Angleterre, fut le premier souverain de l'Europe qui acquiesça au nouveau code. Après avoir détaillé les dommages éprouvés par les neutres dans leur commerce, il vanta la justice et la modération du manifeste russe, et s'appuya sur les principes qu'il renfermait pour justifier sa propre conduite. Il finissait ainsi sa déclaration :

« Cependant le Roi, non content de ces preuves de sa justification, aura la gloire aujourd'hui d'être le premier à donner l'exemple, en respectant le pavillon neutre de toutes les cours qui consentiront à les protéger contre les insultes des corsaires anglais. On verra en attendant quelle sera la conduite de la marine anglaise, et si leurs vaisseaux de guerre et leurs corsaires seront contenus dans certaines limites. Pour convaincre les puissances neutres de son vif désir d'observer, maintenant qu'elle est en guerre, les mêmes règles qu'elle suivit à l'époque où elle était neutre, Sa Majesté adhère sur tous les points au contenu de la déclaration de la Russie ; bien entendu, cependant, qu'à l'égard du blocus de Gibraltar, le danger d'y entrer continuera d'exister toujours conformément à l'article 4 de ladite déclaration.

Les puissances neutres peuvent éviter ce danger en se conformant aux règles établies par la déclaration de Sa Majesté, du 13 mars dernier, laquelle fut communiquée par son ministre à la cour de Russie. (¹) »

La France suivit l'exemple de l'Espagne, en déclarant, le 23 avril 1780, que les principes établis dans le manifeste russe étaient conformes à ceux prescrits à la marine française, que Louis XVI n'avait pas hésité de soutenir par la force des armes.

Le roi d'Angleterre interpréta à sa manière la déclaration russe; il justifia sa conduite envers les neutres, sans abandonner les principes qui forment la base de sa puissance maritime. Il témoigna cependant son désir de prévenir la violation du droit des gens, et de rendre justice à ceux qui se borneraient à un commerce rigoureusement neutre.

Le Danemarck renchérissait encore sur les termes de la déclaration russe (8 juillet). La Suède, à l'instigation de la France, demanda certaines explications, qui donnèrent lieu à une proposition de la part de la cour de Saint-Pétersbourg : elle avait pour but de refondre tous les manifestes respectifs en une convention générale pour la défense du nouveau système.

En conséquence, un traité fut conclu entre les

(¹) Aranjuez, 18 avril 1780.

trois puissances du Nord, le 5 juillet 1781, par lequel elles s'engageaient à défendre avec toutes leurs forces les principes émis dans la déclaration russe. La Hollande adhéra plus tard à ce traité (le 13 juillet 1782). Le Portugal lui-même suivit cet exemple, se trouvant trop intimement uni avec l'Espagne pour se rappeler ses obligations envers l'Angleterre.

Quoique les deux cours de Madrid et de Versailles eussent ainsi réussi à organiser la neutralité armée, et à placer à sa tête l'impératrice de Russie, cette mesure ne produisit pas les grands avantages ni le résultat décisif qu'on en attendait.

Malgré la convention établie pour soutenir cette mesure, le projet échoua par les intérêts divergens des puissances du Nord. L'impératrice de Russie en particulier avait à peine signé cette convention qu'elle s'aperçut aussitôt de la fausse politique dans laquelle un moment de ressentiment l'avait entraînée; elle vit avec regret qu'elle avait sacrifié la prospérité commerciale de ses sujets aux desseins ambitieux de la France et de l'Espagne. Son admiration pour le roi de Prusse se refroidit; et quoique trop fière pour donner un témoignage public de son changement de système, elle traitait avec mépris son propre projet en l'appelant plaisamment la *nullité armée;* elle ne prit donc aucune mesure pour le mettre à exécution.

Cependant le roi de Prusse, qui n'écoutait que

sa vieille haine contre l'Angleterre, parvint à obtenir, à force de démarches importunes, la permission d'être compris dans cette célèbre confédération. L'empereur Joseph suivit son exemple à la mort de Marie-Thérèse; mais l'adhésion de deux puissances sans marine ne fit que grossir le nombre des alliés sans aucun autre résultat, et sans ajouter plus de force à une alliance déjà peu considérée par l'impératrice elle-même à qui elle avait dû son origine. [1]

La conduite des Hollandais lors de la formation de la neutralité armée, l'encouragement secret qu'ils lui donnèrent, et enfin les secours qu'ils envoyèrent aux colonies insurgées, sans compter leur attachement aux cours des Bourbons, excitèrent l'indignation de l'Angleterre. Cette puissance, quoique partout assaillie par une nuée d'ennemis, préféra des hostilités ouvertes à une neutralité perfide, et par une déclaration de guerre, elle ajouta la Hollande au nombre de ses ennemis.

La rupture fut suivie d'une prompte et heureuse attaque contre les établissemens hollandais dans les Indes-Occidentales, qui pouvaient être

[1] Cette relation sur l'origine et les progrès de la neutralité armée est tirée de la *Correspondance* de lord Malmesbury et du *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca, ainsi que des *Documens officiels*, publiés à ce sujet. Voyez aussi l'*Histoire de la maison d'Autriche*.

regardés comme les entrepôts de l'Amérique, aussi-bien que de la France et de l'Espagne. De pareilles agressions furent préparées contre leurs colonies d'Afrique et des Indes-Orientales. L'engagement partiel qui eut lieu dans le canal, à la hauteur de Dogger, quoiqu'il ne fût suivi d'aucun résultat, suffit pour éloigner la république de l'idée de se mesurer encore contre l'Angleterre.

Un des événemens les plus importans, et qui se rattachent à la neutralité armée, fut la prise de Minorque.

Pendant la campagne de 1781, et une partie de l'été de cette même année, l'Espagne se borna au rôle de spectatrice, sans prendre de part active dans la lutte qui eut lieu entre ses alliés et l'Angleterre. Entièrement occupée de la défense de ses colonies, et d'y étouffer les émeutes qui les agitaient, tout ce qu'elle fit en Europe se borna à unir son escadre à celle de la France, et à une expédition dans le canal d'Angleterre, plutôt pour faire une espèce de fanfaronade que dans l'intention réelle d'aucune agression sérieuse.

Vers le milieu de 1781 elle prit tout à coup une attitude offensive, et fit des préparatifs pour reconquérir Minorque. Les contestations qui venaient d'avoir lieu à Saint-Pétersbourg pour décider la cour de Russie (novembre 1780) avait attiré toute son attention sur cette île importante.

L'Angleterre, délaissée et abattue, avait essayé plusieurs fois de se concilier l'affection des grandes puissances de l'Europe, ou au moins d'obtenir leur médiation. Elle s'adressa à la cour de Vienne, et non seulement elle parvint à décider l'impératrice à ne point soutenir ses colonies insurgées, mais elle l'empêcha d'entrer dans la neutralité armée, et elle obtint l'assurance de sa part de contre-balancer l'influence prussienne à Saint-Pétersbourg. On s'attendait à voir revivre l'ancienne rivalité nationale entre ces deux cabinets, et bien qu'on ne comptât pas sur une assistance efficace de la part de l'Autriche, on cherchait néanmoins à obtenir sa puissante médiation pour avoir des conditions de paix plus favorables. La mort de l'impératrice renversa ces espérances; son successeur Joseph ayant laissé voir d'abord de l'éloignement pour la cour de Versailles, ne lui fut que plus attaché par la suite. Il oublia le principe qui avait dicté sa fameuse réponse à ceux qui se pressaient de reconnaître l'indépendance de l'Amérique : *Je suis royaliste de profession.* Il offrit, à la vérité, une médiation illusoire à l'Angleterre; mais il témoigna un attachement non équivoque aux puissances neutres, et son désir d'adhérer à la neutralité armée; enfin, il montra la plus vive satisfaction des succès obtenus par les cours des Bourbons. [1]

[1] *Maison d'Autriche*, vol. II, chap. XLIV-XLVI.

L'Angleterre n'était pourtant pas humiliée au point d'accepter une médiation offerte sous des auspices si peu favorables; elle fit de nouveaux efforts pour gagner l'amitié de l'impératrice Catherine, et flatta son amour-propre en sollicitant sa médiation pour rétablir la paix de l'Europe.

Dans le cours de cette négociation, la tête romanesque de Potemkin (*) conçut un projet qui ne pouvait que déterminer l'impératrice à prendre un parti définitif, puisqu'il flattait sa passion favorite d'augmenter son pouvoir commercial et maritime; il ne s'agissait de rien moins que de céder Minorque à la Russie pour prix d'une paix obtenue par sa médiation. Le gouvernement anglais adopta le projet, et pour récompenser Potemkin de son intervention, on devait lui accorder une valeur de deux millions sterling en munitions et en artillerie.

Les conditions demandées étaient la paix sur les bases de celle de Paris. Les parties respectives devaient se replacer dans l'état où elles se trouvaient à cette époque, au moyen soit de la restitution des conquêtes faites de part et d'autre, soit

(1) Pour pouvoir se faire une idée exacte du caractère et de l'influence de cet homme singulier, voyez *Histoire de la maison d'Autriche*, vol. II, page 551. *Voyage en Suède, en Russie, en Pologne et Danemarck*, vol. II, pages 363, 367 (en anglais).

d'échanges d'une valeur égale. Les Français cesseraient de donner des secours de toute espèce aux Américains, auxquels nulle puissance étrangère ne pourrait offrir sa médiation. La cession de Minorque n'aurait lieu que dans le cas où on obtiendrait ces conditions ; le traité relatif à cette cession serait signé le même jour que les préliminaires; enfin les deux puissances s'uniraient par une étroite alliance. Les vaisseaux de guerre ou les bâtimens marchands des Anglais seraient admis dans les ports de l'île de Minorque sur le même pied que lorsqu'elle était sous la domination de l'Angleterre, et en attendant la prise de possession de l'île, l'escadre russe de la Méditerranée devait contribuer à sa défense. (¹)

On ne saurait dire d'une manière positive si ce projet avorta par suite des prétentions hautaines du gouvernement, ou bien, ce qui paraît plus probable, s'il ne fut qu'une de ces conceptions romanesques pour lesquelles le génie de Potemkin était si fécond dans ses momens d'enthousiasme, et que la réflexion lui fit abandonner plus tard, ni enfin si ce furent d'autres offres plus séduisantes, faites à ce favori de la part du cabinet de Versailles, par le canal de l'Empereur et celui du roi de Prusse, dont l'un lui laissait entrevoir le duché de Courlande, et l'autre lui faisait espérer le trône de Pologne.

(¹) De la Correspondance de lord Malmesbury.

Le projet, quoique secret, ne put pas échapper à la vigilance du ministre espagnol; il devint un motif urgent pour lui de décider sur-le-champ l'attaque de Minorque. Le roi d'Espagne, bien décidé à ne point perdre inutilement ses marins sur les côtes d'Angleterre, ne voulut pas non plus coopérer avec les Français à aucune expédition éloignée, si elle était destinée aux Indes-Occidentales; aussi le comte de Florida-Blanca obtint-il aisément son consentement pour tenter la prise de Minorque, qui était le rendez-vous d'une foule de pirates, et qui, après l'établissement du blocus de Gibraltar, était le principal, ou plutôt le seul refuge des vaisseaux anglais dans la Méditerranée.

On prit les plus grandes précautions pour mieux donner le change : au lieu de faire les préparatifs pour l'expédition, comme cela était naturel, sur la côte de la Catalogne et de Murcie, on les fit à Cadix, circonstance propre à faire croire qu'elle était destinée ou contre Gibraltar, ou pour les Indes-Occidentales.

D'un autre côté, comme une communication explicite faite à la cour de Versailles aurait occasionné des délais, ou fait ébruiter le projet, le plus grand secret fut gardé jusqu'à ce que tout fût prêt. On se servit en même temps du marquis de Sollerich pour gagner les principaux habitans de Minorque. On se flattait qu'avec leur assis-

tance, et par les précautions prises pour l'équipement de l'expédition, les troupes anglaises seraient enlevées par surprise.

Les escadres réunies de France et d'Espagne, au nombre de cinquante-deux voiles, partirent de Cadix avec l'expédition (22 juillet). Pendant que l'escadre cinglait vers l'Océan, les vaisseaux de transport ayant à bord huit mille hommes de troupes aux ordres du duc de Crillon, prirent leur direction vers le détroit, escortés par deux vaisseaux de ligne, plusieurs frégates et autres bâtimens de guerre. Cette expédition arrivée secrètement sur la côte de Minorque, débarqua sans opposition. Un détachement commandé par le marquis d'Aviles prit possession de Citadella; un autre, sous les ordres du marquis de Penafiel, occupa le fort de Fornella (19 août). Le corps principal prit position dans le voisinage de Port-Mahon, s'empara de l'arsenal et des magasins maritimes; il força le gouverneur anglais, le général Murray, à retirer ses troupes dans le fort de Saint-Philippe. L'attaque fut tellement prompte et si bien combinée, que, d'après la relation de Florida-Blanca (¹), il n'y eut que le retard occasionné par l'incertitude du vent qui sauva la place d'une surprise. Les intelligences que l'on s'était ménagées de longue main avec les habitans aplanirent les obstacles qui auraient pu venir de

(¹) *Compte rendu*, nº 8.

leur part, et Crillon s'assura de leur secours et de leur coopération, en proclamant au nom du Roi Catholique le rétablissement des habitans de l'île dans tous leurs priviléges.

La nature de l'expédition et la manière dont elle avait été équipée trop précipitamment, furent cause que l'on manquait des choses nécessaires pour faire le siége; et les Espagnols ayant échoué dans leur tentative pour surprendre Saint-Philippe, se voyaient réduits à l'opération simple d'un blocus.

Dans l'espoir d'abréger les difficultés d'un siége pénible, Crillon reçut l'ordre de la cour de Madrid de sonder la fidélité du général Murray, en lui proposant de livrer la place moyennant la récompense énorme de cinq cent mille piastres, avec promesse d'occuper un poste convenable dans l'armée espagnole ou française, à son choix. Cette lâche proposition, qui attentait à l'honneur d'un officier anglais, aussi distingué par son rang que par sa loyauté, fut repoussée avec l'indignation qu'elle méritait.

« Lorsque votre brave aïeul, répondit le général Murray, reçut l'ordre de son souverain d'assassiner le duc de Guise, il fit la même réponse que vous auriez faite, si le roi d'Espagne vous avait chargé d'assassiner un homme dont la naissance est aussi illustre que la vôtre, ou que celle du duc de Guise. Je ne puis avoir avec vous

d'autre communication que les armes à la main. Si vous avez quelques sentimens d'humanité, envoyez, je vous prie, des habillemens pour les malheureux prisonniers qui sont en mon pouvoir; faites-les déposer à la distance convenable, on ira les chercher; car je ne permettrai désormais d'autre rapport avec vous que par les armes et de la manière la plus stricte et la plus opiniâtre. »

Crillon répondit en homme d'honneur à ce noble reproche; il se servit d'un langage plus digne de lui que l'offre avilissante d'une récompense pécuniaire qu'on l'avait chargé de proposer.

« Votre lettre (écrivait-il le 16 octobre) met chacun de nous à sa place. Elle me confirme dans l'estime que j'ai toujours eue pour vous; j'accepte avec plaisir votre proposition. »

Quoique la cour de Versailles éprouvât réellement ou en apparence quelque ressentiment du secret observé jusque-là au sujet de l'expédition, elle s'apaisa bientôt, et entra de bon cœur dans l'entreprise. Un renfort de quatre mille hommes fut envoyé de Toulon. L'armée assiégeante reçut tout ce qui était nécessaire pour entreprendre ses opérations, et le siége commença dans toutes les règles. A la pointe du jour, le 6 janvier, jour de la naissance du dauphin, cent cinquante pièces de grosse artillerie commencèrent un feu effroya-

ble contre les fortifications. La place se défendit avec un grand courage, et pendant quelque temps la brillante résistance de la garnison, avec un nombre d'hommes suffisant à peine pour garder une si grande étendue de fortifications, balança l'immense supériorité et la position avantageuse des assiégeans; mais dans une défense aussi vigoureuse que difficile, sa force dut rapidement diminuer par les ravages du scorbut causé par l'air malsain des casemates, et par le manque total des alimens végétaux pendant un blocus long et rigoureux. Le hasard contribua à augmenter encore la détresse de cette brave garnison. Un obus, lancé des batteries des assiégeans, mit le feu au magasin principal où se trouvait la pharmacie; la défense fut prolongée jusqu'au moment où la force de la garnison ne se trouva plus suffisante pour fournir les postes ordinaires; le gouverneur fut réduit à la nécessité de demander une capitulation.

Crillon traita les soldats anglais avec la générosité que méritait leur bravoure et leur fermeté. Malgré les ordres particuliers du roi d'Espagne, qui voulait que la garnison fût traitée comme prisonnière de guerre, il adoucit cette condition rigoureuse en lui accordant les honneurs de la guerre; il échangea un nombre égal de prisonniers de ses propres troupes, faits pendant le siége, et permit à ce qui restait de la garnison de

retourner en Angleterre, sous la condition de ne plus servir jusqu'à ce qu'un échange eût lieu. Crillon eut aussi toutes sortes de déférences pour les autres demandes du général anglais, en faveur de ses soldats; et lorsque ceux-ci quittèrent les forteresses pour déposer les armes, ils éprouvèrent, de là part des troupes françaises et espagnoles, l'accueil amical et généreux que les vrais braves ne refusent jamais à leurs ennemis.

(16 février.) Voici comment s'exprime le général Murray, dans son rapport aussi curieux que pathétique de la reddition de Saint-Philippe : « On n'a peut-être jamais vu une scène plus noble et plus tragique en même temps que la marche de la garnison du fort Saint-Philippe à travers les armées française et espagnole; elle ne se composait que de six cents vieux soldats brisés par l'âge et la fatigue, deux cents matelots, cent vingt canoniers, vingt Corses et vingt-cinq Grecs, Turcs, Maures, Juifs, etc. Les deux armées étaient rangées sur deux lignes vis-à-vis l'une de l'autre, formant une double haie au milieu de laquelle nous passions. Elles montaient à quatorze mille hommes, qui s'étendaient depuis le glacis jusqu'à Georges-Town, où nos bataillons déposèrent leurs armes, déclarant qu'ils ne les rendaient qu'à Dieu seul, et avec la consolation de savoir que les vainqueurs n'avaient pas lieu de s'enorgueillir de la prise d'un hôpital.

« Nos soldats étaient tellement défigurés et méconnaissables, que plusieurs soldats espagnols et français ont versé des larmes, assure-t-on, en les voyant passer; le duc de Crillon et le baron de Falkenhayn l'attestent; mais quoique je ne m'en sois pas aperçu, cette pitié me semble naturelle : pour ma part, je n'ai eu d'autre inquiétude, dans cette circonstance, que celle que me donnait la funeste maladie qui nous menaçait tous d'une mort inévitable.

« Dieu soit loué! mes craintes ne sont plus si grandes; l'humanité du duc de Crillon, dont le cœur a été vivement touché des malheurs d'hommes si braves, a surpassé mes espérances et mes vœux, en ordonnant tout ce qui peut contribuer à notre rétablissement. Les chirurgiens français et espagnols nous donnent leurs secours dans nos hôpitaux; nous avons de grandes obligations au baron de Falkenhayn, qui commande les troupes françaises. Nous sommes infiniment obligés aussi au duc de Crillon; aucun de nous ne pourra jamais oublier ces deux généraux. J'ose espérer que ce dernier, jeune homme plein de bravoure et de loyauté, ne commandera jamais des armées contre mon souverain; car la bonté et la magnanimité de son cœur égalent la supériorité de ses talens militaires. » [1] (*)

[1] *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca. Relations officielles françaises et espagnoles. *Annual register.*

et *Gentleman Magazine for* 1781 et 1782. Lettres et capitulation du général Murray. Beccatini, page 323. Journaux politiques de Hambourg, 1782, page 244.

(*) Voici quelques détails qui nous ont été communiqués par M. le général Ofanil, sur l'expédition contre Mahon, de laquelle il faisait partie.

Le secret de l'expédition fut tel que le gouverneur de Minorque n'apprit le danger dont il était menacé, que le jour même où le convoi passant devant le port de Mahon, l'amiral hissa le pavillon espagnol, et, selon les usages de la marine, fit tirer un coup de canon : quoique le débarquement ne fût exécuté qu'à une lieue plus haut à l'est de Mahon, la garnison n'eut que le temps nécessaire pour se réfugier dans la forteresse.

C'est sans doute à un excès de confiance des Anglais, que l'on doit attribuer le manque de vivres frais en quantité suffisante, ce qui occasionna par la suite le scorbut dont la garnison fut attaquée. Il faut ajouter, que les troupes furent trop tôt renfermées dans les casemates, bien avant que nous n'eussions dressé toutes nos batteries de siége.

Dans la construction rapide de ces batteries, le général en chef se servit d'un moyen propre à exciter l'émulation et le courage des troupes; ce fut de donner à chaque batterie le nom de la brigade chargée exclusivement de la construire.

Quant aux habitans de l'île de Minorque, nous ne les trouvâmes ni favorables ni contraires; ils ne furent par conséquent d'aucun secours : les troupes firent elles seules tous les préparatifs du siége, travaillant avec une ardeur extraordinaire, et ne couchant sous leurs tentes que de trois jours l'un.

CHAPITRE LXXIV.

1781-1782.

Projet d'une attaque générale contre les colonies anglaises des Indes-Orientales et Occidentales. — Armement d'une expédition contre la Jamaïque. — L'escadre française sons les ordres de Grasse, battue par Rodney. — L'expédition projetée n'a pas lieu. — Prise des îles de Bahama par les Espagnols. — Siége de Gibraltar. — Attaque de la place au moyen des batteries flottantes. — La place secourue par lord Howe.

Enhardi par la prise de Minorque, Charles se livra tout entier à son dessein de recouvrer, par la force des armes, les possessions que l'Angleterre avait conquises sur l'Espagne. Il continua donc de presser le siége de Gibraltar, et méditait en même temps la réduction de la Jamaïque, possédée depuis long-temps, il est vrai, par l'Angleterre, mais qu'on n'avait jamais cessé de regarder comme appartenant à l'ancien patrimoine de la couronne d'Espagne. La France, qui ne discontinuait pas d'aider de tout son pouvoir l'émancipation des colonies anglaises, promit à l'Espagne sa franche coopération pour lui faire recouvrer cette île. Le projet était d'unir les forces espagnoles et françaises, pour soumettre les îles

des Indes-Occidentales, tandis que la France profiterait des secours des Hollandais pour attaquer les établissemens britanniques dans l'Inde-Orientale, et soutiendrait Hyder-Ali qui ravageait Carnate à cette époque.

Pour arriver à cet important résultat, les deux cours alliées ne négligèrent aucun des préparatifs convenables. Une escadre de onze vaisseaux de ligne et vingt mille espagnols, sous les ordres de Galvez, le vainqueur de la Floride, furent réunis à Saint-Domingue. Le comte de Grasse revint d'Amérique à la Martinique, pour y attendre l'expédition qui se préparait en Europe; la force totale, lorsqu'elle fut rassemblée, fut jugée suffisante pour pouvoir soumettre les colonies anglaises, épuisées par de fréquens désastres, et affligées surtout par les ravages effroyables des élémens. La prise de la Dominique, de Saint-Vincent et de la Grenade avait déjà aplani le chemin; on était sur la chaîne entière des Antilles, et l'entreprise devait se terminer par la soumission de la Jamaïque. On se ménageait des intelligences avec les nègres, mécontens ou révoltés, de l'intérieur de l'île, qui n'attendaient que le premier signal pour se livrer partout au pillage et ravager la colonie.

Le gouvernement anglais vit l'orage qui se formait; il adopta sur-le-champ des mesures pour le conjurer. L'amiral Hood, avec dix vaisseaux,

suivit de Grasse, depuis l'Amérique, et joignit l'escadre stationnée à la Barbade. Rodney, qui était retourné en Europe, se préparait à conduire un nouveau renfort de troupes aux Indes-Occidentales; en même temps, l'amiral Kempenfeldt croisait devant Brest, pour intercepter les expéditions françaises à leur passage.

Enfin, l'expédition sortit du port de Brest; elle était composée de dix-neuf vaisseaux de ligne et d'un grand nombre de bâtimens de transport, qui conduisaient neuf mille hommes avec tout l'attirail nécessaire à l'entreprise projetée. Une partie de ces vaisseaux, sous le commandement de Vaudreuil, devait escorter les forces destinées pour les Indes-Occidentales; l'autre se dirigeait vers l'est; et le reste, aux ordres de Guichen, après avoir accompagné le convoi à l'endroit accoutumé de séparation, devait revenir sur ses pas et contribuer au blocus de Gibraltar.

Kempenfeldt rencontra ce grand armement au moment où le convoi venait d'être séparé de l'escadre par un coup de vent. Malgré des forces très inférieures, il prit vingt bâtimens de transport; le reste fut sauvé par les savantes manœuvres de l'amiral français. En dépit de cette attaque, et malgré les avaries causées par les tempêtes, l'expédition continua sa route pour suivre sa destination; on se sépara au point convenu, et les forces commandées par Vaudreuil, prirent

leur direction vers les Indes-Occidentales, théâtre principal des hostilités.

Les opérations y avaient commencé avant qu'il arrivât (10 mai 1781). Tabago fut ajouté aux conquêtes des Français (12 février 1782); Bouillé et de Grasse s'emparèrent des établissemens hollandais à la vue de l'escadre anglaise. Saint-Christophe, Nevis, et Montferrat, étant tombés en leur pouvoir, ils concentrèrent leurs forces à la Martinique, où ils furent rejoints par Vaudreuil (février), en attendant la grande attaque qui devait se faire contre la Jamaïque. L'expédition se montait alors à trente-six vaisseaux de ligne, avec un convoi de cent cinquante bâtimens de transport.

Rodney arriva dans l'intervalle; il s'unit avec Hood; et l'escadre anglaise, de trente-six vaisseaux, prit sa station à Sainte-Lucie (avril), pour surveiller les mouvemens de l'ennemi. A peine les deux amiraux anglais s'étaient-ils rejoints, que l'expédition française était déjà en mouvement pour se réunir aux Espagnols à Saint-Domingue. S'ils avaient pu réussir à opérer cette jonction, aucune puissance humaine n'eût empêché l'expulsion complète des Anglais des Indes-Occidentales. De Grasse avait l'ordre d'atteindre ce grand but et d'y sacrifier toute autre considération.

Le mouvement des Français ne put échapper à l'œil vigilant de l'amiral Rodney; peu

d'heures après ils étaient déjà poursuivis par l'escadre anglaise. Quelques vaisseaux, meilleurs voiliers, s'étaient beaucoup avancés dans la poursuite; un engagement partiel eut lieu devant l'île Saint-Domingue (9 et 10 avril), pendant que le convoi continuait sa route sous l'escorte de deux vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates.

Quelques vaisseaux des deux escadres éprouvèrent des dommages dans cette rencontre; mais, le jour suivant, les Français continuèrent à gagner de vitesse les Anglais. Le *Caton* était resté en arrière; le *Zélé* avait souffert des avaries considérables, en se heurtant contre la *Ville de Paris*; alors de Grasse diminua de voiles, pour sauver ces deux vaisseaux dépourvus de leurs agrès. Ce retard offrit à l'amiral anglais le moment favorable d'en venir à un engagement (12 avril 1782).

De Grasse s'était affaibli par le détachement destiné à protéger son convoi; et son escadre se trouva, sinon en force, du moins en nombre, inférieure à l'escadre anglaise. Pendant qu'il s'occupait à former la ligne de bataille, espérant d'éviter par là un engagement décisif d'après le mode ordinaire d'attaque, il fut déconcerté par une manœuvre nouvelle et hardie, dont l'emploi fait époque dans les annales de la tactique maritime. Sa ligne fut coupée; sa division du centre fut mise par là entre deux feux et écrasée

par des forces supérieures. Le plus grand courage ne put suffire pour éviter la défaite; elle fut complète. Après une défense désespérée de onze heures, dans laquelle l'amiral français se distingua d'une manière remarquable, cinq vaisseaux furent pris ou coulés bas; l'action se termina par la prise de de Grasse lui-même, dont le vaisseau-amiral, la *Ville de Paris*, était le plus fort qui fût sorti des chantiers de France, et le premier de sa portée qui eût jamais amené son pavillon : la nuit seule put sauver le reste de l'escadre. Cinq vaisseaux se réfugièrent à Saint-Eustache. Vaudreuil se porta vers Saint-Domingue, avec un corps principal de dix-neuf vaisseaux; son apparition produisit une épouvante générale, précisément au moment où l'on s'attendait à le recevoir comme le messager de la victoire. Les pertes de ce combat furent augmentées par la prise du *Caton* et du *Jason*, qui eut lieu au moment où, après avoir relâché à la Guadeloupe, ils cherchaient à rejoindre l'escadre.

Vaudreuil fut peu après renforcé par cinq vaisseaux arrivant de Saint-Eustache; mais l'échec fatal que les commandans des escadres des Bourbons venaient d'éprouver, les mit dans l'impossibilité de reprendre leurs projets de conquête. L'escadre espagnole et les troupes de cette nation retournèrent à la Havane; et une partie des vaisseaux français fut détachée pour escorter et

protéger les bâtimens de commerce de l'Europe. Vaudreuil, après avoir croisé quelque temps sur les côtes de l'Amérique anglaise, retourna dans les Indes-Occidentales, pour protéger les colonies françaises.

Les efforts des cours de Versailles et de Madrid, après des préparatifs aussi immenses qui devaient décider du sort de la guerre, se bornaient actuellement à des conquêtes de très peu d'intérêt pour elles, et de peu de préjudice pour l'Angleterre. La Peyrouse fut détaché par Vaudreuil, avec une petite escadre, pour détruire les établissemens anglais dans la baie d'Hudson; les Espagnols s'emparèrent, sans difficulté et sans pertes, des îles de Bahama. [1]

Le trait caractéristique de cette guerre mémorable fut le siége de Gibraltar, qui, pendant une période de quatre ans, attira les regards de l'Europe (*). Malgré les avantages que la cour d'Espagne retirait de ses alliances, et la grande supériorité des escadres combinées, trois années d'expérience suffisaient pour prouver que la conquête de

(1) Beccatini, page 326; continuation de Hénault pour 1781, 1782. Fantin des Odoards, *Histoire de France*, 1781, 1783. Adolphus, vol. III, chap. XLVII. Documens officiels anglais et étrangers.

(*) Le véritable siége de Gibraltar ne commença qu'à l'époque des *batteries flottantes* : jusqu'alors il ne fut qu'un *bloqueo fogueado*, selon l'expression des Espagnols, ou tout au plus un blocus avec quelques batteries, éloignées

cette place était, sinon impossible, du moins très incertaine. Par le manque d'approvisionnemens réguliers, la garnison s'était, il est vrai, trouvée de temps à autre réduite à une grande détresse; mais l'habileté et la promptitude des amiraux anglais, au moyen des secours arrivés en différentes occasions, avaient neutralisé les avantages de la force et de la position. La place était mieux approvisionnée et dans un meilleur état de défense qu'au commencement du blocus. On regardait avec raison les fortifications comme inex-

de la place de plus de sept cents toises, et qui par conséquent n'étaient que fort peu incommodes.

Sans doute ce blocus, soutenu par la supériorité de nos forces maritimes, aurait pu amener un heureux résultat; les efforts extraordinaires que fit le gouvernement anglais pour ravitailler la place, le prouvent assez; il y eut même une époque où l'on se trouva, à Gibraltar, dans la nécessité de détruire les carcasses de plusieurs bâtimens pour avoir du bois à brûler; les hôpitaux manquaient d'objets les plus essentiels. Le gouverneur regarda comme mesure fort utile celle de prohiber la consommation de la poudre à cheveux.

A la rigueur, le siége de la place ne dura que quatre mois, temps qui fut employé à disposer convenablement les prames, et à avancer les travaux de terre, dont la seconde parallèle, en face de l'ancienne ligne de Saint-Roch (l'auteur dit par erreur la quatrième), fut levée dans une nuit à la distance de cinq cents toises, et non de mille, comme l'a avancé l'auteur des *Mémoires*. (*Communiqué par M. le lieutenant-général Ofarril, qui prit part aux opérations du siége.*

pugnables. La garnison était composée de sept mille vieux soldats habitués au service, tous dévoués à la cause nationale, depuis le courageux et habile gouverneur jusqu'au dernier des soldats, et prêts à répandre leur sang pour la défense d'une place de laquelle l'honneur de la Grande-Bretagne et le succès de la guerre semblaient dépendre à la fois.

La cour d'Espagne, contrariée par des échecs souvent répétés, abandonna son premier système, et fit tous les préparatifs nécessaires pour prendre cette place, en l'assiégeant dans les règles. L'armée cantonnée dans les lignes de Saint-Roch, fut considérablement augmentée. On appela au service les plus habiles ingénieurs, d'immenses préparatifs de toute espèce furent réunis pour l'attaque. On ouvrit les tranchées, les approches contre les fortifications furent faites avec toute l'activité que pouvaient permettre la nature de la position et un terrain sablonneux.

Mais, quoique les assiégeans eussent réussi à établir des batteries d'une force extraordinaire, leurs moyens d'attaque étaient encore bien au-dessous de ceux des assiégés; placés sur une langue de terre basse et étroite, au pied d'un rocher d'une hauteur démesurée, qui était défendu par une artillerie formidable, il leur était impossible d'en éteindre le feu. A mesure que les assaillans s'avançaient, les dangers et les difficultés ne

faisaient que s'accroître pour eux. Souvent il arrivait que leur travail de plusieurs jours était détruit en une heure. Ils étaient obligés de recommencer des ouvrages, dirigés d'ailleurs et exécutés avec la plus grande habileté et un courage à toute épreuve. La fermeté, les ressources et l'activité de la garnison augmentaient en raison de la vigueur déployée par les assiégeans.

Enfin, ces derniers parvinrent à ouvrir, à la distance de mille toises des fortifications, une quatrième parallèle assez solide pour résister au feu de l'artillerie de la place. Ce fut ce moment-là même que choisit le gouverneur pour châtier leur témérité. Après leur avoir inspiré de la sécurité par un calme apparent, il prépara en secret ses moyens pour les attaquer. Avant la pointe du jour du 27 novembre, une sortie en trois colonnes fut dirigée par le général Ross, sous les yeux même d'Elliot, contre les travaux des ennemis. Ceux-ci furent surpris d'une apparition si subite, leurs travaux avancés furent détruits, leur artillerie fut éteinte, et en moins d'une heure il ne leur resta plus qu'un monceau de ruines. Cette opération fut conçue et exécutée avec une habileté et une intrépidité que justifia pleinement le succès. Les Anglais n'eurent que quatre hommes de tués et vingt-cinq blessés; perte peu considérable, qu'il faut attribuer plutôt aux hasards inévitables d'une

attaque de nuit, qu'aux efforts des ennemis. (¹)

Les assaillans, honteux et indignés de l'affront fait à leurs armes, reprirent leurs travaux avec une nouvelle ardeur. Ils employèrent toutes les ressources de l'art pour découvrir des moyens nouveaux de nuire aux assiégés. Les promesses de récompenses magnifiques firent de toutes parts éclore des projets; les uns étaient hasardeux jusqu'à l'extravagance, les autres trop ridicules pour mériter une sérieuse attention. On eût dit que tous les officiers du génie que contenait l'Europe, avaient réuni leurs efforts et leurs talens contre les braves défenseurs de ce rocher formidable. Parmi tant de projets, celui qui fut présenté par le chevalier d'Arçon, officier du génie français, d'un très grand talent et de beaucoup de réputation, mérita la préférence sur tous les autres. Convaincu de l'inutilité de tous les efforts, s'ils étaient seulement dirigés du côté de la terre, et se rappelant les moyens dont les Anglais s'étaient servis naguère pour s'emparer de la

(¹) Cette sortie d'une partie de la garnison de la place fut faite avec non moins d'audace que de rapidité. Mais on peut la qualifier d'irréfléchie; car si les troupes anglaises avaient été repoussées, et chaudement poursuivies la nuit, à la distance de sept cents toises de la place, elles auraient pu compromettre le sort de celle-ci; tandis qu'en admettant que la sortie eût été couronnée du plus grand succès, tout le mal fait aux assiégeans pouvait être aisément réparé. (*M. le général Ofarril.*)

place (*), il conçut le projet de combiner avec les attaques par terre, d'autres attaques aussi vives et aussi fortes du côté de la mer, et ce au moyen d'une escadre de batteries flottantes, d'une telle construction et d'une si grande solidité que, pour se servir de ses propres expressions, elles seraient incombustibles, et qu'elles ne pourraient non plus être coulées bas. Dix vaisseaux, depuis six cents jusqu'à quatorze cents tonneaux, y furent destinés. On employa deux cent mille pieds cubes de bois dans leur construction. Les batteries étaient plus épaisses que celles en usage sur le plus gros vaisseau. L'ingénieur voulait en faire autant de citadelles, à l'abri de la bombe par leur bastingage au-dessus, et à l'épreuve du canon du plus gros calibre par leur épaisseur sur les côtés, de manière à n'avoir à craindre dans le combat que quelques boulets qui pourraient entrer par une embrasure, et ne feraient que traverser le bâtiment en sortant par l'embrasure opposée. On aurait soin de tenir toujours cette embrasure ouverte afin de garantir le dedans de la batterie des matières inflammables que l'ennemi voudrait y introduire. Pour préserver ces prames de l'in-

(*) Nous ne voyons pas comment d'Arçon a pu imaginer ses batteries flottantes d'après la prise de Gibraltar par les Anglais, qui s'en emparèrent lorsqu'il n'y avait qu'une garnison de cent hommes. D'Arçon aura peut-être profité des idées émises à ce sujet par le célèbre tacticien espagnol, le marquis de Santa-Cruz de Marcenado.

cendie des boulets rouges, l'ingénieur avait imaginé des tuyaux de communication intermédiaire dans le bois même, qui tournaient toute la batterie, et qui devaient verser continuellement de l'eau dans toutes les parties, pour ne craindre dans aucun cas qu'un embrasement momentané. Cet appareil ingénieux consistait en un réservoir, en dedans de la batterie, dont l'eau, tirée par des pompes, devait être dirigée par des conduits formés d'une matière poreuse, placée dans toutes les parties de la machine comme les artères et les veines du corps humain, et qui conserverait le bois dans un état permanent de saturation. Chaque batterie était armée depuis huit jusqu'à vingt pièces d'artillerie, faisant en tout cent quarante-deux. La moitié à peu près de ce nombre se trouvait en réserve ([1]). Elles n'avaient qu'une seule voile pour les mettre en mouve-

([1]) Liste des batteries employées dans la célèbre attaque contre Gibraltar :

	Canons de service.	Canons de réserve.	Homm.	Commandans.
Pastora........	21 ..	10 ..	760 ..	Le contre-amiral Moreno.
Talla Piedra....	21 ..	10 ..	760 ..	Le prince de Nassau.
Paula Prima...	21 ..	10 ..	760 ..	Don Cayetano Langara.
El Rosario.....	19 ..	10 ..	650 ..	Don Federico Gravina.
San Cristoval...	18 ..	10 ..	650 ..	Don Francisco Xav. Muñoz.
Principe Carlos.	17 ..	4 ..	400 ..	Don Antonio Basurta.
San Juan......	9 ..	4 ..	340 ..	Don Josef Angeles.
Paula segunda..	9 ..	4 ..	340 ..	Don Pablo de Cosa.
Santa Ana	7 ..	4 ..	300 ..	Don Josef Goicoechea.
Los Dolores....	6 ..	6 ..	250 ..	Don Pedro Sanchez.

ment, et des ancres et des câbles pour les arrêter et les retirer en cas de besoin. Plus de cinq mille hommes étaient attachés au service de cet armement. Après beaucoup d'incertitude et de changemens sur l'endroit où l'attaque devait avoir lieu, on s'arrêta enfin à l'idée de concentrer le feu de ces machines à la distance de quatre cents toises entre le vieux môle et le bastion royal. Pour attirer vers d'autres points l'attention de la garnison, et augmenter les dangers pour elle, le front attaqué devait être inquiété par le feu des batteries du côté de la terre, qui lanceraient sans cesse des boulets et des bombes contre la place, ainsi que par celui d'un grand nombre de canonnières et de bombardières. Les vaisseaux de ligne prendraient part aussi à cette effroyable canonnade. Après qu'une attaque continuelle pendant plusieurs jours aurait renversé la muraille, et épuisé la force de la garnison, un nombre considérable de troupes seraient embarquées sur des radeaux et des bateaux plats, et elles emporteraient la place d'assaut. L'attaque devait être soutenue par un semblable effort du côté de la terre. On y travaillait sans relâche à creuser une nouvelle mine poussée jusqu'au pied même des ouvrages extérieurs. Dans l'intervalle, la partie la plus considérable de l'escadre devait croiser à l'entrée du détroit, et intercepter l'expédition que l'on attendait d'Angleterre.

Le projet obtint l'approbation de Florida-Blanca, et fut présenté au roi, qui adopta plusieurs changemens proposés par l'habile ingénieur. L'équipement eut lieu dans le port d'Algésiras, où les travaux furent poussés avec la plus grande activité.

Le duc de Crillon, le vainqueur de Minorque, fut nommé pour diriger l'entreprise. Ses troupes victorieuses, remplies d'enthousiasme par la prise qu'elles venaient de faire d'une place regardée comme un second Gibraltar, mirent gaîment à la voile dans l'espoir de partager l'honneur d'un succès qu'on tenait pour assuré, et d'ajouter un nouveau fleuron à la couronne qu'elles avaient déjà gagnée. Leur jonction faisait monter l'armée assiégeante à quarante mille hommes. A la vue de tant de moyens réunis, et d'une agglomération si considérable de forces, on n'avait plus aucun doute sur la réussite; plus le moment approchait, plus l'enthousiasme était exalté. Le monarque lui-même partageait l'ardeur générale, malgré le calme naturel de son caractère. Le matin, sa première question était : Est-elle prise? si la réponse était négative, il ne manquait pas de répliquer : Elle le sera bientôt. Dans l'armée, et sur les escadres combinées, l'ardeur et la joie étaient encore plus grandes qu'à la cour, et dans le reste de la nation. Le moindre doute du succès était non seulement tourné en ridicule, mais

regardé même comme criminel. Un concours extraordinaire de spectateurs remplissait le camp de Saint-Roch, et couvrait les montagnes environnantes. La première noblesse de l'Espagne, les officiers militaires les plus distingués, le comte d'Artois et le duc de Bourbon eux-mêmes se rendirent au camp pour être témoins du triomphe de l'Espagne et de la défaite des Anglais; ils allaient voir la prise d'une place qui avait jusqu'alors bravé tous les efforts de l'art et de la valeur.

Mais il était plus aisé de se bercer d'espérance, de faire de beaux projets, et de calculer mathématiquement l'emploi des masses inertes de matière, que de prévoir l'effet des accidens, d'apprécier l'inconstance des élémens, ou l'influence encore bien moins sûre des passions humaines. Le moment décisif approchait; tout était en mouvement; on voyait agir à la fois la vivacité française, la jalousie nationale, les intrigues de la rivalité; l'autorité manifestait des alarmes et de la méfiance; on lisait sur les visages la présomption des uns, la crainte des autres, c'était une agitation aussi variée qu'universelle (*). La saison s'avançait, on attendait d'un moment à l'autre l'arrivée d'une escadre anglaise; on paraissait surtout redouter les boulets rouges dont l'ennemi avait déjà fait un heureux essai, puisque contre toute attente il venait de détruire une des batte-

(1) BOURGOIN, volume III, page 209.

ries de terre, et les ouvrages qui les avoisinaient; on craignait que cet accident ne refroidît la confiance inspirée par de si grands préparatifs : toutes ces causes firent précipiter l'attaque.

Crillon lui-même ne regarda point d'un œil favorable le projet d'un officier subalterne, à qui on attribuerait une grande partie de la gloire de l'entreprise, si elle réussissait. Sur des remontrances que lui fit l'ingénieur, relativement à des changemens à faire dans les dispositions, il s'écria : « Vous avez un amour de père pour vos batteries, et vous ne songez qu'à leur conservation. Si les ennemis voulaient s'en emparer, je les brûlerais à leur barbe. » Dans une autre occasion, il disait en plaisantant, mais avec amertume : « Vous avez été appelé en Espagne pour exécuter *mon* plan d'attaquer Gibraltar par des batteries flottantes. Votre commission est terminée, le reste m'*appartient*. » Il écrivit à l'amiral don Buenaventura Moreno, qui demandait quelque retard : « Si vous ne commencez pas l'attaque sur-le-champ, vous êtes un homme sans honneur. » (*)

Enfin ce vaste appareil fut mis en mouvement. On s'aperçut que la partie la plus essentielle du projet était manquée. La circulation de l'eau à travers les batteries y en avait attiré une si grande

(*) Le lecteur va bientôt savoir l'opinion du duc de Crillon sur les batteries flottantes.

quantité, que leurs commandans commencèrent à craindre de ne pouvoir se servir de la poudre; ils se contentèrent d'une irrigation superficielle. D'autres précautions furent également négligées; par exemple, on ne prépara ni ancres ni câbles pour faciliter la retraite.

L'attaque commença par une épouvantable canonnade de l'artillerie des tranchées. Le signal fut donné dans la matinée du 13 septembre, la superstition remarqua ce nombre *treize;* les batteries vinrent se placer sur les points qui leur avaient été désignés; avant dix heures elles se trouvaient déjà à l'ancre, à la distance de six cents toises des fortifications. Quoique la garnison ne fît rien pour empêcher cette manœuvre, les batteries ne purent parvenir à la position projetée, et elles se trouvaient exposées à recevoir toute la portée de l'artillerie qui les dominait. Un vent violent qui s'éleva, la mer qui était houleuse, rendirent très peu nécessaires pour l'attaque les bombardières et les canonnières. Les mêmes causes s'opposèrent à la coopération de l'escadre. Quant au feu des tranchées, la distance était trop grande, sa direction trop incertaine, pour qu'il pût produire l'effet qu'on s'en était promis.

A peine les prames eurent-elles mouillé, qu'une vive canonnade commença, soutenue par toute l'artillerie et les mortiers des tranchées dans toutes les directions, et sans discontinuer d'un seul ins-

tant. La place commença son feu aussitôt. Il est impossible de décrire le bruit que fit cette canonnade épouvantable ; quatre cents pièces de gros calibre jouaient à la fois, chose qui ne s'était jamais vue depuis l'invention de la poudre. On peut dire que dans cette occasion les efforts de l'homme semblaient rivaliser avec les grandes opérations de la nature, quand la foudre fait entendre ses plus terribles détonations.

Pendant quelques heures l'attaque et la défense furent balancées ; on ne pouvait remarquer aucune supériorité ni du côté des assaillans, ni du côté de la place. Les batteries flottantes paraissaient aussi formidables qu'on l'avait dit. Elles défiaient tout le fracas de l'artillerie : les obus les plus forts rebondissaient sur leurs hunes, et se perdaient dans la mer; pendant très long-temps les boulets rouges que l'ennemi lançait avec une rapidité et une précision inconcevables, ne paraissaient faire aucun mal. La lutte continua avec acharnement pendant toute la journée ; à sept heures du soir le brave Elliot demandait avec une surprise mêlée d'anxiété, à quelques matelots espagnols que le mauvais temps forçait d'entrer dans le port : « Quelle est donc la composition de ces machines sur lesquelles les boulets rouges ne produisent aucun effet? »

Mais le moment de leur destruction approchait. Outre les secours qu'elles recevaient par terre et

par mer, les troupes employées dans leur service dangereux, étaient persuadées qu'elles étaient indestructibles; telle était l'idée qu'elles avaient des batteries flottantes. Elles croyaient aussi que la garnison ne pourrait lancer plusieurs boulets rouges à la fois; mais elles changèrent d'idée, et leur surprise fut extrême quand elles virent que les boulets rouges pleuvaient de toutes parts, lancés continuellement avec une précision extraordinaire, et que plusieurs, qui avaient pénétré dans les flancs des vaisseaux, ne pouvaient être éteints. Les troupes alors furent saisies d'une terreur panique. La confusion devint générale, et le désespoir suivit de près. Non seulement on suspendit tous les efforts dirigés pour incommoder l'ennemi, mais on ne fit aucune disposition pour commencer la retraite. (1)

(1) L'ingénieur, qui se trouvait en personne à bord de la *Talla-Piedra* pendant l'attaque, dans le premier moment de la consternation s'accusait d'être lui seul cause de la non réussite. Il écrivit à Montmorin, l'ambassadeur de France à Madrid : « J'ai brûlé le temple d'Éphèse, tout est perdu, c'est ma faute; ce qui me console dans mon malheur, c'est que l'honneur des deux rois n'est point terni. » Plus tard, cependant, il revint de sa consternation et rédigea une apologie de sa conduite et de son plan, sous le titre de *Mémoire pour servir à l'histoire du siège de Gibraltar, par l'inventeur des batteries flottantes, à Cadix* 1783. Voici la relation qu'il nous a laissée de cette catastrophe. Elle ne peut manquer d'intéresser le lecteur, puisqu'elle vient de la

Dans l'intervalle, le feu de la place devint plus vif : à minuit la conflagration de ces deux batteries principales fut inévitable, et les boulets rouges commencèrent à produire un effet alarmant.

personne la mieux instruite de tous les détails, et la plus vivement intéressée dans cet événement mémorable.

« La *Talla-Piedra*, dit-il, était à l'ancre devant la place en même temps que la *Pastora*, avant dix heures du matin. Le feu des deux batteries commença sur-le-champ : celui de l'ennemi, d'abord extrêmement vif et constant, se ralentit dans l'après-midi, mais il continua toujours, sans interruption, jusqu'à trois heures. Parmi les nombreux boulets rouges qu'on éteignit, un seul nous alarma. Notre feu commença alors à se ralentir. L'ennemi profita de cette interruption; il recommença une canonnade bien plus effroyable, et obtint alors une supériorité décidée qui rendit inutiles tous nos efforts pour arrêter les progrès des flammes. Nos craintes s'augmentèrent, et un ordre donné avec précipitation pour mouiller la poudre, occasionna une cessation totale de canonnade. Comme nous ne pouvions plus cacher l'incendie qu'annonçaient les nuages de fumée, notre danger devint alors plus imminent, et il fut impossible de parvenir à éteindre les flammes. Il ne restait alors d'autre parti à prendre que de retirer les batteries flottantes.

« Les progrès de la conflagration étaient extrêmement peu considérables : ce fut le même boulet qui mit le feu d'abord dans la partie extérieure de la batterie, et ensuite dans les charnières intérieures; mais ce feu occulte, qui aurait pu être facilement éteint en s'éloignant à une certaine distance du feu continuel de la place, s'annonça pendant

Pendant cette crise, plusieurs fusées volantes ayant été lancées, en signe de détresse, un grand nombre de chaloupes, canots et felouques furent envoyés de l'escadre pour sauver les équipages : mais au milieu de cette opération, le

six heures par la fumée; ce ne fut que vers minuit qu'on perdit l'espoir de le maîtriser. Les batteries étaient intactes. Cependant on décida de leur faire subir la même destinée qu'à la *Talla-Piedra*. Toutes furent abandonnées, et comme les boulets rouges de l'ennemi ne suffisaient pas pour les incendier, on ordonna d'y mettre le feu. Cet ordre ayant été mal exécuté, plusieurs furent entièrement incendiées avant que l'équipage les eût abandonnées. Quatre se trouvèrent encore entières le lendemain à six heures, après avoir résisté également aux tentatives que l'on fit pour les incendier, et aux boulets rouges que lançait l'ennemi.

« L'ingénieur, entièrement occupé de retarder les progrès du feu à bord de la *Talla-Piedra*, n'eut aucune connaissance de cette disposition; il proposa d'employer des moyens pour remorquer le vaisseau, l'éloigner du danger, et le réparer. L'officier chargé de cette commission ne put pas réunir le nombre de matelots nécessaire pour cette manœuvre.

« A sept heures du soir, l'amiral de Guichen offrit l'assistance de l'escadre française pour soutenir les batteries, et quoique les affaires ne se trouvassent point dans une situation satisfaisante, il lui fut répondu que tout allait à merveille, et qu'on n'avait pas besoin d'assistance. Plusieurs canots avaient cependant été envoyés pour annoncer l'état de la *Talla-Piedra*. Les neuf autres batteries se trouvant placées à une bien plus grande distance, et par conséquent moins exposées au feu de l'ennemi, étaient dans un état

brigadier Curtis s'avança avec douze canonnières, et foudroya la ligne formée par les batteries flottantes, avec un feu continuel et bien nourri, tandis que celles-ci étaient incommodées sur leur front par l'artillerie de la garnison. Les canots furent donc forcés de se retirer, et de laisser un grand nombre de troupes abandonnées à leur sort. On voyait dans ce moment terrible beaucoup de soldats se cramponner aux côtés des vaisseaux et chercher en vain à s'échapper, d'autres flottaient sur des débris; tous faisaient entendre des cris plaintifs, et demandaient qu'on vînt à leur secours.

Pas un seul homme de tous ceux qui étaient restés sur les batteries flottantes, n'aurait pu se soustraire aux horreurs réunies du feu, de l'eau et des combats, si les Anglais n'eussent montré

plus favorable pour être retirées et réparées. Cette retraite, dont on avait prévu la nécessité, qu'il était si facile d'exécuter, et qui était devenue absolument indispensable, ne fut pas même commencée. L'ingénieur se maintint à bord de la *Talla-Piedra* jusqu'après minuit; alors il alla demander des secours à l'amiral. Celui-ci l'envoya au général qui avait formé le plan d'attaque avec le commandant des batteries flottantes. A son arrivée au quartier général, le général se trouvait absent, mais il y apprit que l'ordre avait été donné de tout incendier. » (*)

(*) Ce fut le général Moreno qui, désespérant de sauver aucune prame, et voulant qu'elles ne devinssent pas la proie des Anglais, ordonna qu'on laissât brûler celles qui étaient incendiées, et qu'on mît le feu à toutes les autres.

autant d'humanité que de bravoure : à peine la destinée de l'entreprise eut-elle été décidée que le feu de la garnison cessa tout à coup; et l'on ne montra pas moins d'empressement à secourir les malheureuses victimes, qu'on avait déployé de zèle et d'activité à la faire échouer. Le brave brigadier retira plusieurs blessés du milieu des flammes : on le vit sauver deux cent cinquante hommes d'une mort imminente, et ne discontinuer ses services bienfaisans que lorsque sa vie se trouva exposée aux plus grands dangers, par les explosions qui éclataient à ses côtés. Sur cinq mille employés dans cette attaque, deux mille perdirent la vie; les Espagnols brûlèrent eux-mêmes leurs batteries flottantes, qui n'étaient pas très endommagées. Enfin, avant la fin du jour, à peine restait-il des traces de cet armement formidable, qui, pour nous servir des expressions employées par l'ingénieur lui-même, fut dissipé en un instant et s'évanouit comme une vapeur légère dans les airs.

L'abattement que causa cet échec fut égal à l'enthousiasme qui régnait avant l'attaque : l'immense foule des spectateurs accourus de toutes parts, rayonnans de joie, se dissipa, la tristesse dans l'âme et sur les visages. Les princes français, qui avaient entrepris un voyage rapide jusqu'aux colonnes d'Hercule, pour honorer de leur présence une conquête qu'ils croyaient certaine,

quittèrent le camp aussitôt après le désastre dont ils furent témoins; et à leur retour à l'Escurial, ils reçurent un accueil moins affectueux que celui qu'on leur avait fait partout à leur passage. (*)

Il restait encore, malgré cette catastrophe, une lueur d'espérance aux Espagnols : la garnison était épuisée de fatigue; elle manquait de provisions, n'avait pas beaucoup de munitions, et ne pouvait tenir long-temps si elle ne recevait pas de secours. On croyait que la Grande-Bretagne ne pourrait équiper une escadre assez forte pour pouvoir ravitailler la place en présence de l'escadre combinée. Mais dans les premiers jours d'octobre on découvrit, à la hauteur du cap Saint-Vincent, lord Howe avec seulement trente vaisseaux de ligne, et embarrassé d'un convoi de transports. On regarda ce projet comme un trait de folle imprudence, et l'on croyait que toute l'expédition allait être anéantie; car outre l'escadre combinée de soixante-quatorze vaisseaux et plusieurs frégates, on avait armé une multitude de petits bâtimens, des canonnières et des brûlots. De plus, à l'instar des Anglais, on avait préparé des fourneaux pour chauffer des boulets rouges et détruire les transports et les bateaux plats aussitôt qu'ils entreraient dans la baie.

(*) Nous avons lieu de croire cette assertion au moins hasardée.

Comme l'escadre anglaise s'approchait, les escadres combinées, au lieu de disputer le passage du détroit, se placèrent devant le port pour empêcher l'introduction des secours; mais le 10 octobre, à minuit, un violent ouragan les força de reprendre le large : le *Saint-Michel*, de 74, échoua sur la côte et fut pris par la garnison ; deux furent jetés dans la Méditerranée, deux autres parvinrent non sans beaucoup de difficultés à gagner Algésiras. Trente canonnières et d'autres petits bâtimens armés échouèrent; enfin tout l'armement souffrit considérablement et se dispersa par la violence des vents. On apprit cependant le lendemain que les Anglais avaient passé le détroit en deux lignes dans l'ordre le plus parfait, ayant le convoi en arrière et cinglant vers les côtes d'Afrique. Un peu avant le coucher du soleil, on vit, du roc de Gibraltar, l'avant-garde et l'escadre voguant vers l'est dans la Méditerranée; et quatre transports avaient réussi à entrer dans le port.

Alors l'amiral espagnol, Cordova, convoqua un conseil de guerre, dans lequel il fut décidé à l'unanimité qu'il ne fallait pas attaquer l'ennemi avant que l'escadre n'eût réparé ses avaries. Cette nuit même, plusieurs vaisseaux furent encore très endommagés par la tempête ; ce ne fut que le 13, dans l'après-midi, que l'escadre combinée hasarda d'aborder l'escadre anglaise.

Pendant cinq jours consécutifs, les amiraux français et espagnol eurent la mortification de voir un adversaire tenir la mer par un temps difficile, ne cherchant ni refusant la bataille, et faisant une série de manœuvres très habiles qui semblaient défier la fureur des élémens. Tous les transports, à l'exception d'un seul, entrèrent dans le port; la garnison reçut un renfort de quatorze cents hommes et des approvisionnemens de toute espèce.

Cette mortification des amiraux ne fut pas la seule qu'ils essuyèrent. Ils suivirent l'escadre anglaise à une petite distance, lorsqu'elle repassa le détroit, comme s'ils s'étaient proposé de rendre hommage à l'habileté supérieure que l'amiral avait déployée dans le but qu'il avait à remplir. Enfin, honteux d'avoir été vaincus par une force inférieure, ils forcèrent de voile, et, par un vent favorable, se rencontrèrent avec les Anglais devant Cadix. On les vit éviter un engagement général, et, après une canonnade de cinq heures sans peu de résultat, abandonner leur poursuite, avec le pénible regret d'avoir vu une escadre de trente vaisseaux de ligne, sans aucun port pour s'y réfugier, embarrassée d'un convoi, secourir Gibraltar devant une escadre de soixante-quatorze vaisseaux stationnés près de ses côtes, et ayant en sa faveur tous les avantages du vent et de la position.

Malgré des échecs répétés, on continua le siége; un plan encore plus bizarre que celui des batteries flottantes, fut conçu dans le but de détruire les fortifications. Il s'agissait de pratiquer sous le rocher une mine d'une grande étendue; mais il paraît qu'on mit ce projet en avant plutôt pour nourrir les espérances du roi d'Espagne que par l'espoir réel du succès. Les assiégeans, après avoir poussé les travaux avec une assez grande activité, furent sans doute sauvés d'une nouvelle mortification par la cessation des hostilités. (*) (¹)

(*) Malgré les plaisanteries qu'on s'est permises sur cette tentative clandestine contre le rocher de Gibraltar, des témoins oculaires m'ont assuré que lorsque le général Elliot, libre enfin de communiquer avec M. de Crillon, se promenait avec lui autour de cette place, il parut surpris en voyant les progrès qu'avait déjà faits la première de ces mines, et lui dit que *s'il les avait connues, il n'aurait pas été aussi tranquille.* Ce propos était-il un aveu sincère ou un trait de politesse? (Bourgoin, *Tableau de l'Espagne moderne*, volume III, page 227.)

(¹) *Relation du siége de Gibraltar*, par Drinkwaser. *Mémoire de M. d'Arçon*, pour servir à l'histoire de ce siége; Beccatini, pages 328-365. Journaux politiques de Hambourg de 1782, qui contiennent un plan et un dessin des batteries flottantes. Bourgoin, volume III, et dans l'atlas une carte de la position qui dut être occupée et de celle qu'on se proposait d'occuper. Documens officiels, anglais, français et espagnols. *Compte rendu* de l'administration de Florida-Blanca, n° 9.

NOTE SUR LE SIÉGE DE GIBRALTAR.

Rien de plus juste que la remarque du ministre Carvajal au sujet de l'amitié entre l'Espagne et l'Angleterre ; elle ne saurait être sincère ni durable, disait cet homme d'état, tant que Gibraltar restera entre les mains des Anglais. En effet, tant que les Espagnols conserveront le sentiment de leur dignité nationale et de leur indépendance, ils regarderont avec peine le pavillon britannique flottant sur leurs côtes ; se trouveront humiliés de la présence d'une colonie étrangère, établie sur un rocher inaccessible, et recevant par la mer tous les secours dont elle peut avoir besoin. Des écrivains anglais se plaisent, avec une légèreté d'autant plus étonnante qu'elle ne leur est pas caractéristique, à expliquer, par des motifs de religion, la mortification des Espagnols à cet égard ; nous ne pouvons pas souffrir, disent-ils, que cette place se trouve au pouvoir des hérétiques. Nous nous contenterons de dire à ces écrivains qu'ils sont dans l'erreur. Les temps du fanatisme et de l'intolérance sont heureusement loin de nous, et s'il pouvait en rester encore quelques traces, la partie saine et éclairée de la nation espagnole désavouerait hautement d'aussi honteux égaremens ; mais il existe chez les Espagnols un autre sentiment, très impérieux et très honorable à la fois ; c'est le patriotisme : ils s'indignent avec raison à la vue du pavillon d'Angleterre arboré dans leur propre pays ; ils gémissent d'avoir chez eux un entrepôt permanent, destiné à ruiner toute leur industrie manufacturière. Peu leur importe la croyance religieuse des militaires qui gardent le rocher de Gibraltar, et fussent-ils aussi bons catholiques que le pape, on éprouverait un vif déplaisir de les y voir, malgré leur orthodoxie ; déplaisir qui ne peut être comparé qu'au désespoir dont les Anglais auraient subi les atteintes,

si une division de *la grande armada* fût parvenue à occuper quelque point fortifié de leur côte près de Portsmouth, et à y établir une colonie espagnole.

Ce fut pour l'Espagne un des grands malheurs de la guerre de la succession, que la perte de cette place importante. Aussi, pendant la durée du dernier siècle, le gouvernement espagnol s'est vu forcé de faire, en pure perte, de la restitution de Gibraltar la base de toutes les négociations avec l'Angleterre; de son côté, la Grande-Bretagne, tout en faisant semblant, dans ses momens de détresse, de vouloir remettre cette acquisition précieuse, a trouvé toujours moyen de l'éluder. Quoique de nos jours la possession de Malte et des îles Ioniennes par l'Angleterre, ait ôté à Gibraltar une partie de son importance primitive, il est à supposer qu'elle persistera à l'avenir à garder comme par le passé cette conquête.

Charles III, entraîné dans la guerre contre la Grande-Bretagne, par des affections de famille, ou par d'autres considérations aussi peu politiques, eut d'immenses dépenses à faire pour reconquérir Gibraltar. S'il avait mieux envisagé les intérêts de son royaume, il aurait adopté un système de neutralité, et cette sage conduite lui aurait peut-être valu la restitution de la place. Nous examinerons plus tard l'ensemble des vues de son cabinet; nous nous bornerons maintenant à éclaircir les opérations de ce siége célèbre.

L'idée d'attaquer Gibraltar du côté de la mer, vient à toute personne en état d'apprécier les grandes difficultés d'une attaque du côté de terre. La langue de terre se rétrécit tellement à mesure qu'on se rapproche de la montagne, que les batteries des assiégeans deviennent inférieures en force et en précision à celles des assiégés, dont quelques unes sont percées dans le roc même. En admettant qu'il fût possible de construire une batterie qui servirait à

battre en brèche la partie abordable de la place, on peut assnrer qu'elle se trouverait toujours isolée, et dominée par les feux de l'ennemi, qui battrait avec six pièces contre nne; on serait forcé aussi à donner une grande élevation à ses épaulemens pour garantir les tronpes.

Ce furent ces considérations qni déterminèrent le gouvernement espagnol à essayer d'antres moyens d'attaqne, et à adopter le projet des batteries flottantes; projet qu'il snivit contre l'opinion du général duc de Mahon, soit qu'il fût séduit par les brillantes promesses de l'ingénieur d'Arçon, appuyées par le comte d'Aranda, ambassadenr à Paris, soit qu'il se proposât seulement, ainsi que le comte de Florida-Blanca le fit entendre au duc de Mahon, d'effrayer l'ennemi, et de négocier la paix. Les mémoires de M. de Crillon renferment des détails si précieux au sujet de cette opération du gouvernement espagnol, que nous nous croyons obligé de les communiqner an lectenr.

Charles III fit venir en toute hâte à Madrid le général Crillon, de Minorque, où il venait de s'illustrer par la prise de Mahon, ponr lui confier le commandement difficile dn siége de Gibraltar. On avait fait venir en même temps, par son ordre, l'ingénienr français d'Arçon, inventeur des batteries flottantes: le but de cette réunion était de faire expliquer à d'Arçon son projet, devant M. de Crillon, pour ponvoir combiner ensemble toutes les mesnres nécessaires pour la réussite. Laissons le duc de Mahon raconter lui-même cette entrevue, et les conséquences dont elle fut suivie.

« En effet, dès le même jonr de son arrivée, M. le comte de Florida-Blanca lui dit: Vons n'ignorez pas qhe M. d'Arçon travaille à Cadix et à Algeziras, à des machines qu'il a imaginées, qn'on regarde comme infaillibles pour prendre Gibraltar, et je crois (comme vous pouvez bien vous en douter) que c'est vous que le roi choisira pour commander ce siége; j'ai

pris mes mesures en conséquence pour vous aboucher ensemble; je lui ai écrit de la part de Sa Majesté, d'être rendu ici ce soir même, et nous pourrons prendre un rendez-vous chez moi à huit heures du matin, afin de vous mettre aux mains devant moi. M. de Crillon s'y rendit. C'est là qu'il vit M. d'Arçon pour la première fois de sa vie, et il ne lui fut pas difficile de juger, dès ce premier moment, qu'il avait plus d'esprit qu'il n'en fallait pour soutenir une mauvaise thèse devant ceux qui ne sont pas du métier; mais cependant, loin d'être effrayé de son éloquence, M. de Crillon n'en devint que plus assuré du suffrage de leur juge commun. Cette entrevue était pour lui trop intéressante, pour qu'il en ait oublié la moindre circonstance; M. de Florida-Blanca, dont la mémoire est aussi sûre que le jugement, se la rappellera parfaitement, et M. de Crillon est assuré que M. d'Arçon est trop honnête homme pour la nier. Ce général commença par prier M. d'Arçon de l'instruire de son plan; et c'est ce que fit tout de suite M. d'Arçon, en étalant sur la table un croquis de la place de Gibraltar du côté de la Méditerranée, avec un plan de ses batteries flottantes battant la place, et à part le profil d'une de ses batteries, dont la grosseur et la construction parut énorme à M. de Crillon ; il lui dit, après lui avoir laissé expliquer le tout bien à son aise : 1°. « Monsieur, croyez-vous que vos batteries flottantes seront en état, par leur échantillon, de résister au canon placé en amphithéâtre, qui les foudroiera sans relâche avec la plus grande violence? Il lui répondit que ses batteries seraient plus épaisses que l'échantillon du plus gros vaisseau, et que comme il voulait en faire des citadelles à l'abri de la bombe, par leur bastingage en dessus, et à l'épreuve du canon du plus gros calibre, par leur épaisseur dans les côtés, il n'aurait à craindre dans le combat que quelques boulets qui pourraient entrer par une embrasure, ne faisant que traverser le bâtiment en sortant par l'embrasure

opposée qu'on aurait soin de tenir toujours ouverte pour garantir le dedans de la batterie de quelques matières enflammées, que l'ennemi eût voulu y introduire. Qnoique dans ce cas, ajouta-t-il, je n'en serais guère en peine, n'ayant à nous occuper que de cette partie par mille moyens prévus à cet égard, et que je vous expliquerai par la suite. — Mais, monsieur, lui dit M. de Crillon, (*sans aller plus loin*), vous aurez bien de la peine à conduire en batterie une masse aussi lourde, et à laquelle je vous prie de me dire combien il vous faudra d'eau de profondeur. — Pas plus, lui répondit-il, qu'il n'en faudrait à un vaisseau de quatre-vingts canons armé en guerre. — *Mais autant*, reprit M. de Crillon; il lui répondit *oui*, et en ajoutant : J'ai l'honneur de vous entendre; vous allez m'opposer la seule objection qu'on puisse faire à mes batteries; c'est que vous croyez, par suite de leur construction, et étant plus pesantes dans leur marche, qu'elles iront plus lentement, et avec plus de difficulté que ne le ferait un vaisseau de ligne; et *cela est vrai*, mais au moins elles marcheront; et comme il sera nécessaire de leur éviter le moindre trajet possible quand il sera question de l'attaque, on aura soin, à mesure qu'elles seront construites, de les faire aller d'avance le plus près de la place, hors de la portée du canon, sous une de nos redoutes, jusqu'à ce qu'étant toutes rassemblées là, et le jour pris pour l'attaque (la mer étant toujours tranquille dans cette partie), elles seront conduites à la remorque pour hâter leur marche, et assurer l'opération par autant de chaloupes qu'il en faudra pour aller embosser chaque batterie flottante vis-à-vis du pan de muraille qu'elle sera chargée de battre. M. de Crillon lui répondit : Non, monsieur, ce n'est pas de la marche de vos batteries que je suis en peine, mais c'est de leur approche; et vous venez, en disant qu'elles prendront, étant armées, autant d'eau qu'il en faudrait à un vaisseau de ligne de quatre-vingts canons,

de me prouver physiquement que l'exécution de votre projet est impossible, puisque, ayant été pendant un an commandant le camp de Gibraltar, j'ai reconnu, par les sondes que j'ai fait répéter plusieurs fois et en différentes saisons, des approches de cette place, et que j'ai remises au roi par les mains de M. le comte, dans un projet que j'ai présenté à Sa Majesté, *qu'un vaisseau de guerre de quarante canons, armé, ne pourrait trouver qu'à la distance de cinq à six cents toises assez de fond pour approcher de la partie que vous voulez attaquer, et vous savez sûrement, monsieur, qu'il est impossible de battre en brèche à une distance plus grande que celle de quatre cents toises.* M. d'Arçon ne fut point embarrassé, et répondit : Il est possible, monsieur, que ceux que vous avez chargés de cette sonde vous aient dit la vérité, mais ils peuvent aussi vous avoir trompé; les marins que j'ai consultés m'ont assuré qu'il y avait assez d'eau pour porter les plus gros vaisseaux de ligne jusqu'à deux cent cinquante toises de la place; mais vous avez raison; c'est la base de mon projet, qui ne peut exister sans cette première donnée, dont j'avoue que je n'ai jamais douté un instant jusqu'ici; et comme je suis le premier intéressé à sa réussite, je n'aurai rien de plus pressé, en retournant à Algeziras, que d'en voir faire de nouvelles sondes sous mes yeux. A quoi M. de Crillon répondit que cela était très juste avant tout, pour ne pas perdre un temps précieux, et pour arrêter les dépenses inutiles, s'il fallait combattre l'obstacle invincible de la nature. A cela M. de Florida-Blanca leur dit qu'ils avaient tous deux raison, et ajouta, en souriant, qu'il était fort aise de les voir d'accord.

« M. de Crillon dit alors à M. d'Arçon : Mais, monsieur, puisque vous croyez que vos batteries pourraient s'embosser à deux cent cinquante toises du canon de la place, je les suppose même à quatre cents, étant certain que le canon tiré sur

terre doit avoir plus de force que celui dont le point d'appui a un mouvement perpétuel et étant tout aussi sûr que le feu brûle le bois, lorsqu'un boulet rouge sera entré autant qu'il le pourra dans votre bâtiment, et s'y trouvera incrusté, qui est-ce qui l'en ôtera, et qui est-ce qui en éteindra le feu? — Ho! monsieur, c'est là, répondit-il, la seconde base de mon projet; j'ai des tuyaux communicatifs dans le bois même, intermédiaires, qui tournent toute ma batterie, et qui versent de l'eau perpétuellement dans toutes ses parties en assez grande abondance pour ne craindre, dans aucun cas, qu'un embrasement momentané. M. de Crillon lui répondit : Mais, monsieur, si un coup de canon brise un de vos tuyaux, que deviendra la communication de l'eau ? Il répondit peut-être d'une manière satisfaisante pour un homme très versé dans la mécanique; mais M. de Crillou lui avoua qu'il n'en savait pas assez pour l'entendre à cet égard; et M. de Florida-Blanca dit alors qu'il convenait qu'il ne comprenait pas davantage cette perpétuelle circulation à l'abri du canon ; mais qu'il fallait sur cela s'en rapporter aux gens de l'art, et qu'on l'avait assuré, de Paris, que les plus habiles ayant été consultés, tous étaient d'accord que l'invention était physiquement démontrée; ainsi, que nous ne pouvions nous refuser à ces assertions, puisque nous convenions nous-mêmes que nons n'y comprenions rien, et que nous perdions notre temps dans les démonstrations qu'on voulait nous donner. Mais, monsicur le comte, reprit M. de Crillon, cela est cependant d'une si grande conséquence à établir, que je voudrais qu'on fît une expérience de l'incombustibilité des batteries avant d'entreprendre une si grande opération. »

M. d'Arçon qui lui parut toujours de bonne foi sur son projet, parce que les plus habiles peuvent se tromper, et se faire illusion sur leurs enfans chéris, accepta sur-le-

champ l'épreuve, en ajoutant qu'il en serait fort aise, convenant qu'il l'avait crue jusque-là si assurée, qu'il ne l'avait jamais faite; et M. de Florida-Blanca répéta encore, *qu'il était bien aise de les voir d'accord.* « Il me reste un troisième article à éclaircir, ajouta M. de Crillon, en supposant, pour préalable à tout, 1°. qu'il y aura suffisamment d'eau pour nous mettre à portée de faire brèche à la muraille; 2°. que vos batteries ne seront pas brûlées par les bombes, le boulet rouge, et les artifices; mais, dites-moi donc alors, je vous prie, en admettant la troisième supposition que la place sera ouverte, comment traverserez-vous deux cent cinquante toises de mer pour monter à l'assaut? — Ho! dit-il, on rassemblera de Cadix et de tous les ports, deux mille barques de toute espèce; la mer en sera couverte entièrement, toutes les batteries de la place seront ruinées, toutes les murailles à bas, et certainement le gouverneur n'attendra pas d'être emporté d'assaut. » A cela M. de Crillon ne répondit rien. La conversation durait depuis près de trois heures; et il la coupa, en disant à M. d'Arçon: « Messieurs, nous oublions que M. le comte de Florida-Blanca nous écoute depuis huit heures du matin; nous n'avons que cette affaire, et il doit peut-être parler de toutes celles de l'Europe: nous dînons chez lui; je vous menerai promener dans mon carrosse après midi, si cela vous convient. Nous avons tout ce temps-là à causer tête à tête; et si M. le comte veut bien nous indiquer un quart-d'heure dans la soirée, nous lui rapporterons notre résumé, et vous serez en état de pouvoir repartir demain matin pour votre destination. »

Lorsque le duc de Mahon se trouva seul avec le ministre, il lui déclara qu'il lui était absolument impossible de se charger de ce projet, fondé sur deux bases, dont il était assuré que la première ne pourrait avoir lieu: étant certain, à l'égard des sondes, qu'elles se trouveraient sûrement con-

formes à celles qu'il avait fait faire souvent; que la seconde, sur son tuyau communicatif, lui paraissait moins que satisfaisante contre l'effet des boulets rouges, « et qu'enfin, son moyen proposé pour un assaut (heureusement impossible à donner) révoltait l'humanité, et toutes les notions militaires; étant bien reconnu qu'on ne peut donner un assaut qu'avec de bonnes colonnes bien formées, bien serrées, et dont la masse puisse entamer celles des assiégés, au lieu de descendre et attaquer par pelotons qui seraient culbutés dans la mer, avant de mettre pied à terre, par une garnison de dix mille hommes toute prête à nous recevoir, ne pouvant être surprise, et en état de détruire en détail l'armée de Darius sans être entamée, et se tenant à couvert derrière des débris de muraille, causés par des boulets qui, ne fussent-ils tirés que de deux cent cinquante toises, ne pouvaient jamais avoir battu la muraille par le bas, et n'auraient fait que donner aux ennemis un double rempart impénétrable, qu'ils n'abandonneraient qu'autant qu'ils le voudraient, surtout au moment de l'arrivée sur eux de nos petites barques, moment où notre artillerie ne pourrait plus nous aider. »

M. de Florida-Blanca répondit à M. de Crillon qu'il le comprenait très bien sans être du métier, et que toutes les raisons qu'il avait opposées à M. d'Arçon contre son projet, l'avaient frappé; mais que tous les arrangemens étaient faits en conséquence de ce projet présenté par un ambassadeur du roi, capitaine-général comme lui, soutenu par tous les ministres de France, et approuvé par Sa Majesté Très Chrétienne, notre bon allié, qui nous fournissait des troupes pour l'exécution de ce plan auquel ces ministres ont mis toute leur confiance; « enfin, ajouta M. le comte de Florida-Blanca, le roi le veut, parce qu'il n'est plus temps (vu les grandes dépenses qu'on a déjà faites pour les préparatifs de ces batteries flottantes) de chercher à en faire

de nouveaux pour votre projet, ou tout autre. » Le ministre ajouta à M. de Crillon que Sa Majesté avait jugé sa personne nécessaire pour la réussite du siége, attendu la confiance et l'amour qu'il venait d'inspirer à la nation par la conquête de Mahon, ainsi que par l'attachement que le soldat français avait toujours eu pour M. de Crillon.

M. de Florida-Blanca lui représenta qu'il déplairait très fort au roi s'il n'acceptait pas ce commandement, surtout presque dans le moment que Sa Majesté lui avait donné le bâton de capitaine-général de ses armées, et la grandesse de première classe à perpétuité; « enfin, lui répéta-t-il, le roi le veut et est le maître, je vous le demande à ce titre comme son ministre, et je vous en prie comme votre ami. » M. de Crillon lui répondit : « Monsieur, je sens tout ce que vous me dites, et jusqu'aux larmes; je sais fort bien par mon devoir, par ma reconnaissance, et par mon attachement à l'auguste maison de Bourbon, que le roi est le maître de ma vie, et je suis prêt à aller tout à l'heure, si Sa Majesté le veut, essayer, avec ma tête, de renverser le rocher de Gibraltar : mais si le roi est le maître de ma vie, ni lui, ni personne dans le monde ne le sont de mon honneur, et je ne veux pas m'exposer à le perdre, en acceptant une pareille commission. » M. de Florida-Blanca s'en souviendra très bien, et certifiera toute cette conversation. Ce ministre ne répondit rien, eut l'air de penser un moment, et dit à M. de Crillon : Laissez-moi passer un instant dans mon cabinet, et restez ici. Il ne tarda pas à revenir, et dit alors à M. de Crillon : « J'ai connu votre sagesse, et surtout votre discrétion, votre conduite dans la conquête de Mahon; ainsi je vais vous parler avec confiance; nous sommes en mesure de faire la paix, et c'est la prise de Gibraltar qui doit en décider les conditions. Toute l'Europe a les yeux ouverts sur le projet de M. d'Arçon, et le regarde comme assuré : la France n'en doute point, et nous

savons, par toutes les nouvelles d'Angleterre, que les Anglais sont si prévenus sur le succès de cette entreprise, qu'il y a toute apparence que le gouverneur de Gibraltar, homme de mérite, et aussi sage qu'il est brave, ne voudra pas s'obstiner au parti hasardeux de se laisser emporter d'assaut, dès qu'il verra sa place ouverte, ou que du moins il anra reconnu la possibilité de le donner, dont vous serez d'ailleurs toujours le maître de retarder le moment. Alors vous nous enverrez un courrier pour demander au roi ses derniers ordres, en insérant dans votre lettre vos réflexions sur cette entreprise. Voilà ce qui dépendra de vous; et pendant que pour son exécution vous ferez traîner vos préparatifs, nous aurons le temps de pousser nos négociations sans vous compromettre, ni l'armée du roi. Les deux opérations préliminaires de savoir si les bâtimens auront assez d'ean pour se mettre en mesure de battre en brèche, et assez de moyens de défense pour n'être ni brûlés, ni submergés, ne sont en rien de votre ressort : et puisque vous avez fait toutes vos protestations à cet égard, en supposant comme reconnues toutes les impossibilités que vous prévoyez dans l'exécution de ce projet, vous n'y êtes pour rien. Si au contraire la brèche est possible à faire, et est suffisante pour déterminer l'ennemi à rendre la place, vous aurez toute la gloire d'avoir fait coup sur coup, presque dans la même campagne, la conquête de deux places regardées comme imprenables, et d'avoir en même temps procuré la plus belle paix à l'Espagne et à la France, sans avoir rien perdu de la réputation dont vous jouissez. Acceptez donc la commission que le roi veut vous donner, vous ne pouvez la refuser, quoique vous vous soyez entièrement opposé à ce projet, puisque Sa Majesté croit qu'il est utile et indispensable pour le bien de son service, et pour y donner plus de confiance, que ce soit vous qui en soyez chargé. Si nous nous trompons dans notre attente

sur le projet de M. d'Arçon, je vous promets d'être le premier à publier que vous vous êtes opposé de toutes vos forces à son exécution, dont vous ne vous êtes chargé que par un ordre exprès du roi. »

M. de Crillon fit à son tour un moment de réflexion sur les dernières paroles du ministre, et lui dit : « Monsieur, on connaît votre amitié pour moi, et les bontés du roi; cette justification paraîtrait snspecte. Ainsi je vais vous faire une proposition d'après laquelle j'accepterai le projet, et je vous donne ma parole, que jusqu'à son exécution faitc, on manquée, j'aurai l'air de l'adopter comme s'il était dc moi, puisque vous me faites l'honncur de croire que mon faible suffrage pourra y ajouter quelque force; je vous promets même d'employer de la mcilleure foi (dont je me flatte que vous êtes assuré de ma part) tous les moycns possibles qui me seront indiqués par M. d'Arçon, pour la réussite de son projet; j'y mettrai la plus grande activité de ma part en apparence, sans y faire rien dc mon chef, mais seulement ce qu'il me prescrira, me soumettant en cela absolument à ses ordres, avec la condition expresse qn'en partant pour Gibraltar, je laisserai dans les mains d'nne femme de mes amies que vous connaissez et estimez, qui est madame de Marco, une déclaration authentique contre le projet de M. d'Arçon. Madame de Marco ignorera le contenu du paquet que je lui donnerai comme un témoignage de confiance en elle, sur l'exécution de mes dernières volontés. Ce paquet ne pourra être ouvert qu'au moment où elle recevra un courrier de moi, ou de mon fils. » M. de Florida-Blanca répondit à M. de Crillon qu'il en parlerait au roi dès le lendemain, et qu'il croyait bien que Sa Majesté l'autoriserait à écrire et à publier sa déclaration, au moment seulement où l'attaque des batteries flottantes aurait lieu, *puisque M. de Crillon ne demandait qu'une chose de toute justice;* mais qu'il ne pouvait lui en donner une pa-

role positive qu'après son travail avec le roi, c'est-à-dire, un moment avant l'heure du rendez-vous convenu avec M. d'Arçon pour le lendemain à neuf heures du soir, et qu'il pourrait, lui, M. de Crillon, se trouver chez le roi au sortir du travail, ou sur son chemin, afin qu'il eût le temps de lui dire un mot avant notre rendez-vous. Il ajouta qu'il le priait, en attendant, de ne plus montrer tant d'opposition à M. d'Arçon, dans la promenade dont ils étaient convenus ensemble; il exhorta même M. de Crillon à paraître convaincu des bonnes raisons de M. d'Arçon sur toutes les difficultés qu'ils avaient discutées, même sur la possibilité de l'assaut, en ne s'occupant que des préparatifs que cette opération demanderait du côté de la terre, et des moyens les plus prompts d'achever ses batteries. M. de Crillon promit tout cela au ministre, lui en donna sa parole; et de son côté, M. de Florida-Blanca lui ayant tenu la sienne de parler au roi, ce ministre dit à M. de Crillon, le lendemain, en sortant du travail : « Sa Majesté a fort approuvé votre délicatesse, et me charge de vous autoriser, de sa part, à écrire votre déclaration et la publier *au moment seulement où nos batteries flottantes auront commencé à faire feu*, à l'effet de quoi Sa Majesté ordonne que vous lui envoyiez un premier courrier à cette époque seulement, sans en attendre le résultat » : ce que M. de Crillon a exécuté.

Voici la déclaration traduite mot à mot sur l'original remis à madame de Marco par M. de Crillon, en langue espagnole, et qui est restée dans les mains de M. de Marco.

« Je pars pour Gibraltar, et je déclare que c'est par pure obéissance aux ordres du roi que j'ai accepté le commandement que Sa Majesté m'a fait l'honneur de me confier, pour aller exécuter contre cette place le plan des batteries flottantes, en m'enjoignant aussi d'aider M. d'Arçon de tous mes moyens, et d'avoir l'air d'approuver de bonne foi son projet jusqu'au moment où les batteries auraient

commencé leurs attaques. J'ai fait tous mes efforts auprès de Sa Majesté, pour m'opposer à l'exécution de ce projet, qui me paraît contraire à l'avantage et à l'honneur des armes du roi; ainsi je déclare ici, en cas que, contre mon attente, la place fût prise par la réussite des batteries flottantes et de l'assaut qui s'ensuivrait, que toute la gloire doit en appartenir à M. d'Arçon, ingénieur français, qui est l'auteur de ce projet; je déclare aussi que, dans le cas où les batteries flottantes n'auraient pas un heureux succès, on n'aura nul reproche à me faire, comme n'y ayant eu aucune part et n'y étant entré pour rien.

« Je prie monsieur et madame de Marco, au nom de toute ma confiance en eux, de leur amitié pour moi et de l'intérêt qu'ils prennent à mon honneur, que je dépose dans leurs mains, d'ouvrir ce paquet dans l'instant seulement qu'on connaitra dans Madrid, par le courrier que j'enverrai au roi, le commencement de l'attaque des batteries flottantes : ce qui, par ce moyen, sera connu du public de Madrid au moins vingt-quatre heures avant qu'on n'y apprenne le succès par le second courrier que je dépêcherai au roi vingt-quatre heures après le départ du premier.

« Certifiant en même temps ici que la présente déclaration de ma part a été faite avec la permission expresse de M. le comte de Florida-Blanca, ministre d'état, et approuvée par Sa Majesté. »

A Madrid, en partant pour Gibraltar, le 12 juin 1782.

Signé, B. B. DUC DE CRILLON.

On connaît la malheureuse issue de l'attaque des batteries flottantes; sans avoir fait faire les sondes convenues entre d'Arçon, M. de Crillon, et le comte de Florida-

Blanca, et qui furent arrêtées de nouveau dans un des conseils de guerre tenus à Saint-Roch en présence de monseigneur comte d'Artois, qui l'a signé, devant lequel d'Arçon et Moreno, commandant de la marine, s'engagèrent mutuellement de les faire faire ; sans avoir essayé non plus, si les batteries étaient ou non incombustibles, comme on aurait dû le faire aussi, les prames commencèrent leur attaque, à la distance de près de six cents toises de la place, laquelle ne reçut pas la plus petite égratignure ; ce qui n'empêcha pas les boulets rouges de pénétrer dans une des batteries.

Lorsque l'attaque commença, M. de Crillon se trouva dans le cas d'envoyer le courrier dont il était convenu avec Florida-Blanca : il choisit M. de Salinas, un de ses aides-de-camp, depuis ministre plénipotentiaire d'Espagne auprès du grand-duc, aujourd'hui empereur, pour porter au roi cette nouvelle qu'on attendait avec tant d'impatience ; ainsi, ce que M. d'Arçon regarde comme adhésion et comme approbation de la part de M. de Crillon, n'a jamais été que l'effet d'un silence réglé et convenu avec M. de Florida-Blanca.

M. de Crillon, au moment du départ de M. de Salinas, prévoyant que le lendemain il serait dans le cas de donner à la cour de fâcheuses nouvelles, et hors d'état, pendant quelque temps, d'en envoyer d'agréables à Sa Majesté, lui dit tout bas : « qu'il pensât toujours qu'il aurait derrière lui un courrier du cabinet, et qu'il était important qu'il fît la plus grande diligence, parce qu'on ne pouvait jamais répondre de l'événement d'un combat. » Il lui recommanda de dire à M. de Florida-Blanca, son oncle, en mettant pied à terre, *que M. de Crillon n'avait pas changé d'avis.* Il remit à M. de Salinas, en même temps, un billet pour madame de Marco, par lequel M. de Crillon la priait de décacheter

sur-le-champ le paquet qu'il lni avait remis en partant; d'en faire la leeture à hante voix, en présenee de eelui qui lui remettrait ce billet, et de quelques témoins, n'eût-elle dans ce moment ehez elle que ses domestiques, en la suppliant aussitôt de pnblier sa déelaration. Il ajouta à M. de Salinas, qu'il lui recommandait expressément de faire tenir le billet à madame de Mareo, aussitôt après qu'il aurait eu l'honneur de voir Sa Majesté, ordonnant à la personne qu'il enverrait le porter à madame de Marco, de l'éveiller, à quelque heure de la nuit qu'il arrivât, de la faire chercber dans Madrid, si e'était pendant le jour; et il ajouta que s'il n'était pas trop fatigué il lui ferait un vrai plaisir d'être lui-même le porteur du billet. M. de Salinas en demanda la permission à M. de Florida-Blanca, qui la lui aeeorda : il la trouva ehez elle; et don Manuel de Mareo, son mari, et l'ami de M. de Crillon, eut soin de répandre sa déclaration dans Madrid, où tout le monde en eut eonnaissanee vingt-quatre heures avant l'arrivée du eourrier du cabinet que M. de Crillon dépêchait pour apprendre notre eatastrophe au moment même où elle fut décidée. (¹)

Au reste, les eanses du non sueeès des batteries flottantes, dit le général Ofarril, étaient eonnues, ou pressenties, par un grand nombre d'officiers de notre armée et de nos alliés; mais le eourage et le dévouement n'en tinrent aucun eompte. Il se présenta pour le serviee des prames un nombre double d'offieiers et de soldats volontaires de celui qui avait été demandé. Il est de toute justiee de rendre hommage à l'humanité du gouverneur Elliot, et snrtout de son général de marine le brigadier Curtis (depuis lord Exmout), dont le eourage sauva de la voracité des flammes ou d'un naufrage inévitable près de trois eents bommes

(¹) *Mémoires militaires du duc de Crillon*, article *Gibraltar*.

abandonnés dans les prames et blessés pour la plupart; ils en furent retirés au milieu de l'explosion de quelques unes de ces batteries, dont les débris pouvaient submerger à chaque instant tout bateau ou chaloupe destinée à porter secours.

CHAPITRE LXXV.

1781-1783.

Fin de la guerre d'Amérique. — Changement de ministère en Angleterre. — Négociations pour la paix. — Difficultés occasionnées par les prétentions de l'Espagne. — Discussions sur la cession de Gibraltar. — Les préliminaires signés. — Conclusion d'un traité définitif.

On peut considérer le siége de Gibraltar comme étant le dernier événement de la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne.

Pendant la période qui vit toute la puissance des souverains de la maison de Bourbon réunie contre la Grande-Bretagne, la querelle était déjà décidée en Amérique : les insurgés, soutenus par la France, l'avaient enfin emporté sur le pouvoir de l'Angleterre. Tant que l'armée royale resta unie et qu'elle dirigea ses forces vers un seul point, ses efforts furent constamment couronnés par le succès; mais lorsque les insurgés se divisèrent, soit pour l'attaque, soit pour la défense, ils réussirent à rendre inutile la victoire elle-même; les divers détachemens de l'armée furent écrasés par des forces supérieures, épuisés dans

des marches et contre-marches pénibles, et forcés de se replier avec des pertes considérables.

Le plus signalé de ces revers fut la surprise des Hessois à Trenton. Il releva le courage des colons au moment où ils se trouvaient le plus abattus; d'autres moins importans, dont les suites avaient été aussi funestes, eurent lieu dans le cours de la guerre; mais le dernier, comme le plus accablant, fut la prise d'un corps de six mille hommes commandé par lord Cornwallis, qui, après avoir soumis les deux Carolines et envahi la Virginie, fut forcé de se rendre prisonnier à l'armée combinée des Français et des Américains. Cette perte, peu considérable en elle-même, eut pourtant des résultats décisifs, par la confiance qu'il inspira aux insurgés, par le découragement qu'il produisit dans l'armée anglaise, et surtout par l'impression qu'il fit en Angleterre, où le peuple souhaitait avec ardeur et beaucoup d'impatience le rétablissement de la paix.

L'avis de ce désastre compléta la série des malheurs qui avaient marqué le ministère de lord North, et amena un changement dans le ministère. Lui et ses collègues furent remplacés par une administration mélangée, composée des chefs de cette opposition puissante, qui s'étaient réunis pour crier contre la guerre. Le chef ostensible était le marquis de Rockingham; mais le ministre réel était M. Fox, qui occupa la place

de secrétaire d'état pour le département des affaires étrangères. On leur associa lord Shelburne, qui, sous les auspices de lord Chatham, s'était d'abord prononcé contre la reconnaissance de l'indépendance américaine, mais qui plus tard avait changé d'opinion, en se conformant à l'opinion nationale. Les principes connus de la nouvelle administration ne donnèrent que plus de force à l'empressement général qui se manifestait en faveur de la paix; et la nouvelle de la brillante victoire remportée par Rodney arriva trop tard pour contenir ce sentiment national; elle ne servit qu'à jeter quelque éclat sur les derniers jours de l'administration qui venait d'être remplacée.

La première mesure des nouveaux ministres fut conforme à leurs déclamations précédentes, ainsi qu'aux sentimens qu'ils avaient cherché constamment à exciter. Avant la dernière affaire, on avait expédié à l'amiral Rodney, ainsi qu'à sir Henri Clinton, commandant en chef de l'armée d'Amérique, l'ordre de leur rappel. D'autres mesures avaient aussi été sanctionnées dans le parlement, pour préparer l'abandon de la suprématie anglaise sur les colonies. Dans son anxiété pour la paix, qui, toute louable qu'elle était, ne pouvait assurément contribuer à appuyer les négociations, le ministère déclara que la dernière victoire ne changerait pas ses vues,

et témoigna sa disposition à accepter la médiation de la Russie pour un ménagement avec la Hollande, et celle de l'Autriche pour la paix avec la France.

Cependant, trop sage pour se reposer sur la froide intervention des puissances peu favorables à sa cause, le ministère se décida à s'adresser directement à la France. Dans cette vue, M. Thomas Grenville fut secrètement envoyé à Paris. Il était autorisé à traiter avec toutes les puissances ennemies, et chargé de proposer, comme base préliminaire, l'indépendance des treize États unis de l'Amérique, et de replacer les choses dans l'état où elles se trouvaient à la paix de Paris. L'amiral Digby et le général Carleton, chefs maritimes et militaires dans les Indes-Occidentales et dans l'Amérique, reçurent l'ordre de notifier ces conditions au congrès : de semblables ouvertures furent faites aux Hollandais; mais, comme cela arrive communément, cet empressement pour négocier ne servit qu'à augmenter les prétentions de l'ennemi. Les Hollandais déclinèrent l'offre d'une paix séparée; les Américains refusèrent d'entrer en aucune négociation sans le concours de la France. Le ministre français, Vergennes, présenta un plan de pacification essentiellement différent de la paix de Paris, dont la tendance était de ruiner le commerce et la puissance maritime de l'Angleterre. Outre la

restitution des colonies françaises, et la conservation de plusieurs de leurs conquêtes, les Français insistaient sur l'acquiescement aux principes de la neutralité armée, comme base du traité.

Le roi d'Espagne, de son côté, quoiqu'il ne fût pas compris directement dans la négociation, cherchait à avoir Gibraltar, et à obtenir d'autres concessions qui depuis long-temps étaient l'objet de ses désirs. En même temps les deux cours de Bourbon serraient plus étroitement les liens de leur amitié, et reprenaient leurs projets de renverser le pouvoir des Anglais dans les Indes-Occidentales.

Pendant le cours de ces négociations, un nouveau changement eut lieu dans le ministère britannique. La mort du marquis de Rockingham coupa le faible lien qui unissait cette administration hétérogène. Lord Shelburne devint le chef d'un nouveau ministère, dans lequel il était aidé par les talens naissans de M. Pitt; et le parti puissant qui avait si unanimement et si vigoureusement combattu contre la guerre d'Amérique, se rallia sous le drapeau de M. Fox, en se plaçant de nouveau dans les rangs de l'opposition.

Malgré ce changement, le désir de la paix qui avait été manifesté par le ministère précédent, se soutenait toujours; et en conséquence, pendant que l'Europe attentive fixait ses regards sur le résultat du siége de Gibraltar, une autre né-

gociation fut ouverte par la mission de M. Fitzherbert, aujourd'hui lord Sainte-Hélène, qui s'était fait déjà remarquer à Bruxelles par ses talens diplomatiques, et qui remplaça M. Grenville à Paris. Vers ce même temps, on conféra des pouvoirs séparés pour traiter avec les commissaires américains, à M. Richard Oswald, riche négociant et armateur, qui avait eu de grands rapports commerciaux avec l'Amérique, et qui pour cette raison fut choisi par lord Shelburne pour cette négociation, quoique les affaires de cette nature lui eussent été jusque-là étrangères.

Paris devint de nouveau le théâtre d'une négociation qui devait donner la paix à l'Europe, et ajouter une puissance de plus au catalogue des nations. Il entrait dans les vues du gouvernement français de réunir les diverses parties de ses vastes alliances dans un centre commun, afin d'obtenir, par ce moyen, des conditions plus avantageuses. Il persuada en conséquence, à la Hollande, de décliner toute proposition séparée; il s'assura de l'Espagne. Quant aux Américains, il comptait que la reconnaissance, non moins que la jalousie, les lui maintiendraient toujours attachés. Une conduite franche et noble aurait peut-être contribué à faire atteindre ce but; mais le ministère français voulut y mettre de la finesse, et il ne fit par là que gâter ses propres affaires.

Vergennes affecta, il est vrai, de vouloir être médiateur dans la contestation entre l'Angleterre et les États d'Amérique; mais il cherchait plutôt à enflammer la jalousie existante qu'à hâter un accommodement; car, pendant qu'il poussait secrètement les Américains à élever des prétentions, il sollicitait en dessous le gouvernement anglais, pour avoir part dans la pêche de Terre-Neuve. On pénétra pourtant cette politique perfide. Les Américains surent à quoi s'en tenir; et le gouvernement anglais ne manqua pas de publier cette petite ruse.

Un autre exemple de duplicité contribua à élargir la brèche et à faciliter un accommodement. Après avoir réussi dans le projet de séparer les Américains de la mère patrie, le ministre français conçut le dessein d'affaiblir et de diviser la république américaine, avant qu'elle eût pu acquérir par la paix la stabilité qui lui était nécessaire. Le hasard fit intercepter, par un corsaire anglais, les dépêches de Marbois, agent français à Philadelphie; elles renfermaient ce projet perfide. (7 octobre 1782.) On s'empressa de tirer parti de cette heureuse découverte; et une copie fut adressée immédiatement au plénipotentiaire anglais à Paris, afin qu'elle fût communiquée secrètement aux commissaires américains. La communication produisit l'effet qu'on en attendait. Deux commissaires, Adams et

Say, éprouvèrent une vive indignation; ils parvinrent à vaincre la répugnance de Franklin; et dans une réunion dont Vergennes n'eut aucune connaissance (30 novembre), ils signèrent séparément avec l'Angleterre des articles provisoires. Les conditions étaient l'indépendance absolue des nouveaux États, une fixation avantageuse de limites, une part dans la pêche de Terre-Neuve : cette convention devait faire partie du futur traité de paix. Pour éviter tout malentendu, ou tout autre motif de jalousie, l'Angleterre, avec une politique plus délicate que libérale, ne demanda rien pour ceux qui avaient suivi le parti du roi.

Le ministre de France fut pris dans ses propres filets; mais, quoiqu'offensé de la défection des Américains, il était trop prudent pour courir le danger de les réunir dans une alliance avec la mère patrie, ainsi que le gouvernement anglais le souhaitait, à en juger par ses vives démarches. Il se montra donc disposé à conclure la paix sous des conditions auxquelles l'Angleterre pût consentir sans compromettre l'honneur ni l'intérêt national.

Cependant il restait encore de grands embarras relativement aux prétentions de l'Espagne; ils étaient d'autant plus difficiles à vaincre, que le ministre français revint encore une fois à ces mêmes artifices dont il s'était servi avec les

Américains. Il excita en secret la jalousie des deux nations et empêcha l'accommodement qui eût pu se faire sur des bases capables d'amener à une parfaite réconciliation.

Charles III étant entré dans la guerre avec la pleine confiance de recouvrer toutes les possessions qui avaient naguères fait partie du patrimoine de sa couronne, ses prétentions furent non moins pressantes qu'exagérées. Elles renfermaient la conservation de Minorque, de la Floride et des îles Bahama, l'évacuation de tous les établissemens anglais sur le golfe du Mexique, une part dans la pêche de Terre-Neuve, et, avant tout, la cession de Gibraltar. Il offrait en échange la place inutile d'Oran, avec son port de Mazalquivir, et une promesse vague de favoriser le commerce anglais en Espagne : on se réservait de régler les affaires de commerce par une convention ultérieure. [1]

Cette négociation se suivait, à Paris, avec M. Fitzherbert et l'ambassadeur espagnol d'Aranda, qui exposait les prétentions de sa cour avec la véhémence et la haine contre l'Angleterre qui lui étaient naturelles. « Oran et son port, disait-il souvent, sont plus qu'une compensation, et par conséquent devraient être acceptés avec reconnaissance. Si l'Angleterre veut la paix,

[1] Mémoire du comte d'Aranda, 17 octobre 1782 (*manuscrit*).

c'est le moyen de l'obtenir; puisque le roi mon maître, par des motifs tant paternels que politiques, est bien décidé à ne point mettre un terme à la présente guerre, jusqu'à ce qu'il ait obtenu Gibraltar, soit par les armes, soit par négociation. »

Il était fortement soutenu par l'agent américain Franklin, qui, avec une inimitié non moins invétérée contre l'Angleterre, prétendait que le roi d'Espagne avait autant de droit de demander Portsmouth que les Anglais en avaient pour retenir Gibraltar. Vergennes, pour sa part, ne manquait pas d'encourager la cour d'Espagne dans cette demande, et affectait de se servir à cet égard d'expressions encore plus positives et plus véhémentes que d'Aranda lui-même.

Sur ces entrefaites, une négociation fut ouverte aussi à Londres, d'abord par le canal de M. de Grasse, qui se trouvait alors prisonnier en Angleterre, et plus tard par M. de Raynneval, le secrétaire particulier de Vergennes, qui avait été envoyé pour traiter directement avec lord Shelburne. Les grandes espérances que l'on avait formées de prendre Gibraltar, étant évanouies par la destruction des batteries flottantes et le ravitaillement de la place, qui s'effectua postérieurement, la cour d'Espagne prit un ton plus radouci. Tout en faisant de la cession de Gibraltar son *ultimatum*, la demande était accom-

pagnée de l'offre d'une compensation plus proportionnée à son importance.

La France fit encore semblant de vouloir offrir de rendre la Dominique et toutes les îles conquises dans les Indes-Occidentales, avec la cession de ses propres possessions de la Martinique et de la Guadeloupe, comme compensation de ce qu'elle voulait obtenir, savoir, la partie espagnole de Saint-Domingue.

Lord Shelburne prêta une oreille favorable à cette proposition; mais l'arrangement n'eut pas lieu, par suite des insinuations et des objections du ministre français lui-même, dont la conduite fit voir, d'une manière évidente, qu'il était réellement fort loin de partager le désir que l'Espagne avait de recouvrer Gibraltar; craignant beaucoup que si cet obstacle permanent et principal à une réconciliation sincère entre l'Espagne et l'Angleterre, n'existait plus, la France ne se trouvât privée par là du meilleur moyen qu'elle avait d'exercer son influence sur les conseils du roi d'Espagne.

A la fin, la cour d'Espagne laissa entendre, quoique d'une manière vague, qu'elle serait disposée à céder Porto-Rico et Oran. Il paraît que le ministre, espérant éloigner pour toujours la cause de la mésintelligence, consentit à cette proposition. L'échange projeté fut indiqué indirectement au parlement par un ami intime du minis-

tre; mais il fut vivement combattu par M. Fox et le parti de l'opposition. Leur improbation fut applaudie par la nation, à laquelle Gibraltar était devenu bien plus cher après la dernière et brillante défense qu'il avait faite. Le projet fut alors ajourné, sinon tout-à-fait abandonné.

Le roi d'Espagne comptait déjà pouvoir annoncer incessamment à ses peuples que Gibraltar était enfin réuni à la couronne d'Espagne, et différa de quelques jours son départ pour Aranjuez, ne doutant pas que, par le premier courrier, il ne reçût l'heureuse nouvelle attendue depuis si long-temps. Ce fut avec une grande surprise, et avec non moins d'indignation, qu'il apprit que rien au monde ne pourrait engager la nation anglaise à rendre Gibraltar. On reprit donc sur-le-champ les projets de guerre, et l'on arrêta des dispositions pour envoyer une expédition considérable aux Indes-Occidentales, et spécialement pour exécuter, sur une échelle plus vaste, l'invasion projetée de la Jamaïque. La France fit semblant de vouloir y concourir, on alla même jusqu'à promettre la coopération de la Hollande. D'Estaing fut nommé pour commander les forces combinées dont cette grande expédition devait être composée; il passa en Espagne, dans le but ostensible de hâter les préparatifs nécessaires.

C'était pourtant dans ce moment même que le ministre français avait recours à son principe

favori d'exciter des jalousies, sans préparer un accommodement. Un autre motif pour traverser l'arrangement dont il était question, venait de ce qu'il ne voulait pas permettre la cession de Porto-Rico à l'Angleterre; île qui, outre son voisinage de Saint-Domingue, l'étendue et la fertilité de son sol, avait les meilleurs ports dans cette partie du monde et était susceptible de devenir, par son heureuse position, un second Gibraltar. Il prévoyait que le résultat d'une semblable acquisition devait être une augmentation de la puissance maritime des Anglais, et qu'elle était bien plus importante que la cession des îles françaises des Antilles. Il confirmait donc le gouvernement anglais dans la résolution de décliner cet échange; et, par l'entremise de d'Estaing, il persuadait au roi d'Espagne de ne pas faire de cet article une condition absolue pour la paix. D'un autre côté, le gouvernement anglais revenait à son ancienne idée, que ce projet devait être ajourné à une époque plus favorable, lorsque les préjugés de la nation auraient été vaincus. On offrit spontanément à l'Espagne, comme une sorte de compensation, la Floride orientale, outre la Floride occidentale qui avait été conquise par Galvez.

La recommandation de la cour de France ne fut point sans utilité. L'Espagne accéda, quoiqu'à regret, aux articles préliminaires, dans

l'espoir de renouveler ses prétentions sur Gibraltar, lorsqu'il s'agirait de la négociation pour un traité définitif. (¹)

Les préliminaires furent signés le 30 janvier 1783. Par cette transaction diplomatique, la

(¹) M. de Raynneval, le même qui fut chargé par le gouvernement français de suivre cette négociation à Londres, s'exprime ainsi dans les *Institutions du droit de la nature et des gens*, onvrage publié à Paris en 1803; à la page CXLVII de l'appendice.

« Lors des négociations de paix, entamées en 1782 entre la France, l'Espagne et l'Angleterre, le Roi Catholique avait exigé, comme condition *sine quâ non*, la restitution de Gibraltar contre un équivalent, et il laissa à la France le soin de la négociation et de l'équivalent, en lui offrant pour dédommagement la partie espagnole de Saint-Domingue. Cette proposition fut agréée éventuellement, et on négocia en conséquence à Londres la cession de Gibraltar. Le ministère britannique accéda au principe; et il ne s'agissait plus que de déterminer l'équivalent. La France en proposa deux, en laissant l'alternative au ministère anglais; mais on craignit tout à coup en France que les équivalens proposés ne produisissent un mauvais effet, et n'excitassent des murmures. Le ministère anglais, de son côté, craignit également le mécontentement de la nation, par rapport à la cession d'nne place, à laquelle, malgré son peu d'importance, l'opinion nationale attachait un grand prix. Ainsi en Angleterre comme en France, on désirait avec un vif intérêt de revenir sur ses pas; mais on voyait un obstacle invincible, c'était la volonté péremptoire du Roi Catholique.

« Confident de ce double embarras, et voyant l'espoir de la paix au moment de s'évanouir, le négociateur français à Londres prit sur lui de saisir une occasion favo-

plus honorable et la plus avantageuse qui jamais ait été conclue par la couronne d'Espagne, depuis la paix de Saint-Quentin, Charles obtint les deux Florides, avec Minorque, le grand objet du désir des Espagnols après Gibraltar. Les ar-

rable pour offrir au ministère anglais son entremise à Versailles, malgré les sentimens bien connus de Charles III et son caractère inflexible; mais ne voulant pas se mettre en avant les mains vides, on l'autorisa à proposer les deux Florides pour prix du désistement. En transmettant cette proposition à Madrid, on prévoyait un refus, ou au moins des délais très préjudiciables: on communiqua donc les deux propositions au comte d'Aranda; et cet ambassadeur, malgré les instructions les plus impératives et les plus absolues, prit sur lui de déclarer au nom de son roi, qu'il renonçait à Gibraltar, et acceptait les Florides. Cette déclaration leva tous les obstacles, et la paix fut conclue malgré le mécontentement bien prononcé de la cour de Madrid. M. d'Aranda avait prévu ce mécontentement, et même sa disgrâce; mais ces réflexions ne l'arrêtèrent point. Il ne voyait que l'alternative de la guerre ou de la paix pour un simple objet de convenance; il voyait également la chute de deux ministères désirant franchement, au mépris de basses intrigues pour la prolonger, la fin d'une guerre ruineuse, et devenue sans objet par la reconnaissance de l'indépendance des États-Unis. L'histoire fournit peu d'exemples d'un tel caractère et d'un tel dévoûment; et elle doit placer le comte d'Aranda parmi les hommes qui se sont illustrés dans la carrière de la politique. »

La relation de M. de Rayneval nous paraît susceptible de contestation quant à M. d'Aranda, dont la conduite, pendant ces négociations, bien loin de déplaire à son gouvernement, lui mérita au contraire des éloges. Le comte de

rangemens de commerce, aussi-bien que ceux relatifs aux établissemens anglais dans la baie du Mexique, furent réservés pour une discussion ultérieure, l'Espagne promettant toutefois de ne pas inquiéter les Anglais dans leurs occupations. Hormis ces concessions, toutes les autres conquêtes devaient être rendues; mais l'Espagne n'avait rien à rendre, car les îles Bahama avaient été reprises avec la même facilité avec laquelle l'Espagne s'en était emparée. La France obtint la faculté de la pêche à Terre-Neuve, sur le même pied que dans la paix d'Utrecht, avec une démarcation de limites mieux déterminée. La Grande-Bretagne céda Tabago et Gorée sur la côte d'Afrique. Toutes les autres conquêtes dans les Indes, tant Orientales qu'Occidentales, devaient être rendues.

Le courage national n'était pourtant pas assez abattu en Angleterre pour se soumettre à ces conditions. Ceux qui s'étaient opposés à la guerre, et ceux qui l'avaient soutenue, se montrèrent

Florida-Blanca loue beaucoup le zèle de cet ambassadeur (*), qui tira, dit-il, tout le parti possible des circonstances. Il ne serait peut-être pas très hasardé de supposer que M. d'Aranda connaissait la pensée de son gouvernement, et qu'il fit semblant d'admettre sur sa propre responsabilité des propositions qu'il savait devoir être consenties par sa cour. Florida-Blanca dit qu'on se décida à admettre le traité par des considérations qu'il n'a point jugé convenable de spécifier.

(*) *Compte rendu.* Voyez le *Chapitre additionnel*, tome VI, article *Politique extérieure.*

d'accord pour blâmer la paix; ses préliminaires n'eurent pas l'approbation du parlement, et une coalition composée de deux partis, à la tête de laquelle se trouvaient lord North et M. Fox, ôta le gouvernement au ministre.

Les espérances que l'Espagne conservait encore de recouvrer Gibraltar s'évanouirent par ce changement dans l'administration; car une des premières communications ministérielles de M. Fox, nouveau secrétaire d'état des affaires étrangères, fut une déclaration positive que la cession de Gibraltar ne serait pas admise désormais comme objet de discussion. Cependant la négociation continua, et le traité définitif fut signé à Versailles le 3 septembre. Il était fondé sur la base des préliminaires conclus respectivement avec l'Espagne, la France et l'Amérique, avec quelques dispositions additionnelles. La France obtint l'abrogation de tous les engagemens compris dans les traités précédens relatifs à la démolition des fortifications de Dunkerque. L'Espagne eut la satisfaction de chasser les Anglais de la plus grande partie de leurs établissemens dans la baie du Mexique, et de les confiner dans le district entre Rio Hondo et Rio Vallis. Afin d'écarter tout sujet de doute sur ces limites, on devait nommer des commissaires qui détermineraient les endroits où les colons anglais pouvaient bâtir des habitations; mais on ajouta un

article exprès pour empêcher la construction de toute fortification, et pour réserver ses droits de souveraineté à la nation espagnole. La Hollande fut comprise dans le traité, pour ce qui regardait les articles de la restitution réciproque des conquêtes. Il n'y fut pas question des principes de la neutralité armée.

Ainsi se termina cette lutte non moins mémorable qu'opiniâtre. Les cours des Bourbons se réjouissaient de la réussite de leurs intrigues; elles s'imaginaient déjà qu'elles voyaient la chute soudaine de la puissance maritime de l'Angleterre; mais ces avantages tant prônés, quoique jamais réalisés, furent achetés par des sacrifices qui auraient dû plutôt éveiller des sentimens de regret et de crainte. Sans vouloir porter plus loin nos regards sur les conséquences, avouons que la France avait mis dans ses finances un désordre presque irréparable. De son côté, l'Espagne, outre la perte de vingt et un vaisseaux de ligne et d'un grand nombre d'autres d'une force inférieure, ajoutait cinquante millions de piastres à sa dette, qui s'était toujours augmentée depuis le règne de Charles Ier, et qui absorbait une grande partie du revenu public. (1)

(1) La relation de cette négociation a été rédigée d'après le *Compte rendu de l'administration de Florida-Blanca*, n° 9, ainsi que d'après la correspondance officielle de lord Shelburne, et autres documens officiels, et des informations authentiques.

CHAPITRE LXXVI.

1782-1786.

Émeutes dans l'Amérique espagnole. — Rébellion de Tupac-Amaro. — La tranquillité rétablie. — Conventions avec la Porte et avec les États barbaresques. — Paix avec la Turquie. — Bombardement d'Alger. — Traité avec les puissances barbaresques.

Les acquisitions non moins importantes qu'honorables que l'Espagne venait de faire par le traité de paix, ne compensaient point assez les dépenses énormes et les pertes occasionnées par la guerre. Quoique sa vieille inimitié contre l'Angleterre, non moins que son zèle ardent pour la gloire de sa maison, eussent entraîné Charles à la guerre, à peine le bruit des armes eut-il cessé de se faire entendre, qu'il regarda avec autant de regret que de crainte le funeste exemple qu'il avait donné en protégeant la rébellion des colonies anglaises contre la métropole, et en aidant à établir une république sur la frontière même du Mexique. Il sentait si bien la fausse démarche qu'il avait faite, et il était tellement alarmé sur la tranquillité de ses États d'Amérique, que pendant quelque temps il ne voulut point recon-

naître la nouvelle république. Lorsque le moment arriva où il fallut la reconnaître, il le fit par l'intermédiaire du ministre américain à Madrid, et il répétait sans cesse jusqu'aux derniers jours de sa vie, avec une satisfaction visible, qu'il n'avait jamais consenti à faire des traités avec les États-Unis d'Amérique.

Il y avait en effet de quoi l'alarmer sérieusement sur la tranquillité des colonies espagnoles; car des émeutes et des insurrections, dans différentes parties du Mexique et du Pérou, faisaient voir qu'il avait été impolitique de se mêler des troubles qui avaient eu lieu dans les colonies des autres nations. Le danger de ces insurrections présenta plus de gravité dans le Pérou, attendu l'état et le caractère des indigènes, dont les classes inférieures n'étaient destinées à d'autres occupations qu'au travail malsain de l'exploitation des mines. Le mécontentement excité par cette cause y avait occasionné plusieurs insurrections, qui avaient plus d'une fois ébranlé l'autorité du gouvernement. Il ne manquait qu'un chef actif et entreprenant pour opérer une révolution, et ce chef fut enfin trouvé.

Il existe encore au Pérou une famille, appelée Ampuero, qui descend par les femmes des anciens Incas, et par les hommes d'un des officiers qui avaient accompagné Pizarro, lors de la conquête. Cette famille résidait habituellement à

Lima. Les rois d'Espagne l'avaient toujours reconnue comme une branche des Incas, et après sa conversion au christianisme, vers la fin du dernier siècle, ils l'avaient honorée, en donnant aux membres de la famille le titre de cousins. Chaque vice-roi avait l'ordre de lui rendre, à son arrivée, des honneurs publics, qui n'étant qu'une simple cérémonie, suffisaient cependant pour rappeler leur illustre origine, ainsi que leur ancienne splendeur. L'attachement et le respect du peuple envers ces rejetons de ses anciens souverains ne fit que s'accroître de plus en plus, et depuis 1715, on avait célébré souvent des fêtes en mémoire d'Atahualpa.

Le chef de cette famille était en 1781 don Joseph Casimir *Tupac-Amaro*, ou en langage péruvien, Tupac-Aymaru. Comme il était très attaché à sa nation, et moins disposé que ses prédécesseurs à se soumettre à la domination espagnole, il trouva bientôt l'occasion de mettre son courage à l'épreuve. Un cens des naturels ayant été ordonné par le gouvernement, dans le but, disait-on, d'établir un nouvel impôt, il y eut un grand mécontentement dans Gumianga, une des provinces de Lima. Un prêtre qui avait cherché à exciter une commotion fut arrêté et mis en prison par le corrégidor Arriaga. Soit par attachement pour cet ecclésiastique que l'on regardait comme ami des indigènes, soit par haine du gou-

vernement, Tupac-Amaro prit part à la querelle. Il invita le corrégidor à une fête, et au milieu du festin il l'assassina lâchement. Il se mit alors à la tête de deux cents hommes des milices, et d'un corps de ses partisans, et fit une proclamation par laquelle il se déclarait lui-même successeur légitime des Incas, et le libérateur des Péruviens, qu'il voulait, disait-il, affranchir de la domination espagnole. Après avoir défait un petit détachement envoyé contre lui par le corrégidor de Cusco, ses partisans se grossirent soudainement jusqu'au nombre de dix mille hommes; il fit alors un appel aux caciques des environs pour qu'ils vinssent joindre son drapeau. On a dit qu'un ex-jésuite était son principal ministre; plusieurs Espagnols désertèrent pour commander ses troupes. Bientôt ses forces montèrent jusqu'à soixante mille hommes, dont vingt mille étaient armés à l'européenne. Le gouvernement, engagé dans une guerre dispendieuse, n'était pas en état d'envoyer les forces nécessaires pour dompter la rébellion. Si l'Angleterre eût imité dans cette occasion la conduite que l'Espagne avait tenue envers elle, un autre empire aurait été assuré aux États indépendans dans le Nouveau-Monde.

(Mars 1781.) A la fin, don Joseph del Valle marcha contre les insurgés, qu'il trouva en position près d'une ville que Tupac-Amaro avait choisie pour sa capitale. Il intercepta leurs vivres,

détruisit leurs magasins, et les ayant forcés à descendre dans la plaine, il les défit avec un grand courage. Tupac fut livré aux Espagnols. La capitale fut prise; plusieurs pièces d'artillerie avec une grande quantité de munitions et des sommes considérables tombèrent au pouvoir des vainqueurs; mais la révolte était encore loin d'être apaisée. La cause du chef fut soutenue par son père et un de ses fils. Des symptômes très alarmans éclataient dans différens endroits. La rébellion, non seulement dévastait les provinces environnantes sur la frontière du Paraguay, mais elle s'étendait jusqu'aux royaumes éloignés de la Nouvelle Grenade et du Mexique. Les insurgés, quoique souvent battus par les troupes royales, s'enfonçaient dans les déserts et dans les montagnes, évitant ainsi leur poursuite. Heureusement pour la monarchie espagnole, la paix de Paris vint lui donner la faculté de consacrer ses efforts principaux à arrêter les progrès de ces commotions : des forces envoyées dans le Nouveau-Monde réussirent, au bout d'un certain temps, à y rétablir la tranquillité publique.

Cependant l'étincelle de liberté qui avait enflammé d'abord les colonies anglaises, était cachée, mais non pas éteinte; et la nécessité des dépenses pour affermir l'autorité royale, ainsi que la difficulté de percevoir les impôts, absor-

bèrent la plus grande partie du revenu d'Amérique. (1) (*)

Pendant que ces événemens avaient lieu au-delà de l'Atlantique, et que la négociation d'un traité définitif avec l'Angleterre était encore pendante, le roi d'Espagne reprit son ancien projet d'affermir son union amicale avec les puissances infidèles, dont on avait jeté les fondemens par le traité avec Maroc.

On fit en conséquence des démarches pour parvenir à un arrangement semblable avec Alger. Mais sur l'excuse alléguée par la Régence, qu'elle ne pouvait entrer en négociation avec un État chrétien, sans la concurrence du chef de l'empire ottoman, le Grand-Seigneur, Florida-Blanca transféra la négociation à Constantinople. Il se servit, dans cette occasion, du ministère de Bouligny, négociant français établi à Séville, qui, avec la connaissance du caractère et des mœurs des nations du Levant, réunissait une habileté peu commune dans l'art des négociations.

Le ministre espagnol rencontra cependant d'innombrables obstacles dans cette occasion. En effet, toutes les nations chrétiennes qui étaient intéressées au commerce du Levant s'opposèrent vivement à un accommodement avec l'Espagne.

(1) Relations tant officielles que particulières dans les feuilles espagnoles et étrangères.

(*) Voyez la note placée à la fin du chapitre.

Aucune ne combattit plus cette idée de Florida-Blanca que les Français, qui tremblaient pour la prospérité de Marseille, et dont les intrigues secrètes étaient bien plus dangereuses que la franche opposition d'autres puissances. La querelle naissante entre la Porte et la Russie, laquelle fut terminée par la perte de la Crimée, fut cependant favorable à ce dessein. Les formes dont on se sert ordinairement pour s'adresser au gouvernement turc furent employées cette fois-ci sans succès. Au bout de quelques mois les autres cours de l'Europe apprirent avec autant de regret que de surprise la conclusion d'un traité qui mettait un terme à l'inimitié religieuse et politique qui avait subsisté pendant si long-temps entre l'Espagne et la Porte. En vertu de ce traité, qui n'était au fond que purement commercial, la couronne d'Espagne était admise à partager les priviléges dont les nations les plus favorisées avaient joui jusque-là, avec la faculté d'avoir des consuls dans les divers ports du Levant, et de maintenir régulièrement un ambassadeur à Constantinople. On accorda les mêmes faveurs aux Turcs en Espagne; les esclaves qu'on avait faits de part et d'autre devaient être échangés ou rachetés réciproquement : les sujets espagnols auraient la même sécurité que les autres chrétiens dans leurs pélerinages à la Terre-Sainte. Le roi d'Espagne signa ce traité le 24 décembre 1782;

il fut ratifié solennellement l'année suivante.

Parmi les présens par lesquels l'envoyé espagnol signala sa première présentation, il y avait vingt-cinq pièces de drap exquis, tissu avec de la laine de vigogne ; cadeau qui devait produire, du moins on le supposait, une impression favorable aux fabriques de l'Espagne (*). On ajouta à cette offre une superbe tente dont se servit Ferdinand-le-Catholique dans sa dernière campagne contre les Maures du royaume de Grenade. Madrid vit à son tour, pour la première fois (17 octobre 1787), un ambassadeur turc, Achmet Wasif Effendi, qui fut reçu avec une pompe véritablement orientale.

Pendant que cet arrangement mûrissait,

(*) On prétendit en effet, à cette occasion, que l'Espagne voulait donner aux Turcs le goût de ses draps ; mais comme le remarque très bien Bourgoin, dans son *Tableau de l'Espagne moderne*, vol. I, page 213, ces alarmes des nations fabricantes étaient un peu gratuites ; car le gouvernement espagnol était assez éclairé pour ne point aspirer à entrer en concurrence, pour les manufactures, avec des rivales qui avaient tant d'avantages sur l'Espagne, soit dans l'art de la fabrication, soit dans les communications commerciales déjà établies. Qu'avait-on besoin de chercher des débouchés lointains à l'industrie manufacturière des draps, ayant à approvisionner auparavant vingt-deux millions d'hommes ? Charles III envoya ces vingt-cinq pièces de vigogne au Grand-Sseigneur, comme un échantillon de ce drap, assez rare par sa matière : il est peu probable qu'il entrât dans ce présent aucun autre calcul relatif au commerce.

Charles invita la régence d'Alger et les beys de Tripoli et de Tunis à suivre l'exemple de Maroc; il fut secondé par les vives instances du Grand-Seigneur lui-même. Mais ces démarches étant inutiles, on prit la résolution de punir ces hordes de pirates, et d'obtenir par la force ce qui avait été refusé au désir d'une conciliation; expédient d'autant plus facilement adopté par la cour d'Espagne, qu'il lui était resté d'immenses munitions, amassées pendant le siége de Gibraltar. Les chevaliers de Malte ayant consenti à y prendre part, on réunit une expédition consistant en six vaisseaux de ligne et douze frégates, outre une flottille de petits bâtimens, pour le bombardement d'Alger. On en conféra le commandement à don Antonio Barcelò, qui s'était distingué dans la première expédition.

L'armement était au moment de se mettre en mer, le 17 juin 1784, lorsqu'il reçut tout à coup contre-ordre, à la demande expresse de la France, qui offrait ses bons offices pour amener un accommodement. La tentative n'ayant point réussi, on donna enfin l'ordre définitif de mettre à la voile; mais l'escadre éprouva des retards par les vents contraires, et après avoir essuyé un temps fort orageux, elle ne put arriver à sa destination que vers les derniers jours de juillet.

Les Algériens mirent ces retards à profit. Les beys dépendans de leur gouvernement furent

appelés à la défense de la ville : une nuée de troupes irrégulières était en ligne tout le long de la côte. Les fortifications furent mises en état de défense, et une flottille nombreuse empêchait d'approcher de la côte. Par suite de ces précautions, l'expédition fut réduite à bombarder la ville de très loin, sans autre effet que la destruction de quelques méchantes habitations, quoique le bombardement eût duré neuf jours consécutifs. Après avoir fait une consommation immense de munitions, la proximité des tempêtes de l'équinoxe, et les dangers de la navigation près des côtes d'Afrique, déterminèrent l'amiral à se désister de son attaque inutile, et l'expédition rentra dans les ports espagnols.

Cependant, avec cette persévérance qui caractérise la nation espagnole, le roi déclara sa résolution de renouveler tous les ans la même expédition, jusqu'à ce que les pirates se trouvassent forcés à la soumission. En conséquence on fit un nouvel armement l'année suivante; mais, quoiqu'aidé par des vaisseaux de Portugal, il ne fut pas suivi d'un meilleur résultat. On en préparait déjà un troisième, auquel on mettait la plus grande activité, lorsqu'on arrêta ces agressions, qui ne servaient qu'à exaspérer un parti sans être profitable à l'autre.

Pendant ces opérations, la cour d'Espagne avait eu recours à des négociations : les instances

du Grand-Seigneur et de l'empereur de Maroc, accompagnées de nombreux présens, soit en argent, soit en provisions de guerre, adoucirent enfin la Régence. On convint d'un arrangement qui, après plusieurs infractions, fut converti en un traité de commerce et d'amitié, semblable en principe à celui conclu avec la Porte, en y ajoutant seulement les modifications convenables pour affranchir le commerce, ainsi que les côtes de l'Espagne, des déprédations des pirates (14 juin 1786); mesure moins brillante, mais certainement plus utile que la prise d'Alger par assaut. Un traité avait été déjà signé avec le bey de Tripoli (10 septembre 1784); et enfin un arrangement avec la régence de Tunis compléta le système pacifique avec les puissances infidèles. [1]

« Par ces moyens, remarque avec raison Florida-Blanca, Votre Majesté affranchit la mer de pirates et d'ennemis, depuis le royaume de Maroc et de Fez sur l'Océan, jusqu'aux États de l'empereur Ottoman, à l'extrémité de la Méditerranée. Le pavillon espagnol paraît continuellement dans les mers du Levant, où il était jusqu'à présent inconnu; les nations commerçantes elles-mêmes, qui l'avaient poursuivi indirecte-

[1] Bourgoin, vol. II, pag. 126. Traités avec la Porte, Alger et Tripoli; dans Martens, vol. II, pag. 219, 531, 665. Beccatini, pages 341, 345.

ment, le préfèrent aujourd'hui, ce qui donne un grand accroissement à notre marine et à notre commerce, instruit nos matelots et contribue à la splendeur de l'Espagne et de son auguste souverain. Ce fut alors que finit aussi l'esclavage de tant de milliers de personnes, et l'abandon de leurs malheureuses familles, dont il résultait un préjudice inexprimable à la religion et à l'État. Alors cessa également l'exportation de sommes énormes d'argent, laquelle, en nous appauvrissant, enrichissait nos ennemis, en leur donnant les moyens de nous molester par leurs armemens. Enfin on voit se peupler et se cultiver en ce moment près de trois cents lieues du territoire le plus fertile, sur la côte de la Méditerranée, qui, par la terreur qu'inspiraient les pirates, avait été abandonné et était devenu désert. Toutes les villes et villages sont bâtis avec des ports spacieux, pour faciliter l'exportation des produits et des manufactures qui fleurissent à l'ombre de la paix et de votre royale protection. » (*)

(*) *Compte rendu* de Florida-Blanca, n° 12. Pièces officielles dans la gazette de Madrid, et autres feuilles périodiques étrangères.

M. Bourgoin s'écrie, à l'occasion de ce traité : « Florida-Blanca qui, quelques mois auparavant, disait avec jactance, et faisait imprimer dans la gazette de la cour, que l'Espagne apprenait à l'Europe comment il fallait traiter avec ces barbares; qu'elle donnait un grand exemple aux

puissances, qui avaient la lâcheté d'être leurs tributaires ; ce ministre se traînant à son tour sur la route commune, crut rendre un service à sa patrie en achetant au prix de plus de quatorze millions de réaux la paix avec la régence d'Alger.... Quelques louanges que M. de Florida-Blanca puisse mériter par son administration, sa conduite avec les Algériens n'est ni la partie sage, ni la partie brillante de son ministère. » (*)

Il y eut encore après cette paix, dit ailleurs Bourgoin, quelques mésintelligences avec la régence d'Alger. L'Espagne sentit enfin que la possession d'Oran et de Mazalquivir, situés sur ces côtes africaines, serait une source intarissable de discordes entre elle et cette régence, qu'elle était sans utilité réelle, que la position de ces places favorisait la désertion de ses troupes. Oran venait d'ailleurs d'éprouver deux fléaux à la fois : un siége par le bey de Mascara, et un tremblement de terre qui avait fait de cette place un monceau de décombres. L'Espagne se détermina donc à y renoncer vers la fin de 1791, en faveur de la régence, en se réservant seulement quelques avantages commerciaux. Elle donna une preuve de sagesse en remettant cette fameuse conquête du cardinal Ximenez sous la domination de cette puissance barbaresque. (*Tableau de l'Espagne moderne*, vol. II, pages 155 et 156.)

NOTE SUR LA RÉBELLION DE TUPAC-AMARO.

Nous ajoutons ici quelques détails authentiques sur le mouvement insurrectionnel d'une partie des Indiens du Pérou. Ils sont puisés dans la relation tracée par M. le

(*) *Voyez* le *Chapitre additionnel*, tome VI, article *Politique extérieure*.

baron de Humboldt, qui recueillit des renseignemens sur les lieux, et qui fut d'ailleurs à même de consulter des pièces officielles émanées des autorités supérieures de cette vice-royauté; les principaux fonctionnaires de l'Amériquc ayant été invités, comme on sait, par le gouvernement espagnol, à communiquer au savant voyageur toutes les notions qu'il pourrait demander. Nous avons anssi sous les yeux d'autres détails non moins dignes de confiance, écrits en 1826 à Paris, par une personne qui a occupé des places importantes dans l'administration de cette partie de l'Amérique, et transmis à M. le général espagnol Goyeneche, comte de Gnaqui, lequel a eu la bonté de nous les communiquer. Ainsi, la relation que l'on vient de lire dans ce chapitre se trouvera complète; elle sera même rectifiée sur quelques points.

Il paraît hors de doute quc cette insnrrection ne sc rattachait en aucune manière à l'émancipation des colonies anglaises. Charles III, il est vrai, s'était laissé entraîner fort imprudemment dans la guerre d'Amérique (*); mais les dangers qui devaient snivre cettc démarche ineonsidérée, ne pouvaient encore, à eette époque, être regardés comme imminens dans les colonies espagnoles.

Si lcs Espagnols, dit M. le baron de Humboldt, enssent perdu la bataille dans la province de Tinta, l'entreprise hardie de Tupac-Amaro aurait eu des suites funestes, non senlement pour les intérêts de la métropole, mais vraisemblablement aussi pour tous les blancs établis sur le plateau des Cordilières et dans les villes voisines. Quelque extraordinaire qu'ait été cet événement (l'insurrection), ses causes ne furent ancunement liées au mouvement que lcs progrès de la civilisation et le désir d'un gouvernement libre avaient fait naître dans les colonies anglaises. Isolés du centre du monde, n'entretenant de commerce qu'avec

(*) *Voyez* le *Chapitre additionnel*, article *Politique extérieure*.

les ports de la métropole, le Pérou et le Mexique ne prirent alors aucune part aux idées qui agitaient les habitans de la Nonvelle-Angleterre. (*)

Josef-Gabriel Condorcanqui, connu sous le nom de Tupac-Amaro, était fils du cacique de Tonga-Suca, village dans la province de Tinta, ou plutôt fils de la femme du cacique; car il passait pour certain que le prétendu inca était métis, et que son véritable père était un moine. La famille Condorcanqui faisait remonter son origine à l'inca Sayn-Tnpac, qui disparut dans les forêts épaisses à l'est de Villiampa, et à l'inca Tupac-Amaro, qui, contre les ordres de Philippe II, fut décapité en 1578, sous le vice-roi don Francisco de Toledo. Cette descendance cependant était loin d'être bien prouvée; car elle n'était appuyée, comme celle de beaucoup d'autres indiens, que sur des anciens documens appartenant à des maisons qui étaient descendnes en ligne droite ou collatérale des anciens Incas, et dont les familles s'étaient éteintes. Il existe encore aujourd'hui, au Pérou, les indiens Sahnarauza Mangos, Olando, Sayn-Tupa, Inca Charraja, et autres, lesquels, à la faveur de semblables documens, prétendent à la succession des Incas sans y avoir aucun droit réel.

Josef-Gabriel avait reçu une édncation soignée à Lima, selon M. le baron de Humboldt, et dans le collége royal de *San-Bernardo*, selon la relation que nous avons sous les yeux. Il revint dans les montagnes après avoir sollicité inutilement, de la cour d'Espagne, le titre de marquis d'Oropesa, qui appartient à l'inca Sayn-Tupac; son esprit de vengeance le porta à soulever les indiens montagnards contre le corrégidor Arriaga : le peuple le reconnut comme descendant de ses vrais souverains et comme fils du Soleil. Le jenne homme profita de l'enthousiasme populaire qu'il avait excité par les symboles de l'ancienne grandeur de

(*) *Essai sur la Nouvelle-Espagne*, vol. V, page 63.

l'empire de Cusco ; il ceignit souvent son front du bandeau impérial des Incas; il mêla adroitement des idées chrétiennes aux souvenirs du culte du Soleil.

Au commencement de ses campagnes, il protégea les ecclésiastiques et les Américains de toutes les couleurs, ne sévissant que contre les Européens. Il se fit un parti, même chez les métis et les créoles; mais les Indiens se méfiant de la sincérité de leurs nouveaux alliés, firent bientôt une guerre d'extermination à tout ce qui n'était pas de leur race. Josef-Gabriel Tupac-Amaro, dont M. de Humboldt possède des lettres dans lesquelles il se nomme Inca du Pérou, fut moins cruel que son frère Diégo, et surtout que son neveu Andrés Condorcanqui, lequel, à l'âge de dix-sept ans, déploya beaucoup de talens, mais un caractère sanguinaire. Ce soulèvement, peu connu en Europe, dura plus de deux ans. Tupac-Amaro avait déjà conquis les provinces de Quispichanchi, Tinta, Lampa, Azangara, Caravaja et Chumbivilcas, lorsque les Espagnols le firent prisonnier lui et sa famille. Tupac-Amaro fut écartelé dans le village de Las-Peñas, district d'Omasuyo. Sa femme fut pendue, ainsi que sa famille et les principaux chefs de l'insurrection.

Le respect que le prétendu Inca avait inspiré aux indigènes était si grand, que, malgré leur crainte des Espagnols, et quoiqu'ils fussent entourés des soldats de l'armée victorieuse, ils se prosternèrent à la vue du dernier fils du Soleil, lorsque celui-ci traversa les rues pour être mené au supplice. Le frère de Josef-Gabriel Condorcanqui, connu sous le nom de Diégo-Cristobal Tupac-Amaro, ne fut exécuté que long-temps après la fin de ce mouvement révolutionnaire des Indiens-Péruviens. Lorsque le chef tomba entre les mains des Espagnols, Diégo se rendit volontairement pour profiter du pardon qu'on lui promit au nom du roi. Une convention formelle fut signée entre lui

et le général espagnol, le 26 janvier 1782, au village indien de Siquani, situé dans la province de Tinta. Il vécut tranquillement dans sa famille jusqu'à ce que, par l'effet d'une politique insidieuse et méfiante, il fût arrêté sous prétexte d'une nouvelle conspiration.

Il ne paraît pas que Tupac-Amaro ait eu des troupes régulières. Ce qu'on désigne sous ce nom n'étaient que des montagnards armés de lances; quelques pièces d'artillerie fondues par les Indiens; point de chefs ni d'officiers; aucune discipline, encore moins de tactique, ni aucune autre manière de faire la guerre qu'en se tenant sur des hauteurs inaccessibles; telle était l'armée prétendue du chef indien.

Les désordres ne se bornèrent pas à ceux ci-dessus indiqués. La province entière de la Paz fut bouleversée aussi par l'insurrection d'un individu, appelé Tupa-Catari, qui ne reconnaissait pas toujours l'autorité de Tupac-Amaro, dont la résidence était à Cusco. Tupa-Catari était sacristain du village d'Aynayo, district de Sicasica : il fut le plus sanguinaire des chefs de l'insurrection. Il donna l'ordre de passer au fil de l'épée tout espagnol ou métis, sans distinction de sexe, d'âge ou d'état; il mit le siége devant la ville de la Paz, dont il occupa une partie; dévasta Sorata, chef-lieu du parti de Lanecaja Chumito, et Sicasica, chef-lieu également, qu'il fit démolir entièrement, sans conserver d'autres bâtimens que les églises et les presbytères. La ville de la Paz serait infailliblement tombée entre ses mains, car les habitans se trouvaient déjà dans la plus grande détresse; heureusement pour eux, don Ignacio Florès, président de la cour royale de la Plata, accourut avec quelques troupes et les sauva d'une mort certaine.

L'auteur de la relation que nous avons sous les yeux ne croit pas qu'aucun ex-jésuite ait dirigé le rebelle Tupac-Amaro. « Jamais je n'ai entendu dire, ce sont ses propres expressions (et l'on s'est entretenu souvent au Pérou de

la rébellion de 1780), que les Jésuites se soient mêlés de cette affaire. Les souvenirs que les Jésuites ont laissés au Pérou sont des plus honorables pour cet institut; ils avaient inspiré partout l'obéissance aux autorités. Le Paraguay, Mojos, Chiquitos; leurs colléges de Lima, de Cusco, de la Paz, de Juli, rappellent la bonne éducation de la jeunesse. » D'autres témoignages authentiques confirment en effet les services importans que les Jésuites rendirent dans les districts d'Amérique commis à leur direction.

Quant à la cause de l'insurrection de Tupac-Amaro, et des cruautés auxquelles les Indiens se livrèrent envers les Espagnols et les créoles, elle se trouvait dans la domination qu'ils étaient forcés de subir. Outre la haine que les naturels, de quelque pays que ce soit, conservent toujours contre les étrangers qui parviennent à s'en emparer, il y avait aussi des excès blâmables commis à l'égard des Indiens par les Espagnols; des abus s'étaient glissés dans l'administration de leurs colonies, dont les fonctionnaires méconnaissaient les excellentes dispositions de la législation des Indes. Il est impossible de montrer un intérêt plus paternel que les monarques espagnols n'eu ont constammeut fait voir en faveur des Indiens, depuis Isabelle et Ferdinand jusqu'à nos jours. La législatiou des Indes est un beau monument de la justice et de l'humanité des divers gouvernemens espagnols; mais malheureusement l'éloignement de ces contrées de la métropole, la soif de l'or de plusieurs gouverneurs, et beaucoup d'autres causes qu'il serait trop long d'énumérer ici, ont substitué des vexations et des abus à l'esprit paternel qui avait dicté les lois.

L'insurrection de Tupac-Amaro compromit quelques fonctionnaires civils et ecclésiastiques du Pérou, qu'on soupçonna d'être peu dévoués au roi d'Espagne. L'évêque de Cusco, don Manuel Moscoso, se vit dans la nécessité de faire rédiger une apologie de sa conduite, par don Igna-

cio de Castro, curé de Saint-Jérôme de Cusco. L'évêque fut mandé à Madrid, où il publia encore de nouvelles justifications. Divers écrits furent rédigés à cette même époque, à Madrid, dans des sens opposés : c'est là où l'on doit rechercher les véritables causes de cet événement, ainsi que les progrès et la fin de l'insurrection de Tupac-Amaro. Les étrangers ont en général des notions très-imparfaites sur cette affaire.

CHAPITRE LXXVII.

1783-1789.

Alliance de famille et union politique avec le Portugal. — Situation des principales puissances de l'Europe. — Système politique du gouvernement espagnol. — Négociation avec l'Angleterre. — Demande de Gibraltar. — Convention relative aux limites des établissemens des Anglais dans la baie de Honduras. — Vaine démarche pour conclure un traité de commerce. — Contestations commerciales avec la France et la Hollande.

Après que la tranquillité eut été rétablie dans les possessions d'outre-mer, et que les côtes d'Espagne eurent été délivrées du fléau de la piraterie des puissances barbaresques, l'attention du monarque se porta immédiatement vers la cour de Portugal, où son influence continuait toujours, même après la mort de sa sœur la reine douairière. En conséquence, il fit une alliance qui lui était nécessaire pour maintenir la paix sur ses frontières de l'ouest, en formant un double mariage entre les deux familles royales. La fille aînée du prince des Asturies, Charlotte, épousa Jean, héritier présomptif de la monarchie portugaise; et son troisième fils, don Gabriel, l'infante Maria-Victoria. Il parvint aussi à entraîner le Portugal

dans le système politique de la maison de Bourbon, et employa son influence avec succès à opérer une alliance entre ce pays et la France, au moyen de laquelle les Français furent admis à jouir de ces priviléges commerciaux qui avaient été réservés jusque-là à l'Angleterre. Lorsque plus tard cette alliance fut menacée par une contestation relative à quelques forts portugais situés sur la côte d'Afrique, que les Français avaient démolis, il y prit encore part comme médiateur, et fit voir son ascendant sur la cour de Lisbonne, en obtenant un accommodement qui concilia les prétentions peu importantes des deux nations au commerce d'Afrique. (1)

Ces arrangemens, et l'alliance formée avec la France, assurèrent la tranquillité de la Péninsule : alors le monarque était à même de se livrer avec une nouvelle ardeur aux améliorations de son administration intérieure, et de suivre le système général de la politique de l'Europe. On doit cependant dire, à l'honneur de son caractère et de ses principes, que son intervention fut employée à assurer et non à troubler la tranquillité publique. Il chercha à empêcher que l'Espagne ne fût entraînée dans de nouveaux embarras par des jalousies et des dissensions, suite naturelle de l'animosité, fruit de la dernière guerre.

L'issue malheureuse de la lutte avait dans le

(1) *Diplomatie française*, tome VII, page 419.

premier moment accablé l'Angleterre. Elle ne voyait pas sans peine la joie triomphante de ses ennemis. Ce découragement accrut un déficit qu'on supposait exister dans les finances. On prédisait enfin que, par la perte de l'Amérique, la prospérité de l'Angleterre devait disparaître pour jamais. L'ardeur des partis était parvenue au plus haut degré d'exaspération. Elle donnait de sérieuses alarmes; et l'agitation des esprits dans tous les coins du royaume, faisait voir qu'on n'avait que trop réussi dans les continuelles tentatives faites pour soulever les passions du peuple contre le gouvernement, et pour introduire le ferment de la démocratie américaine dans la grande masse de la nation. Ce germe empruntait une nouvelle force de la mésintelligence connue entre le souverain et le cabinet.

Mais ce nuage se dissipa, et la nation reprit son énergie habituelle; un nouveau changement eut lieu dans l'administration; le gouvernail de l'État fut mis entre les mains de M. Pitt, qui, n'étant âgé que de vingt-quatre ans, commença le plus long ministère qui eût marqué le règne de George III. Le jeune ministre, jouissant à la fois de la faveur du souverain et de la confiance du peuple, déploya des talens supérieurs, un génie rare, beaucoup d'éloquence, et il opéra un changement non moins notable et utile, dans un

temps de paix, que celui introduit par son père dans le système de la guerre nationale.

Les espérances des ennemis et les craintes des amis furent également dénuées de fondement; les ressources de la nation furent mises en jeu; le commerce reçut une nouvelle vie; la paix intérieure fut maintenue, et un nouveau système de finances mieux entendu fut établi et mis en activité. L'excédant de presque un million sterling disponible, après avoir assuré tous les services, fut affecté à l'amortissement graduel de la dette nationale; les craintes d'une faillite publique furent dissipées; et l'on jeta les fondemens d'un nouveau système, qui non seulement était un excellent préservatif contre de nouvelles appréhensions, mais qui a mis l'Angleterre en état de déployer plus tard des ressources qui ont surpassé les calculs et les espérances des hommes d'état les plus profonds.

Quant à ses rapports avec les puissances étrangères, la Grande-Bretagne avait montré le même défaut d'énergie qui avait marqué son administration intérieure, en sorte que pendant quelque temps le gouvernement et la nation avaient paru subir l'ascendant de la maison de Bourbon.

La France, fière d'avoir arraché un empire à sa rivale, et triomphante par l'issue de la guerre, dans le premier accès de son enthousiasme, méconnaissait sa faiblesse réelle, autant que l'An-

gleterre oubliait la force de sa constitution vigoureuse. Elle sut mettre à profit le respect universel qu'avait inspiré la puissance qu'elle venait de déployer tout récemment; elle reprit son ascendant et son crédit dans toutes les cours de l'Europe, et donna plus d'étendue à son système d'alliance et de confédération, pour compléter l'humiliation de son ancienne rivale. Vergennes, l'habile ministre des affaires étrangères, suivit les maximes adoptées depuis l'union avec l'Autriche, en affermissant sa dépendance et en s'opposant à son agrandissement, alors même qu'il cajolait la cour de Vienne, et qu'il favorisait quelques unes de ses frivoles prétentions ([1]). Sa politique adroite et profonde affermit aussi cette influence en Hollande, que la France avait employée avec tant de succès pendant les troubles d'Amérique. Il poussa le parti républicain à ces excès qui finirent par la chute du stathoudérat, et l'établissement d'une nouvelle constitution. Il serra plus étroitement l'union avec le roi de Prusse, et se servit de l'entremise de ce monarque pour entraver les desseins de l'Autriche et diviser l'empire germanique.

Le caractère, les talens et les principes de l'empereur Joseph II avaient attiré long-temps l'atten-

([1]) Il disait dans son rapport à Louis XVI : Détruisons la puissance du roi de Prusse ; alors plus de digue contre l'ambition autrichienne. (*Diplomatie française*, t. VII, p. 136.)

tion publique; et, malgré le calme et la prospérité qui marquèrent les dernières années de Marie-Thérèse, on se plaisait à regarder d'avance comme le commencement d'une nouvelle ère politique son avénement, qui, long-temps attendu, eut enfin lieu le 19 novembre 1780; mais jamais peut-être l'attente publique ne fut plus complétement trompée, et rarement aussi des talens réels ont été si malheureusement employés. Au dedans, ses nombreuses ordonnances montrèrent une série de changemens précipités et peu sages, sans rapport avec la situation de son pays, ni avec les usages ou les préjugés du peuple; elles sapaient aussi les bases des instructions morales et politiques sur lesquelles tous les États sont fondés. Les conséquences qui en découlèrent furent rapides et alarmantes. Des mécontentemens éclatèrent sur tous les points de ses États; et la continuation des réformes faisait présager la dissolution totale de la monarchie.

Au dehors, son esprit remuant et ambitieux donna naissance à une foule de projets qui mirent également en danger la tranquillité de l'Europe. D'abord il rompit les liens qui l'unissaient aux puissances maritimes, en démantelant la place principale qui formait la barrière des Pays-Bas; et il laissa ainsi ces riches provinces ouvertes aux agressions futures de la France. Il réclama alors des Hollandais la libre navigation de l'Es-

caut, la cession de Maestricht, l'extension de sa frontière et le paiement d'une somme considérable. Sur le refus de la république, d'accéder à ces demandes, une guerre partielle eut lieu; mais la cour de France, fidèle à sa politique, de s'opposer à son agrandissement, se mêla de la querelle; et Joseph II se vit dans la nécessité d'abandonner ses prétentions, et de sauver son honneur en acceptant une indemnité en argent.

Cette contestation fut le prélude d'une autre tentative, celle d'échanger les Pays-Bas contre la succession bavaroise; mais l'intervention secrète de la France et l'opposition ouverte de la Prusse, trompèrent encore ses desseins et amenèrent un arbitrage sur ses prétentions par la paix de Teschen. Cet échec ne servit malheureusement qu'à l'engager à faire de nouveaux efforts. Il se lia plus intimement avec l'impératrice de Russie, pour attaquer conjointement l'empire de Turquie, dans l'espoir de s'agrandir du côté du Danube, n'ayant pu le faire en Allemagne.

(1786.) A cette même époque, la mort de Frédéric, roi de Prusse, donna lieu à une révolution dans le système général de la politique de l'Europe, et occasionna un changement important dans les vues et dans la situation de la France. L'union entre les cours de Versailles et de Berlin, qui avait assuré à la France sa prépondérance en Allemagne, était dissoute; et le nou-

veau roi, Frédéric-Guillaume, suivit une ligne de conduite diamétralement opposée à celle de son oncle. Sans aucun vieux préjugé contre l'Angleterre, comme sans partialité pour la France, ses principes politiques ainsi que son attachement pour sa sœur, la femme du prince d'Orange, le conduisirent à une union avec l'Angleterre, dont le résultat fut le renversement du parti français en Hollande, et le rétablissement de l'ancien gouvernement et de ses alliances extérieures.

Quoique les disputes occasionnées par l'ambition de Joseph II, n'eussent presque pas fait d'impression sur la cour d'Espagne, Charles ne pouvait rester spectateur indifférent de cette révolution, qui non seulement affaiblissait la prépondérance de la maison de Bourbon, mais qui devait rendre, croyait-on, un ascendant marqué à l'Angleterre. Il ne pouvait pas se tromper sur l'indignation qu'un peuple fier avait dû sentir à l'occasion de l'intervention des cours des Bourbons dans les troubles d'Amérique; alors il craignait que ce succès ne pût le déterminer à prendre sa revanche, et à tenter de retirer des concessions qui avaient été arrachées par la force.

Préoccupé de cette idée, Charles parut éprouver autant de ressentiment que la France elle-même de ce changement survenu dans le gouvernement de la Hollande. Quoique, par crainte de renouveler la guerre avec l'Angleterre, il eût

refusé jusque-là d'accéder à la convention de Fontainebleau entre la France et les Provinces-Unies, il annonça cependant sa résolution de ne point consentir à l'abaissement de la maison de Bourbon. Il fit des préparatifs de guerre et offrit à la France assistance de forces de terre et de mer, s'il arrivait qu'elle fût attaquée par l'Angleterre ([1]). Il n'épargna pas non plus ses exhortations à la cour de Londres; il conjura le cabinet anglais d'user avec modération de son triomphe, et de ne point accroître la mortification de la France par des témoignages de satisfaction et d'allégresse.

En effet, lorsque le gouvernement anglais déclara son intention de défendre seulement ses propres intérêts et de borner son intervention simplement au rétablissement du gouvernement primitif, le monarque espagnol respecta cette modération et lui prodigua des louanges. Il appuya de toute son influence le parti pacifique en France, tandis que sa médiation énergique et ses exhortations répétées contribuèrent essentiellement à prévenir le renouvellement de la guerre. En conséquence, l'Angleterre et la France signèrent une convention (17 octobre 1787) par laquelle chacune des deux nations s'obligeait à mettre ses forces terrestres et maritimes sur le pied de paix, et tombait mutuellement d'accord

([1]) *Mémoires de Besenval*, tome III, page 296.

de ne point intervenir par la force dans les affaires de la Hollande.

Pendant ces transactions, une série de négociations avait été entamée entre les cours de Londres et de Madrid pour l'arrangement définitif des points restés indécis dans le traité de paix.

Le refus de M. Fox, de consentir à la cession de Gibraltar, que le ministère précédent avait fait espérer, fit une impression profonde sur l'esprit de Charles et irrita le caractère ardent de Florida-Blanca, qui avait à cœur de signaler son administration par une acquisition si chère au peuple espagnol. Au chagrin occasionné par ce désappointement vint se joindre la vieille jalousie que l'Espagne avait toujours montrée à l'égard de son commerce, depuis l'avénement d'un souverain de la famille de Bourbon. Cela fit que Gibraltar continua d'être pendant long-temps un sujet de discussion. La nomination de M. Pitt, qui avait pris part au ministère de lord Shelburne, éveilla de nouveau les espérances de la cour d'Espagne; elle croyait qu'elle parviendrait enfin à obtenir la cession de cette place, désirée si ardemment.

On revint donc encore une fois à la demande de Gibraltar. Lors de la négociation relative aux limites des établissemens anglais dans la baie de Honduras, et de celle concernant un traité de commerce, on ne négligea rien, pendant un

laps de temps considérable, de ce qui pouvait susciter des craintes ou leurrer les espérances de la nation anglaise, afin de lui arracher cette cession. La cour de Madrid profita des troubles de l'Europe, dont la conclusion de la paix avait été suivie : tantôt elle menaçait de s'unir avec la France; tantôt elle laissait entrevoir sa disposition à rompre le pacte de famille. Elle offrait des avantages pour le commerce, tandis qu'elle opposait des obstacles aux arrangemens qu'on méditait, et qu'elle élevait sans cesse des difficultés relativement à la démarcation définitive des limites sur la baie de Honduras. Dans une de ces négociations, Florida-Blanca fit la remarque suivante : « Le roi n'est pas disposé à conclure un traité de commerce; le peuple ne verrait pas avec indifférence qu'on accordât aux Anglais des avantages pour leur commerce. Malgré cela, la perspective de Gibraltar pourrait exercer une grande influence sur le roi et sur le peuple : une pareille cession justifierait aussi aux yeux des autres nations la préférence accordée à la Grande-Bretagne. Enfin, ajoute-t-il, on pourrait adopter un expédient qui contre-balancerait le pacte de famille ou qui équivaudrait à sa dissolution. En faisant un traité avec l'Angleterre, qui renfermerait la garantie réciproque de nos possessions respectives, nous rendrions, par le fait, le pacte de famille nul. »

Dans une autre occasion, il disait : « Je regarde Gibraltar comme une place dont on vante un peu trop peut-être l'importance et la valeur, mais qui est une épine perpétuelle pour l'Espagne et un grand obstacle à ce qu'une amitié franche et cordiale puisse avoir lieu entre les deux nations. J'ai envisagé pendant bien long-temps cette affaire sous tous les rapports; j'y ai beaucoup réfléchi. Il y aurait mille compensations équivalentes aux yeux de la sagesse nationale; mais il y a en Angleterre des préjugés nationaux qui l'emportent sur tous les autres raisonnemens. » Après avoir indiqué Porto-Rico, Caracas, et de grands priviléges commerciaux, avec une garantie générale de toutes les possessions, comme un expédient pour écarter les plaintes sur le pacte de famille, sans manquer à la foi promise à la France, il termine d'un air chagrin et avec humeur par s'écrier : « C'est perdre son temps que de faire de semblables représentations. Aucun ministère anglais de ce temps-ci n'aura le courage d'aborder franchement la question, et je ne m'en occuperai plus. » (¹)

En conséquence de cette conviction il abandonna enfin toute démarche à cet égard, et n'insista plus sur une demande qu'il jugeait inutile; mais il profita de l'anxiété que le ministère britannique éprouvait pour terminer cette discussion

(¹) Communications du lord Auckland.

fâcheuse, et pour empêcher que l'Espagne ne secondât la France dans ses projets; aussi obtint-il des avantages considérables dans la convention relative à la démarcation des limites qui devaient être désignées aux colons anglais dans la baie de Honduras.

Dans le but de contenir la nation anglaise par l'apparence d'une extension de territoire, la petite île de Saint-Georges fut accordée pour retirer les malades de l'air malsain des marais de la baie; les Anglais pouvaient réparer les avaries de leurs vaisseaux, et pêcher dans des endroits déterminés; mais ils ne pouvaient, dans aucun cas, élever des fortifications, ni y faire stationner des vaisseaux de guerre, ni dépasser les limites désignées, ni même cultiver le sol. Un commissaire espagnol serait envoyé sur les lieux tous les ans pour surveiller l'exécution de ces articles. On y ajoutait la promesse vague et indéfinie que les Espagnols fourniraient à l'Angleterre du bois provenant de cette région, dans le cas où il n'y en aurait point assez pour sa consommation dans les limites assignées aux colons anglais. (¹)

En vertu de ces dispositions, l'Espagne réussit à empêcher l'immense et lucratif commerce interlope qu'on avait fait jusqu'alors avec les colo-

(¹) Extrait de la convention publiée officiellement; *Remarques* sur cette convention, par M. Williams Ryder, colon anglais. (*Manuscrit.*)

nies environnantes, réduisit le peu de colons anglais qui y restaient à subir la loi qu'elle voudrait leur imposer, et prépara même les moyens de faire elle-même le monopole du bois de Campèche, avec un grand accroissement de son commerce et de sa puissance maritime. Des conditions aussi peu avantageuses ne pouvaient qu'être censurées en Angleterre : on fit une motion dans le parlement tendant à condamner cette convention (1786); mais il entrait dans les vues du gouvernement de ne point irriter l'Espagne dans un moment aussi critique, et la convention fut ratifiée. Charles fut très flatté de cette acquisition. De son côté l'Angleterre avait pour but, dans le sacrifice qu'elle venait de faire, d'accroître la cordialité nationale dans les rapports entre les deux pays. Cependant cette concession ne facilita point la conclusion d'un traité de commerce; car cette espèce d'arrangement ayant offert beaucoup de difficultés dans les époques précédentes, se trouvait pour le moment sujette à des obstacles plus forts que jamais.

On a déjà vu que depuis l'avénement de la maison de Bourbon au trône d'Espagne, et surtout depuis l'époque de l'élévation de Riperdà, les monarques espagnols et leurs ministres avaient constamment témoigné de la jalousie à l'égard des avantages commerciaux, possédés par d'autres nations, et par l'Angleterre en particulier.

Cette jalousie avait été excitée d'abord, et fomentée plus tard par des aventuriers étrangers, domiciliés en Espagne, qui paraissaient agir tout à la fois par ressentiment et prévention contre leur pays de naissance, et par le désir d'accroître leur importance aux yeux du souverain qui leur accordait sa faveur et sa protection. Riperdà fut le premier qui éveilla ce sentiment par rapport à l'Angleterre et la Hollande. Dans les temps postérieurs, d'autres aventuriers contribuèrent à le fortifier. Nous trouvons parmi eux un Irlandais naturalisé en Espagne, nommé Ward. Il avait passé en Espagne pendant sa jeunesse, y avait été protégé par les ministres de Ferdinand VI et employé par eux comme un de ces émissaires politiques que l'on choisissait pour voyager dans l'étranger, et pour importer ensuite en Espagne les connaissances des arts et les améliorations des autres pays.

En 1762, Ward fit un ouvrage qui fut publié après sa mort avec le titre de *Projecto economico*, dont l'objet était de suggérer des plans pour l'avancement de l'industrie nationale. Cependant, au milieu d'une foule d'idées utiles, son principe fondamental paraît avoir été une haine profonde contre l'Angleterre. Il contient une énumération exagérée des torts que faisait à l'Espagne la supériorité commerciale et manufacturière de l'Angleterre. Il renferme une série

de dispositions qui y sont exposées comme des moyens infaillibles de lui enlever ses avantages, et de mettre l'Espagne en état de rivaliser avec elle comme nation commerçante. Ces dispositions devaient produire (et l'on s'y attendait) une révolution dans le système existant de rapports commerciaux : en outre, les droits sur les produits et les manufactures du pays seraient diminués, et ceux des pays étrangers écartés par de fortes impositions, et même par des prohibitions.

De semblables suggestions firent non seulement une impression profonde sur les deux nations réciproquement exaspérées par des sentimens hostiles, mais elles devinrent des maximes de gouvernement, et dirigèrent évidemment la conduite de Florida-Blanca. De son propre aveu, consigné dans l'*Apologie de son administration*, qu'il mit sous les yeux de ses souverains, l'idée de réaliser ce changement de système fut un des motifs qui amenèrent la dernière rupture avec l'Angleterre. (*)

(*) L'auteur des *Mémoires*, en reprochant à des étrangers tels que Riperdà et Ward, le système économique suivi par le gouvernement espagnol, oublie que, sans remonter à des temps antérieurs, les économistes espagnols du règne de Philippe V, Zabala, Uztariz et Ulloa, professaient des principes tout-à-fait analogues. Le même sentiment qui porte un habitant de la Grande-Bretagne à désirer la

Le gouvernement espagnol frayait peu à peu le chemin en diminuant ou en modifiant les droits dans l'intérieur du royaume, en augmentant ceux des importations, et en renouvelant les anciennes lois et les prohibitions d'objets qui pourraient augmenter ce qu'on appelait la *balance non favorable* de commerce. Les instructions des plénipotentiaires qui signèrent la paix, et les conventions postérieures, étaient basées sur le même principe; et lorsqu'il fut question d'entrer en arrangement relativement au commerce, nous trouvons que le ministre espagnol partageait cette jalousie et ces mêmes préventions, que des conseils tels que ceux de Riperdà et de Ward avaient dû inspirer.

Les difficultés nées de tant d'obstacles s'accrurent encore par les représentations continuelles de la cour de France, dont les ambassadeurs, le comte de Montmorin et le duc de La Vauguyon, prirent un grand ascendant sur l'esprit de Charles. Quoique les ministres français eussent conclu eux-mêmes tout récemment un traité de com-

prospérité du commerce de sa nation, doit agir sur les Espagnols pour s'affranchir du tribut levé sur eux par l'industrie étrangère. Sans avoir de la haine pour l'Angleterre, ni pour la France, il est assez naturel que l'on cherche de l'autre côté des Pyrénées à favoriser les manufactures nationales. Malheureusement on a long-temps négligé d'adopter les mesures convenables pour atteindre ce but patriotique.

merce avec l'Angleterre, sur le principe de la réciprocité, ils n'épargnèrent aucune démarche pour entraver la discussion aussitôt qu'elle fut commencée. Ils ne manquèrent pas de représenter leur propre conduite comme un exemple qu'on devait bien se garder d'imiter. Ils déploraient la fatale nécessité qui les avait rendus les dupes des artifices des Anglais : ils se plaignaient de s'être vus dans le cas d'accepter un arrangement aussi désavantageux par suite de la disette générale, et par la nécessité d'éviter une nouvelle guerre; ils s'étaient flattés, disaient-ils, que les événemens futurs et l'assistance de l'Espagne pourraient un jour remédier à cette faute fâcheuse de leur politique.

Dans des circonstances aussi peu favorables, l'importante négociation pour le rétablissement des communications commerciales fut confiée d'abord à M. Liston, et après, à M. Edem [1] qui avait si heureusement terminé la négociation avec la France. Le gouvernement anglais, resté toujours fidèle à ces maximes libérales de politique commerciale que nos économistes venaient de répandre, proposa la conclusion d'un traité sur des bases semblables à celles du traité avec la France. Il établit tels réglemens et tels droits qui donneraient aux deux pays des facilités pour l'échange mutuel de leurs produits et de leurs

[1] Lord Auckland.

marchandises, sans détriment des branches particulières du commerce et de l'industrie nationale. Il demanda pour les négocians anglais les mêmes avantages que ceux dont jouissaient en Espagne les nations les plus favorisées. Enfin M. Edem exigea une garantie contre ces prohibitions aussi inattendues que capricieuses, auxquelles le gouvernement avait trop souvent recours pour contenter les intérêts soit des particuliers, soit des établissemens, et l'adoption de tarifs réels de droits d'importation qui devaient faciliter la libre circulation des articles provenant de l'industrie anglaise. Il offrait en échange des avantages pareils pour les manufactures et les productions du sol de l'Espagne et de ses colonies, surtout pour le tabac et le cacao. Il commença même par donner l'exemple, en diminuant le droit sur les vins et sur les eaux-de-vie d'Espagne. (1)

Les talens diplomatiques ainsi que les connaissances commerciales de M. Edem échouèrent cependant dans la négociation. Florida-Blanca,

(1) Les effets de cette réduction des droits auraient dû ouvrir les yeux du ministère espagnol, et l'éclairer snr les véritables intérêts de son pays. Dans l'espace de six mois seulement, l'exportation des vins de Valence pour l'Angleterre, monta depuis cinq mille à onze mille pipes, et depuis quatre cents à plus de onze cents pipes d'eau-de-vie ; *Communications* de lord Auckland.

quoique obligé de se rendre à la force de la raison et de la vérité, resta toujours attaché aux maximes favorites de son système prohibitif. Il voulut obtenir les avantages offerts par l'Angleterre, sans faire aucune concession équivalente : il prétendait qu'il y avait une grande différence, quant aux circonstances, entre l'Espagne et la France; et il insista sur le maintien des droits existans, ainsi que sur le droit d'en imposer encore d'autres selon que les circonstances pourraient le conseiller. En conséquence, après diverses discussions et l'échange ordinaire de projets et de projets contraires, cette matière, d'une aussi haute importance pour la prospérité et pour la bonne intelligence des deux nations, resta sur le même pied d'incertitude où elle se trouvait à la conclusion de la paix.

Il faut pourtant rendre justice au ministre espagnol : les principes qui le dirigèrent, quoique faux, ne prenaient point leur origine dans une partialité nationale ou personnelle. Il résista également aux importunités réitérées des Français à l'égard de la jouissance des priviléges, à laquelle ils prétendaient en vertu du pacte de famille. « Les Français, disait-il à l'ambassadeur anglais, à la suite d'un entretien sur ce sujet, sont moins raisonnables encore que les Anglais; en vertu du pacte de famille, ils réclament pour leur navigation les mêmes priviléges dont jouissent les na-

turels du pays, et ils ont l'impertinence d'insister sur ces faveurs, même pour le cabotage, tandis qu'ils refusent de contribuer aux charges publiques, et de soumettre leurs vaisseaux au droit de visite dont les Espagnols eux-mêmes ne sont point exempts. J'ai repoussé jusqu'à présent ces prétentions, et je continuerai à m'opposer à des demandes aussi contradictoires que peu raisonnables. »

Il n'était pas plus conciliant avec les Hollandais. Lors de la création de la nouvelle compagnie des Philippines, les vaisseaux espagnols prirent la route la plus commode pour Manille par le cap de Bonne-Espérance, au lieu de doubler le promontoire méridional de l'Amérique. Cette innovation fit revivre une dispute qui avait eu lieu entre l'Espagne et la Hollande en 1732 et 1768, lorsque le gouvernement hollandais s'opposa aux efforts des Espagnols pour suivre cette direction, en vertu d'une clause du traité de Munster, confirmée par celui d'Utrecht, qui obligeait les Espagnols à faire le commerce de l'Orient par la route suivie alors en doublant le cap Horn. La question amena d'abord une guerre de mémoires et de répliques; des deux côtés on commença à faire des préparatifs; mais la fermeté du gouvernement espagnol, et le manque d'habileté du gouvernement hollandais pour soutenir ses prétentions, amenèrent une transaction par laquelle

la question fut enfin décidée en faveur de l'Espagne. (¹) (*)

(¹) Extrait de la *Note espagnole*, rédigée par Florida-Blanca. *Feuilles politiques* de Hambourg de 1787. *Apologie de Florida-Blanca. Collections de manuscrits* de lord Auckland.

(*) La Vieille-Espagne ne faisait jadis aucun commerce direct avec les Philippines. La correspondance de cette colonie éloignée s'entretenait par Acapulco, port situé sur la côte occidentale du royaume du Mexique dans la mer du Sud. On faisait partir tous les ans de ce port pour Manille, un gros vaisseau de quinze cents tonneaux, dont la charge consistait en piastres fortes pour la somme de dix-huit à vingt millions de francs; il revenait en même temps de Manille à Acapulco une pareille hourque chargée de toiles de coton blanches et peintes, pékins, porcelaines et quelques pièces de zac de la Chine. On avait représenté plusieurs fois à la cour de Madrid, que le commerce d'Acapulco avec Manille, faisait un tort irréparable à la Vieille-Espagne, puisque l'introduction des pékins et des toiles de coton empêchaient, dans la Nouvelle-Espagne, la consommation de taffetas et d'autres petites étoffes de soie qui se fabriquent en Espagne, ainsi que celle des toiles étrangères qui paient dans l'entrepôt de Cadix de très forts droits à Sa Majesté Catholique. Il y avait sans doute des motifs qui empêchaient la cour d'Espagne d'abolir les deux hourques : mais les marchands du Mexique étaient les seuls intéressés à soutenir ce commerce, par le débit des marchandises de la Chine, qui leur faisait doubler tous les ans l'argent qu'ils y employaient. Autrefois il y avait à Manille des négocians chinois, qui tiraient de leur pays les marchandises propres pour le commerce d'Acapulco; mais un motif de religion détermina la cour d'Espagne à chasser de Manille tous les

Chinois, qui s'y étaient établis en grand nombre avec leurs familles. Depnis lors le commercc s'est fait par un très petit nombre de négocians qui ont fait venir pour leur compte les marchandises de la Chine, expédiées ensuite à Acapulco en retonr dcs piastrcs qui lenr étaient adressées.

Des particuliers espagnols firent sentir au ministère de Sa Majesté Catholique qu'il serait utile d'établir un commerce direct, des ports d'Espagne avec les Philippines, par le cap dc Bonne-Espérance; mais ce voyage direct n'amena aucun changement dans le commercc entre les Philippines et le Mexique au moyen de la *Nao d'Acapulco.* Les nations étrangères, la France surtout, désiraient que les toiles et les soieries d'Asie fussent assujetties à des droits, qui auraient rendu facile la concurrence de ces mêmes objets de sa fabrication : mais le gouvernement espagnol maintint les réglemens précédcns.

CHAPITRE LXXVIII.

1786-1788.

Système de politique adopté par l'Espagne. — Embarras de la France, et commencement des troubles qui précédèrent sa révolution. — État de la querelle entre la cour impériale, la Turquie et la Suède. — Le monarque espagnol rejette les ouvertures de la France pour la formation d'une quadruple alliance contre l'Angleterre. — Changement de principes relativement au pacte de famille et aux rapports avec l'Angleterre.

Pendant que Charles était ainsi occupé d'arrangemens intérieurs et de nouvelles améliorations, il regardait sans cesse d'un œil inquiet l'état d'agitation où se trouvait l'Europe, et se mettait en mesure de prendre toutes les précautions qui pouvaient servir à augmenter son crédit, et à rendre son intervention efficace dans les troubles suscités par les projets ambitieux des monarques ses contemporains. Depuis l'avénement de la maison de Bourbon au trône d'Espagne, aucune époque ne fut marquée par des améliorations plus rapides, soit dans l'armée, soit dans la marine, que la période écoulée entre la paix de Paris et la mort de Charles. De tels progrès dans un

temps d'embarras, et à la suite d'une guerre dispendieuse, honorent infiniment l'esprit et les lumières du ministre; comme l'adresse qu'il employa pour éviter de se brouiller avec les puissances, démontre son habileté, sa vigilance et sa fermeté.

De toutes les affaires étrangères aucune ne demandait plus de discernement et plus de prévoyance que les rapports à avoir avec la branche aînée de la maison de Bourbon. Le pacte de famille, aussi-bien que les préjugés particuliers du roi à ce sujet, paraissaient identifier non seulement les intérêts, mais l'existence même des deux monarchies; tandis que d'un autre côté les embarras domestiques de la cour de France, et les tentatives qu'elle faisait sans relâche pour distraire l'attention des mécontens qui agitaient l'intérieur du pays, au moyen de troubles fomentés au dehors, offraient la perspective la plus alarmante pour un souverain jaloux de conserver la tranquillité publique, et d'éloigner la contagion des maximes perverses qui menaçaient de renverser toutes les anciennes institutions.

La France était en ce moment même réduite à la dure nécessité d'expier ses interminables tentatives d'asservir l'Europe, et surtout son impolitique intervention dans la querelle suscitée entre les colonies américaines et leur métropole. Les dépenses de la guerre absorbèrent promptement

le revenu, qui était déjà auparavant à peine suffisant pour le besoin du service ordinaire. Le déficit devint permanent, grâce au système tant vanté de Necker, ministre des finances, qui, accumulant emprunt sur emprunt, comptait pouvoir suffire aux besoins du trésor, sans aucune augmentation d'impôts, tandis que le mal inaperçu, au milieu de ses opérations précédentes, devenait de plus en plus grave et alarmant.

Le séjour des troupes françaises chez les insurgens d'Amérique, et l'intérêt toujours croissant que prit le cabinet de France à la liberté d'un peuple qu'il poussa à combattre son gouvernement légitime, firent une impression profonde sur une nation passionnée pour la nouveauté, chez laquelle les vices des anciennes institutions, l'inconduite des gouvernans, et les abus d'autorité avaient long-temps provoqué tour à tour les plaintes, les invectives et les sarcasmes les plus amers. Les déréglemens de la cour précédente avaient beaucoup affaibli le respect dû à la royauté et aux classes élevées qui sont le soutien du trône. D'un autre côté, le caractère irrésolu du nouveau monarque et sa prédilection bienveillante, mais impolitique, pour ne pas dire imprudente, pour toute réforme ayant une apparence d'amélioration, avaient renversé les seules barrières qui auraient pu résister au choc de l'opinion populaire. Par surcroît de malheur la cour et la fa-

mille royale étaient divisées. Le duc d'Orléans surtout dépensait son immense fortune, et employait l'influence naturelle de son rang élevé à susciter mille embarras au gouvernement.

Le funeste déficit dans les finances, qu'il n'était plus possible de combler ni de déguiser, mit en action tous les élémens occultes de discorde. Il fallut, pour remédier au mal, sortir des règles ordinaires de l'administration. Le nouveau ministre des finances, Calonne, suggéra l'expédient de forcer le clergé et la noblesse à sacrifier une partie de leurs priviléges exclusifs, en établissant d'ailleurs un droit de timbre, et un impôt territorial universel. Il proposa en même temps d'abolir les charges qui pesaient principalement sur les classes inférieures de la société. Vergennes approuva ce projet : aussitôt une assemblée composée des membres les plus considérés de l'État, connus sous le nom de *notables*, fut convoquée à cet effet, et le projet fut sanctionné le 22 février 1786.

Vergennes mourut dans ce moment difficile. Le ministère des affaires étrangères fut conféré à M. le comte de Montmorin, naguère ambassadeur en Espagne, qui manquait d'énergie, et n'exerçait aucune influence sur l'esprit irrésolu du roi, bien loin en cela de son prédécesseur. Calonne resta donc seul capable de combattre à la fois l'irrésolution du monarque, les préjugés

des ordres privilégiés et les intrigues des rivaux politiques. On ne fit aucun cas de ses avis, quelque justes et raisonnables qu'ils fussent. Il prit alors le parti de se retirer, voyant qu'il ne pouvait faire le bien. Il fut remplacé par son principal adversaire, M. Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse (1788), qui, après avoir attaqué son plan, ne trouva pas de meilleur expédient que de le suivre, en le modifiant et en lui donnant une nouvelle dénomination; mais cette opposition même que l'archevêque avait montrée ne tarda pas à tourner contre lui, en sorte qu'il eut à soutenir les mêmes attaques que son prédécesseur. Il commença donc par dissoudre l'assemblée des notables, et revint à l'ancien système de décrets enregistrés par le parlement. Mais l'exemple des notables avait été contagieux; le parlement de Paris se montra aussi indocile que cette assemblée. Tous les efforts qu'on tenta pour établir des impôts, ou lever un subside temporaire, furent inutiles. Le gouvernement parut dans une détresse alarmante. Il n'existait au trésor que quatre cent mille francs, encore cette somme insignifiante, qui avait été le produit d'une loterie, était-elle destinée à secourir des districts, qui avaient été dévastés par d'affreux orages, et la cour s'en servit pour ses besoins particuliers. (¹)

(¹) *Mémoires de Besenval*, tome III, page 360.

(21 novembre 1788.) En vain le ministre voulut intimider les esprits en éloignant le parlement de la capitale, et en exilant les membres réfractaires. Ce coup d'État, qui eût échoué même de la part d'un gouvernement plus fort et dans des temps plus tranquilles, occasionna une effervescence de l'espèce la plus dangereuse. Le roi en fut épouvanté; M. de Brienne, qui s'était engagé à convoquer les états-généraux, abandonna sa fâcheuse position (25 août) en mettant le comble aux malheurs publics, par la recommandation qu'il fit au roi de replacer M. Necker à la tête des finances. Malgré la répugnance du monarque à recourir aux états-généraux, il ne resta plus d'autre ressource que cette convocation. Les notables furent assemblés de nouveau pour régler les formalités nécessaires en pareil cas. Les principes démocratiques de Necker, et ses démarches pour conserver la faveur populaire à laquelle il devait son rappel, ne firent qu'accroître l'effervescence que les discussions précédentes avaient fait naître. A la veille du jour mémorable fixé pour la tenue des États, tout annonçait un grand orage politique. La cour était sombre, méfiante et jalouse : on lisait sur le visage des personnes qui voyaient déjà une nouvelle carrière ouverte à leur ambition, une grande exaltation d'esprit, de folles espérances et des projets encore plus extravagans.

Au milieu de ces commotions naissantes, ce qui contribua à affaiblir considérablement le pouvoir de la couronne, furent les efforts convulsifs de la cour pour distraire les esprits, et dissimuler la détresse où elle se trouvait, par de nouvelles alliances et une fomentation de troubles au dehors.

Le parti dominant dans le cabinet français ayant échoué dans ses efforts de conserver son ascendant en Hollande, et étant surtout contrarié d'avoir mis sa faiblesse en évidence, profita des vues ambitieuses des deux cours impériales, et chercha à créer une nouvelle confédération, afin de contrebalancer l'union qui venait de s'établir entre l'Angleterre, la Prusse et la Hollande. Malgré son ancienne et intime amitié avec la Porte, la France, très puissante d'ailleurs, entra dans les projets de l'Autriche et de la Prusse, afin de réunir ses forces aux leurs, contre leurs rivaux communs; elle ne s'attendait pas, sans doute, que les Turcs prendraient l'alarme, et deviendraient les agresseurs en hâtant la déclaration d'une guerre qu'il n'était pas de l'intérêt des Français de provoquer. Pris dans leurs propres filets, et subissant les conséquences de leur propre dilemme, il ne restait à ceux-ci d'autre alternative que de seconder les projets même qui ne pouvaient qu'exciter leurs alarmes; ils fournirent secrètement de l'argent à l'empereur Joseph,

éloignèrent la cour de Pétersbourg du parti anglais, et parvinrent à attirer l'impératrice de Russie dans un engagement commercial, à la place de celui qu'elle avait contracté avec l'Angleterre (1787). Ils cherchèrent également à entraîner Charles III dans leur nouveau système, en lui faisant part d'un projet d'une quadruple alliance, entre les deux cours impériales, la France et l'Espagne. Ce projet renfermait la confirmation de tous les pactes convenus entre les souverains de la maison de Bourbon, celle du traité de commerce passé entre la France et la Russie, la conclusion d'un traité semblable avec l'Espagne, et sous le nom de neutralité on y établissait de telles dispositions relatives aux puissances belligérantes, qu'elles pussent favoriser les projets des cours impériales, et prévenir toute attaque qui aurait pu faire diversion à leurs armées. Le Danemarck fut engagé à accéder à cette alliance. Pour mieux séduire le roi d'Espagne, le plan était accompagné d'une proposition de destiner quelques provinces, qui seraient démembrées de l'empire turc, à la création d'un royaume pour y établir un de ses petits-fils. (1)

Pendant le laps de temps qui s'écoula dans ces

(1) *Diplomatie française*, tome VII, page 458. C'est à tort que l'on a avancé dans plusieurs écrits que cette alliance avait été signée par l'Espagne; voyez surtout l'*Annual Register* pour 1788.

négociations, les deux cours impériales avaient remporté de grands avantages et par terre et par mer (décembre 1787). Joseph II, après une tentative insidieuse pour s'emparer de Belgrade avant la déclaration de guerre, s'empara de Szabach et de Dubitzin, paraissant disposé à tenter la conquête des provinces au-delà du Danube. Une armée combinée russe et autrichienne envahit la Moldavie dans le moment que le corps principal russe s'emparait d'Otchakof, la clef de l'empire ottoman du côté du Dniéper. Pour comble de bonheur, l'escadre russe défit complétement celle des Turcs dans la mer Noire, de sorte que les vastes opérations de l'impératrice semblaient hâter l'accomplissement des grands desseins qu'elle avait conçus pour établir sa puissance maritime aux deux extrémités de l'Europe, et pour dominer à la fois la Baltique et la Méditerranée.

Mais les cours impériales ne purent suivre, sans rencontrer de grands obstacles, leur carrière victorieuse. Tandis que les provinces septentrionales de la Russie se trouvaient dégarnies de troupes pour continuer la guerre contre la Turquie, le caractère romanesque de Gustave-Adolphe, roi de Suède, le porta à saisir cette occasion favorable d'écraser son pouvoir maritime dans la Baltique, et de recouvrer les provinces qui avaient été démembrées de ses États.

Il équipa une escadre de douze vaisseaux, débarqua avec une armée sur les côtes de la Finlande, et attaqua la frontière russe. Les deux escadres se rencontrèrent devant Sweaborg (17 juillet 1788), et après un combat opiniâtre, se séparèrent avec une perte égale des deux côtés. L'attaque par terre semblait devoir être couronnée du plus éclatant succès; mais les progrès de Gustave furent arrêtés par un soulèvement de ses troupes, et par le refus des officiers de faire une guerre offensive au-delà de leurs propres limites, sans le consentement de la diète. Contrarié et désappointé tout à la fois, il retourna dans sa capitale pour comprimer l'esprit de révolte qui avait éclaté sur divers points du royaume. Sa dernière ressource fut d'imiter la conduite de Gustave-Vasa, et de passer en Dalécarlie pour faire un appel à la bravoure et à la loyauté des habitans, lorsqu'il apprit avec étonnement qu'une armée danoise avait pénétré en Norwége, et qu'elle menaçait Gothenbourg.

Dans une crise aussi alarmante, il ne dut sa sûreté qu'à l'intervention de l'Angleterre, de la Prusse et de la Hollande; grâce à leur puissante médiation, l'invasion des Danois fut suspendue, un armistice fut convenu (août 1788), les médiateurs parvinrent à surmonter la répugnance des deux partis à consentir à un arrangement définitif; enfin une convention fut signée à Ud-

dewal ([1]), par laquelle Gustave était maître de déjouer les complots des nobles, et pouvait se prémunir contre les représailles que son attaque contre les Russes avait provoquées.

L'intérêt que l'Angleterre et la Prusse avaient mis à empêcher la perte imminente de la Suède, prouve assez qu'elles ne regardaient point avec indifférence les machinations secrètes de la France, ni les efforts connus des cours impériales pour obtenir un accroissement dangereux de puissance et de territoire. Les embarras intérieurs du gouvernement anglais retardèrent pendant quelque temps le moment d'une intervention efficace; mais les menaces et les préparatifs de la Prusse alarmèrent les cours impériales, ou du moins divisèrent leur attention et enchaînèrent les efforts de l'empereur.

Le monarque espagnol se conduisit dans cette occasion avec beaucoup de fermeté et de circonspection. Malgré les améliorations qui avaient été introduites successivement dans le système des finances, les dégrèvemens accordés aux classes inférieures, les dépenses occasionnées par une foule de projets d'amélioration, l'augmentation de la marine, les charges de l'administration de l'Amérique et les intérêts de la dette publique avaient tellement excédé le revenu public, que

([1]) *Voyages en Pologne, Prusse, Suède et Danemarck*, vol. VII, chap. x.

pendant les quatre dernières années on avait remarqué un déficit annuel montant à une somme très considérable. Cette découverte ne pouvait que donner occasion aux plus sérieuses considérations au moment où le trône de France se trouvait ébranlé par l'effet des mêmes embarras. Ces circonstances donnèrent à Charles le double désir non seulement de maintenir la paix au dedans, mais de mettre un terme aux agitations qui menaçaient le repos de l'Europe. En conséquence, il blâma la tentative insidieuse de l'empereur pour surprendre Belgrade, et sa déclaration de guerre, sans avoir eu le moindre prétexte de provocation; son langage fut non moins précis qu'énergique à l'égard du motif allégué par la cour d'Autriche, qu'elle n'avait d'autre but que de donner plus d'étendue à sa frontière pour pourvoir à sa sûreté et à la tranquillité future de ses États. « Si les souverains, disait-il, pouvaient approuver ces projets, même envisagés de cette manière, les conséquences nécessaires seraient d'interminables jalousies, et un danger perpétuel de perdre cette même paix qu'ils paraissent avoir en vue. »

Mais ce qui l'alarma surtout, ce furent les mouvemens maritimes de l'impératrice Catherine, et ses tentatives pour étendre son pouvoir et son influence jusque sur l'Archipel. Il se méfiait avec raison des projets qui menaçaient de lui enlever

les avantages de son dernier traité avec les Turcs. Ses sentimens de père et de souverain étaient profondément blessés par les efforts de l'impératrice à cette époque, tendant à obtenir un port sur la côte de Naples, et à entraîner le monarque des Deux-Siciles dans une union préjudiciable à l'Espagne. La suite de ces démarches fut une mésintelligence sérieuse avec son fils chéri, laquelle répandit la plus grande amertume sur la dernière année de sa vie.

Charles, mû par ces considérations, non seulement rejeta la proposition de faire partie de la nouvelle quadruple alliance, ainsi que l'offre d'un établissement pour son petit-fils, mais il fit même des propositions à l'Angleterre de se réunir pour expulser la flotte russe de la Méditerranée. Il vit avec satisfaction la mésintelligence naissante entre la Russie et l'Angleterre, et approuva fort la conduite de la cour britannique, de refuser d'assister les Russes soit avec des provisions soit avec des matelots. Il ne se réjouit pas moins de l'échec éprouvé par l'impératrice dans l'attaque de Gustave III, ainsi que de la médiation armée de l'Angleterre et de la Prusse, qui sauva la Suède, rompit les projets de guerre contre la Turquie et préserva l'Europe d'une conflagration universelle.

Mais la preuve la plus évidente du changement opéré dans les maximes politiques de

25.

Charles, fut la conduite qu'il tint envers la France. Quoique d'un caractère trop opiniâtre pour se défaire de ses préventions comme membre de la maison de Bourbon, et quoiqu'il fût trop chatouilleux sur la fidélité à ses engagemens pour annoncer une séparation publique du pacte de famille, ses propres réflexions et les représentations de son ministre lui firent envisager cette affaire sous un point de vue tout-à-fait nouveau. Il parlait du pacte de famille comme d'une alliance purement défensive, pour résister d'un commun accord aux agressions injustes qui auraient pour but d'humilier la maison de Bourbon, mais en aucune manière comme un moyen de servir à des vues d'agrandissement ou à des projets de guerre; telle était sa nouvelle manière de voir. Conformément à ces principes, Florida-Blanca laissa voir sa crainte que les Français ne provoquassent peut-être une nouvelle guerre pour faire diversion au mécontentement général intérieur, et il repoussa constamment toutes les ouvertures tendant à employer la médiation de l'Espagne, ne les considérant que comme des ruses pour engager son souverain dans les troubles qui se manifestaient. Il exprima souvent et avec publicité sa résolution de ne point se fier à un gouvernement qui se trouvait poussé dans des partis désespérés, fruit de ses embarras politiques, et qui n'avait aucun moyen de soutenir

par lui-même la lutte dans laquelle son imprévoyance l'avait engagé. « Ce n'est point assez, disait ce ministre, que je sois assuré des principes pacifiques professés par Montmorin et quelques uns de ses collègues, quand je pense qu'ils sont eux-mêmes les dupes d'autres personnes plus fines qu'eux, et que leurs projets trouvent de l'opposition même dans les petits appartemens de Versailles. » Il connaissait tellement le danger de se lier avec un pays fécond en faiseurs de projets et en novateurs de toute espèce, qu'il disait très souvent que tous les gouvernemens devraient construire un mur d'airain pour se préserver de la contagion des principes français.

Il approuva hautement la conduite aussi ferme que modérée de l'Angleterre après la paix de Paris. « L'Espagne et l'Angleterre, disait-il, sont dans une position superbe et digne d'envie. Sans embarras intérieur quelconque, sans crainte d'agressions ni de vues d'agrandissement, il est dans l'intérêt de toutes deux d'éviter les querelles extérieures, et de réunir leurs efforts pour prévenir un changement dans le système politique de l'Europe, et pour rétablir la paix chez les autres nations. » Il résulta de ces idées, qu'il s'établit une correspondance confidentielle et certainement la plus amicale qui eût jamais eu lieu entre les deux cours de Londres et de Madrid, depuis la mort de Ferdinand VI. L'Es-

pagne parut revenir graduellement aux anciennes maximes de la saine politique qui régnait dans ses conseils avant que l'avénement d'un prince Bourbon l'eût placée dans la dépendance de la France, et rendue l'ennemie de l'Angleterre. (1)(*)

(1) Le contenu de ce chapitre a été tiré de plusieurs ouvrages relatifs au commencement de la révolution française. *Diplomatie française*, tom. VII. *Maison d'Autriche*, tom. II, chapitre XLIX. La partie concernant l'Espagne dans les *Collections* de lord Auckland; et d'autres renseignemens officiels donnés par des personnes dignes de foi.

(*) Cette assertion n'est point fondée. Sous Philippe V, Ferdinand VI et Charles III, l'Espagne a bien pu être alliée, mais non pas dépendante de la France. Philippe fit la guerre au régent; Ferdinand maintint une sage neutralité; et Charles III lui-même, quoique engagé bien imprudemment à la vérité dans le *pacte de famille*, montra plus d'une fois que l'amitié n'était point de la dépendance. Il est fâcheux que le sentiment honorable qu'on nomme patriotisme ait empêché quelquefois notre auteur de rendre hommage à la vérité; mais ce sentiment, impérieux partout, l'est peut-être davantage chez les Anglais; car il exerce fort souvent une funeste influence sur leur jugement, lorsqu'il s'agit des intérêts, de la puissance et de la gloire de la Grande-Bretagne.

CHAPITRE LXXIX.

1788.

Cabales suscitées contre le ministre Florida-Blanca. — Disgrâce de ses adversaires. — Apologie de son administration présentée au roi. — Maladie aiguë et mort de Charles III. — Son caractère, ses mœurs et sa personne. — Son testament et sa famille.

L'Espagne commençait à prospérer à l'ombre de la paix, et Florida-Blanca travaillait avec succès à opérer toutes sortes d'améliorations dans le gouvernement intérieur; mais l'estime et la confiance dont l'honorait son souverain, ne purent le défendre contre la haine qui s'attache toujours à ceux qui exercent le pouvoir, et sont parvenus à un rang élevé. La mort du marquis de Sonora (*), et la nomination de son ami et subordonné le comte Llerena (¹) au département des

(*) Galvez.

(¹) La nomination de don Pedro Llerena au département des finances, fut due réellement à la connaissance de Florida-Blanca. Il était fils d'un aubergiste à Valdemoro et apprenti forgeron; mais ayant épousé une riche veuve à Cuença, il obtint une place de juge inférieur. Dans cette situation il eut le bonheur de recevoir chez lui Florida-Blanca et de gagner sa confiance. Lorsque ce dernier fut élevé au ministère, il n'oublia pas son ami, et successive-

finances, avaient en effet accru son influence dans le ministère; mais il avait rencontré un adversaire formidable dans le comte d'Aranda, qui, ayant été rappelé de l'ambassade de Paris, avait fixé sa résidence à Madrid. Quoique séparé de la cour, l'ex-ministre avait employé avec succès son influence pour hâter la retraite de Grimaldi, et, à l'aide de ses nombreux partisans, il était parvenu à placer dans des postes importans plusieurs des adhérens à sa cause, parmi lesquels on trouve le marquis de Rubi, gouverneur de Madrid, et le général O-Reilly, l'avocat perpétuel de la guerre.

La position et le caractère de Florida-Blanca donnaient de grandes facilités à son habile rival pour former toutes sortes d'intrigues; les mesures

ment lui procura une place de commissaire des guerres dans l'armée employée aux siéges de Gibraltar et de Minorque, puis la place d'intendant d'Andalousie, *asistente de Sevilla*, emploi d'une haute considération pour la partie financière. A la mort de Muzquiz, il lui fit donner le ministère des finances, et le présenta comme un homme d'un grand mérite et d'une haute capacité dans cette partie. Florida-Blanca donna un autre exemple de sa gratitude à l'égard de del Campo, par le canal duquel il avait obtenu dans le temps la protection de Grimaldi. N'ayant pas pour le moment d'autre place honorable et utile à la fois qui fût disponible, que celle d'envoyé près de la cour de Londres, il l'obtint pour del Campo, et il différa d'y faire nommer un ambassadeur jusqu'à ce que les longs services et l'habileté diplomatique de son protégé lui eussent donné des droits à cet honneur.

qu'il prit pour étendre la liberté du commerce avec les colonies, ainsi que pour favoriser les classes pauvres et laborieuses, par la réduction des priviléges des classes supérieures, suscita contre lui une foule d'ennemis parmi les hommes puissans, qui étaient intéressés à s'opposer à ses réformes. Son humble extraction et sa famille ignorée, offraient une source intarissable de sarcasmes et de plaisanteries. Quoiqu'il fût le premier à reconnaître et à exercer l'irritabilité des caractères, et qu'il fût aimé et respecté de tous ceux qui le connaissaient intimement, par une franchise et une sincérité (¹) que les habitudes de la vie ministérielle n'étaient jamais parvenues à étouffer, l'indiscrète liberté de ses manières blessa l'orgueil d'une noblesse altière, tandis que d'un autre côté ses sorties un peu brusques et son attachement invariable au bon droit et à la justice distributive, offensa la foule de ces solliciteurs importuns, dont un ministre est ordinairement trop obsédé (*). Il était d'un caractère trop ardent pour regarder avec indiffé-

(¹) Une personne qui le voyait souvent faisait cette remarque honorable : « Il est incapable de dire une chose qu'il ne pense pas, ni de promettre d'une manière explicite ce qu'il n'est pas dans son intention de faire. » (*Communications de lord Auckland.*)

(*) Un de ces solliciteurs voyant qu'il ne réussissait pas dans ses démarches auprès du ministre, lui dit un jour qu'il aurait recours au roi : « *Triste ressource*, » répondit le ministre.

rence les intrigues qu'on mettait en jeu, à l'effet d'entraver ses mesures et de hâter sa chute. Voici ce qu'il répéta plusieurs fois à un ambassadeur anglais : « Quoique je n'aie point à contenter une chambre des Lords, ni une chambre des Communes, dans l'acception littérale de ces mots, ni une opposition légale à combattre, j'ai pourtant une sorte de parlement, un public et un parti mécontent à ménager, et suis bien loin de pouvoir faire dans toutes ces affaires ce que je voudrais. »

Son âge avancé, la décadence rapide de sa santé, le poids des affaires et les perplexités de sa position lui firent sentir la nécessité de se retirer du ministère. Il renouvela donc la demande que, d'après sa propre relation ([1]), il avait faite plusieurs fois inutilement de rentrer dans la vie privée; mais le roi, qui savait apprécier son mérite et son zèle, craignant d'ailleurs que si une opposition régulière venait à se former, elle n'occasionnât les mêmes troubles qui déchiraient alors la France, refusa d'accéder à sa demande,

([1]) Lorsqu'il demanda la permission de quitter le timon des affaires après la conclusion de la paix avec l'Angleterre, le roi non seulement la lui refusa, mais le força d'accepter la grande croix de l'ordre qu'il venait de créer. Le monarque vainquit le scrupule et la délicatesse du ministre par ces paroles : « Que dirait-on de moi si je ne vous donnais pas quelque témoignage d'estime et de reconnaissance après de si grands services? acceptez donc par considération pour moi. »

et chercha à rendre sa position moins pénible en augmentant les témoignages de son estime et de sa considération pour lui. « Vous ne voudrez pas j'espère, lui dit-il, me quitter dans le déclin de mon âge; restez, je vous en prie, afin que je puisse vous transmettre comme un legs à mon successeur. » Pour contenter le ministre, il dissipa le parti qui travaillait sans cesse à parvenir au pouvoir, et à s'emparer du gouvernail de l'État. Il renvoya O-Reilly, retira au marquis de Rubi son gouvernement de Madrid; et comme celui-ci refusait d'accepter l'ambassade de Berlin, il l'envoya à Pampelune, sorte d'exil honorable.

Ce triomphe n'aveugla point Florida-Blanca jusqu'à mépriser les murmures des mécontens, ni les accusations par lesquelles on cherchait à prévenir le roi contre lui. Il présenta donc au souverain le *compte rendu* de son *administration* ou son *apologie*, document où l'on trouve parfois de l'exaltation, souvent même des détails trop minutieux, mais qui offre un tableau très curieux de ses projets et de ses embarras. Ce travail honore singulièrement son caractère comme homme et comme ministre. L'*apologie* peut être considérée comme la dernière de ses occupations sous le règne de Charles. En terminant cet ouvrage, il demanda de nouveau, et avec les plus vives instances, la faculté de sortir des difficultés de sa position. « Votre Majesté, dit-il, n'ignore

pas que j'ai beaucoup travaillé; elle sait aussi que ma santé s'en est ressentie. Daignez donc, Sire, agréer ma demande, et permettre que je retourne à une vie moins agitée. Si Votre Majesté veut alors m'employer à quelque occupation analogue à ma profession et à mon expérience, je pourrai m'y livrer avec plus de tranquillité et de loisir, comme avec plus de confiance et de certitude de réussir. Si la chose n'est pas possible, daignez du moins, Sire, me délivrer de la peine continuelle que me fait éprouver mon ministère; débarrassez-moi du pénible soin d'examiner les droits des personnes aux emplois, aux dignités, aux faveurs, et aux honneurs; veuillez m'épargner la peine et le danger perpétuel de me méprendre dans cette matière délicate, et dans beaucoup d'autres non moins scabreuses; je ne peux que perdre tout-à-fait ma santé, et compromettre mon existence au milieu des embarras qui m'accablent. Consentez à cela, Sire, je vous en conjure, par égard pour les services que j'ai rendus, par l'amour que je porte et porterai jusqu'à mon dernier soupir à votre auguste personne, et surtout par l'amour de Dieu notre sauveur, que je prie bien sincèrement de conserver vos jours précieux pendant de longues et heureuses années.»

Cette demande n'eut pour résultat que de nouveaux témoignages de confiance et de faveur; l'ap-

probation solennelle, témoignée par le monarque, de cette *apologie*, prouve que le ministre conserva jusqu'au dernier moment de la vie de Charles, sa considération et son estime.

Charles III était parvenu à un grand âge, presque sans infirmités corporelles. Il conservait toujours une rare et forte constitution à l'époque où l'on remarque communément une grande décadence dans la vie ordinaire de l'homme. Mais, malgré une santé aussi robuste, il succomba enfin sous le poids d'un concours d'événemens qui le comblèrent d'afflictions et de soucis. A la cruelle anxiété qu'il éprouvait naturellement à la vue de la position difficile et humiliante de ses parens en France, vinrent se joindre encore des pertes domestiques. Dona Maria, femme de son fils don Gabriel, mourut de la petite vérole (octobre), étant en couche, et sa mort fut suivie de celle de l'infant qu'elle avait mis au monde. Son mari, don Gabriel, gagna la même maladie en assistant son épouse bien-aimée, et succomba victime de son dévoûment (23 novembre) trois semaines après la mort de la princesse.

La perte d'un fils dans la fleur de l'âge, aussi distingué par ses talens [1] que par ses qualités aimables, fut un coup mortel pour son père.

[1] Il passe pour être l'auteur de la traduction de Salluste, imprimée avec un grand luxe typographique par l'imprimerie royale de Madrid.

Charles chercha à faire diversion à sa douleur, en se livrant avec plus d'ardeur à l'exercice de la chasse, son amusement favori; mais sa constitution, déjà affaiblie par le chagrin, ne put résister à une fatigue excessive, ni à l'intempérie de la saison. Il fut saisi, un mois après, de frissons accompagnés d'une fièvre inflammatoire qui attaqua ses poumons, et le conduisit au tombeau à l'âge de soixante-treize ans, dans la dix-neuvième année de son règne.

Après avoir rempli les derniers devoirs de la religion, il fit venir sa famille près de son lit de mort; il exhorta ses enfans à continuer à se maintenir constamment attachés à la religion de leurs ancêtres, et les conjura avec instance de rester étroitement unis. Puis s'adressant au prince des Asturies, il recommanda à sa protection ses enfans et leur descendance; il le conjura de consulter toujours le bien-être de ceux qui allaient bientôt devenir ses sujets, et termina ses conseils par lui recommander de garder Florida-Blanca auprès de lui, comme un conseiller fidèle, un ministre sage et habile à qui le royaume était redevable des plus importantes améliorations.

Les voyageurs ont tracé le caractère de Charles III avec la même incorrection que l'on a remarquée généralement chez les peintres et les graveurs, qui se sont occupés de perpétuer les traits de sa physionomie. Bien loin de manquer de ca-

pacité, si son esprit eût reçu toute la culture convenable, il n'aurait point été au-dessous de la tâche élevée qu'il eut à remplir. Il était doué d'une mémoire prodigieuse, causait avec grâce et facilité; le bon sens et la perspicacité se faisaient voir dans ses discours; il parlait constamment tour à tour l'italien, le français et l'espagnol. Tant qu'il resta sur le trône de Naples il déploya une connaissance parfaite du gouvernement et des intérêts de ce royaume, et s'il n'est point parvenu à un aussi grand degré d'instruction relativement à ceux de l'Espagne, ce ne fut certainement pas faute de talens, ni d'un désir louable de l'acquérir.

Bien différent de son père et de son frère Ferdinand, qui s'affectaient extraordinairement de choses les plus insignifiantes, Charles avait un caractère mâle et vigoureux; il était inébranlable au milieu des plus fortes épreuves. Les succès ne pouvaient l'enorgueillir, ni l'adversité l'accabler. Impénétrable dans ses secrets, il commandait tellement ses sentimens et son maintien, que ni ses yeux ni son langage ne trahissaient ses secrètes pensées. Le pacte de famille était déjà publié à Paris qu'il n'était pas encore connu dans Madrid. Les Jésuites étaient en route pour sortir de l'Espagne, que les individus de cet ordre, dont l'inquiète curiosité trompait toutes les précautions des particuliers et le mystère des cabinets, n'a-

vaient pas même l'idée d'une mesure si énergique et si prudemment conçue et exécutée.

Ses mœurs et sa conduite furent irréprochables au point que dans le long cours de son veuvage, il n'a jamais donné la moindre prise à la censure sous le rapport du goût pour les femmes. Sévère envers lui-même il l'était également envers les autres. Il n'avait pas même de l'indulgence pour les faiblesses de la jeunesse, et il exerçait envers ses enfans la même sévérité qu'il observait pour lui-même.

Scrupuleusement attaché à la religion, sans pourtant se laisser gouverner par son confesseur ni se mettre dans la dépendance de la cour de Rome, il se récriait sur le moindre empiétement en fait d'autorité civile; enfin, il surpassa de beaucoup ses deux prédécesseurs dans les efforts qu'il fit, soit pour réformer les mœurs, soit pour mettre des bornes au pouvoir du clergé.

Quoiqu'il exigeât avec rigidité l'obéissance la plus prompte et la plus absolue à sa volonté, quoiqu'il tînt toujours dans le plus grand respect ses ministres, sa maison et ses sujets, il tempérait cependant son autorité par une bienveillance et une déférence égales. Respecté et craint comme souverain, il était aimé comme homme, et ceux qui l'avaient approché dès son enfance, vieillirent ou moururent à son service.

Ses défauts étaient en petit nombre, mais très

prononcés : entre autres nous ne pouvons passer sous silence son amour pour la chasse, ou pour mieux dire son désir de faire le coup de fusil qui devint bientôt une passion dominante. L'exercice de la chasse au tir absorbait toute son attention et paraissait lui faire oublier toute autre occupation. Un voyageur a fait la remarque assez plaisante que, de même que Titus regardait comme perdu le jour qui n'était point marqué par quelque bienfait de sa part, Charles III considérait comme tel chaque jour dont il n'avait pas consacré une partie à son amusement de prédilection. Il attachait tant d'importance à ses exploits de chasseur qu'il tenait un registre journalier des pièces de gibier qu'il avait abattues. Peu de temps avant sa mort, il se vanta devant un ambassadeur étranger, d'avoir tué de sa main cinq cent trente-neuf loups, et cinq mille trois cent vingt-trois renards, et il ajouta en souriant : « Vous voyez que mon amusement n'est pas sans quelque utilité pour mon royaume [1]. » Un autre défaut était son entêtement pour ses opinions et les résolutions qu'il avait une fois prises. Jamais cette opiniâtreté ne se déploya avec plus de force que dans la conduite

[1] J'ai entendu dire au dernier roi de Pologne, que Louis XIV avait recommandé avec instance à ses descendans, de se livrer à l'exercice violent de la chasse, afin de détruire l'affection d'hypocondrie héréditaire dans sa famille.

qu'il tint avec ses ministres; une fois qu'ils étaient parvenus à gagner sa confiance, ou devenus familiers avec lui par habitude, il se livrait à eux sans réserve, et il les soutenait non seulement contre la clameur populaire, mais même contre les reproches les mieux fondés d'incapacité et d'inconduite. Ainsi que la plupart des personnes douées du même caractère que le sien, il se glorifiait de son entêtement. Outre l'anecdote que nous avons déjà rapportée sur le comte d'Aranda, en voici une autre de la même nature. A l'époque où le ministre de la guerre Muniain, à la suite d'une brouillerie, s'absentait souvent du château sous prétexte d'indisposition, Charles fit la remarque suivante : « Il faut que don Gregorio Muniain compte beaucoup sur ma répugnance reconnue à changer; car autrement il n'aurait jamais osé me provoquer par des témoignages aussi continuels de son peu de respect pour ma personne. »

A l'égard de la direction de son gouvernement, Charles montra toujours une vive sollicitude pour la prospérité des Espagnols. Il encouragea le commerce et l'agriculture, favorisa les beaux-arts dont il avait contracté le goût en Italie, et se distingua mainte et mainte fois comme le protecteur de l'industrie, et le promoteur de toutes les connaissances utiles. Son règne vit éclore des institutions plus avantageuses à l'État, soit dans les sciences, soit dans les lettres,

et se former un nombre plus considérable de personnes attachées à leur culture, que sous aucun autre règne de ses prédécesseurs. Sous lui les Espagnols firent aussi voir que l'esprit des voyages et des recherches, qui, trois siècles auparavant, les avait poussés à travers des mers inconnues, et conduits dans le Nouveau-Monde, n'était pas éteint. Avant les voyages mémorables des navigateurs anglais, ils entreprirent diverses expéditions pour explorer les côtes et les îles de la mer Pacifique, et particulièrement les côtes au nord, à l'est, au sud, et au sud-est du continent américain. Si les noms de Gonzalez, de Monte, d'Ayala et de Maurelle n'ont point obtenu une célébrité pareille à celle d'Anson, de Cook, de Vancouver, de Bougainville et de la Peyrouse, ce n'est point faute de mérite de leur part; il faut en chercher la cause dans la politique jalouse de leur gouvernement à l'égard de toutes les opérations qu'il ordonnait dans les possessions d'Amérique. [1]

Comme membre de la maison de Bourbon,

[1] Bourgoin, vol. II, page 96. Vancouver rend pleine justice aux communications franches et à l'esprit entreprenant des navigateurs espagnols qui furent ses précurseurs. Ils avaient combiné leurs découvertes avec celles des Russes dans l'Océan Pacifique du nord, et avaient reconnu le mont San Elias, près de Béring, comme la bizarrerie la plus singulière de la nature dans ces régions éloignées. (*Voyage de Vancouver, et découvertes russes.*)

Charles III eut toujours un penchant non moins fort que naturel pour la France; mais, comme espagnol et chef d'une grande monarchie, il cherchait à paraître au moins indifférent pour ce pays. Souvent il témoigna la crainte que son cabinet ne vînt à se placer dans la dépendance de celui de la France, comme le fut celui de son père. Cependant il entrait peu dans le détail des affaires, et ses préjugés l'aveuglaient trop pour déjouer les intrigues continuelles et la politique persévérante de cette couronne; en effet, si l'on excepte les dernières années de son règne, les opérations principales de son gouvernement furent dirigées plutôt par des vues et des principes de la politique étrangère, que par les intérêts réels de la nation qu'il commandait.

Charles était d'une taille moyenne; et quoique sa poitrine ne fût pas large, ses formes étaient fortes et athlétiques. Sa complexion, quoique excellente, souffrit beaucoup des effets de son exercice journalier, et son visage, constamment exposé à l'intempérie des saisons, faisait un singulier contraste avec sa couleur naturelle. Les traits les plus saillans de sa figure étaient un nez long et de longs sourcils, qui devenaient plus remarquables à mesure qu'il avançait en âge; mais ce qui distinguait beaucoup sa physionomie, c'était l'expression douce et aimable de son regard : son sourire et son abord

étaient tellement séduisans, qu'on le désignait généralement sous le nom de *bon* vieux roi.

Un de nos premiers voyageurs, à l'époque de son règne, nous a laissé une description caractéristique de la manière dont ce roi chasseur était habillé. « Il porte presque toujours un large chapeau, un habit de drap de Ségovie, une veste de chamois, un couteau de chasse, culotte noire et des bas de laine. Ses poches sont toujours pleines de canifs, de gants, et de mille bagatelles concernant la chasse (*). Dans les jours de gala, il porte des habits superbes; mais comme il pense qu'il doit aller à la chasse dans l'après-midi, et qu'il ne veut pas perdre de temps, les culottes noires vont avec toute sorte d'habits. Je crois qu'il n'y a que trois seuls jours dans toute l'année, dans lesquels il ne va pas à la chasse, et ils sont marqués dans le calendrier [1]. Si la chose arrivait souvent, sa santé en souffri-

(*) Comme preuve de la régularité inaltérable, et même de l'extravagance de son caractère, on raconte qu'il a conservé jusqu'à la fin de ses jours l'habitude de porter toujours dans la poche de son habit les jouets de son enfance. Il ne fallait pas que les valets de chambre oubliassent de les y placer lorsqu'il changeait de vêtemens.

[1] Townshend fait observer que les deux seuls jours où le roi d'Espagne, ordinairement si doux et si aimable, était de mauvaise humeur, étaient les deux jours de la semaine de la Passion, parce qu'il ne pouvait se livrer à son amusement favori.

rait; si par hasard il était forcé de rester au château, il tomberait infailliblement malade. Ni l'orage, ni la chaleur, ni le froid ne l'empêcheront de sortir; et lorsqu'on lui dit qu'il y a un loup dans tel ou tel endroit, la distance est comptée pour rien : il parcourrait s'il le fallait la moitié de son royaume pour tuer cette bête, objet favori de sa chasse. Outre un grand nombre de personnes attachées au service du roi pour la chasse, on prend très souvent, soit dans Madrid, soit dans les villages environnans, des hommes pour faire des battues, et forcer les renards, les sangliers et les autres animaux à venir dans un défilé, où le roi se trouve placé avec la famille royale. »

Charles fit son testament avec les formalités d'usage, le 13 décembre 1788. Après avoir déclaré qu'il restait toujours attaché à la foi orthodoxe, et ayant imploré la protection de la sainte Vierge et des autres saints, il ordonna que son corps fût déposé à côté de celui de sa femme, décédée depuis long-temps, en défendant toutefois qu'on l'embaumât. Il énuméra ensuite ses descendans, et nomma le prince des Asturies tuteur de son petit-fils, don Pedro, fils de l'infant don Gabriel, décédé.

Venant ensuite à la disposition de ses droits, dignités et biens, il rappela l'abdication des couronnes de Naples et de Sicile, et la cession de

plusieurs droits appartenant à l'héritage de Farnèse, déclarant que c'était là tout ce qui revenait à son fils don Fernando, pour sa succession, tant paternelle que maternelle. Une semblable déclaration fut faite à l'égard de sa fille, la grande duchesse de Toscane, en vertu du paiement de son douaire.

On dénombrait les terres qu'il avait acquises, ainsi que les améliorations qu'il avait faites, et on les déclarait incorporées dans le patrimoine de la couronne. Il déclara don Carlos, prince des Asturies, son successeur en Espagne et dans les Indes, en lui recommandant de protéger la religion catholique, sa famille, et surtout les pauvres.

Venait à la suite une disposition relative aux messes que l'on devait dire pour son âme et celle de sa femme; divers dons pour les pauvres et pour les maisons de bienfaisance; des legs aussi pour ses domestiques, particulièrement pour son favori Pini : il les recommandait à la protection de son successeur, à cause de leur attachement et de leur fidélité.

Il distribua après une partie de ses diamans et des objets précieux qui lui appartenaient, à ses fils et petits-fils; et confirma sa disposition de former un établissement en faveur du second fils du prince des Asturies, en y affectant des commanderies en vertu d'un bref du pape. Il

finissait par nommer, pour ses exécuteurs testamentaires, l'infant don Antonio, le patriarche des Indes, l'archevêque de Tolède, l'évêque de Jaen, inquisiteur-général, le majordome-majeur, le grand-veneur, le premier chambellan, le confesseur le P. Louis de Consuegra, le doyen du Conseil de Castille, et les présidens des conseils des Indes et des finances. Le testament fut rédigé et dressé par Florida-Blanca; douze personnes de la cour assistèrent à cet acte comme témoins. (1)

Charles ne se maria qu'une fois. Sa femme fut Amélie, princesse de Saxe, dont il chérissait tant la mémoire, qu'il n'accepta pas les offres répétées et même pressantes qu'on lui fit des princesses les plus belles et les plus accomplies de l'Europe.

Il eut treize enfans de son mariage, savoir :

Philippe Pascal, né en 1747, et exclu de la succession pour cause d'imbécillité, mort en 1777;

Charles, prince des Asturies, son successeur, né en 1748, dont on connaît le règne agité, terminé par la renonciation scandaleuse de Baïonne, et par les grands événemens qui la préparèrent et la suivirent;

Ferdinand, roi des Deux-Siciles, né en 1750, mort en 1823;

Gabriel, né en 1752, épousa une princesse de

(1) Voyage de Swimburne en Espagne. Testament de Charles III. (*Manuscrit.*)

Portugal. Il mourut peu de jours avant son père. Il laissa un seul enfant, don Pedro, qui épousa Marie-Anne, infante de Portugal, de laquelle il a un fils;

Pedro, Antonio et Francisco-Xavier moururent avant leur père;

Maria-Josepha, née en 1744, qui ne fut jamais mariée (elle était contrefaite); elle mourut vers l'an 1804;

Maria-Louisa, née en 1745, devint la femme de l'archiduc Léopold, grand-duc de Toscane, et après empereur; elle mourut en 1792; [1]

Enfin, quatre autres enfans qui moururent en bas âge.

[1] Ce chapitre a été rédigé d'après les précieuses et importantes collections de manuscrits de lord Auckland, et d'après plusieurs notes relatives au caractère de Charles III, insérées dans les communications de lord Malmesbury. Nous avons consulté également Beccatini et Townshend, ainsi que plusieurs autres voyageurs modernes.

FIN DES MÉMOIRES ET DU TOME CINQUIÈME.

Nota. Les Chapitres additionnels suivans renfermant toutes les améliorations et mesures administratives du règne de Charles III, le Chapitre LXXIX des Mémoires, qui traçait l'esquisse de quelques unes, a dû être supprimé: il a été remplacé, dans cette édition française, par celui qui formait le LXXX[e] dans l'original anglais.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE CINQUIÈME VOLUME.

CHAPITRE LXV. — 1767-1769.

CHAPITRE ADDITIONNEL.

CHAPITRE LXVI. — 1764-1771.

CHAPITRE LXXIV. — 1781-1782.

CHAPITRE LXXV. — 1781-1783.

CHAPITRE LXXVI. — 1782-1786.

CHAPITRE LXXVII. — 1783-1789.

FIN DE LA TABLE DU CINQUIÈME VOLUME.

ERRATA.

Page 134, *au lieu de*, politique, *lisez*, littéraire.
137, *au lieu de*, Almodavar, *lisez*, Almodovar.
269, *au lieu de*, Ofanil, *lisez*, Ofarril.

